QUATRIÈME ANNÉE. — N° 20. LE NUMÉRO : 25 CENTIMES. 15 OCTOBRE 1907.

L'Hellénisme

ORGANE BI-MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:
France. . . . . UN AN 6 FR.
Union Postale . . — 8 FR.

DIRECTION A PARIS
42, Rue de Grenelle (VIIe Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

La note austro-russe : *à la Grèce, la Bulgarie et la Serbie.*

L'impression en Bulgarie : *lettre de Sofia.*

Echos : *le portrait de Grégoire V; les manœuvres de l'armée grecque; trois nouvelles villes; légation hellénique aux États-Unis; un congrès panslaviste; meurtres et massacres en Macédoine; nouvelles diverses.*

Russie et Bulgarie : *échos du voyage du grand duc Wladimir.*

Le commerce extérieur de la Grèce : *importations et exportations en 1905.*

Revue de la Presse : *la note austro-russe, commentée par la presse : française, allemande, grecque, serbe, bulgare, autrichienne, russe; les associations coopératives helléniques; les Puissances de l'Entente et le conflit gréco-roumain.*

La note austro-russe

Rien ne saurait malheureusement justifier l'optimisme quasi-général avec lequel a été accueillie, dans les organes bien pensants de la presse occidentale, la note que la diplomatie austro-russe a fait remettre aux cabinets de Sofia, de Belgrade et d'Athènes. Les conseils de modération que la Russie et l'Autriche leur ont fait entendre sont excellents, mais venant d'où ils viennent, ils sont sans valeur, parce qu'ils sont *à priori* frappés d'une légitime suspicion. Bien plus préoccupées de créer, l'une des adhérents au slavisme, l'autre des clients à la cause autrichienne, que de réaliser des réformes en Macédoine, la politique russe et l'autrichienne ont si bien envenimé les conflits de race, qu'elles ont achevé d'embrouiller une situation déjà par elle-même suffisamment compliquée. Aujourd'hui, l'illusion n'est plus permise : l'intervention austro-russe a eu des résultats négatifs, pour ne pas dire funestes. Et de toutes les réformes promises : réorganisation de la justice et de l'administration, adoption de nouvelles méthodes dans la perception des impôts, liberté d'opinion religieuse et nationale, il n'en est pas une qui ait reçu même un semblant d'exécution. On avait, avant tout, promis aux malheureux Macédoniens, la sécurité des personnes et des biens, et les bandes se promènent comme devant, et même plus nombreuses que jamais, brûlant les villages, rançonnant et tuant impitoyablement quiconque entend rester fidèle à un idéal autre que celui qu'elle prétendent servir.

C'est à tort que MM. Isvolsky et d'Aerenthal ont, dans leur récente note, attribué l'aggravation de ces conflits de race à ce qu'ils appellent une fausse interprétation du paragraphe III du programme de Muerszteg. Il faut être prodigieusement ignorant des événements de Macédoine — ou vouloir de parti pris en altérer la nature — pour affirmer que c'est au nom du paragraphe III que les chrétiens s'entretuent dans ce malheureux pays. L'on ne voit vraiment pas les bandes qui y opèrent, réglant leur tactique et organisant leurs massacres sur les confuses élucubrations des chancelleries européennes. La lutte entre nationalités chrétiennes est bien antérieure au programme de Muerszteg : celui-ci date de la fin de 1903 ; son acceptation par la Porte, de février 1904. Or, c'est en 1895 que les Bulgares organisèrent les premières bandes chargées de recruter en Macédoine des adhérents au bulgarisme. Ce mouvement alla croissant de 1897 à 1900, époque à laquelle il se transforma en véritable massacre des populations non bulgares de Macédoine, des Grecs notamment, — massacre qui avait fini par prendre, en 1903, des proportions si graves qu'il détermina, un an après, en 1904, la défensive grecque et en 1905 la défensive serbe .

L'activité des bandes, qu'elles soient bulgares, grecques et serbes, n'a rien de commun avec le paragraphe III du programme de Muerszteg. Les bandes naquirent, les unes d'une tentative de violente bulgarisation de la Macédoine, les autres du désespoir des populations grecques et serbes de Macédoine, lasses d'implorer la protection de l'Europe contre leurs agresseurs bulgares. S'il existe une correlation quelconque entre le programme de Muerszteg et l'effroyable effusion de sang macédonien que l'on feint de déplorer, il faut la rechercher, non dans une fausse interprétation d'un article dont la masse des Macédoniens ne soupçonne même pas l'existence, mais dans le fait que la diplomatie autro-russe n'a pas fait appliquer les réformes élaborées à Muerszteg.

Le paragraphe III, dont la diplomatie austro-russe vient de nous donner une nouvelle glose, s'il a été l'objet de commentaires, ceux-ci ne se sont jamais écarté, que je sache, de l'esprit et de la lettre de son énoncé. Qu'on nous excuse de rappeler à ce propos que c'est en particulier dans ce journal qu'on a plus ardemment souhaité (1) l'exécution des réformes dont le paragraphe III contient le principe : « Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au gouvernement ottoman une modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités. » Cette délimitation devrait-elle être arbitraire ? Il n'est sans doute jamais entré dans l'esprit des puissances de disposer à leur gré du sort des Macédoniens. Aussi, avons-nous toujours demandé, — d'accord en cela avec des esprits impartiaux et des opinions autorisées (1) — en vue précisément « du groupement plus régulier des différentes nationalités », dont il est question dans l'article III, une enquête *internationale* en Macédoine, entourée de toutes les garanties d'impartialité nécessaires et basée sur l'unique critérium de nationalité admissible, parce qu'infaillible : la conscience nationale des populations macédoniennes, librement exprimée. « Mais pour cela, disions-nous récemment encore, il faudrait d'abord mettre fin au terrorisme des bandes ; il faudrait que les bandes, à quelque nationalité qu'elles appartiennent, évacuent le pays et que le calme et la confiance renaissent » (2). Ce n'est ni plus ni moins que ce que dit l'article III ; c'est même exactement la même chose. Pour que le groupement soit *régulier*, il devrait être basé sur la consultation des nationalités intéressées, et pour qu'il soit efficace et définitif, il faudrait qu'il tendît à l'établissement de zones nationales à assigner à chacune d'entre elles. C'est ce que nous avons réclamé. Et si nous avons souscrit avec empressement aux conclusions qu'a déduites d'une étude approfondie de la question M. Ed. Engelhardt, dans sa remarquable étude sur le problème macédonien, préconisant la délimitation de sphères d'influence, c'est que cette solution nous a paru être l'aboutissement final, si lointain fût-il, du « groupement plus régulier de différentes nationalités ». Quoi qu'en pense la diplomatie austro-russe, il est certain qu'étant donné l'irrémédiable régime ottoman, hors de là, l'on ne voit point de solution équitable et franche du problème macédonien. Il est surabondamment prouvé qu'une Macédoine autonome, réunissant des provinces qu'ensanglantent les pires rivalités de race, est pure utopie ; que de consulter les Macédoniens de différentes nationalités pour les rattacher au groupe ethnique dont ils se ré-

(1) L'*Hellénisme*. 1er juin, 1er juillet 1905 ; lettre au *Temps*, 26 mai 1905 ; l'*Hellénisme*, 15 septembre et 1er octobre 1906 ; 1er mars, 15 avril, 1er mai 1907.

(1) Le *Temps*, 23 mai 1905 et 18 décembre 1906 ; Cf. aussi *Revue générale de droit international public*, septembre-octobre et novembre-décembre 1905 ; janvier-février et mars-avril 1906 ; étude de M. ED. ENGELHARDT.

(2) L'*Hellénisme*, 15 avril 1907.

clament respectivement, serait autrement rationnel et efficace que de tenter de rapprocher et d'amalgamer des populations qui se haïssent et s'entretuent. Le contrôle international, qui s'établit lentement mais progressivement en Macédoine, ne saurait jamais constituer qu'une solution provisoire — et transitoire. Il devrait, en tout cas, logiquement se terminer par la délimitation dans les trois vilayets de sphères d'influence attribuées aux Grecs, aux Serbes et aux Bulgares.

Ce serait l'application pure et simple du principe des nationalités que M. Tittoni proposait, il y a quelques mois, dans un discours à la Chambre italienne, comme devant servir de base à la solution de la question macédonienne.

Les Bulgares ont toujours énergiquement repoussé cette thèse : ils demandent une Macédoine autonome globale, aux limites d'ailleurs purement arbitraires, dans l'espoir de s'en emparer par un coup d'Etat analogue à celui qui leur a valu, en 1885, la Roumélie orientale. Jusqu'ici, ils repoussaient même l'enquête ethnographique que les Grecs réclament en Macédoine. Et nous n'avons pas été peu surpris de trouver dans la réponse que M. Stancioff, ministre des Affaires étrangères de la principauté, vient de faire à la note austro-russe, le vœu de voir s'ouvrir une enquête sur le caractère national des vilayets macédoniens, de même que sur les contestations dont sont l'objet, de la part des compétiteurs, des églises et des écoles en Macédoine.

Pour une fois, notre point de vue peut s'accorder avec celui des Bulgares — à condition toutefois que l'enquête soit confiée à une commission internationale et qu'elle ne tienne compte que des libres déclarations des Macédoniens, en dehors de toute pression turque ou autre, en dehors surtout de toute intervention des bandes, quelles qu'elles soient.

Malheureusement, nous ne nous faisons nulle illusion à cet égard. L'entente austro-russe continuera à exercer son action funeste en Macédoine, et le pays. terrorisé par les bandes adverses, gémissant sous le joug turc, sera encore la proie des intrigues diplomatiques, en attendant que se produise la solution, miracle ou catastrophe finale qui pourra l'achever ou le sauver.

Le texte de la note austro-russe du 28 septembre

Aux gouvernements de Grèce, de Bulgarie et de Serbie

La lutte sanglante entre les nationalités chrétiennes, dont la Macédoine est le théâtre depuis ces dernières années, a dû nécessairement attirer l'attention sérieuse des deux puissances engagées dans l'œuvre des réformes. Depuis un certain temps, les bandes chrétiennes, dirigées d'abord contre le Gouvernement Ottoman, changèrent de direction et frappèrent de leur action terroriste les chrétiens mêmes, dans le but de les forcer à abandonner la nationalité et la religion, qu'ils professaient, pour embrasser celles dont les bandes avaient pris la cause entre leurs mains.

De nombreux symptômes et surtout les manifestations explicites des comités révolutionnaires et de la presse balkanique, paraissent démontrer que ce mouvement criminel est — tout au moins en partie — causé par une interprétation erronée, mais malheureusement très répandue, de l'article III du programme de Muerzsteg : « Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au gouvernement ottoman une modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités ».

Les Comités révolutionnaires, en écartant de leur activité les agressions contre le gouvernement ottoman et en leur substituant la rivalité nationale, agissaient apparemment ainsi pour élargir la sphère territoriale de leur nationalité dans l'espoir que cette extension, bien que factice et due plutôt à la force qu'au libre arbitre des habitants, pourrait servir de base à la délimitation territoriale prévue par l'article III du programme de Muerzsteg et obtenir ainsi la sanction des Puissances de l'Entente.

Sans vouloir discuter la bonne ou mauvaise foi de ce malentendu, les Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne tiennent à établir une fois pour toutes ce qui suit :

1. Des modifications dans la délimitation territoriale des unités nationales ne pourront être conseillées à la Sublime Porte — d'après le texte même du point III du programme de Muerzsteg — qu'après la constitution de l'apaisement du pays ; or, les Puissances de l'Entente sont parfaitement d'accord à reconnaître que la constatation d'un apaisement présume la disparition complète des bandes — non seulement pour quelques mois, mais pour un laps de temps assez considérable — de sorte que la délimitation en question ne pourra être inaugurée qu'après la pacification durable du pays.

II. L'article III a été erronément interprété dans le sens que les Puissances de l'Entente auraient l'intention de procéder, pour ainsi dire, à la division du pays en sphères nationales. C'est surtout cette idée qui paraît avoir inspiré l'action des bandes qui ont pour but d'élargir autant que possible la future sphère de leur nationalité au détriment des races rivales.

En présence de cet état de choses, les Puissances de l'Entente se croient en devoir de déclarer qu'elles n'avaient jamais l'intention de conseiller à la Sublime Porte la création des sphères nationales en Macédoine et que les dispositions de l'article III du programme de Muerzsteg ne visaient que des changements relativement peu importants dans le but de faciliter l'activité des autorités locales.

III. La délimitation que les Puissances de l'Entente ont en vue — quels que soient son caractère ou son étendue éventuels — ne pourra en aucun cas tenir compte des soi-disant changements nationaux que l'action terroriste des bandes aurait provoqués. Ni les profits, ni les pertes qui en ont été ou en seront les conséquences, pour l'une ou l'autre des races rivales, ne pourront servir de base à la délimitation en question ; cette délimitation sera au contraire basée sur le principe du *statu quo ante* et sur les constatations sérieuses et indépendantes faites sur les lieux.

Les deux Puissances de l'Entente ayant entrepris la lourde tâche des réformes en Macédoine ont maintes fois déclaré qu'elles n'admettraient aucune immixtion des éléments locaux dans l'œuvre réformatrice, ayant pour but de lui donner une direction contraire aux vues de deux gouvernements agissant d'accord avec les autres Puissances. Toute activité des bandes dans les trois vilayets ne pourrait qu'aggraver la situation en poussant la Sublime Porte à une recrudescence de répressions amplement justifiée et ne ferait que retarder la réalisation des réformes si nécessaires pour le bien-être et les intérêts mêmes des populations chrétiennes de la Macédoine. La cessation des hostilités entre ces populations s'impose, et les deux Puissances, prêtant une grande importance aux explications et déclarations ci-dessus, ont tenu à les faire parvenir aux gouvernements des Etats balkaniques. Elles espèrent que ces gouvernements s'inspireront des indications et conseils qu'elles leur donnent dans leur propre intérêt, et qu'ils s'emploieront à mettre fin à tout appui que les bandes macédoniennes pourraient trouver du côté de leurs conationaux.

L'IMPRESSION A SOFIA

(*De notre correspondant*)

Sofia, 7 *octobre*.

Les dépêches de Vienne annoncent que la note austro-russe a produit une bonne impression à Athènes et à Belgrade. Cela s'explique surtout par le fait que les deux puissances n'ont point oublié cette fois d'adresser des remontrances au cabinet de Sofia, le premier, le principal instigateur des troubles sanglants de Macédoine. La diplomatie austro-russe a été bien inspirée en donnant cette satisfaction aux Grecs et aux Serbes et en laissant quelque espoir quant à l'impartialité des puissances réformatrices vis-àvis des compétiteurs.

A Sofia, la note austro-russe a produit une joie qu'on n'a point cherché à dissimuler. Mais si l'on s'en réjouit, ce n'est pas parce que, comme ils le prétendent, ils y voient le désir sincère de l'Europe de pacifier la Macédoine ; c'est uniquement à cause de l'interprétation qui a été donnée par la diplomatie austro-russe de l'article III du programme de Muerzsteg. En effet, vous savez que la réforme que semblait promettre cette clause fameuse, à savoir la division de la Macédoine en districts administratifs comportant un groupement plus rationnel des nationalités — réforme pouvant aboutir à l'établissement de sphères d'influence, — est exactement contraire aux vues du bulgarisme qui réclame une Macédoine autonome globale, avec l'espoir de pouvoir un jour s'en emparer. En somme les Bulgares repoussent le partage de la Macédoine. Tous leurs journaux sont d'accord là-dessus et vous vous rappelez en quels termes l'organe des Comités de Sofia, la *Makedono-Odrinski Plegled* attaquait, il n'y a pas très longtemps, la thèse d'une répartition des vilayets macédoniens en sphères d'influence : « La résistance la plus acharnée, disait la feuille chauviniste bulgare (1), la plus audacieuse contre l'éventualité du partage de la Macédoine viendra de la Bulgarie. La principauté, de même que l'Organisation intérieure considérent l'intégrité territoriale de la Macédoine comme une condition essentielle de la solution de la question macédonienne »...

Nous trouvons une autre preuve de la satisfaction particulière qu'a produite ici la note austro-russe dans la réponse que M. Stancioff, ministre des Affaires étrangères, vient de faire et qui commence en ces termes :

Le principe du maintien de l'unité et de l'intégrité de la Macédoine, dans ses limites géographiques et administratives nettement déterminées, a été adopté par le Gouvernement Princier dès le début de l'action réformatrice des puissances.

Excluant tout partage de la Macédoine, soit par nationalités (partage pratiquement impossible), soit en sphères d'influence (partage politiquement dangereux), le Gouvernement Princier a dirigé tous ses efforts et toutes ses démarches dans le sens du maintien de l'intégrité de la Macédoine. En cela il a cru conformer sa politique à l'article III du programme de Muerzsteg, qui, d'après son interprétation, ne vise pas au partage de la Macédoine par nationalités ou en sphères d'influence, mais au contraire au groupement de tous les territoires qui sont compris dans les limites géographiques de la province.

Dans l'article III du programme de Muerzsteg, le Gouvernement Princier n'a cessé de voir une mesure qui tend à créer une seule province, à

(1) Numéro du 16/28 janvier 1907.

limites naturelles, de certaines parties des trois vilayets de Salonique, d'Uskub et de Monastir et à modifier la subdivision administrative de cette province de telle manière, qu'à la division factice actuelle, qui ne répond pas aux besoins de la population, il en soit substitué une autre, plus rationnelle, qui groupe séparément les diverses nationalités en vue d'éviter les conflits perpétuels qui les divisent. Aussi, le Gouvernement Bulgare accueille-t-il avec intérêt l'interprétation que les puissances réformatrices viennent de donner à l'article III du programme de Muerzsteg.

Cependant, tout en convenant de l'utilité de cette interprétation autorisée, le Gouvernement Princier croit devoir et pouvoir rappeler les mesures qu'il juge indispensables à la réalisation du programme des Puissances en Macédoine. Ces mesures seraient :

I. La détermination précise des limites du territoire soumis au régime des réformes.

II. Une subdivision administrative nouvelle du territoire soumis aux réformes.

III. Un contrôle efficace en ce qui concerne tous les conflits portant sur la nationalité, les églises et les écoles.

IV. Le recensement de la population.

V. La réorganisation de la police et de la justice.

Ce qu'il y a de vrai dans les lignes que je viens de citer c'est que la Bulgarie a toujours repoussé la thèse du partage de la Macédoine en sphères d'influence. Si dans les paragraphes III et IV de sa réponse, le gouvernement bulgare réclame une enquête sur les nationalités et le recensement de la population de Macédoine, ce n'est pas qu'il la souhaite, loin de là : vous avez, en maintes occasions, pu constater combien au contraire on appréhende ici cette enquête ethnique que vous ne cessez de réclamer depuis deux ans, sur la base même de l'article III du programme de Muerzsteg.

Le gouvernement bulgare, en se ralliant à cette thèse, cherche seulement à donner le change sur ses dispositions et à témoigner d'une bonne foi dont il n'est pas animé.

Il est fort à craindre que la note austro-russe ne ranime les espérances des Bulgares — qu'ils avaient commencé à perdre, — en la possibilité de la création d'une Macédoine autonome et ne les encourage à persévérer dans la voie de la criminalité et des violentes tentatives de bulgarisation des populations grecques et serbes de Macédoine. Le *Den* (21 septembre/4 octobre), espère que « avec le temps, les puissances se persuaderont de l'insuccès complet de l'article III et adopteront l'autonomie ».

Les bandes bulgares n'ont point renoncé et ne semblent pas davantage disposées à renoncer à leur sanglante mission en Macédoine, malgré les protestations d'une partie de la presse indépendante bulgare. Quoique l'agence télégraphique bulgare et quelques journaux de la principauté s'efforcent de démontrer qu'il n'existe plus de bandes bulgares en Macédoine, tout le monde sait ici pertinemment qu'elles partent en grand nombre pour aller massacrer les Grecs et les Serbes de Macédoine. Tout récemment encore, un certain nombre de bandes ont envahi la partie septentrionale du pays, où leur action est néanmoins ralentie par les divergences qui règnent entre les comités de Sofia, l'Organisation intérieure et le parti Tzontcheff. Le caza de Kitchevodé, abandonné par les bandes serbes, a été occupé par les Bulgares ; ils s'empressent aussi de diriger leurs bandes sur tous les points d'où les corps grecs se sont retirés ; trois bandes bulgares ont pénétré dans le caza de Monastir, Perlépé-Krouchevo-Morihovo. Est-ce ainsi que la Bulgarie entend la pacification de la Macédoine ?

La *Neue Freie Presse*, du 27 septembre, adresse de sévères critiques à la Bulgarie, en disant que l'agitation bulgare en Macédoine est due en grande partie à l'influence du clergé et des instituteurs bulgares. Elle engage la Turquie à faire des remontrances à ce sujet à l'exarque bulgare de Constantinople.

Il serait naïf d'espérer que la note austro-russe exercera une influence quelconque à Sofia. L'imperturbable hypocrisie avec laquelle on feint ici de se soumettre aux volontés de l'Europe, ne doit illusionner personne. Pour mettre fin au carnage macédonien, il faudrait que l'action criminelle bulgare fût arrêtée, par une pression sérieuse de toutes les puissances européennes. Pacifier la Macédoine sans mâter la Bulgarie est une entreprise impossible. C'est là une vérité en quelque sorte mathématique.

M.

ÉCHOS

LE PORTRAIT DE GRÉGOIRE V. — Des trois portes d'entrée par lesquelles on accède dans la résidence du patriarche grec de Constantinople, l'une, celle du milieu, demeure fermée, depuis qu'en 1821, d'ordre du sultan Mahmoud, fut pendu là Grégoire V, patriarche de Constantinople, accusé d'avoir été un des promoteurs de l'insurrection grecque.

La semaine dernière, à l'occasion de la célébration de l'exaltation de la croix, le patriarche œcuménique Joachim III avait fait placer le portrait de Grégoire V à l'endroit même de la pendaison, afin d'en faciliter la vénération aux fidèles. Cette nouvelle, rapidement répandue dans Constantinople, donna bientôt lieu à un véritable pèlerinage de la population grecque.

Trois jours après, le fait ayant été dénoncé au sultan par d'innombrables espions qui représentèrent l'acte du patriarche comme impliquant des velléités séditieuses, le sultan fit mander à Yildiz le représentant laïque du patriarcat, M. Ikiadès, et lui fit dire par son premier secrétaire, Tahsin pacha, que Sa Majesté « avait été d'autant plus surprise et affectée en apprenant que le portrait de Grégoire V avait été appendu à l'entrée du patriarcat, qu'elle avait toujours constaté la sagesse et le loyalisme du patriarche des Grecs ». En même temps le porte-parole du sultan exprimait au représentant du patriarche le désir du sultan que l'on trouvât moyen de « réparer la chose ».

A quoi Joachim III fit répondre que c'était en vue de faciliter aux fidèles la vénération de l'image qu'il avait ordonné l'exposition de l'effigie du patriarche-martyr.

Le grand vizir, le ministre de l'intérieur sont également intervenus au nom du sultan qui, par iradé, a réclamé la disparition du séditieux emblème.

***

LES MANOEUVRES DE L'ARMÉE GRECQUE. — Les grandes manœuvres, auxquelles étaient convoqués quatre classes de réservistes, ont été terminées le 6 octobre par une grande revue militaire, près d'Athènes.

Les troupes, drapeaux déployés et clairons sonnant aux champs, ont défilé devant le prince royal, les ministres et attachés militaires, puis ont fait leur entrée dans la ville, ayant à leur tête le prince royal et les autres princes, entourés d'un brillant état-major.

Par l'avenue Alexandra, les rues de Patissia et du Stade, la place du Syntagmatos et l'avenue Kiphissia, les bataillons ont regagné leurs casernes au milieu des acclamations enthousiastes de la foule.

Les manœuvres ont démontré l'ardent désir du peuple grec de doter le pays d'une armée digne de ce nom. Les réservistes ont répondu en masse à l'appel ; l'empressement a été général, unanime ; dans leur désir de témoigner de leur intérêt à l'organisation militaire du pays, les troupes ont renoncé à leur solde en faveur de la Caisse de la Défense nationale, et les paysans qui ont été l'objet de réquisitions militaires refusèrent d'être indemnisés.

De l'avis de tous ceux qui ont suivi attentivement les manœuvres, les soldats ont fait preuve d'un entrain et d'une endurance extraordinaires. Le moral des troupes, leur ardeur, leur vivacité ont fait la meilleure impression. L'opinion des personnes compétentes sur la valeur de nombreux officiers supérieurs est moins favorable et le prince héritier a eu pour eux des critiques sévères et point imméritées. La presse grecque est unanime à louer l'énergie et l'activité dont le prince Constantin a fait preuve, ayant en une semaine parcouru le pays pour assister aux différentes manœuvres, qui ont eu en lui un juge, un chef et un critique excellent.

Les attachés militaires des légations de France, de Turquie, d'Italie, de Russie et un colonel spécialement accrédité par le gouvernement des Etats-Unis ont suivi toutes les phases des manœuvres. L'attaché militaire français, M. Brémons d'Ars, a témoigné une fois de plus de son amitié pour la Grèce, en suivant les manœuvres avec un intérêt tout particulier.

***

TROIS NOUVELLES VILLES GRECQUES. — On télégraphie d'Athènes que le dimanche 13 octobre a eu lieu, en présence du prince royal régent, des ministres de l'intérieur et des finances, de l'archevêque d'Athènes, de plusieurs députés, d'autres notabilités et d'une foule immense, la pose, près de la ville d'Almiros (Thessalie), de la première pierre des nouvelles villes qui seront bâties par le gouvernement, en souvenir des villes grecques d'Anchialos et d'Euxeinoupolis (Bulgarie), dont la première fut incendiée l'année dernière ; ces deux villes serviront à installer les réfugiés venant de Varna, de Bourgas et de Sozoupolis.

Le lendemain a été posée la première pierre d'une troisième ville, qui portera le nom de Philippopoli et recevra les réfugiés grecs provenant de la ville du même nom.

Les derniers crédits alloués à l'entretien des réfugiés de Bulgarie ont été vite épuisés, et le ministre de l'intérieur a soumis à la signature du prince régent un décret accordant un nouveau secours de 400.000 francs.

En un an, l'Etat grec a dû donner près de deux millions de francs, sans compter un demi-million offert par les particuliers en faveur des victimes des persécutions bulgares.

Les journaux grecs parlent de la présence à Athènes de nombreux agents secrets, émissaires du gouvernement bulgare, chargés de raccoler les plus misérables d'entre ces malheureux et de les persuader, par de belles promesses de regagner la Bulgarie. Car après les avoir mis en fuite, le gouvernement du

prince Ferdinand ne songe qu'à les faire revenir. Quel effet sur les populations macédonienne si l'on pouvait montrer la Grèce incapable de recueillir 25.000 réfugiés grecs de Bulgarie !

***

LÉGATION GRECQUE AUX ETATS-UNIS. — L'importance, sans cesse croissante, par suite de l'émigration, des intérêts grecs engagés en Amérique, a amené le gouvernement hellénique à songer à la création d'une légation aux Etats-Unis, dont on désigne d'ores et déjà le titulaire, M. Lambros Coromilas, consul général de Grèce à Salonique.

Quelque regret que nous éprouvions à voir M. Coromilas s'éloigner d'un poste où il a rendu de signalés services à son pays, nous ne pourrions que féliciter le gouvernement hellénique de confier à un homme de la valeur de M. Coromilas le soin de le représenter à Washington, où ses qualités personnelles, sa haute culture, son tact de diplomate accompli seront sans doute dûment appréciés. Son activité et son énergie trouveront là un vaste champ d'action et nous ne doutons point qu'il ne parvienne à concentrer et à développer les forces, aujourd'hui éparses, de nos colonies d'outre-Atlantique.

M. Alexandropoulo, consul général de Grèce à Janina, succède à M. Coromilas, à Athènes : M. Angonakis remplace M. Alexandropoulo à Janina..

***

UN CONGRÈS PANSLAVISTE. — Le président de la société de bienfaisance slave à Moscou, M. Tcherep-Spyridovitch, vient de rentrer en Russie après une tournée de propagande dans l'Europe occidentale et en Amérique.

Notre correspondant de Sofia nous avait donné en son temps (l'*Hellénisme* du 1er août 1906) le programme arrêté par cette société dans sa réunion du mois de juillet de l'année passée. On nous écrit qu'elle vient de tenir sa séance annuelle générale pour adopter un nouveau plan d'action qui, outre les mesures arrêtées l'année passée, se propose :

1° De travailler à disposer l'opinion publique en Europe, en faveur des Slaves et à former une ligue internationale latino-slave ;

2° De rappeler au peuple russe que l'argent qu'il dépense sous forme de dons aux monastères et moines grecs (*sic*) est utilisé par les Grecs pour l'extermination des Slaves de Macédoine (*sic*), province dont la délivrance ne sera atteinte qu'au moment où un rapprochement aura lieu entre les comités macédonien, albanais, serbe et arménien ;

3° De se tenir prêts à parer à toutes les éventualités auxquelles peut donner lieu la mort de l'empereur François-Joseph, du pape Pie X et du sultan Abdul-Hamid.

Ont été admis au sein de la société panslaviste, à titre de membres honoraires, l'archevêque de New-York Henry Aster, le général Grant Wilson, le comte Lützoff, de Londres, M. Antoine Gabriella de Lisbonne, Mme A.-J. Kiréeva de Moscou et M. Ir.-Ev. Ghecheff, chef du parti national de Sofia.

Le panslaviste M. A. Borsenko, d'Odessa, a mis à la disposition de M. Stolypine une somme de 100.000 roubles pour la convocation d'un congrès panslaviste. M. Stolypine a remercié le donateur par une lettre d'acceptation ; il promet qu'il sera procédé, en temps opportun, à l'organisation de ce congrès.

MEURTRES ET MASSACRES EN MACÉDOINE. — Les nombreuses bandes bulgares dont on signale de tous côtés l'entrée en Macédoine, témoignent d'une activité qui va sans cesse croissant.

Les agences ont publié la dépêche suivante datée du 7 août : « *Dans l'attaque du village grec de Negovani par une bande bulgare, six femmes ont été brûlées vives et trois autres femmes et trois hommes ont été tués.*

« *Cinquante paysans bulgares considérés comme complices des assaillants ont été arrêtés par les autorités turques.*

« *Une autre bande bulgare a tué trois Grecs près du village de Malenkitz (Caza de Serrès), où depuis quarante jours une quinzaine de Grecs et plusieurs musulmans ont été tués.* »

Les journaux étrangers ont également enregistré ces jours derniers divers autres exploits, comme ce massacre, perpétrés à Promouri Chourmassi par des bandits bulgaro-roumanisants, postés en embuscade sur la route de Niaousta à Selia, de huit jardiniers grecs, les nommés Molios Kestihiliari, Charalambos Bouklou, Jean Tsolakos, Nicolas Milis, Théophane Cocoris, Georges Pandremenos.

Une autre bande bulgare a assassiné, le 15 septembre, trois Grecs de Rossilovon (caza de Vodena), les nommés : Christos Sakkoulis, Christos Tassos et Mitros Tassos.

Le même jour, deux autres Hellènes étaient massacrés à Tehovon, village que les bandes veulent convertir au bulgarisme et qui a été particulièrement éprouvé depuis deux ans.

La propagande roumaine, qui, elle, se repose sur des bandes bulgares et turco-albanaises du soin d'exécuter ses sentences de mort, compte, à son actif, quelques victimes : des Grecs-Koutzo-Valaques, qui n'entendent pas adhérer au « roumanisme macédonien ». Le 27 août, une bande turque, commandée par le brigand turco-albanais Arif, à la solde de la propagande roumaine, a assassiné quatre Gréco-Valaques de Siatitsa; le même bandit a mis à mort, près de Cozani ,le 3 septembre, un autre Gréco-Valaque, D. Tsabadjis.

On écrit de Salonique qu'une bande bulgaro-roumaine a attaqué le village grec de Mikrovocizis avec l'intention d'y mettre le feu. Les paysans, s'étant armés, sont sortis à la rencontre de la bande ; un combat très vif, qui dura quinze minutes, s'ensuivit, et la bande fut contrainte de prendre la fuite.

Les rapports consulaires établissent la fréquente connivence des autorités turques qui, ostensiblement, prêtent leur appui aux roumanisants, ce qui permet aux bandits bulgares, leurs alliés, d'en bénéficier indirectement.

Par contre, les Turcs se montrent particulièrement actifs quand il s'agit de donner la chasse aux *antartes* grecs. Divers engagements ont eu lieu entre les troupes turques et les corps grecs, dont le dernier, celui de Bessita, 12 septembre, a été des plus sanglants.

NOUVELLES DIVERSES

— L'archevêque grec de Drama est sorti victorieux du piège que Turcs et Bulgares lui avaient tendu. L'enquête ouverte sur sa correspondance a révélé la complète innocence du prélat. Sa fameuse lettre à l'archevêque de Canterbury, où la police turque avait cru trouver enfin un document des plus compromettants, n'est qu'une dissertation théologique sur l'union des églises grecque et anglicane, qui se termine par un appel au prélat anglais en faveur des droits si cruellement violés de tous les chrétiens de Macédoine.

— Le bulgarophile anglais, M. Noël Buxton, président du Balkan Committee de Londres, de passage à Sofia où il est allé compléter sa documentation sur les affaires macédoniennes — M. Buxton aurait mieux fait d'aller se documenter en Macédoine même — a déclaré à un rédacteur du *Dnevnik* (23/6 septembre) que la Macédoine ne sera reformée que du jour où on l'arrachera des mains des Turcs pour la confier à une commission internationale dont un des devoirs primordiaux devra consister à constater la nationalité des diverses populations macédoniennes, une fois le pays pacifié.

— M. Harvey, délégué anglais à la commission financière de la Macédoine, est nommé conseiller d'Etat au ministère des finances d'Egypte. Il est remplacé à la commission par M. Graves, consul général d'Angleterre en cette ville. M. Graves a rempli pendant cinq ans, les fonctions de consul-général d'Angleterre en cette ville.

— L'« Alliance Française »de Copenhague, vient de donner une soirée littéraire sur la Grèce. Conférencier : M. Frank Choisy, projections lumineuses de M. Boissonnas. Y assistaient le corps diplomatique, le comte de Beaucaire, ministre de France à Copenhague, les autorités locales, une sœur de Rostand, etc., etc.

Le *Politiken* loue sans réserve le conférencier et les projections. Le roi Georges de Grèce a ensuite reçu M. Choisy en audience particulière.

— Sous le titre *Services de Byzance à l'Europe* le prêtre russe M. G. Popoff donne un aperçu de l'histoire de l'empire grec et de l'hellénisme du moyen âge. Les titres suggestifs de chacune des trois parties de son livre dispensent d'en faire l'analyse. C'est d'abord *les services politiques de Byzance à l'Europe*, puis *l'action civilisatrice de Byzance sur l'Europe* et enfin, *l'influence de Byzance sur les destinées et la vie historique de la Russie*, le tout précédé d'une préface où l'auteur montre que la civilisation de l'Europe est due à Byzance, à ses grands hommes qui ont endigué pendant dix siècles la marée montante de la barbarie et entretenu le feu sacré de la civilisation grecque.

— Après une tournée en Grèce, au cours de laquelle elle a visité les principaux centres archéologiques, Mme Numa Jacquemaire, fille de M. Clemenceau, a quitté la Grèce où elle a reçu l'accueil le plus empressé et le plus chaleureux de la part de la population et des autorités.

RUSSIE ET BULGARIE

Échos de la visite du grand-duc Wladimir

(*De notre correspondant.*)

Sofia, octobre.

L'information donnée par certains journaux austro-hongrois, notamment la *Neue Freie Presse* et le *Pester Lloyd*, au sujet de l'attitude réservée du grand-duc Wladimir à l'égard de la députation bulgaro-macédonienne, n'est nullement sujette à caution, quoi qu'on puisse penser des idées et des sentiments personnels du grand-duc. Représentant officiel du czar et porte-parole du cabinet de Pétersbourg, dont la politique, actuellement toute de réserve voulue, lui commandait nécessairement une prudente discrétion, le grand-duc n'a point prodigué des encouragements intempestifs à ceux qui, au nom d'une prétendue cause libératrice, venaient en somme lui dire que la Principauté comptait sur l'appui de la Russie pour refaire la grande Bulgarie de San-Stefano au détriment des autres ayants droit.

En recevant l'adresse des mains de la dé-

légation, le grand-duc Wladimir assura, il est vrai, ses signataires qu'il transmettrait ce document au czar et qu'il les engageait à « la patience et à la prudence ». Mais il ne manqua pas d'autre part de les exhorter à « ne pas troubler la situation et à aider de leur mieux à l'application des réformes » en Macédoine. On assure que l'oncle de Nicolas II a donné les mêmes conseils au prince Ferdinand et à ses ministres, en insistant sur ce fait comme pouvant seul encourager la Russie à travailler à l'amélioration du sort « des chrétiens de Macédoine ». Il a fait mieux encore : il a exprimé le désir du czar de voir la Bulgarie non seulement restituer aux Grecs de ce pays leurs églises et leurs écoles usurpées, mais encore indemniser tous ceux qui ont eu à souffrir des pogroms anti-helléniques. Voilà qui déplaît aux Bulgares. Les stamboulovistes ont répandu le bruit qu'ils abandonneraient le pouvoir plutôt que de rendre aux Grecs les biens qu'ils leur ont laissé voler. Le stamboulovisme y perdrait, paraît-il, sa popularité, parce que ce sont ses partisans qui, ayant le plus profité de l'œuvre de spoliation, détiennent aujourd'hui les biens des Grecs ; parce qu'aussi la réparation de cette iniquité lui aliènerait la sympathie de la masse chauvine et fanatique où il puise le meilleur de sa force.

Les stamboulovistes ne sont pas seuls à être mécontents de cette démarche du grand-duc en faveur de nos congénères. L'organe russophile, le *Den*, (6/19 sept.), se montre mécontent de cette immixtion inadmissible de la Russie dans les affaires de famille de sa pupille, la jeune principauté. Et pourtant, le *Den* est un des organes qui ont le plus vivement stigmatisé les excès anti-helléniques. Cette inconséquence, inconcevable à première vue, s'explique pourtant : l'usurpation des établissements communautaires grecs, les Bulgares la considèrent comme un fait accompli que, sauf peut-être de très rares exceptions, tous admettent et approuvent. S'il s'est trouvé des organes pour flétrir le mouvement antihellénique, ne vous faites pas d'illusions sur les motifs de leur indignation et de leurs critiques : ceux-ci doivent être recherchés non dans les violences commises, mais dans la déplorable impression que ces violences ont produit en Occident. Autrement, on n'en a point cure ! Des établissements scolaires ou ecclésiastiques, tous les gouvernements bulgares nous en ont enlevé plus ou moins depuis trente ans, sans bruit et sans risque de discréditer la Bulgarie aux yeux de l'étranger.

Est-ce qu'en Macédoine, province administrativement turque, la propagande bulgare, dont naguère encore les Turcs avaient fait une alliée contre l'hellénisme macédonien, n'a-t-elle pas été jusqu'à enlever, avec la complicité ottomane, des églises et des écoles grecques ? Le rapt et le pillage, legs des hordes de Crumm et autres ancêtres barbares, ne sont-ils pas des qualités nationales ?

Si le grand-duc a demandé aux « Japonais des Balkans » de rester tranquilles, les généraux et autres officiers de sa suite, ravis de l'accueil qu'ils trouvèrent à Sofia, ont prodigué à l'envi encouragements et promesses. « La Bulgarie de San-Stefano sera réalisée », s'écriaient-ils avec enthousiasme. Dans la chaleur communicative d'un banquet, le général russe Parensoff, le premier organisateur de l'armée princière, a assuré à ses hôtes que la « Macédoine redeviendra bulgare ». On est même allé plus loin : « le croissant qui surmonte la coupole de Sainte-Sophie, a proclamé un orateur, *peut être remplacé par l'étendard de l'avant-garde de la Russie dans les Balkans.* » Plaisanteries inoffensives, sans doute, mais qui disent assez l'appétit féroce qui s'est emparé des gens de Sofia, depuis surtout que le créateur de la Bulgarie de San-Stéfano, le comte Ignatieff, encouragea, il y a cinq ans, aux fêtes de Chipka, les ambitions bulgares.

Aux récentes fêtes de Sofia, un autre officier supérieur russe, le général Souhotine, aurait dit : « Apprenez à soutenir les autres comme nous vous avons soutenus... » Et dans un banquet offert par les officiers de l'état-major, il a émis le vœu que « les officiers bulgares éprouvent un jour les mêmes sentiments d'allégresse que nous éprouvons aujourd'hui... » propos que le *Den* interprète ainsi : « Soutenez vos frères subjugués, aidez-les à se libérer pour ressentir un jour les sentiments d'allégresse que donne la satisfaction du devoir accompli... Notre grande sœur la Russie qui nous a ressuscités en nous ramenant à une vie nouvelle et libre, ne nous abandonnera jamais dans des circonstances critiques. Nous l'avons déjà vu une fois après notre affranchissement, dans un moment où nous travaillions contre notre libératrice à l'instigation de ses ennemis. Oui, la Russie ne nous abondonnera point, mais laissons-là en paix, ne soyons pas pour elle une source permanente de troubles et d'amertumes, avec nos menées insidieuses et lâches, et avec nos intrigues... L'âme russe est grande... »

Le *Mir* (4/17 sept.), dans un article de fond, dit que la Russie, s'étant assuré la paix en Extrême-Orient par l'accord russo-japonais et en Asie centrale par l'accord anglo-russe, pourra s'occuper désormais du règlement de ses affaires intérieures, et se tourner utilement vers l'Orient européen. Il atitre l'attention du peuple bulgare sur le rôle que la Russie se prépare à jouer dans les Balkans et l'engage à se rapprocher de cette puissance ; celle-ci, malgré tout, peut être sûre de la fidélité et de la gratitude de la Bulgarie : les tiraillements du passé et des froideurs passagères n'influèrent point sur les sentiments de la principauté envers sa protectrice attitrée. Quant aux Bulgares, dit le *Mir*, « nous savons déjà que les anciens moyens de libération ne sauraient être appliqués en Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople (1), mais la Russie peut, par des accords internationaux, faire non moins pour nos frères subjugués... » Quant aux journaux stamboulovistes, le *Nov Viek* (2/15 sept.), lui aussi, proteste de « la reconnaissance et de l'affection pour nos libérateurs ». Le *Nov Viek* est pourtant russophobe. Notez qu'hier encore, les stamboulovistes, auxquels appartient le *Nov Viek*, proclamaient que leurs espérances étaient toutes dans les Puissances maritimes, tandis qu'ils accusaient la Russie de chercher à tenter un coup de main en Bulgarie. Voilà pour la confiance inaltérable qu'ils professaient pour leur protectrice. Quant à leur gratitude, ils la témoignèrent lors de la guerre russo-japonaise en se déclarant nettement pour les Japonais... N'importe, tout cela semble oublié. Les stamboulovistes eux-mêmes se découvrent tout à coup des sympathies russes. Ils espèrent, ils comptent tous absolument sur l'appui de la Russie pour réaliser le rêve panbulgare. Et même, à l'occasion de l'inauguration du monument du czar « libérateur », MM. Radeff et Daskaloff se sont demandé, dans la *Vetcherna Pochta*, s'il ne se trouvera pas un autre « libérateur » pour « affranchir la Macédoine ». Ils lui promettent... un plus beau monument...

M.

P.-S. — La nouvelle, lancée par la *Changova Vetcherna Pochta*, d'une convention militaire russo-bulgare, est entièrement dénuée de fondement.

(1) Ceci veut dire que la Russie ne se battra plus pour donner la Macédoine et le villayet d'Andrinople en Bulgarie. N.D.L.R.

Le Commerce extérieur de la Grèce en 1905

Le bureau de statistique du ministère des Finances vient de publier les tableaux définitifs du commerce extérieur de la Grèce au cours de l'année 1905.

Il ressort de ces tableaux que l'ensemble des importations s'est élevé en 1905 à 141.756.000 fr. contre 137.016.000 en 1904 ; il faut remonter jusqu'en 1901 pour trouver un chiffre presque aussi important (140.506.000 fr.).

Par pays de provenance et par ordre d'importance pour les cinq années 1901 à 1905 les importations se détaillent ainsi en milliers de francs :

	1905	1904	1903	1902	1901
Russie	27.725	27.233	30.555	30.826	31.141
Angleterre	27.517	29.832	28.399	28.715	31.161
Autriche-Hongr.	19.744	20.139	19.435	21.280	17.193
Turquie	15.538	16.396	14.206	11.898	11.624
Allemagne	13.897	13.078	11.482	11.045	12.255
France	10.101	10.208	11.924	11.341	14.230
Italie	6.190	7.005	5.563	5.533	5.638
Bulgarie	5.136	—	—	—	—
Roumanie	3.815	2.203	2.182	1.724	2.285
Etats-Unis	2.657	1.517	2.485	3.174	2.907
Belgique	2.276	2.176	2.892	3.051	3.487
Hollande	1.922	1.167	1.215	821	1.149
Egypte	634	663	385	416	432
Suisse	348	463	375	391	
Pays divers	4.456	4.946	6.343	7.086	7.004
Total	141.756	137.016	137.494	137.229	140.506

L'ensemble des exportations a atteint en 1905 83.691.000 francs. C'est le chiffre le plus bas, celui de l'année 1902 excepté, depuis 1888. Par pays de provenance et par ordre d'importance les exportations se répartissent en milliers de francs :

	1905	1904	1903	1902	1901
Angleterre	24.437	21.059	22.395	19.998	28.852
Autriche-Hongr.	7.877	10.550	10.236	9.337	8.778
Allemagne	7.515	6.919	4.772	5.521	7.252
Hollande	7.180	6.094	5.523	7.336	9.535
France	7.078	8.624	11.983	7.890	9.217
Etats-Unis	6.441	4.196	5.010	4.083	5.747
Egypte	5.929	6.229	4.556	4.036	3.722
Turquie	4.516	6.580	5.285	6.415	5.479
Italie	4.266	3.663	4.300	4.769	1.524
Belgique	2.068	7.967	5.696	5.559	6.704
Roumanie	1.152	1.712	952	1.729	1.524
Russie	118	2.690	773	1.917	730
Bulgarie	133	—	—	—	—
Pays divers	4.288	4.286	4.452	1.063	2.235
Total	83.691	90.569	85.926	79.663	93.993

Divisées en quatre grandes classes, produits alimentaires, matières premières, produits industriels, marchandises diverses, les importations et exportations donnent par milliers de francs :

Importation

	1905	1904	1903	1902	1901
Produits alimentaires	61.697	56.631	61.212	57.553	58.378
Matières premières	25.619	25.213	24.347	30.438	28.864
Produits industriels	51.204	51.290	48.242	45.411	47.756
Marchandises diverses	3.236	3.882	3.693	3.827	5.508

Exportation

	1905	1904	1903	1902	1901
Produits alimentaires	54.001	53.208	48.138	47.545	62.576
Matières premières	17.793	21.097	21.634	22.194	22.833
Produits industriels	11.508	15.591	15.713	9.135	8.114
Marchandises diverses	339	673	439	789	470

L'Angleterre est toujours le premier client de

la Grèce. En 1905 elle lui a acheté pour 17.109.929 francs de raisin de Corinthe, la moitié du raisin exporté ; pour 5.400.000 francs de minéraux et métaux bruts, le tiers de la production totale ; pour près d'un million de vins, le double de ses achats de l'année précédente. Elle lui a fourni des fils et tissus pour 12.300.000 fr. sur une importation générale du 21.500.000 fr. (chiffres ronds) ; de la houille, 4.400.000 francs sur une importation totale de 5.100.000 francs ; des produits de pêche 2.700.000 francs ; des produits chimiques et pharmaceutiques 1.500.000 fr.

La Russie qui est le grenier de la Grèce est, par contre, un très mauvais acheteur. En 1905 elle a pris en tout et pour tout des huiles, des olives et quelques autres produits agricoles de la faible valeur de 811.000 francs ; alors qu'elle a vendu pour 24.944.751 francs de blé et méteil et pour plus d'un million de farines et de légumineuses. Cependant les importations russes présentent une notable diminution depuis 1901, au bénéfice des céréales bulgares. En 1904 la Bulgarie était encore comprise sous la rubrique Pays divers. En 1905 elle figurait à l'importation pour 5.136.000 francs. En 1906 elle fournissait pour 12.000.000 de céréales et farines et, à en juger par les premières statistiques de 1907, cette augmentation n'est pas près de s'arrêter.

A noter la progressive décroissance des échanges commerciaux avec la France. Du troisième rang la France a passé au quatrième, distancée par l'Autriche et arrive maintenant cinquième, derrière l'Allemagne. Elle a importé en 1905 des fils et tissus 2.000.000 francs ; des peaux brutes et ouvrées 1.200.000 francs des produits chimiques et pharmaceutiques 1.600.000 francs ; des métaux ouvrés un million environ. Elle a acheté à la Grèce principalement du plomb argentifère, 3.473.106 francs.

L'Allemagne a importé des fils et tissus 2.200.000 francs (toujours en chiffres ronds) ; des produits chimiques et pharmaceutiques 2.300.000 fr. ; des minéraux ouvrés 3.400.000 fr., raisin sec, figues, tabac pour 5.000.000 de francs.

L'Autriche vient au premier rang pour le bois de construction (5.500.600 fr.). Trieste est aussi le grand dépôt qui approvisionne la Grèce de denrées coloniales. La Turquie envoie surtout des animaux de boucherie 4.589.089 fr. ; l'Italie du soufre, 1.172.000 francs. L'une et l'autre achètent des vins et alcools. Le tabac est le principal produit grec exporté en Egypte (4.070.563 francs).

REVUE DE LA PRESSE

La note austro-russe

Extrait d'un article du *Temps* (5 oct.)

... Cette netteté a naturellement inquiété ceux qui, à Sofia, à Athènes ou à Belgrade, continuent à penser que le patriotisme leur commande de faire régner en Macédoine le régime de l'assassinat. Tout le monde dit : « Ce n'est pas moi qui ai commencé. » Mais en attendant, tout le monde continue. Nous avons souvent exprimé la conviction qu'il était indigne des journaux indépendants, aussi bien que des gouvernements, de se mêler à la répugnante controverse des trois races qui se jettent leurs morts à la face et s'imputent réciproquement des responsabilités identiques. Nous ne savons pas, et nous ne voulons pas savoir qui a le plus de victimes « au tableau ». Aussi longtemps qu'il sera avéré que chaque nationalité vole, viole, brûle et tue, nous ne rechercherons pas quelle est celle qui atteint le maximum dans cette sanglante concurrence. Leur premier devoir est de poser les armes. L'Autriche et la Russie ont mille fois raison de le leur rappeler.

Mais ce rappel, pour être entendu, comporte une contre-partie. Pour que les races hostiles renoncent à se massacrer, il faut que l'ordre règne en Macédoine ; il faut, en un mot, que la politique des réformes devienne une réalité. Nous signalions tout à l'heure la responsabilité des bandes. Nous touchons ici à la responsabilité des puissances. Le programme de Muerzsteg, sur la base duquel on travaille actuellement, n'est ni meilleur ni pire qu'un autre. Ce qui seul importe, c'est son exécution. Or, à n'en point douter, cette exécution a été trop lente. Notre distingué représentant à la commission de contrôle financier, M. Steeg, expliquait au mois de juillet aux lecteurs du *Temps* ses efforts et ceux de ses collègues pour doter la Macédoine d'un budget et d'une organisation financière acceptable. C'est fort bien. Mais cela ne suffit pas. On étudie en ce moment une réforme judiciaire qui est excellente dans son principe. Mais si on laisse avant de l'appliquer passer autant de mois que pour la réforme financière, on n'en peut pas tenir compte comme d'un progrès acquis ou même prochain. Finances et justice du reste sont beaucoup, mais ce ne sont pas tout. La police aussi doit être fortifiée. Et il est indispensable d'augmenter les effectifs et les pouvoirs de la gendarmerie.

Cette action sur la Porte doit être parallèle à celle qui s'exerce à Sofia, à Athènes et à Belgrade. En ce moment, le gouvernement turc fait avec la réforme judiciaire ce qu'il a fait avec le contrôle financier : il présente un contre-projet qui, de toute évidence, n'offrira pas, notamment au point de vue de la surveillance, les garanties que les ambassades ont jugées nécessaires. C'est un jeu connu. Et dans la mesure où il est connu, on serait inexcusable de s'y laisser prendre. Il ne faut pas tout demander aux nationalités. Et chaque fois qu'on se montre énergique contre elles, il faut légitimer cette énergie en n'en témoignant pas une moindre à l'égard de la Porte. Nous ne sommes animés d'aucun parti pris. Nous reconnaissons que Hilmi-pacha, dans ses fonctions d'inspecteur général, a rendu des services. Mais il faut bien se rendre compte que pour obtenir des Turcs, en faveur de leurs sujets chrétiens, le moins, il faut réclamer le plus. C'est ce que l'Autriche et la Russie feraient sagement de ne point oublier.

Dans le *Figaro* (6 oct.) M. Eugène Lautier commente en ces termes la note austro-russe :

...Aujourd'hui le baron d'Ærenthal et M. Izvolsky interviennent pour corriger ce qu'ils appellent « un malentendu » par politesse pour leurs prédécesseurs. Que les bandes bulgares, serbes ou grecques déposent les armes. Les avantages qu'elles pourraient obtenir par leur propagande sanglante n'entreront jamais en ligne de compte dans les résolutions de l'Europe. D'ailleurs, on n'a jamais songé qu'à des remaniements territoriaux sans importance. Paysans macédoniens qui dormez le dernier sommeil dans les cimetières ou dans les vallées, réveillez-vous : il y a maldonne !... Le comte Lamsdorf et le comte Goluchowski ne s'étaient pas assez clairement expliqués.

Bien que l'entente austro-russe pour les Balkans ait perdu toute autorité, l'on ne peut qu'approuver en principe l'appel à la pacification qui est contenu dans la note des deux gouvernements. Il me plaît de constater que les puissances occidentales ne se sont point laissé devancer dans cette préoccupation d'humanité. A la fin de la dernière session, M. de Pressensé disait dans un *avis* présenté à la Chambre française au nom de la commission des affaires extérieures : « Il est du devoir et de l'intérêt de l'Europe de rendre évident à tout le monde, à la Turquie, à la Grèce, à la Bulgarie, à la Serbie, aux races diverses en Macédoine, que plus elle est résolue à réformer ces provinces, plus elle y donne absolument et irrévocablement l'exclusion à toute action égoïste et turbulente des petits Etats des Balkans... C'est l'ordre et la liberté dans la Macédoine et pour la Macédoine qu'elle se propose de réaliser ; ce n'est nullement un remaniement de la carte de la péninsule des Balkans et l'accroissement du royaume de Grèce ou de la principauté de Bulgarie. » La note austro-russe n'est en somme que le développement de ces idées, développement embarrassé et maladroit à cause des responsabilités énormes de Vienne et de Pétersbourg dans le sanglant désordre où meurt la Macédoine.

Il y a, dans la note austro-russe, des passages inadmissibles : par exemple, lorsqu'on avertit les populations chrétiennes que, si elles ne déposent pas les armes, il pourrait surgir « une recrudescence de répressions *amplement justifiées* ». Deux nations européennes dépassent leur rôle quand elles accordent d'avance, et avec une telle générosité de termes, un blanc-seing aux exécutions en masse. *Amplement justifiées* est vraiment une façon de parler un peu excessive.

A côté de cette phrase fâcheuse, on trouve aussitôt le mot pour rire. La note austro-russe affirme sérieusement que toute propagande bulgare, grecque ou serbe en Macédoine « ne ferait que retarder la réalisation des réformes si nécessaires ». *Retarder ?* Et comment ? Les puissances qui ont conclu l'accord de Muerzsteg se suffisent lorsqu'il s'agit de « retarder » les réformes en Macédoine. Elles n'ont besoin d'invoquer ni la diplomatie dilatoire de la Sublime Porte, ni les difficultés résultant de la guerre fratricide entre chrétiens de Macédoine. Elles réussissent admirablement, et sans le secours de personne, à ne rien faire. Si, de temps à autre, les puissances occidentales — Angleterre France, Italie — n'intervenaient pour demander que l'on commençât enfin à s'occuper de quelque chose, l'entente internationale sur la question balkanique resterait à jamais une grande et cruelle mystification.

Commentaires allemands

Le *Frankfurter Zeitung* (1er oct.) dit excellemment :

... Il est permis de douter que cette interprétation produise l'impression nécessaire sur les bandes bulgares, grecques et serbes, ou sur ceux qui les dirigent de Bulgarie, de Serbie et de Grèce, car les causes des luttes nationales sont plus profondes que ne le croient MM. Isvolsky et d'Aerenthal.

... Les Bulgares ayant compris que les Grecs n'entendent nullement travailler à une Macédoine englobant les vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo, — parce qu'ils ne pensent pas acquérir la prédominance dans une telle Macédoine autonome — ont entrepris une lutte acharnée contre l'hellénisme macédonien, à laquelle les Grecs ont dû opposer la résistance qui continue jusqu'à ce jour.

Le *Frankfurter Zeitung* fait remarquer très justement que l'interprétation, incriminée par la note austro-russe, du paragraphe III de l'accord de Muerszteg, a été celle-là même qu'en a donné M. Tittoni (discours à la Chambre italienne) « qui avait alors laissé entendre que son point de vue avait été adopté par l'Autriche ».

La Gazette de Cologne fait remarquer que « la Bulgarie ne pourra s'épargner l'accusation qui pèse sur elle d'avoir provoqué par ses bandes la sanglante défensive des autres nationalités ».

Jusqu'à présent aucun des pays intéressés n'a acquis un bénéfice quelconque de l'action illégale des bandes en Macédoine, et ils se convaincront avec le temps, que l'action des bandes n'est nullement le bon moyen de réaliser leurs aspirations nationales, mais que cette tactique ne contribue qu'à la misère du pays et à la ruine des populations.

Opinion turque

La Turquie naturellement se montre très satisfaite de ce camouflet aux ambitions de ses petits voisins balkaniques et de l'interprétation rassurante pour elle du paragraphe III de l'accord de Muerszteg.

La *Politishe Correspondenz* se fait mander de Constantinople, que l'impression que la

note a produite sur les cercles officiels de la Porte est des plus favorables.

Ils témoignent d'une vive satisfaction à voir dissiper l'erreur produite par une fausse interprétation de l'article III et se réjouissent de la déclaration des puissances qu'elles n'ont jamais songé à conseiller à la Porte, la création de sphères nationales en Macédoine qu'ils considèrent comme préjudiciables à l'intégrité de l'empire.

Commentaires grecs

La presse d'Athènes, publiant le texte de la communication austro-russe, se montre satisfaite que les recommandations des puissances au sujet de la Macédoine ont été adressées à toutes les capitales balkaniques et non à une seule. Elle espère l'apaisement des populations rivales, si toutes se montrent sincères et loyales dans leur soumission à la politique des puissances.

L'*Acropolis* conseille à la Grèce et à la Macédoine de montrer les premières leur déférences aux conseils de l'Europe en devenant le ferme appui de l'œuvre de réforme.

L'*Empros* exprime sa confiance dans l'esprit de justice des puissances pour reconnaître que les Grecs n'ont jamais été contraires à la pacification.

Le *Neon Asty*, de même que d'autres organes, se réjouit de voir les puissances entrer résolument dans la voie des réformes auxquelles elles associent les pays balkaniques, et constate avec satisfaction leur décision d'imposer à tous leur désir d'apaisement.

Ces commentaires reflètent l'opinion officielle. Beaucoup de journaux mettent moins d'optimisme et plus de sévérité dans leurs appréciations. Le *Messager d'Athènes*, résumant l'opinion de la presse, dit :

La presse athénienne apprécie sévèrement la note austro-russe. Elle flaire un piège dans son verbiage savamment choisi. Elle craint que ses déclarations ne soient une manœuvre pour arrêter la marche victorieuse de l'hellénisme macédonien. En ce moment, en effet, la propagande bulgare se trouve en fâcheuse posture. Ses bandes, battues en brèche par les Antartes grecs, ont cessé de conquérir au schisme des villages terrorisés. Encore un peu et il lui faudra reconnaître, après la faillite de ses maîtres d'école, la faillite de ses comitadjis.

La presse athénienne a peut-être raison. Ce n'est pas sur des mensonges que l'on bâtit une paix durable. Ce n'est pas en rejetant sur les Serbes et les Grecs des torts imaginaires que l'on pacifiera la Macédoine. La source du mal est connue. Il suffit pour la tarir de frapper à Sofia. Cela serait contraire aux intérêts des deux puissances ? Qu'elles aient alors, au moins, le courage de leurs convoitises.

Athinai se montre également très pessimiste. Il insiste sur la nécessité qu'il y a, si si l'on veut pacifier la Macédoine, à imposer àla Bulgarie de rétablir l'ordre chez elle, le territoire de la principauté étant devenu un véritable repaire de brigands, ainsi que le proclamaient tout récemment encore Mikhaïlowky et Natchevitch.

L'*Agon* dit que la note des puissances signifie : « Rasurez-vous, Messieurs, la Macédoine n'appartient à nul d'entre vous. Cessez de vous massacrer dans l'espoir que le vainqueur aura acquis par là des bénéfices. Nous avons bien promis dans l'article III de modifier les limites des unités administratives des vilayets macédoniens, afin de grouper plus normalement les nationaliéts, mais cette réforme ne prévoyait point que les Grecs et les Serbes iraient si loin, que non seulement ils refuseraient de se laisser massacrer sans merci par les Bulgares mais qu'ils auraient l'audace d'abattre leurs meurtriers, comme des chiens enragés »...

Commentaires serbes

L'organe officieux serbe *Samoouprava* commentant la note austro-russe dit :

Nous prenons acte du désir exprimé par les puissances et feront de notre mieux pour empêcher la formation des bandes en territoire serbe et leur passage en territoire turc.

Le *Samoouprava* rappelle que les bandes serbes ne sont que la conséquence du terrorisme bulgare et espère que les puissances s'emploieront à faire cesser l'odieuse criminalité des comitadjis. Il ajoute excellemment que les puisances ont tort de parler de « Macédoine », contrée géographiquement et ethniquement point homogène. Il souhaite que le vilayet d'Uskub en Vieille-Serbie ne soit pas confondu avec la Macédoine véritable et dit avec raison que les luttes entre les nationalités prendront fin aussitôt que la délimitation administrative aura été opérée sur une base « ethnographique ».

D'autres organes serbes se réjouissent de voir les puissances s'intéresser à la Macédoine et à la Vieille Serbie. Le gouvernement royal, disent-ils, donnera loyalement son ferme appui à l'action de réforme.

Commentaires bulgares

Notre correspondant de Sofia nous donne dans la lettre que l'on peut lire plus haut, l'impression générale qui se dégage du ton de la presse bulgare. Nous nous contenterons d'enregistrer ici l'opinion d'un organe gouvernemental, l'officieux *Nov Viek* (21 sept./ 4 oct.) qui déclare sans sourciller que « confiants en la loyauté de l'œuvre des réformes entreprises » les Bulgares ont légitimement fait crédit aux puissances.

Voilà pourquoi, ayant proclamé l'acte des réformes, à son début, comme une œuvre de haute humanité, nous avons considéré de notre plus grand devoir d'y contribuer dans la mesure où l'on pouvait s'y attendre de notre part... (*sic*).

Les Bulgares ont en effet contribué à l'œuvre réformatrice austro-russe en Macédoine, en inaugurant le système de ce que l'homme d'Etat bulgare M. Natchevitch appelait dans sa récente et fameuse campagne, l'effroyable banditisme en Macédoine et en poursuivant la politique que M. Mikhaïlowski, une autre personnalité bulgare, qualifiait de « folie criminelle ».

Le *Nov Viek* dit encore que les Bulgares sont « imbus d'idées humanitaires et non de sentiments chauvinistes ». Oh ! combien !

Commentaires viennois

La presse viennoise a accueilli très favorablement le communiqué.

La *Neue Freie Presse* dit que la Porte désarmerait du coup ses ennemis et leur enlèverait tout prétexte à troubles en consentant à appliquer les réformes judiciaires et en se montrant aussi impartiale envers tous ses sujets sans distinction de confession. Si l'on s'est abstenu de parler des mesures à prendre dans le cas où le sultan n'acceptera pas les propositions réformatrices, c'est uniquement par égard pour la Turquie, car l'éventualité des mesures coercitives a été envisagée. La Russie et l'Autriche, dit la *Neüe Freie Presse*, sont assurées de l'approbation de toute l'Europe civilisée, si elles parviennent à mettre un terme aux atrocités que commettent les chrétiens de Macédoine sous le nom de « politique nationale ».

Le *Neues Wiener Tageblatt* s'adresse aux bandes en ces termes : « Vos agissements ne vous servent à rien ! » et il poursuit : les ministres Aerenthal et Isvolsky ont été les mandataires de l'humanité en prenant des décisions qu'on ne peut accueillir qu'avec la plus grande satisfaction. Il est de l'intérêt de la Porte et des Etats balkaniques d'appliquer ces décisions sans hésitations. Quant à la Porte, elle devrait se rendre compte qu'elle a tout avantage à continuer de réaliser les réformes, cela ne pouvant que porter profit à la souveraineté du sultan.

Ce serait erreur que de compter sur un dissentiment entre les puissances et de croire que la Russie et l'Autriche pourraient être arrêtées dans l'accomplissement de leur œuvre par qui que ce soit.

Le *Fremdenblatt* dit que la note austro-russe adressée aux gouvernements des Etats balkaniques a détruit leurs espérances ; mais — ajoute-t-il — comment des puissances, qui sont chargées d'une mission civilisatrice de première importance, consentiraient-elles à récompenser des usurpations nationales en accordant des avantages nationaux !

Le *Fremdenblatt* pense qu'une fois ce point tiré au clair, l'application des réformes ne pourra que progresser, et que la réforme de justice préconisée et d'un si grand intérêt pour la Porte, sera mise en vigueur.

Le *Ill. Wiener Extrablatt* et la *Oesterreich-Volkszeitung* consacrent des commentaires élogieux à la note austro-russe.

Le *Neues Wiener Journal* croit voir dans les conseils et les avertissements adressés par les deux puissances aux Etats balkaniques et aux bandes que chacun d'eux favorise, un aveu complet du « fiasco de Muerzsteg ».

La *Deutsche Zeitung* observe que la note qui résulte de l'entrevue de MM. Isvolsky et d'Aerenthal est une preuve réjouissante de l'accord qui règne entre la Russie et l'Autriche quant à ce qui concerne la pacification de la Macédoine, qu'elle prouve en outre que les revendications particulières des Grecs, des Serbes et des Bulgares ne sont pas prises en considération.

Commentaires russes

Bien des journaux russes ont trouvé dans la note austro-russe une nouvelle occasion de déverser contre les Grecs leurs injures panslavistes. Le *Novoïé-Vrémia* tient la tête, menant une véritable campagne qui est le meilleur encouragement que l'on puisse donner aux ambitions bulgares et aux crimes des bandes d'assassins lancées contre la Macédoine.

Le *Rouss* attaque la note austro-russe et reproche à l'Autriche l'état de choses en Macédoine. Il prend fait et cause pour les Slaves des Balkans contre les Grecs — les seuls coupables !

Les Associations coopératives helléniques.

La notice publiée dans l'*Hellénisme* du 15 septembre sur les associations coopéra-

tives helléniques, d'après F. Boulanger, a fourni à M. Dem. Georgiadès l'occasion d'une étude intéressante parue dans le *Monde économique* (5 oct.), sur l'organisation de ces associations et sur le principe de la coopération. M. Georgiadès, qui a déjà traité ces sujets, notamment dans une communication au Congrès d'histoire comparée de l'économie sociale de 1900, rappelle l'importance de la question de la coopération :

Le grand principe de la coopération, alors qu'il commençait à être appliqué en Angleterre à peine vers 1820, et, qu'en France, comme atteste M. Yves Guyot, « il était considéré jusqu'à ces derniers temps comme une institution d'un genre spécial, ayant un caractère de bienfaisance, de philanthropie et de désintéressement », était déjà pratiqué dans le Levant, dès le XVIIIe siècle, parmi les populations et les municipalités helléniques, dans toutes sortes d'entreprises : maritimes, commerciales, agricoles et industrielles. Cette pratique comportait, en effet, un ensemble de travaux où toutes les forces productives des associés trouvaient leur emploi. Les trois éléments, sans lesquels il n'y a pas de production, le capital, le travail ou la main-d'œuvre et la capacité personnelle, c'est-à-dire la supériorité intellectuelle professionnelle de chacun, marchaient en parfaite harmonie entre eux, sans conflit, et formaient justement la puissance desdites associations.

Telles étaient les riches associations maritimes de l'archipel grec, l'association de l'île de Chio pour les soies et les étoffes, et tout particulièrement l'association d'Ampélakia qui comprenait 22 villages de la Thessalie dans la riche vallée de Tempé, et dont M. F. Boulanger dans sa remarquable étude précitée, fait l'historique, sur la base de documents authentiques, recueillis par lui.

Tous les habitants, hommes, femmes, enfants, avaient leur part dans cette association. Les plus expérimentés, riches ou pauvres, étaient envoyés à Constantinople, à Smyrne, à Vienne, à Amsterdam, à Londres, à Odessa, pour y établir des comptoirs et des entrepôts ; car l'association embrassait autant l'exploitation agricole et industrielle à l'intérieur, que les opérations commerciales, maritimes et de banque à l'extérieur.

Les femmes et les enfants blanchissaient et teignaient le coton, le liaient par écheveaux, et le mettaient en paquets. Les hommes s'adonnaient aux travaux des champs, inspectaient les autres travaux dans toutes les familles, assemblaient les fils de coton travaillés et teints, les transportaient dans les magasins du chef-lieu et de là à Salonique.

Toutes les Commissions étaient nommées par l'universalité des habitants âgés de 21 ans, réunis en assemblée générale. Souvent les plus pauvres, ayant été reconnus les plus capables, furent élevés aux premières places par le suffrage de leurs concitoyens.

Les Commissions étaient au nombre de cinq :

1° La Commission de régence ;
2° La Commission administrative ;
3° La Commission agricole ;
4° La Commission directrice, industrielle, commerciale, etc. ;
5° La Commission de contrôle.

Tous les trois ans on renouvelait la Commission directrice et celle de contrôle.

Avant la répartition des bénéfices annuels, on déduisait d'abord :

1° Le prix d'achat du blé pour les ouvriers pauvres, les dons à faire aux pachas turcs, les frais des hôpitaux, d'écoles, de bibliothèques, de routes, d'églises, d'administration ; le foyer des bureaux et des agences à l'étranger, les frais de voyage, etc. ;

2° Les intérêts des capitaux avancés par chaque membre de l'association ;

3° Les sommes votées par l'assemblée générale pour récompenser les agents selon le degré de satisfaction qu'ils avaient donné de leur bonne gestion et de leur talent.

Les bénéfices restants se partageaient entre les ouvriers propriétaires des champs de coton et les ouvriers non propriétaires.

L'Association d'Ampélakia prospéra à un tel point qu'elle excita la jalousie des plus fortes maisons de l'Europe. Cette Association s'était constituée solidement en 1795 avec un capital de 100.000 francs environ ; en 1810, époque de son apogée, elle possédait plus de 20 MILLIONS DE FRANCS, et ses effets commerciaux étaient répandus sur toutes les places. « Tant de prospérité, tant de bonheur, fait remarquer M. F. Boulanger, devaient nécessairement attirer la méfiance, la jalousie et la colère des oppresseurs. Il n'était pas dans les desseins de la Providence de laisser se lever sous l'empire du despotisme et de la loi du sabre, le grand jour de la fraternité, de la solidarité et de l'association de toutes les forces de l'activité humaine. »

Les maisons grecques établies alors sur tous les marchés connus montrèrent une telle supériorité sur les marchands de toute autre nationalité, que ceux-ci en conçurent une profonde jalousie, parce que, en moins de dix ans, les négociants grecs ruinèrent presque par leur activité, par la probité dans leurs transactions commerciales, ainsi que par leurs connaissances locales. les factoreries occidentales du Levant.

« A Ampélakia, notamment, ce ne furent ni une position avantageuse, ni des secrets de métier qui produisirent la prospérité de leur industrie, mais l'association libre des ouvriers avec choix libre de leurs chefs et patrons, et une habile union des intérêts du travail, du capital et du talent... »

C'est ainsi que Paris, Vienne, Leipzig, Trieste, Livourne, Munich devenaient successivement, pour ainsi dire, les foyers de la nouvelle civilisation d'un peuple renaissant, et cet admirable résultat était dû presque exclusivement à l'application intelligente dans les milieux industriels et commerciaux helléniques du grand principe de l'association et de la coopération. Mais le régime de la barbarie et du despotisme musulmans ne pouvait tolérer très longtemps parmi les populations chrétiennes tant de prospérité et tant de progrès.

« La Porte excita les Turcs du voisinage d'Ampélakia à fondre sur ces lieux où régnait tant de bonheur, à les ravager et à en disperser les habitants. Ali, pacha de Janina, se fit l'exécuteur de cette œuvre de destruction. En même temps, plus de 10 millions de francs, concentrés à Vienne et constituant une grande partie des fonds que l'association avait en Europe, furent engloutis par la banqueroute financière de l'Autrice en 1811, et les malheureux Ampélakiotes, ayant perdu leur territoire et leurs capitaux, se dispersèrent dans toutes les parties du monde, et depuis n'ont jamais pu se réunir de nouveau. »

Malheureusement, cet esprit d'association et de coopération, qui s'était si admirablement manifesté dans toutes les branches de l'activité grecque de ces temps-là, a peu à peu disparu. C'est surtout à une fausse conception du parlementarisme et au développement d'un individualisme à outrance que M. Georgiadès attribue avec raison ce phénomène déplorable qui, entre autres conséquences, aboutit à sacrifier l'intérêt général au profit des intérêts d'une oligarchie privilégiée : «Le mal dont souffre la Grèce, dit l'auteur, provient uniquement de l'implantation dans le pays des mœurs de certains syndicats cosmopolites ».

Voilà pourquoi dans un pays essentiellement marin, il n'y a plus aujourd'hui une seule société maritime, une seule association coopérative de production ou autre, digne de ce nom. Pourtant, fait à remarquer, tous ceux qui font partie de n'importe quel conseil d'administration, soit de sociétés philanthropiques ou de bienfaisance, soit de sociétés commerciales, financières ou industrielles, soit d'associations ouvrières ou autres, quand ils travaillent individuellement, dirigeant leurs propres affaires personnelles, sont aussi prudents, prévoyants, vigilants, économes, parcimonieux même et d'une probité à toute épreuve, comme l'ont été autrefois leurs ancêtres dans tous les milieux où ils ont vécu. Et, contraste bizarre, là où les affaires personnelles, individuelles de ces hommes prospèrent admirablement sous leur direction paternelle, l'administration de ces mêmes hommes ne donnent plus lieu qu'à des déboires continuels, quand ils sont réunis en conseil pour diriger les intérêts des masses et de la collectivité.

... Heureusement, le pays semble enfin renaître à une nouvelle organisation économique, d'après les idées progressives du système d'association coopérative, grâce à la puissante initiative prise dernièrement par la Banque Nationale de Grèce, secondée dans ses efforts par la nouvelle direction générale de la Banque d'Athènes. A partir du moment où ces deux plus grands établissements de crédit en Grèce ont pris sous leur puissante tutelle immédiate la défense et la protection des grands intérêts du pays, la confiance, si justement ébranlée jusqu'ici, du public commence à renaître, et les intérêts du commerce, de l'industrie et de la marine ne sont plus si exposés, comme autrefois, aux funestes influences du triste passé.

L'auteur promet de revenir sur la question pour exposer la nouvelle organisation préconisée à l'heure actuelle pour l'exploitation d'une entreprise de magasins généraux dans les principaux ports de la Grèce, sur la base du grand principe de la coopération des anciennes associations helléniques.

Les Puissances de l'Entente et le conflit gréco-roumain

Une « haute personnalité russe » a fait à un rédacteur de la *Neue Freie Presse* (4 oct.) des déclarations dont voici un passage :

« Il semble que les deux gouvernements ne s'attendent à aucn obstacle sérieux de la part de la Turquie, si toutefois les puissances sont d'accord pour contribuer à l'application réelle de la réforme judiciaire. Le sort de cette réforme dépend uniquement de l'unité de vues de toutes les puissances. Il est certain que les deux puissances de l'« Entente », verraient d'un bon œil le rétablissement de l'accord entre la Grèce et la Roumanie. Mais le conflit gréco-roumain n'a pas sérieusement occupé les ministres d'Aerenthal et Isvolsky, lors de leur conférence à Vienne, pas plus que la question de leur médiation entre les deux pays n'a été l'objet de leurs entretiens. La conférence du roi Carol avec le ministre des affaires étrangères ne visait pas davantage à une médiation ; elle a été, avant tout, amenée par le désir qu'éprouvait le souverain d'échanger des vues avec l'homme politique russe qu'il connaissait depuis l'époque de son stage diplomatique à Bucarest. La Russie entretient assurément des rapports très amicaux avec la Roumanie, mais elle a des devoirs précis envers la Grèce, puisque après la rupture des relations gréco-roumaines, elle s'est chargée de la protection des Hellènes de Roumanie. La Russie d'ailleurs, ne saurait intervenir d'une façon décisive, dans les relations de deux nations dont les chefs sont mieux que quiconque fixés sur la nature des moyens les meilleurs et les plus dignes d'arriver à une entente, sans nuire aux intérêts et à la dignité des nations dont les destinées leur sont confiées. Les conférences qui ont eu lieu entre MM. d'Aerenthal et Isvolsky, ont eu pour résultat de montrer clairement le parfait accord qui règne entre les deux grandes puissances voisines surtout au sujet de leur conception respective des grandes questions internationales ; elles ont prouvé l'étroite amitié qui lie les deux nations... »

Le Directeur-Gérant : A. ADOSSIDÈS.

Société Anon. des Imprimeries WELLHOFF et ROCHE
55, rue Fromont, Levallois. — ANCEAU, dir.

QUATRIÈME ANNÉE. — Nos 22-23. LE NUMÉRO : 25 CENTIMES. 1-15 DÉCEMBRE 1907.

L'Hellénisme

ORGANE BI-MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:
France. . . . . UN AN 6 FR.
Union Postale . . — 8 FR.

DIRECTION A PARIS
42, Rue de Grenelle (VIIe Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

Grecs et Bulgares au XIXe et au XXe siècles, par *M. le professeur* N. KASASIS.

Les révélations de la presse bulgare : *lettre de Sofia.*

Echos : *les* Everghètes; *la perception de la dîme en Macédoine; l'industrie des étrangers en Grèce; le cabotage grec en Turquie; le budget hellénique; la situation en Crète; les Allemands en Turquie; l'Ecole française primaire d'Athènes; découvertes au Céramique; le recrutement en Grèce; le desséchement des marais de Thessalie; crise économique en Bulgarie; le nouveau délégué financier français en Grèce; des « confrères chers »; nouvelles diverses.*

En Turquie : *les troubles d'Anatolie.*

Mort de deux bandits : *Sarafof et Garvanof.*

Établissements scolaires grecs : *une étude allemande.*

Le chemin de fer du Hedjaz : *les travaux.*

Mariage princier (*d'après le* Figaro).

Rapports d'évêques grecs en Macédoine : *Rachovon, Negovani, crimes divers.*

Publicistes anglais et la question macédonienne : *les articles de* The Nation.

Grecs et Bulgares

au XIXe et au XXe Siècles

Sous ce titre, le professeur N. Kasasis, président de l'Association l' « Hellénismos », vient de publier (1) *une étude sur l'antagonisme gréco-bulgare en Macédoine et le mouvement antihellénique qui en a été le contrecoup en Bulgarie. Remontant aux origines du conflit, l'auteur en examine tour à tour les divers aspects et les phases d'évolution. M. Kasasis s'attarde surtout à décrire les événements de juillet 1906, la destruction des villes grecques de Bulgarie, l'usurpation des églises et des écoles grecques, les pogroms, les persécutions, les attentats de toute nature à la liberté, l'honneur, la vie, le droit de propriété des Hellènes établis en Bulgarie. L'auteur s'abstient de commenter les événements. Il se contente d'exposer des faits, puisant, à dessein sans doute, à des sources bulgares et citant de préférence des journalistes, des hommes politiques bulgares, et non des moindres. C'est ce qui, dans l'espèce, donne précisément à l'ouvrage de M. Kasasis une valeur particulière. Les armes dont il se sert ont été forgées par des Bulgares. Ce sont même celles dont l'auteur se sert presque sans exception le long de ces pages bourrées de documents. Cette étude, purement objective, a sa place marquée dans la bibliothèque de tous ceux que préoccupent les problèmes orientaux. Nous en extrayons les lignes suivantes auxquelles les événements de Macédoine et ceux de Bulgarie donnent depuis plusieurs années un caractère d'actualité en quelque sorte ininterrompue :*

Le Bulgare de nos jours ne diffère pas essentiellement de ses ancêtres, ceux que le chef des Huns entraînait à sa suite, au Ve siècle de notre ère dans ses courses dévastatrices à travers l'Europe. Le poète bulgare Dachoff qui est mort tout récemment, dans un de ses poèmes intitulé : *Un sombre héros*, s'adressant à ses compatriotes, s'écrie :

« O mon peuple ! je regarde ton visage que les souffrances ont rendu féroce et inhumain et je frémis. Des mères asservies t'ont donné le jour ! La voix de la pitié t'est étrangère, car la cruauté est l'élément profond de ta vie ! »

Si ces traits ne suffisent pas, nous pouvons recourir à la peinture du peuple bulgare que nous donne l'historien Amédée Thierry (1) :

Le Bulgare, ou plus correctement Voulgar, appartenait au groupe des Huns finnois et à l'arrière-ban de ce groupe : amené par les dernières guerres civiles, il était venu du fond de la Sibérie planter ses tentes au bord du grand fleuve qui s'appelait alors et s'appelle encore aujourd'hui dans les langues tartares, Athel ou Athil, et qui prit le nom de Volga (fleuve des Voulgars) quand la domination bulgare fut devenue célèbre en Europe. Il faudrait remonter au IVe siècle, époque de l'apparition des premiers Huns, pour retrouver dans l'histoire une impression de terreur et de dégoût comparable à celle qu'excitèrent ces nouveaux venus des solitudes septentrionales, aussi brutes que les bêtes des forêts au milieu desquelles ils avaient vécu jusqu'alors. A côté d'eux, le Hun d'Europe, en contact depuis plus d'un siècle avec les Romains et les Germains, pouvait presque se dire civilisé. Leur laideur, leur saleté, leurs instincts féroces semblaient dépasser tout ce qu'on avait jamais connu. Le Bulgare détruisait pour détruire, tuait pour tuer, s'attachait à effacer tout travail de l'homme, comme pour ne laisser après lui que la représentation de ses déserts. On ne lui savait ni religion, ni culte, si ce n'est le chamanisme qu'il pratiquait avec un grand luxe de superstitions. Quelque chose de diabolique s'attachait à ce peuple hideux, dont les sorciers, plus hideux que lui, évoquaient les esprits de ténèbres avec d'effroyables convulsions. C'étaient ses devins, ses conseillers politiques et ses prêtres, et l'on racontait d'eux des choses étranges auxquelles la crédulité ne manquait pas d'ajouter foi. On disait que placés dans un coin de l'armée pendant la bataille, ils avaient l'art de fasciner l'ennemi, de le troubler, de l'abuser par des visions fantastiques. Le Bulgare, sans frein dans ses appétits, avait la lubricité des bêtes : tous les vices étaient son partage, et il en est un auquel il a la gloire infâme d'avoir donné son nom dans presque toutes les langues de l'Europe. Ses institutions semblaient combinées pour le meurtre, plus encore que pour la guerre; nul chez lui n'arrivait au commandement qu'après avoir tué un ennemi de sa propre main. Il n'y avait pas jusqu'à sa manière de combattre, jusqu'à son arc énorme et ses longues flèches sûres de toucher le but, jusqu'à son coutelas de cuivre rouge, et à ce filet dont il emmaillottait ses ennemis tout en courant, qui n'inspirassent une appréhension involontaire, soit par leur nouveauté, soit par sa dextérité prodigieuse à s'en servir. Aussi, de tous les barbares qui ravagèrent l'empire romain, celui-ci est resté le plus abominé des contemporains et le plus flétri par l'histoire. Maudit-de-Dieu devint l'épithète ordinaire, ou, pour mieux dire, le synonyme du mot Bulgare, et cette qualification, arrachée par la souffrance aux générations romaines du VIe siècle, est entrée dans l'histoire qui lui a donné sa consécration.

Un célèbre diplomate anglais, sir William White, celui qui en 1885 était ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople, avait été envoyé en 1876 pour étudier le peuple bulgare sur place ; voici comment il nous dépeint un des éléments les plus caractéristiques de la jeune Bulgarie, l'instituteur bulgare :

Les instituteurs ont pour la plupart reçu leur instruction en Russie. Rentrés dans leur pays, ils y ont apporté en plus de leur savoir incomplet, des idées très bizarres sur le panslavisme. Voici quel est leur plan : il faudrait détruire le plus possible de lignes ferrées, incendier Andrinople et Philippopoli, mettre le feu à Sofia et aux villages environnants, se jeter sur les agglomérations musulmanes où l'on massacrerait tous ceux qui résisteraient et pillerait leurs biens... Le soulèvement aurait lieu partout au même moment. Les Bulgares qui se refuseraient à suivre les insurgés y seraient contraints par la force et leurs villages seraient livrés aux flammes.

Depuis lors, le Bulgare est arrivé à l'indépendance politique sans que, jusqu'à nos jours, le fond de sa nature morale se soit modifié. A cela rien d'étonnant, vu la manière dont se poursuit l'éducation du peuple. Cette dernière ne se fonde dans la Bulgarie actuelle sur aucune base morale. Le matérialisme le plus grossier règne sur les conceptions intellectuelles des Bulgares ; gouvernants et gouvernés s'y inspirent de tendances nettement anarchistes. Les livres d'enseignement, y compris ceux de l'enseignement supérieur, n'ont d'autre objet que d'éveiller ou de fortifier dans le peuple les instincts les plus féroces. M. Michaïlowsky, professeur et député, un des chefs les plus en vue du mou-

(1) Editeur P.-V. STOCK, 155, rue Saint-Honoré, Paris.

(1) *Histoire d'Attila et de ses successeurs*, par AMÉDÉE THIERRY.

vement intellectuel en son pays, dans un ouvrage où il s'occupe de la question de l'instruction publique, a dû reconnaître que la jeunesse bulgare a été pervertie par de tels enseignements, qu'elle a dégénéré sous leur influence.

Tels sont les éléments moraux et intellectuels dont se compose l'Etat bulgare actuel, celui que les admirateurs enthousiastes de la cause bulgare en Europe considèrent comme devant revivifier et rajeunir les peuples dégénérés de l'Europe orientale, les Grecs, les Albanais, les Serbes, les Osmanlis, celui qu'ils n'hésitent pas à comparer tantôt au Piémont, tantôt à la Prusse et, tout dernièrement, au Japon. Je m'abstiens de citer les noms de ces admirateurs à outrance. Avec quelques-uns d'entre eux, j'entretiens des relations personnelles, et je ne laisse pas que de leur être reconnaissant lorsque je songe à l'intérêt chaleureux qu'ils témoignaient, tout récemment encore, à l'égard de la nation grecque.

Ceux qui professent cette admiration et partagent cet enthousiasme pour les destinées du peuple bulgare, devraient jeter un regard sur son histoire contemporaine, sociale, politique ou ethnique ; qu'ils pensent seulement aux récents événements de Bulgarie et de Roumélie Orientale, événements dont nous allons entreprendre l'exposé le plus fidèle basé sur les témoignages de Bulgares et d'étrangers n'ayant aucun point de contact avec l'hellénisme. Que celui qui aura médité ces faits nous dise si les Bulgares d'Asparoukh, de Krumm et du tzar Syméon diffèrent de ceux de nos jours, des Bulgares de Stambouloff et du prince Ferdinand.

Il y a trois ans, à l'époque des attentats multiples commis tant en Thrace qu'en Macédoine, un journaliste français qui se trouvait sur les lieux, après avoir profondément étudié et analysé le caractère bulgare, disait entre autres : « Pour le Bulgare, un héros ce n'est ni Canaris, ni Garibaldi, mais Ravachol. » M. de Pressensé lui-même, après avoir à maintes reprises, dans les colonnes du *Temps* ainsi qu'à la tribune de la Chambre et dans des meetings à Paris et à Londres, plaidé la cause des Bulgares et contesté les droits de l'hellénisme en Macédoine, se vit contraint il y a trois ans, au moment de l'émotion soulevée par les crimes bulgares, d'écrire dans l'organe parisien déjà cité la conclusion suivante :

> Le gouvernement du sultan devrait passer au cou des dynamiteurs non pas la corde des exécutions, mais le cordon d'Osmanié, car ils lui ont rendu un grand service. Les bombes des révolutionnaires de Salonique ont tué le fantôme de la Macédoine héroïque, qui pendant un instant, avait troublé le monde. Derrière le patriote, l'Europe voit aujourd'hui l'anarchiste, le sauvage. L'illusion s'est évanouie.

Tel est, dans ses grandes lignes, le caractère du Bulgare de notre époque en tant qu'homme et que citoyen. A-t-on jamais étudié les causes et les circonstances du meurtre du lieutenant-colonel bulgare Panitsa, des assassinats de Dimitroff, de Veltcheff, de Stamboulo, de Petkoff ? Une telle étude faite par des hommes éclairés et impartiaux renseignerait l'opinion européenne sur la valeur morale d'une race qu'elle soutient de ses sympathies, et qui, pendant les trente années de son existence indépendante, n'a d'autres titres à faire valoir que des coups d'Etat et des crimes. L'organisation militaire dont l'Europe fait un si grand mérite aux Bulgares, ceux-ci la doivent entièrement aux bases posées par les Russes et par le général Kaulbars ; encore resterait-il à savoir si la force brutale est tellement digne d'admiration lorsqu'elle s'exerce aux dépens des intérêts les plus précieux du genre humain.

Les Aveux de la Presse de Sofia

(*De notre correspondant.*)

Sofia, 5 décembre 1907.

Par suite des derniers forfaits des comitadjis sur les villages gréco-macédoniens, le cabinet britannique a chargé son représentant à Sofia d'attirer l'attention du gouvernement bulgare sur les graves conséquences que les crimes des comitadjis pourraient entraîner et sur la nécessité de veiller plus étroitement à ce que les bandes bulgares ne franchissent pas la frontière. Le représentant anglais à Sofia, M. Buchanan, en s'acquittant de cette mission, à invité M. Stancioff à répondre, dit la *Vetcherna Pochta* (18/1 décembre), à ces « accusations grecques ». Sur quoi M. Stancioff a élaboré son « Mémorandum » qu'il a remis au représentant d'Angleterre, avec copie aux autres puissances. Dans ce mémorandum, les bandits bulgares sont traités de « libérateurs » ; les « bandes révolutionnaires » ne poursuivraient que « l'émancipation politique » de la Macédoine ! ! ! Le « mouvement macédonien » fut « provoqué par la situation intolérable » des Macédoniens et non par la Principauté qui « a gardé une attitude correcte et loyale qui lui a valu plus d'une fois les félicitations des puissances ! ! ! » Les dernières lâches attaques des comitadjis sur de nombreux villages grecs, coïncidant avec le retrait des bandes défensives grecques, sont qualifiées de simples « représailles » ! Enfin il est dit, dans ce mémorandum, que « les bandes révolutionnaires sont organisées en Macédoine et recrutées dans la population locale » et qu'elles « ne poursuivent presque *jamais* une propagande nationale ». En somme l'éternelle rengaine.

Ces affirmations du ministre des Affaires étrangères de Bulgarie sont complètement fausses. Nous y opposerons une fois de plus des déclarations émanant de source bulgare. Dans la *Changova Vetcherna Pochta* (numéro du 7/20 novembre) nous trouvons une correspondance de Constantinople où il est fait appel au Sobranié, afin, qu'agissant « *sur qui de droit* », il fasse cesser le grand mal : *le banditisme bulgare*. Le correspondant de l'organe bulgare nous conte à ce propos quelques historiettes.

Le chef, fameux par ses cruautés, Daeff, celui-là même qui a tenté de capturer le colonel Elliott, avait admis dans sa bande trois jeunes gens ; pour éprouver leur courage, il leur remit des bombes avec ordre de faire sauter le café grec du quartier Makri, à Drama. Ceux-ci commirent l'attentat le 6/19 juillet : il y eu 5 victimes — des Grecs, naturellement, dont une femme. — Cet attentat porta un coup mortel au bulgarisme de Drama, car l'un des brigands, blessé, fut capturé et beaucoup d'arrestations s'ensuivirent.

Le correspondant parle ensuite du cas du village Egri-Déré (caza de Zihna) où il y avait un parti grec et un bulgare. *L'Organisation y envoya une bande afin de forcer le parti grec d'embrasser le bulgarisme* : dans ce but la bande a tué le 9/22 avril le primat Procope. Le crime a eu un résultat tout opposé à celui qu'on avait escompté : non seulement les Grecs ne se déclarèrent pas bulgares, mais encore les exarchistes eux-mêmes abjurèrent le bulgarisme...

Le correspondant énumère une *quarantaine* d'assassinats isolés commis par les comitadjis sur des paysans patriarchistes uniquement parce qu'ils restent fidèles à l'hellénisme et ne se disent pas bulgares.

Le même correspondant, dans une lettre publiée dans la *Changova Vetcherna Pochta* (numéro du 11/24 novembre), parle de la destruction de deux villages gréco-macédoniens : Polog et Tchenghel. « L'on visait à forcer les paysans à se déclarer exarchistes. Mais il est prouvé déjà que ces procédés n'ont d'autre résultat que de consolider la population dans sa nationalité hellénique... » Et après avoir exposé une autre série de crimes commis par les comitadjis sur des Grecs, des Serbes, des Turcs, le journaliste bulgare parle d'un village exarchiste : Barovitza (Enidjé Vardar) où, grâce aux funestes exemples donnés par les comitadjis, les paysans se sont corrompus au point qu'il ne se passe pas de jour sans qu'ils ne s'entretuent : ce ne sont plus que des criminels, des scélérats, dit-il.

Il conclut par cet appel : « Ces horreurs ne vous affligent-elles pas ? Ceci n'est-il pas le châtiment de Dieu ? Est-ce que nous comprenons où nous allons et ce que nous faisons ? Prenez des mesures promptes, Messieurs ! », s'écrie-t-il, s'adressant avant tout à M. Stancioff.

***

Le bruit a couru que le fameux bandit bulgare Sandansky, célèbre par ses méfaits en Macédoine, est arrivé à Sofia, et même la *Balkanska Tribuna* (numéro du 5/18 novembre) a écrit que la police s'est mise à la recherche du ravisseur de miss Stone. Pourtant dans son numéro du 9/22 novembre elle se rétracte : « La police, dit-elle, n'a pas besoin de le rechercher parce qu'elle sait où il est. *Il est arrivé il y a quelques jours à Doubnitza venant de la frontière* pour une très sérieuse affaire de famille. Il s'est amené en voiture ; sur le siège *un gendarme* était assis. Et après avoir fini ses affaires à Doubnitza, il est arrivé, *au su de la police*, à Sofia, où il fréquente librement ses amis, hommes d'Etat et autres, avec lesquels il eut des entretiens intimes, nuitamment, quelquefois jusqu'à l'aube. C'est la vérité même. »

Il est intéressant de rapprocher de ces lignes un article de la *Changova Vetcherna Pochta* (numéro du 22/5 octobre 1907) dû à à la plume de son directeur M. Changhoff, qui a à peine échappé au piège qu'une bande d'*hommes marquants* (et dont faisaient partie les frères Ghennadieff, les rédacteurs de leur organe la *Vetcherna Pochta*, les frères Ivanovi, fournisseurs d'armes des comités et divers comitadjis, dont Sandansky) lui avait dressé.

Pendant les mois d'avril et de mai, dit M. Changoff, l'officieuse *Vetcherna Pochta* publiait dans une série d'articles des détails sur un combat imaginaire dans lequel serait tombé entre autres un nommé Nicolas Stoïmenoff Grouïtchine. « Or, le père de ce malheureux, inquiet de la disparition de son

fils, *vint à Sofia pour se renseigner auprès des comités avec quelle bande son fils était parti et dans quel combat il était tombé.* M. Garvanoff et M. P. Arsoff, après des recherches sérieuses, ont assuré au père attristé que son fils n'était parti avec nulle bande et qu'il n'avait trouvé la mort dans aucun combat. »

Sans rechercher quel intérêt avait l'officieuse *Vetcherna Pochta* de le faire passer pour mort, nous constatons que les comités bulgares ont leur siège à Sofia et qu'ils tiennent des registres détaillés sur les mouvements des bandes qu'ils envoient en Macédoine.

***

Des émigrés du vilayet d'Andrinople ont tenu un congrès général à Philippopoli les 26/8, 27/9 et 28/10 novembre. Considérant que « l'Organisation » n'a point d'attaches parmi la population, mais qu'elle est *imposée du dehors*, qu'elle est dégénérée, qu'elle ruine la population bulgare, ils ont adopté la résolution suivante (*Dnevnik*, 29/11 novembre :

« 1) Condamne l'agitation révolutionnaire en Thrace ;

« 2) Exprime sa profonde indignation contre les libérateurs mal vus de la population andrinopolitaine ;

« 3) Condamne catégoriquement toute existence de bandes dans cette région ;

« 4) Exprime sa profonde aversion envers ces individus qui, dans des buts étrangers à la cause du bulgarisme dans cette région, envoient des bandes et y soutiennent « l'Organisation », vouée à la perte ;

« 5) Estime que l'unique moyen de salut pour le bulgarisme de Thrace est la voie de l'activité, dans le sens de l'évolution par l'instruction ».

Quoiqu'il ne soit question que de la région thrace, les journaux gouvernementaux n'ont pas manqué d'exprimer leur mécontentement. Ainsi, le *Dnevnik* (13/26 novembre) publie un article signé *Zet*, sur le banditisme. L'auteur fait la réflexion suivante : On réclame la suppression du banditisme, mais puisque l' « Organisation » ne peut être conçue sans le banditisme, on demande en somme la suppression de l' « Organisation ». « C'est impossible, déclare-t-il, du moins jusqu'à ce que l'œuvre des réformes soit garantie. » L'Europe estime que les réformes ne sauraient être appliquées efficacement que du jour où les bandes se seront retirées. A l'encontre de cette opinion, le journaliste bulgare proclame que le banditisme ne sera enrayé que lorsqu'on aura garanti l'exécution des réformes : c'est tout simplement contrecarrer les efforts de l'Europe. Celui qui écrit cela paraît être un comitadji de marque, comme il ressort de ce qui suit : « Les journalistes et auteurs bulgares, pour traiter ces questions, doivent être éclairés et ne pas en parler comme des étrangers mal informés. L'Organisation garantira leur sécurité personnelle d'ici jusqu'à Salonique (non pas par chemin de fer, bien sûr) ; qu'ils aillent apprendre sur place la véritable situation. » Et l'auteur de cet article, probablement collègue de M. Pentcheff, termine par un blâme à l'adresse du correspondant de la *Changova Pochta*, dont la campagne contre le banditisme bulgare a tant irrité les comitadjis...

Sur la connivence du gouvernement dans les affaires des comités, voici un autre témoignage émanant du *Grajdanine* (5/18 novembre). L'auteur de cet article, parlant de la résolution de « l'Organisation des Andrinopolitains », contre le banditisme dit : « Cette organisation ne doit pas oublier que, *dans la principauté, il y a des gens, et non des moindres, qui ne resteront pas satisfaits d'une résolution tendant à faire cesser le banditisme.* »

L'auteur cite un passage du discours prononcé au Congrès de Philippopoli par M. Popoff,qui a le plus vivement flétri les actes des bandes bulgares : « LES PARTISANS SONT RECRUTÉS DANS LA PRINCIPAUTÉ PARMI LES PIRES VAGABONDS, incapables de quoi que ce soit d'autre. »

Enfin, pour en finir, avec les citations, que j'ai déjà abrégées d'ailleurs, soulignons un dernier passage de l'article du *Grajdanine*, qui se rapporte à un exploit de ces « bêtes féroces ». L'auteur avait eu entre les mains, au bureau de la presse, un rapport émanant d'un agent bulgare sur le cas d'une bande qui, ayant entendu qu'un maître d'école, en Macédoine, avait recueilli une somme de 500 livres turques, destinées à l' « Œuvre », accourut réclamer cet argent. Or, la nouvelle était fausse ; le maître d'école n'avait pas la moindre somme à sa disposition. « Alors, dit le *Grajdanine*, on se mit à le torturer ; il fut soumis aux plus cruels supplices, dans l'espoir qu'il finirait par avouer ; mais n'ayant rien à avouer, il fut de plus en plus cruellement supplicié, jusqu'à ce qu'enfin il eût expiré entre les mains de ses tortionnaires. »

Les articles du *Grajdanine* font naturellement sensation. Pentcheff, le conseiller du ministre des Affaires étrangères Stancioff, et qui est en même temps membre de l'Organisation intérieure, a riposté par un article plein d'injures pour ce journal assez gênant. M. Pentcheff qualifie l'auteur de cet article de traître, de vendu, etc. Dans son numéro du 17/30 novembre, le *Grajdanine* répond avec dignité qu'en dénonçant ces crimes, funestes pour la cause bulgare elle-même, il accomplit un devoir patriotique.

Nous signalons cette campagne à M. Stancioff qui s'évertue à prouver à l'Europe que les bandes bulgares sont composées de héros qui se sacrifient à la cause de la liberté !

M.

ÉCHOS

LES EVERGÈTES. — Le mois dernier, une pluie d'or s'est abattue de divers côtés sur les institutions scolaires, philanthropiques et patriotiques grecques. Signalons parmi les donations et legs principaux :

Le legs Constantin Sevastopoulo : 1.600.000 francs, soit 500.000 francs à la Société d'agriculture de Grèce ; 300.000 francs pour la fondation et l'entretien d'une école ouvrière ; 100.000 francs à l'hôpital municipal d'Athènes et 100.000 à l'hospice des Enfants trouvés ; 100.000 à l'Université et aux Cuisines populaires ; 100.000 à l'asile des aliénés et à l'orphelinat ; 100.000 à l'hôpital grec de Constantinople ; le reste est réparti entre divers établissements de bienfaisance de Constantinople et d'Athènes.

Un autre Hellène, M. Grigoriou, originaire de Sparte, vient d'offrir à sa ville natale 500.000 francs pour la fondation et l'entretien d'une école professionnelle ; il consacre en outre 100.000 fr. à la construction d'un aqueduc destiné à approvisionner Sparte d'eau potable ; M. Grigoriou compte enfin doter sa ville natale d'un service d'éclairage électrique, les bénéfices de l'entreprise, concédée à la mairie, devant servir à l'entretien d'une institution charitable.

Un autre bienfaiteur, M. Harokopos, consacre 600.000 fr. à la construction d'une école professionnelle à Callithea (Athènes). M. Harokopos dépose à la Banque nationale de Grèce 1.000.000 de francs dont les intérêts seront affectés à l'entretien de l'école .

Le grand armateur grec, originaire d'Ithaque, M. Stathatos, vient de fonder en cette île une école navale et commerciale, richement dotée. L'école où l'enseignement sera à la fois théorique et pratique est placée sous la direction d'un Anglais.

M. Nicolas Avet, Grec établi à Alexandrie, a légué 150.000 fr. aux établissements hospitaliers de Grèce et une somme à peu près égale aux institutions charitables grecques et indigènes d'Alexandrie.

Enfin, un autre Hellène, originaire de Poros, vice-consul de Grèce à Miniè (Egypte), a déposé à la Banque Nationale la somme nécessaire à la fondation d'un hospice à Poros, en faveur des indigents du dème de Trèzène.

***

LA PERCEPTION DE LA DIME EN MACÉDOINE. — Nous avons eu souvent l'occasion de signaler le système qu'à la suite de multiples abus auxquels donne lieu la perception de la dîme par voie d'affermage en Turquie, le gouvernement imagina, et dont l'application, à titre d'essai, se poursuit depuis trois ans environ, dans quelques villages de Macédoine. D'après ce système, on doit évaluer le montant quinquennal de la dîme de chaque village pour le répartir proportionnellement à l'importance et à la superficie des terres en possession des cultivateurs. Tel est le principe du projet actuellement en pratique dans les vilayets de Monastir, Salonique et Cossovo.

Pour faire ressortir la puérilité de la réforme projetée du système dîmier, il nous suffira de dire que l'évaluation de la valeur productive des terres et l'établissement de leur superficie sont basés sur les déclarations verbales des villageois généralement ignorants, déclarations que des commissions composées d'agents ordinairement partiaux et incompétents en matière d'arpentage et d'agriculture, sont chargées de recueillir sur les lieux mêmes.

Notre correspondant de Monastir nous écrit qu'ainsi que cela était à prévoir, cette modification de l'assiette de l'impôt de la dîme n'a pas tardé à donner des résultats absolument défavorables, et partant, à soulever des plaintes de la part d'un grand nombre de villageois qui, sous le nouveau régime, se trouveraient encore plus lésés que par le passé. « Du reste, ajoute-t-il, ce recouvrement de la dîme se heurte d'année en année à de très grands obstacles, ce qui ne laisse pas que de préoccuper sérieusement aussi bien le fisc ottoman que nombre de Sociétés étrangères auxquelles jadis les dîmes de la plupart des localités où ces essais sont pratiqués, ont été données en gage. »

Inutile de rappeler que les récriminations des classes agricoles n'ont guère été prises en considération — les commissions d'expertise qui ont pour mandat de vérifier les protestations des cultivateurs manquant de tout élément sérieux de contrôle — et l'on en est à se demander si la Commission internationale financère, qui doit nécessairement être au courant des diverses phases

qu'a traversées la question, ne songera pas à faire prendre des mesures propres à mettre à l'abri de ces nouvelles exactions le malheureux villageois, dont la situation est déjà en soi si cruellement désespérante.

***

L'INDUSTRIE DES ÉTRANGERS EN GRÈCE. — On parle beaucoup à Athènes de la prochaine constitution d'une société ayant pour but la construction d'hôtels dans les différents centres archéologiques de la Grèce. On signale parmi les participants plusieurs négociants hellènes d'Egypte et les principaux établissement financiers d'Athènes. Les souscriptions qui continuent auraient atteint jusqu'ici 55.000 livres.

La Société se proposerait de construire à Athènes un vaste hôtel capable de loger plusieurs centaines de personnes, ainsi que d'autres hôtels à Delphes, Delos, Sparte, Mycènes, etc. Il est question qu'on s'entende dans ce but avec la Société archéologique de Grèce dont le président, le prince héritier, se montre très favorable à l'entreprise.

On ne saurait trop souhaiter qu'elle aboutisse.

S'il est un pays susceptible d'attirer non seulement les archéologues et les savants, mais encore les artistes, les amateurs de belles lignes et de lumière colorée, enfin les simples touristes, c'est bien la Grèce. L'originalité, la diversité de ses paysages, la douceur de son climat, la merveilleuse beauté de ses sites constituent une richesse qui n'a point été mise en valeur. Le pays n'est pas suffisamment organisé pour s'ouvrir aux étrangers, aux voyageurs modernes, si exigeants en matière de confort.

Dans l'intérieur du pays, les communications ne sont pas toujours faciles, ni le gîte toujours satisfaisant. « Bien des lieux célèbres de la Grèce, dit M. Edmond Thiéry, l'éminent économiste, dans son ouvrage sur la *Grèce financière*, sont encore des fruits défendus ». Ce n'est malheureusement que trop vrai. Il en résulte que le pays n'est fréquenté que par un nombre restreint de voyageurs. Et même ceux-là ne visitent-ils le plus souvent que les principaux centres, les champs de fouilles les plus célèbres. Seuls, les archéologues et les amateurs de courses accidentées, de flâneries solitaires, affrontent-ils les fatigues ou les incommodités d'un grand voyage dans l'intérieur, si fécond en sensations inéprouvées, en impressions inédites. Il est grand temps que la Grèce s'organise pour offrir à l'étranger au moins des moyens de communication rapides, des hôtels suffisamment confortables. Ce sera pour le pays une source de richesse inestimable. Point n'est besoin de violer son pittoresque et d'y introduire tout l'attirail de la prosaïque civilisation moderne. Il suffit de quelques réformes simples et pratiques, du genre de celles qui ont créé l'industrie des étrangers en Norvège, pour aménager le pays et le rendre accessible aux touristes sans commettre un crime de lèse-beauté et lui enlever son caractère. S'il est vrai que l'initiative privée a assumé cette tâche, il faut espérer que l'appui de l'Etat ne lui manquera pas dans une entreprise si utile et appelée à être féconde en heureux résultats.

***

LA QUESTION DU CABOTAGE GREC EN TURQUIE. — Parmi les différends diplomatiques auxquels donne périodiquement lieu, entre la Turquie et la Grèce, le régime des capitulations, il en est un, actuellement pendant, qui a surgi par suite de la prétention, absolument inadmissible, du ministère ottoman de la Marine, d'assimiler la navigation commerciale hellénique à la navigation ottomane. Non seulement d'innombrables difficultés sont suscitées dans les ports turcs aux navires à voiles ou à vapeur, sous pavillon grec, mais encore il est arbitrairement appliqué aux caboteurs des droits de port égaux à ceux auxquels sont assujettis les bateaux ottomans. Cette question préoccupe vivement les Compagnies de navigation hellénique, et plusieurs bateaux, pour se soustraire à ces taxes arbitraires, ont dû prendre le pavillon russe.

Le gouvernement grec, invoquant le régime des capitulations qui rend cette assimilation impossible, et en outre la clause de la nation la plus favorisée dont bénéficie son commerce de cabotage, en vertu de l'article 3 de la Convention gréco-turque de 1903, a chargé son ministre à Constantinople, M. Gryparis, de représentations successives auprès de la Porte. Ces réclamations sont si bien fondées que le ministère ottoman des Affaires étrangères a fini par en reconnaître la légitimité et par donner raison à la Grèce. Cependant, le ministre de la Marine refuse de se conformer à l'avis du département des Affaires étrangères, approuvé d'ailleurs par le Conseil des ministres turcs dans sa séance du 20 novembre.

La question reste actuellement pendante, le ministre de la Marine, Rami-pacha, persistant, contrairement à l'opinion de ses collègues, à traiter le pavillon grec sur le même pied que le pavillon turc.

***

LE BUDGET GREC. — Dès la reprise des travaux de la Chambre, M. Simopoulo, ministre des Finances, a présenté le budget de l'année 1908. Il prévoit 130.308.429 drachmes en recettes et 126.001.887 en dépenses. Cet excès de recettes sur les dépenses (4.306.245 dr.) n'indique pas un excédent réel, pour diverses raisons, notamment parce que le budget de 1908 ne comporte point pour l'instant de crédit en faveur des réfugiés grecs de Bulgarie, alors que 2.500.000 drachmes ont été inscrits dans le budget de 1907. Il est fort à craindre que le gouvernement ne se voie de nouveau dans la nécessité de renouveler ce sacrifice pour l'année à venir ; en effet, l'installation des milliers de réfugiés grecs de Bulgarie n'est pas encore terminée ; avant d'être définitive, elle nécessitera de nouveaux crédits ; en outre, d'autres émigrés, fuyant les persécutions en Bulgarie, continuent à arriver en Grèce, ce qui ajoute à des charges déjà trop lourdes.

A s'en tenir à l'analyse que le ministre des Finances a faite du budget, comparées à celles de l'exercice écoulé, les recettes de 1908 sont supérieures de 305.000 dr. ; les dépenses, inférieures de 5.102.458 drachmes.

Une somme de 4.500.000 drachmes est inscrite encore cette année en faveur de la caisse de la Défense nationale, qui est destinée à pourvoir au renouvellement de l'armement et à d'autres besoins de l'armée hellénique. Un crédit supplémentaire de 667.000 drachmes est aussi inscrit pour l'augmentation des effectifs de la gendarmerie en voie de réorganisation.

Les crédits inscrits en 1908 pour le service de la Dette publique sont inférieurs de 628.000 drachmes à ceux de l'année passée, la consommation du pétrole et quelques autres produits compris dans les monopoles de l'Etat ayant subi une diminution sensible, surtout à cause de la grande diffusion de l'éclairage par le gaz et l'électricité en Grèce.

Il est d'ailleurs à noter que les recettes de l'Etat, qui n'étaient que de 111 millions de drachmes pour l'année 1899, sont aujourd'hui de 126 millions. Quant à l'exercice financier 1907, qui ne se clôturera qu'au mois d'octobre de 1908, le ministre pense qu'à cause des circonstances exceptionnelles, il aboutira à un déficit, mais ce déficit, qui ne dépasserait pas la somme de 1 million de drachmes, pourrait être couvert par des excédents d'exercices antérieurs et par l'application rigoureuse de la loi financière.

En terminant, M. Simopoulo dément formellement le bruit que le gouvernement aurait recours à un emprunt pour couvrir un prétendu déficit de 10 à 15 millions.

***

LA SITUATION EN CRÈTE. — Le correspondant de la *Politische Correspondenz* à Londres signale l'amélioration, qui s'accentue progressivement, de la situation en Crète. Il attribue cet heureux résultat aux efforts et à la clairvoyance du haut-commissaire, M. Zaïmis, et à ses conseillers.

Les officiers grecs ont fini de former la milice, composée de 1.000 hommes, et la gendarmerie qui en compte 1.500. Dès que ces troupes seront complètement organisées et instruites, le gouvernement crétois s'attachera à obtenir le retrait de l'île des troupes internationales. Par suite de l'impartialité que le gouvernement observe, les relations entre Grecs et musulmans se sont sensiblement améliorées. Grâce à la rigueur avec laquelle les meurtres politiques sont punis, il ne s'en est plus produit depuis trois mois. L'Assemblée crétoise s'est séparée le 20 novembre, après avoir voté un projet d'emprunt de 11.500.000 francs. Cinq millions devront être alloués en indemnités pour les pertes résultant des troubles de 1896 et 1898 et le reste à l'amélioration des voies de communication. Le gouvernement donne comme garantie pour le service de la Dette, intérêts et amortissements, les revenus de la caisse des voies de communication.

***

LES ALLEMANDS EN TURQUIE. — Abdul-Hamid a promulgué le 21 novembre dernier, l'iradé accordant définitivement à la Société du chemin de fer d'Anatolie la concession de l'irrigation des plaines de Koniah, entreprise destinée à fertiliser une des plus riches régions de l'Asie-Mineure.

Le coût des travaux sera de 20 millions de francs, remboursables dans l'espace de trente-cinq ans, avec un intérêt de 5 % à partir de l'achèvement des travaux, dont la durée maxima est fixée à cinq ans.

Les recettes du chemin de fer provenant du transport des produits des nouvelles régions livrées à la culture formeront la principale garantie du remboursement de la somme susindiquée. Ces recettes seront conservées à part. Elles seront distinctes de celles sur lesquelles est calculée la garantie kilométrique, et cela jusqu'à l'époque où elles excéderont le chiffre de l'annuité payable sur les 20 millions avancés par la Société: Tout excédent résultant de ce chef servira à réduire le montant à payer à titre de garantie de chemin de fer.

Il est question d'y établir des émigrés mu-

sulmans venant de Russie, de Bulgarie, etc., sans parler de quelques colons allemands.

A propos d'entreprises allemandes en Turquie, notons que dans l'île de Thassos, peuplée exclusivement de Grecs, les habitants se sont soulevés le mois dernier contre la Société allemande des mines, dont la concession a été accordée, il y a trois ans, à M. Frank Speidel, et ont attaqué les locaux de la Société, qui a subi de sérieux dégâts. Un des manifestants a fait feu sur l'ingénieur de la Société. Le consul d'Allemagne à Salonique s'est rendu sur les lieux, aux fins d'une enquête sur cet incident dont on ignore les véritables causes.

***

L'ÉCOLE FRANÇAISE PRIMAIRE D'ATHÈNES. — Nous avons signalé dans notre dernier numéro l'ouverture, à Athènes, d'une école primaire française relevant directement du ministère de l'Instruction publique de France, et placée sous le patronage de l'Ecole française d'archéologie d'Athènes.

Il est juste de rappeler que l'initiative de cette œuvre, appelée à un succès certain, est due à l'ex-ministre de France à Athènes, M. le comte d'Ormesson, récemment accrédité à Bruxelles, ainsi qu'à M. Homolle, ancien directeur de l'Ecole française d'Athènes, actuellement directeur des Musées nationaux de France. L'idée première est de M. Homolle, et c'est M. d'Ormesson qui obtint, sur les arrérages du legs Giffard, la somme de 110.000 francs, nécessaire pour l'achat du terrain, la construction et les premiers aménagements.

Le succès a prouvé l'opportunité de cette création. On n'a ouvert pour le moment qu'un cours supérieur ou de perfectionnement qui a paru le plus pressé. L'objet en est de donner aux auditeurs une connaissance approfondie, à la fois pratique, scientifique et littéraire, de la langue française. On n'y admet pas de débutants n'ayant aucune pratique du français, mais seulement des adultes ayant acquis quelque habitude de le parler et de l'écrire. Dans la pensée des fondateurs, ce cours s'adresse, en général, aux jeunes gens qui, ayant terminé leurs études secondaires, se préparent à entrer à l'Université, aux étudiants de l'Université, aux aspirants aux carrières libérales ou commerciales ; il s'adresse plus spécialement aux futurs candidats aux fonctions de professeur de langue française dans les écoles et gymnases helléniques.

Cette clientèle a répondu à l'appel. Le registre d'inscription ouvert le 13 octobre, comptait en moins d'une semaine 100 inscriptions. Des médecins, des avocats, des journalistes figurent parmi les adhérents. En attendant que le cours puisse être dédoublé, ce qui dès maintenant s'impose, on n'a pu accueilir que 60 auditeurs. D'autre part, un groupe de 30 officiers a demandé — et obtenu — l'organisation d'un cours spécial pour l'élément militaire. Tout cela est du plus heureux augure et du plux excellent effet. Notons qu'il s'agit de cours payants.

Il est à espérer que cette œuvre prendra le développement que son début semble promettre. M. Holleaux organisera en outre une série de conférences littéraires, historiques ou artistiques, faites par les membres de l'Ecole d'archéologie, qui ne peuvent manquer de compléter l'attraction exercée par le nouvel enseignement. La langue française est encore à Athènes la plus répandue des langues occidentales ; mais tout ce qui est de nature à justifier et à maintenir cette suprématie est digne d'encouragement.

M. G. Clemenceau, président du Conseil, a adressé à cette occasion la dépêche suivante à M. Holleaux :

« *Mes félicitations, mes encouragements et mes vœux les meilleurs aux fondateurs, aux maîtres et aux élèves de la nouvelle Ecole française.*

« G. CLEMENCEAU. »

***

UNE DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE A ATHÈNES. — Un archéologue allemand, qui réside depuis quelque temps en Grèce, M. Burckner, ayant obtenu du gouvernement hellénique l'autorisation de faire des recherches au Céramique, dans le but d'en dresser un plan plus exact et plus précis, entreprit des fouilles aux frais de la Société d'Archéologie grecque. Au cours de ces excavations, M. Burckner remarqua que le sol de l'allée du Taureau, que l'on croyait jusqu'ici être le sol primitif, n'était qu'un sol factice, c'est-à-dire le résultat d'une superposition due à l'œuvre du temps, et que l'ancien sol se trouvait bien plus bas, à une profondeur de deux mètres et plus.

Cette découverte est très importante en ce sens que le terrain une fois déblayé, l'aspect du Céramique, avec les monuments qu'il contient, changera du tout au tout. Le fait est que plusieurs archéologues et savants grecs ou étrangers s'étonnaient de la disposition de ces monuments, tombeaux et autrés, dont les inscriptions se trouvaient au niveau du sol, et les visiteurs, pour les lire, étaient obligés de se baisser jusqu'à terre. L'enlèvement des terres a permis de mettre à jour la base de certains monuments, qui était restée inconnue jusqu'ici, telle par exemple, la base du tombeau du consul Pythagore, dont le monument est maintenant rehaussé et prend ainsi une apparence absolument nouvelle. Devant le monument de Dionysos, il existait une petite élévation sur laquelle les visiteurs montaient pour l'examiner de plus près.

Les fouilles continuent et l'on attend avec impatience que les couches de terre soient enlevées, ce qui nous permettra de voir le Céramique tel qu'il a été conçu et exécuté par les anciens.

Une seconde découverte, également curieuse et même tout à fait inattendue à certains points de vue, est due aux fouilles entreprises par M. Burckner. On a trouvé le haut du tronc d'une statue en marbre représentant un homme assis et portant un habit persan. Cette statue semble dater de la fin du cinquième ou du commencement du quatrième siècle avant l'ère chrétienne. Selon les uns, cette statue représenterait un Perse ; selon les autres, un satrape grec de l'Asie Mineure.

Mais si l'on n'est pas encore fixé sur ce point, il n'en est pas moins vrai que les archéologues ne s'expliquent pas la présence de la statue d'un barbare ou d'un « barbarisant » dans un cimetière athénien. C'est la première fois qu'on trouve en Grèce une statue portant des vêtements persans.

D'autres trouvailles intéressantes ont aussi été faites au Céramique.

***

LE RECENSEMENT EN GRÈCE. — On vient de procéder à un nouveau recensement de la population du royaume de Grèce ainsi que de tous les Hellènes résidant à l'étranger. Toutes les mesures ont été prises qui pouvaient écarter toute suspicion au sujet de ce dénombrement, et obliger les habitants à des déclarations exactes, quant aux noms, qualités et tous autres détails nécessaires à l'établissement d'une statistique générale.

On ne connaît pas encore les résultats du recensement dans tout le royaume. On n'est fixé, pour le moment, que sur la population de la capitale et du Pirée. Celle d'Athènes est actuellement de 176.000 âmes. Le recensement de 1896 avait donné le chiffre de 128.735 ; il y a donc eu, au cours de cette période décennale, une augmentation de 47.000 âmes, en chiffres ronds.

Notons que la population d'Athènes comptait :

15.000 en 1860
25.000 en 1870
63.375 en 1880
107.250 en 1890
128.735 en 1896

Elle en a actuellement 176.000.

La population du Pirée atteint actuellement 75.800 : elle était de 51.020 en 1896.

***

LE DESSÈCHEMENT DES MARAIS DE THESSALIE. — L'ingénieur italien, M. Michelini, mandé en Grèce pour étudier sur place les projets de dessèchement des marais de Thessalie et de travaux d'irrigation se trouve actuellement là.

La Commission des travaux d'irrigation de Thessalie, composée des ministres de l'Intérieur et des Finances, et de M. Valaority, sous-gouverneur de la Banque Nationale de Grèce, a décidé de contracter un emprunt de 14 millions qui, ajoutés aux 10 millions dont la Commission dispose, permettront l'achèvement des travaux d'irrigation qui doivent coûter 25 millions.

C'est la Banque Nationale de Grèce qui fournira ces 14 millions, à 5 % ; l'emprunt sera servi par les taxes spéciales que percevra la Commission des travaux.

***

CRISE ÉCONOMIQUE EN BULGARIE. — On mande de Sofia que la situation économique du pays se ressent de la mauvaise récolte. On redoute une crise sérieuse que le cabinet Goudef, de moins en moins solide, se préoccupe moins de conjurer que de dissimuler.

Un député bulgare publie dans le *Wiener Allgemeine Zeitung* une lettre où la situation financière de son pays est représentée sous de sombres couleurs. Il en rejette la principale responsabilité sur le cabinet stambouloviste. Des dépenses tout à fait disproportionnées avec les revenus de l'Etat, selon la tradition du parti stambouloviste, sont couvertes par de perpétuels emprunts. Les particuliers, de leur côté, ne paraissent pas moins gênés. Pour ne citer qu'un exemple, le 1er octobre, 40 lettres de change ont été protestées à Sofia. Enfin, le pays tout entier se trouve économiquement fort éprouvé par suite de l'exode des Grecs, chassés de Bulgarie par les vexations du gouvernement princier. De ce chef, dix millions de francs ont déjà quitté le pays. Aussi les banques étrangères ont-elles fermé leurs guichets à la clientèle bulgare, ou tout au moins restreint leurs avances.

Cependant, le cabinet Goudef songe à de nouvelles dépenses militaires, comme si cel-

les-ci n'étaient pas déjà disproportionnées aux ressources de l'Etat, et de nouveaux secours sont accordés aux comités.

Notre correspondant de Sofia nous signale de nombreux articles de journaux bulgares dénonçant des abus, des vols, des tripotages dont se seraient rendus coupables des fonctionnaires de l'Etat et leurs protégés, les comitadjis. A en croire le *Mir*, plus de deux millions ont été distribués aux amis du gouvernement sans compter les pots de vin qui sont allés à des ministres, des députés, dans les commandes des fournitures militaires.

Dans une récente séance du Sobranié, le député radical Strassimiroff a nettement accusé l'ancien président du Conseil, général Petroff, d'avoir versé 20.000 fr. à un chef comitadji, membre du comité bulgaro-macédonien, contre un reçu de 40.000 francs.

***

DES « CONFRÈRES QUI COUTENT CHER ». — Notre correspondant de Sofia nous écrit :

« M. Daskaloff, rédacteur à la *Vetcherna Pochta*, est parti pour les Etats-Unis, en mission. D'autre part, son confrère et ami, M. Radeff, a été chargé d'une tournée de propagande en Occident. A Genève, où il s'est tout d'abord rendu, M. Radeff a été hué par les étudiants bulgares qui l'accusent d'avoir soutenu le gouvernement contre leurs collègues de l'Université de Sofia. A Rome, il a interviewé divers personnages, entre autres M. Tittoni qui a sévèrement condamné le banditisme bulgare en Macédoine, dont M. Radeff est un des défenseurs — et des organisateurs — les plus convaincus. Il a emporté de Rome l'espoir d'y fonder un comité bulgarophile italien analogue à celui qui existe à Londres, le Balkan Committee. Il se rend à Paris dans le même but. A ce propos, plusieurs journaux bulgares ont exprimé des craintes que M. Radeff, dont le passé est louche et l'honorabilité douteuse, et qu'ils appellent l' « industriel macédonien », ne profite de cette mission pour exploiter des personnages en Occident. La *Balkanska Tribuna* essaie de rassurer ses confrères. Elle espère que l'Occident n'est pas un terrain d'exploitation proprice, « comme l'est, dit-elle, en Bulgarie, la question macédonienne ».

« Ce même journal assure que le départ de MM. Radeff et Daskaloff signifie que l'ère de l' « exploitation macédonienne » est close, grâce à la croisade qu'ont menée la presse et la société bulgares contre le banditisme. « *Cette industrie ayant pris fin, dit la* Balkanska Tribuna, *les industriels s'envolent comme des sauterelles.*

« D'autre part, la *Changova Vetcherna Pochta* (7/20 nov.) évalue les sommes qu'absorbe « l'industrie » des deux personnages : « Daskaloff, dit-elle, coûte à la Bulgarie 31.000 fr. en 8 ans ; Radeff coûte à l' « Œuvre » 100.000 fr., etc., etc. ; au ministère 50.000 fr. C'est ce qui s'appelle des *confrères chers.* »

***

LE NOUVEAU DÉLÉGUÉ FINANCIER FRANÇAIS EN GRÈCE. — Le *Journal Officiel* a publié la nomination de M. Raymond Lecomte, premier secrétaire d'ambassade à Berlin, au poste de délégué du gouvernement auprès de la Commission financière internationale, en remplacement de M. J.-B. Pasteur, appelé à d'autres fonctions.

Le nouveau délégué français, né le 3 janvier 1858, a débuté dans la carrière diplomatique en 1882 comme attaché au cabinet du ministre. Nommé secrétaire de 3e classe à Munich en 1885, il a été promu secrétaire de 2e classe auprès du Saint-Siège en 1893, secrétaire de 1re classe au Caire en 1899, puis envoyé à Berlin en 1905. M. Raymond Lecomte, diplomate des plus distingués et des mieux vus au quai d'Orsay, vient de recevoir, il y a quelques mois à peine, le titre de ministre, en récompense des éminents services qu'il a rendus en Egypte et en Allemagne.

***

NOUVELLES DIVERSES

— Les contrats pour la fourniture du nouveau matériel d'artillerie, ainsi que les cahiers des charges ont été signés par M. Théotokis, président du Conseil hellénique, ministre de la Guerre et MM. Laurens et Devies, représentants du Creusot. La Caisse de la Défense Nationale a aussitôt déposé dans un établissement financier, selon les conventions, et à titre de provision, une somme équivalant à 40 0/0 de la commande.

— Depuis le 6 décembre, de nombreux combats ont eu lieu sur la frontière monténégrine, entre Berane et Plasa, dans le vilayet d'Uskub. Le général de division Chensi-pacha, qui se trouve sur les lieux, a demandé des renforts. Le 9 courant, 300 hommes sont partis de Mitrovitza pour la frontière.

— La presse bulgare salue les fiançailles du prince Ferdinand avec la princesse de Reuss-Kœstritz, par des articles chaleureux exprimant l'espoir que le second mariage du prince exercera une influence considérable sur la vie politique du pays.

On se réjouit surtout des liens de parenté qui unissent la fiancée à la famille impériale de Russie. Des télégrammes de félicitations ont été envoyés par de nombreuses corporations et beaucoup de personnalités.

— Les Samiens persistant à ne pas vouloir de leur prince, Georgiadès Effendi, le sultan a envoyé une nouvelle Commission à Samos, composée de Mavrocordato-bey, conseiller d'Etat, de Fuad-bey et Mehemed Ali-bey, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères.

— On télégraphie de Rome qu'à la suite de la démission du général Giorgis, conséquence de ses démêlés avec Hilmi-pacha, gouverneur général de la Macédoine, les puissances auraient demandé à l'Italie de désigner son successeur. D'après une autre version le général aurait demandé et obtenu un congé de dix mois.

— Le consul de Grèce à Scutari signale au ministre des Affaires étrangères la détresse de plusieurs districts albanais. Un rigoureux hiver, qui détruisit la meilleure partie des récoltes a ruiné un grand nombre de paysans, qui manquent de pain. La détresse deviendra plus grande encore dans la suite, étant donné le manque de semence pour la culture. Le prix des céréales s'est sensiblement accru et les paysans vendent leurs bestiaux pour s'acheter du pain.

— Le bruit court que M. Papadiamantopoulos, consul général de Grèce à Constantinople, ancien secrétaire général du prince Georges, du temps où Son Altesse était commissaire général des puissances en Crète, sera nommé agent diplomatique de Grèce à Sofia.

— Suivant un rapport du consul général de Grèce à New-York, le nombre des colons Hellènes aux Etats-Unis s'élève à environ 150.000, dont près d'un tiers seraient originaires des provinces grecques de l'empire ottoman. La colonie grecque de New-York (10.000 âmes), la plus nombreuse et la plus riche, possède 4 journaux, des syllogues, des imprimeries et une église.

— L'importation du blé américain en Grèce, presque nulle jusqu'ici, à cause du voisinage des autres pays producteurs, s'est élevée, cette année, à plus de 30.000 tonnes. L'établissement de services directs entre la Grèce et les Etats-Unis contribuera considérablement à l'accroissement de ce trafic.

— Notre compatriote, M. Simos Ménardos, inspecteur des écoles grecques de Chypre, vient d'être invité par le gouvernement anglais à occuper la chaire de littérature grecque moyenageuse à l'Université d'Oxford.

— Avant la clôture de l'Exposition internationale maritime de Bordeaux, un grand prix a été accordé au ministère de la Marine de Grèce pour l'ensemble de l'éclairage des côtes grecques ; un grand prix également pour l'arsenal maritime de Salamine et pour ses collections ; la Caisse des Invalides de la marine, l'école des aspirants de la marine, ont obtenus une même récompense.

— MM. Lambros, Tsountas, Politis et Cavadias ont été chargés de représenter la Grèce au Congrès d'Histoire qui se tiendra à Berlin.

— Indépendamment de la Société hellénique de navigation transatlantique fondée par M. Embiricos au capital de 4.000.000, un autre armateur d'Andros, M. Mandacas s'est rendu en Angleterre pour commander un nouveau transatlantique, qu'il fera construire de compte avec d'autres actionnaires.

— Si l'on en croit le *Piccolo* de Trieste, la victoire du parti gouvernemental monténégrin a provoqué un terrorisme ouvert à Cettigne, où dans le seul jour du 25 novembre dernier, six chefs du parti libéral, dont plusieurs anciens ministres, ont été arrêtés, mis sous chaînes et jetés brutalement dans les prisons qui regorgent de monde.

M. Voucovitch aurait été arrêté à son tour, grâce toujours aux intrigues de la camarilla qui règne en maîtresse absolue à la Cour, mais il aurait été mis en liberté à la suite de l'intervention de la princesse Milena.

Depuis son dernier voyage à Vienne, où il a pour ainsi dire livré la principauté aux mains de l'Autriche, le prince Nicolas semble céder davantage à des besoins de dictature et d'absolutisme que pendant longtemps il sut cacher sous des dehors de puretés et d'authenticités montagnardes.

— Le patriarcat œcuménique vient d'être avisé de l'intention de la Porte de supprimer les mesures exceptionnelles prises contre l'évêque grec de Serrès (Macédoine) qui pourra dès lors regagner son diocèse et assister aux séances du *medjliss-idaré.*

Le Phanar espère persuader la Porte de céder également sur la question des autres évêques grecs en Macédoine.

— Le ministère de l'Intérieur de Grèce a fait connaître aux députés de Lacédémone que deux ingénieurs ont reçu l'ordre d'assister l'ingénieur en chef du nome, M. Stratos, dans l'élaboration de son projet de construction de la ligne Tripolitza-Sparte.

— C'est avec un sentiment de soulagement que la population chrétienne d'Epire vient d'apprendre que le gouverneur général Seïfoullah a été transféré en la même qualité à Scutari d'Albanie.

Les troubles d'Anatolie

Les nouvelles de Constantinople dépeignent la situation sous un jour inquiétant. La crise économique dont souffre le pays tout entier prend chaque jour des proportions plus sérieuses et se traduit par des faillites successives, par la suppression presque complète des crédits, par un enchérissement incroyable du pain, de la viande et des principales denrées.

La misère est effroyable dans les provinces, les vivres rares et chaque jour plus chers, par suite des mauvaises récoltes, des troubles politiques et des exactions des au-

torités. D'un bout à l'autre de l'empire, la situation est des plus graves. En Albanie règne la famine ; des désordres sérieux se produisent sur les principaux points du vilayet de Skodra ; en Asie-Mineure, c'est pis encore : sept provinces, Alep, Van, Bitlis, Trébizonde, Erzéroum, Diarberkir, Mossoul sont en pleine anarchie. La population musulmane est en lutte ouverte contre les autorités ; cette situation date d'ailleurs de plusieurs mois. Les protestations, les plaintes, les dépêches comminatoires arrivent de tous côtés à Yildiz. En voici un exemple : c'est le mémoire adressé télégraphiquement au sultan par les musulmans d'Erzeroum : « Nos droits sont foulés aux pieds ; les *valis* gouvernent avec une cruauté sans pareille. Les impôts sont perçus avec l'iniquité la plus absolue, on nous réclame des impôts que nous avons payés il y a dix-huit ou vingt ans. Tout le monde crie : « Mais nous « ne devons plus rien. » Mais personne n'écoute ces protestations. Le percepteur de dire : « Paie et n'ajoute pas un mot. » Notre chère patrie est exposée à un grand danger grâce à l'attitude injuste des fonctionnaires. La famine nous menace, et le pain qui se vend n'est qu'une mauvaise pâte faite de terre, de son et de paille.

« Les enfants ont beau crier la faim, la mère n'a pas un morceau de pain à leur donner. Nos gouverneurs ne songent point à notres misère : ils ne pensent qu'à leur propre bien-être. Les percepteurs ne connaissent point de saison ; ils réclament aussi bien en été qu'en automne, en hiver ou au printemps. Ali-bey a enlevé les bœufs des paysans. Ceux-ci n'ont plus de bœufs pour labourer. Le peuple crie : « Van est un en- « fer dans lequel nous brûlons. Mais nous « ne désespérons pas de voir un jour le « châtiment de ces gouverneurs féroces ».

Diarbérkir est en pleine révolte. Le mécontentement de la population est d'autant plus accentuée qu'elle a à souffrir tout à la fois des violences des autorités et des incursions kurdes. Les Kurdes n'épargnent ni chrétiens ni musulmans. Les environs de Diarberkir sont occupés par le puissant chef kurde Milli Ibrahim qui jouit d'une autorité illimitée. Ses hordes pillent la population de la région. Dans la ville même de Diarberkir, des magasins ont été saccagés. On signale aussi des meurtres, la destruction des moissons, des incendies, des dispersions d'habitants tant musulmans qu'Arméniens. Les habitants de Diarberkir ayant protesté télégraphiquement auprès du sultan, le vali Fehmi-bey a été destitué ; on dit aussi que ce dernier a été capturé par les Kurdes. Le Palais a ordonné une expédition de troupes régulières pour châtier ces « rebelles ». Une Commission d'enquête est partie de Constantinople. De très graves désordres viennent d'éclater également à Mossoul.

Dans les vilayets peuplés d'Arméniens, ces malheureux sont particulièrement éprouvés. D'accord avec la population musulmane, ils forment des bandes défensives. Ces bandes sont particulièrement actives dans les vilayets de Van et de Bitlis. Elles agissent en toute liberté dans ces régions et parviennent souvent à avoir raison du terrorisme kurde. Aux environs de Mouch, une bande arménienne a poursuivi des pillards kurdes qui avaient saccagé deux villages turcs. Après les avoir dispersés, elle rassembla les villageois musulmans qui avaient eu à souffrir de cette incursion, et leur remit tous les objets qui leur avaient été dérobés.

A Alep, à Van, la situation est non moins sérieuse. A Trébizonde, les esprits sont en ébullition. Le gouverneur général Ferid-pacha, — qui s'était déjà signalé par des crimes nombreux lorsqu'il gouvernait Bitlis, d'où il a fini par être chassé — a contre lui la population tout entière.

Dans le vilayet d'Aïdin, une partie de la population refuse de payer les impôts.

A Erzéroum, des placards révolutionnaires ont été apposés sur les murs de la ville par les agents de la *Fédération révolutionnaire turque*. Des désordres s'y produisent plus fréquemment encore qu'ailleurs. Les autorités tentent de calmer la population par des moyens pacifiques.

L'origine première de ces troubles réside sans doute dans les effroyables abus du régime hamidien et la misère profonde des populations qui en est la conséquence. Mais c'est la propagande active menée par les comités jeunes turcs qui, en dessillant les yeux du peuple musulman, lui a donné l'occasion de manifester son mécontentement. Ces comités entretiennent en Asie-Mineure des émissaires secrets, gens résolus et énergiques qui travaillent à répandre les idées « subversives », tâche qui leur est singulièrement facilitée par l'exemple de la Russie et de la Perse voisines, mais surtout par la présence, dans les provinces, des éléments simplement mécontents composés d'innombrables militaires, fonctionnaires et *ulémas*, plus ou moins suspects de libéralisme, qu'Abdul-Hamid a éloignés de la capitale. C'est par eux que le terrain a été préparé aux comités jeunes turcs qui ont plus tard réussi à créer dans les principaux centres d'Anatolie des sections organisées travaillant au réveil du peuple.

Le mouvement n'ayant pas un caractère islamique, est uniquement dirigé contre le régime actuel. De là cette coopération dans les provinces turco-arméniennes, de l'élément turc et de l'élément arménien, phénomène sans précédent dans l'histoire ottomane.

Ce mouvement, qui sollicite sérieusement l'attention des ambassades à Constantinople, mérite d'être suivi de près.

***

Pro Armenia publie, d'après le *Sabah-ul-Kaïri*, les principaux desiderata de la *Fédération révolutionnaire turque* :

1° Il faut mettre en vigueur une constitution.

Il faut créer une Assemblée nationale, composée sans distinction aucune de religion et de race.

2° Le gouvernement central résidera à Constantinople.

3° Il faut que chaque province soit gouvernée par un gouverneur élu par un « Conseil général provincial ». L'élection doit se faire sans distinction de race ni de religion.

Ce Conseil général aura pour attributions de fonder des écoles ; construire des routes praticables et des canaux pour assurer le transport des vivres ; de faire prospérer l'agriculture ; d'établir la facilité et la sécurité des moyens de communication.

4° Il faut établir une justice indépendante qui soit rendue en dehors de toute pression exercée par les fonctionnaires.

5° Les juges devront être élus dans le peuple et seront inamovibles.

6° Le budget gouvernemental et le budget provincial doivent être contrôlés par deux Conseils différents. »

L'Assassinat de Sarafof et Garvanof

On télégraphie de Sofia que dans la nuit du 11 au 12 décembre, les deux bandits bulgares Boris Sarafof et Ivan Garvanof ont été tués à coups de revolver par un de leurs confrères qui se donnait le nom de Panitza. Sarafof reconduisait son hôte Garvanof, quand Panitza, les abordant, lia conversation avec Sarafof pour l'entretenir de projets concernant l'action des comités en Macédoine. C'est au moment de les quitter qu'il a tiré sur les deux bandits. Garvanof a été tué sur le coup, Sarafof n'expira que quelques heures plus tard. Le meurtrier est en fuite. Jusqu'à présent, il n'a pu être retrouvé.

On ne sait de lui, dit le *Petit Temps* (15 décembre), guère plus que le nom de Panitza qu'il se donnait. C'est un ancien membre de la bande Sandansky qui opérait dans le rayon de Strumitza, où elle répandait la terreur et commettait de nombreux méfaits. Sandansky lui-même a plutôt agi en brigand qu'en révolutionnaire proprement dit et n'a jamais accepté les instructions de l'organisation intérieure. Il y a même toujours opiniâtrement résisté.

L'assassinat des deux jeunes chefs a certainement été commis à l'instigation de ce Sandansky, à qui tous les moyens sont bons pour maintenir son autorité...

L'impression produite par cet assassinat dans la capitale bulgare a été une véritable terreur. On demande à grands cris que le gouvernement poursuive activement le meurtrier et ses instigateurs. Soixante arrestations de Macédoniens ont déjà eu lieu.

Sarafof et Garvanof viennent de recevoir le juste salaire d'une vie abominable. Si ce fut leur droit d'entreprendre la libération de leurs frères de race, les Bulgares de Macédoine, rien ne saurait justifier les cruautés et les massacres qu'ils perpétraient depuis dix ans. Ce ne sont pas seulement des Grecs macédoniens qui périrent assassinés par ces bandits ou sur leur ordre, mais de nombreux Bulgares eux-mêmes furent exterminés pour n'avoir pas voulu les suivre. Mais c'est surtout sur l'élément grec que s'abattait leur folie homicide. Sarafof qui, étant officier dans l'armée bulgare, débuta comme chef de bande en 1895, ne tarda pas à conquérir une triste célébrité. Sa première attaque dirigée contre la ville grécomacédonienne de Melenikon fut marquée par de nombreux méfaits. Mis en goût par ce premier succès, il rentra bientôt à Sofia et se fit admettre au comité révolutionnaire dont il devint bientôt un des principaux chefs.

Depuis, il commanda plusieurs des bandes bulgares que le gouvernement de la principauté lance en Macédoine.

Il exerça, dit le correspondant du *Temps* à Sofia, une influence terroriste; ce fut lui qui fit assassiner le professeur roumain Michaelianu, à Bucarest même, attentat qui faillit amener la guerre entre la Roumanie et la Bulgarie. Son énergie souvent inconsidérée lui a fait des ennemis, et on lui reproche aussi de ne pas avoir été très scrupuleux dans l'emploi des fonds de l'association. Le comité macédonien finit par le relever de ses fonctions. Lorsque éclata en 1903 le second soulèvement, il se réconcilia avec l'Organisation intérieure et se rendit à Monastir où il dirigea le mouvement avec Damian Grouef qui fut tué alors. Après l'écrasement de l'échauffourée, Sarafof fut envoyé en mission en Europe et visita Vienne, Rome, Berlin et Paris. Depuis il habitait Sofia et y dirigeait l'Organisation macédonienne. Il a toujours su se procurer des fonds

par les relations qu'il avait en Angleterre et ailleurs.

Des journaux bulgares l'ont souvent accusé de détournements de fonds au préjudice de la caisse du comité. Ils lui reprochèrent même de gaspiller les sommes destinées au mouvement en Macédoine, dans les cafés chantants de Paris et de Londres, car ce héros était doublé d'un noceur, et il y venait assez souvent se reposer des fatigues de son sanglant métier. Bravache, il se vantait d'ailleurs souvent de ses exploits, et, grand amateur de réclame, il se dépensait énormément en récits dramatiques et en interviews sensationnelles.

Ivan Garvanof était natif de Stara Zagora (Bulgarie). Compromis à la suite des attentats de bombes à Salonique en 1903, il fut alors arrêté en cette ville et exilé en Asie-Mineure. Grâce à l'intervention des ambassades de Russie et de France à Constantinople, il fut plus tard amnistié, retourna à Sofia et recommença de plus belle. Depuis la mort de Damian Groueff, c'est lui qui était le véritable chef de « l'Organisation ».

L'assassinat des deux bandits est un symptôme de plus de la haine qui divise les comités révolutionnaires de Sofia. Ceux-ci se divisent en deux grands comités, celui des *vérhovistes* (ou zontchévistes) et celui des *centralistes* (ou soi-disant autonomistes) qui se font une guerre ouverte non seulement en Bulgarie, mais même en Macédoine, où leurs bandes respectives se livrent parfois de véritables combats. Au surplus, les centralistes eux-mêmes sont séparés en deux camps distincts : le camp des *favoris du gouvernement* — dont Sarafof et Garvanof faisaient partie — et celui des comitadjis — tels que Arsoff, Kristio, Tchernopeéf — que le gouvernement persécute, au contraire, pour des raisons de parti.

Suivant le correspondant du *Times* à Sofia, l'assassin de Sarafof et de Garvanof n'aurait agi qu'à l'instigation du « fameux brigand Sandansky ». Ce Sandansky avait été récemment aperçu à Sofia, où il s'était rendu, semble-t-il, par ordre du gouvernement princier, ainsi que notre correspondont de Sofia nous le dit dans une lettre qu'on a pu lire plus haut. Etait-il rentré à Sofia pour concerter ce meurtre ? On le saura sans doute bientôt. Il semble pourtant assez étrange qu'il en ait été l'instigateur, car il a toujours passé pour faire partie du comité dit des « favoris du gouvernement » dont Sarafof et Garvanof étaient également.

Quoi qu'il en soit, il demeure certain que la Bulgarie traverse à l'heure qu'il est une crise sociale des plus sérieuses, dont les actes d'arbitraire et d'anarchie qui éclatent périodiquement ne sont que les indices extérieurs.

Quant à sa politique macédonienne, elle a complètement échoué. Les violentes polémiques de presse sur les actes des comitadjis en Macédoine et sur la part qu'y prend le gouvernement lui-même, les révélations scandaleuses qui emplissent les colonnes des journaux de Sofia, les vides qui se produisent dans les caisses des comités subventionnés par le gouvernement, les assassinats, les actes de cruauté, les crimes des bandes en Macédoine, la guerre que se font entre eux les partisans d'une même cause, le désarroi politique, moral et économique qui règne dans la principauté sont le contre-coup de l'échec qu'a subi l'entreprise bulgare en Macédoine.

Le *Pall Mall Gazette* (13 déc.) dit :

« *Nous supposons que des larmes d'attendrissement humecteront bien peu d'yeux à la nouvelle de l'assassinat du fameux chef de bandes bulgares en Macédoine, Boris Sarafof. Le dicton qui veut que ceux qui se servent de l'épée périssent par l'épée a une grande part de vérité, et ce qui est est vrai de cette arme ne l'est pas moins du poignard et du revolver. Boris Sarafof, qui captura miss Stone, la missionnaire anglaise, et qui, grâce à la rançon extorquée au gouvernement turc, put remplir à nouveau la caisse du comité de l'organisation révolutionnaire (une belle farce !) Boris Sarafof a été pendant longtemps le fléau de la Macédoine, et à ce qu'on dit, il préparait un nouveau soulèvement général dans le pays. Autant vaut dire que les malheureux paysans de la Macédoine auraient été pris entre l'enclume et le marteau. Refusant de se joindre à ses bandes, ils eussent été assassinés par Sarafof ou ils eussent vu leurs villages incendiés ; si, d'un autre côté, ils s'étaient ralliés à lui, les troupes turques en auraient fait autant toutes les fois que l'occasion s'en serait présentée. Tout bien considéré, on peut dire que le meurtre de Sarafof et de son compagnon, le révolutionnaire Garvanoff, est un bon débarras.*

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES GRECS

Résumé d'une étude allemande

(*Suite et fin*). (1)

Ecoles normales pour les deux sexes. — La première école normale organisée selon le système allemand avec un cours de trois ans, fut fondée par le syllogue d'Athènes en 1875, à Salonique, mais elle ne prospéra pas. On ne pourrait pas en dire autant de l'école normale fondée à Athènes en 1878, qui devait être des plus prospères. En 1878, la Chambre grecque vota la loi sur les écoles normales qui eut pour résultat l'abolition de l'instruction mutuelle et la fondation d'écoles organisées sur le modèle allemand. « La première école normale d'Athènes compta à son actif les professeurs les plus érudits de la Grèce ».

L'auteur nous fait un exposé précis de l'organisation et du fonctionnement de la nouvelle école normale ; il nous parle du nombre des professeurs, de leur traitement, du programme d'études, etc., etc.

Les premiers professeurs sortis de cette école ne restèrent pas longtemps sans place. On les réclamait non seulement partout en Grèce, mais encore pour les écoles grecques de la Turquie. « Les demandes de professeurs diplômés de l'école normale affluèrent bientôt de partout, de sorte que le gouvernement se vit obligé de fonder trois autres écoles normales dant l'une à Tripolis (Péloponèse), l'autre à Corfou (îles Ioniennes), et la troisième à Larissa (Thessalie). » Malheureusement, le nombre des professeurs sortant de ces écoles était insuffisant. Pour combler cette lacune, on eut recours, en 1892, à une sorte d'écoles normales inférieures qui eurent les résultats les plus funestes, les maîtres d'écoles qui sortaient de là n'y ayant reçu qu'une instruction absolument inférieure et rudimentaire.

(1) Extrait du *Manuel Encyclopédique de pédagogie*, W Reins. Voir l'*Hellénisme* du 15 novembre.

Un peu de statistique. — Ici quelques chiffres. « La Grèce, dit l'auteur, ne comptait en 1829 que 4 écoles primaires avec 6.721 élèves des deux sexes. Depuis l'avènement du roi Othon (1833), le nombre des écoles et des élèves augmenta au point de compter, en 1858, 754 écoles primaires avec 51.596 élèves des deux sexes. Le total de la population du royaume s'élevant alors à 1.050.000 âmes, on évalue à 1/20 de la population le nombre des enfants fréquentant les écoles. Sur ces 754 écoles primaires, 412 seulement étaient communales, tandis que les 342 autres étaient des écoles privées, entretenues par les rémunérations scolaires des parents. L'entretien du corps enseignant des écoles communales — soit en tout 533 professeurs — comportait une dépense de 440.631 francs, dont 324.829 francs défrayés par la commune et 115.802 francs versés par le gouvernement.

Les écoles primaires prirent un nouvel essor dès que l'enseignement mutuel fut aboli et que de nouvelles écoles normales furent fondées. Les statistiques sont là pour nous le prouver. En 1819, on ne comptait parmi une population de 1.679.775 âmes que 1.035 écoles de garçons et 137 écoles de jeunes filles (les écoles privées n'étant pas comprises dans le nombre) fréquentées par 67.108 garçons et 12.310 jeunes filles. Le montant des dépenses pour l'entretien de ces écoles atteignait 1.612.000 fr., dont 190.000 fr. incombant à l'Etat, et le reste, soit 1.422.000 fr., aux communes. En 1901, la Grèce comptait 2.200.000 habitants, et le nombre de ses écoles primaires se montait à 3.123 avec 189.903 élèves. Le nombre de ces derniers se porta à 230.000 en 1906. Les frais atteignent en ce moment environ 6 millions de francs, dont 1 million est acquitté de l'Etat et les 5 autres par les communes.

Mais il fallait subvenir aux dépenses considérables qu'exigeait la construction de nouveaux bâtiments scolaires ; l'Etat résolut d'y affecter les ressources des gymnases et les droits d'inscription aux Facultés de l'Université. Cette loi fut votée en 1895, sous le ministère Delyannis. Grâce à elle, on obtint en 11 ans la somme de 8 millions qui permit la construction de 400 écoles dans différents villages.

Au lendemain de la guerre de l'Indépendance, étant donnée l'insuffisance du Trésor, plusieurs généreux patriotes prirent à tâche de développer à leurs frais l'instruction publique au profit des jeunes filles. Il se forma une association qui prit le nom d' « Amis de l'instruction » (*Philecpedeutiki Hetaireia*). Bientôt des fonds lui furent envoyés de toutes les parties de la Grèce, et c'est ainsi que fut fondée, en 1836, l'école Centrale de jeunes filles à Athènes, qui se transforma plus tard en Ecole Normale, grâce au legs Arsakis (un demi-million) et fut baptisée *Arsakeion*, du nom de son bienfaiteur, l'Epirote Arsakis.

Le gouvernement grec ne tarda pas à conférer à l'*Association philecpedeutique* le droit exclusif de fonder des écoles normales pour jeunes filles. Le système allemand fut généralement adopté en 1882. De nos jours, cette même association entretient cinq écoles normales, dont deux à Athènes, une à Corfou, une à Patras et une à Larissa.

Voici maintenant une autre statistique, celle des écoles de jeunes filles, qui fait voir l'essor qu'en moins d'un demi-siècle prirent ces établissements scolaires.

En 1858, la Grèce n'avait en tout que 52 écoles de jeunes filles (les écoles privées non comprises) avec 4.753 élèves. En 1902,

le royaume hellénique comptait un effectif de 591 écoles de jeunes filles fréquentées par 47.960 élèves et comptant 884 institutrices, (et ce à l'exclusion de 101 écoles privées) avec 3.838 élèves. Leur programme est presque identique à celui des écoles de garçons, les travaux manuels en plus.

En 1868, on essaya en vain d'instituer à Athènes une école enfantine. Ce n'est que plus tard que l' « Union des femmes grecques » parvint, grâce à l'énergie de Mme Laskaridou, à fonder une école de ce genre, qui avait surtout pour but de former des maîtresses capables d'enseigner d'après la méthode Fröbel. Les deux classes de cet institut sont en majeure partie composées de jeunes filles grecques de Macédoine, qui après avoir obtenu leur brevet d'institutrice dans un lycée de leur pays, vont à Athènes s'assimiler le système Fröbel. Elles font de la théorie et surtout de la pratique, car elles s'exercent journellement dans l'art d'enseigner dans les classes de l'école enfantine qui fait partie de cette institution. Les études achevées, les jeunes maîtresses regagnent leur pays, quoique la vie en Grèce ou en Egypte soit incomparablement plus facile et surtout moins dangereuse. Elles savent qu'en Macédoine elles seront, avec les prêtres et les maîtres d'école grecs, le point de mire des comitadjis bulgares, mais la plupart d'entre elles n'en sont que plus fières et considèrent leur poste comme un poste d'honneur.

Après avoir étudié l'organisation des écoles primaires, des institutions de jeunes filles et des écoles enfantines, l'auteur passe aux écoles dites *helléniques*. La statistique de 1906 constate l'existence de 306 écoles de ce genre, fréquentées en tout par 21.575 élèves. L'enseignement y est gratuit, sauf 5 fr. pour droit d'inscription et la même somme pour le brevet de sortie. En outre, chaque élève est tenu à payer 2 fr. lorsqu'il est promu. Cet argent est employé à la construction de nouvelles écoles. L'école hellénique avait en somme pour but de donner à la petite bourgeoisie un enseignement intermédiaire entre celui de l'école primaire et celui du gymnase. Malheureusement, les résultats obtenus sont lamentables, grâce surtout à l'ignorance et à l'inexpérience du corps enseignant de ces écoles.

Au sortir de l'école hellénique, l'élève qui veut poursuivre des études classiques entre au gymnase. Celui-ci correspondait aux écoles des grammairiens dans l'antiquité, écoles qui continuèrent à exister avec de légères modification, à travers le moyen âge, sous le nom de *scholæ* et qui ne furent entièrement remaniées que par la loi de 1837 sur les établissements scolaires.

Le gymnase comporte quatre ans d'études et a pour but de préparer les jeunes gens à l'Université. Mais ici encore nous pouvons voir combien funeste est l'insuffisance de la caisse de l'Etat. Sauf quelques gymnases fondés par des particuliers, les établissements scolaires relevant de l'Etat laissent ordinairement beaucoup à désirer. L'Etat a trop concentré ses soins sur les écoles primaires, que le peuple, avide d'instruction, réclame à grands cris. Quant au corps enseignant, il prête le flanc à de sérieuses critiques au point de vue des méthodes d'enseignement et de pédagogie, et bien que de sérieuses réformes aient été effectuées dernièrement sous ce rapport, nous devons malheureusement convenir qu'il n'est pas encore à la hauteur de sa tâche.

La Grèce compte actuellement en tout 50 gymnases fréquentés par 7.688 élèves. 27 de ces gymnases sont entretenus pas l'Etat, et 11 par différentes communes. Les 12 autres sont des établissements privés, qui n'ont d'autres ressources que les frais d'études des élèves. Les 27 gymnases coûtèrent à l'Etat 790.780 fr., de 1905 à 1906.

Il n'existe en Grèce qu'une école *réale*, entretenue par le legs Varvaki. C'est celle d'Athènes. Son diplôme permet aux élèves qui en sortent l'accès de l'administration, de l'école polytechnique, de l'école de guerre, des facultés de médecine ou des sciences physiques et mathématiques.

L'école réale comprend une classe supérieure accessible seulement aux élèves ayant leur brevet du gymnase et qui leur permet de se perfectionner dans les mathématiques, la physique et la chimie.

L'Université d'Athènes. — Fondée en 1837, elle compte actuellement environ 2.500 étudiants. Elle se compose de quatre Facultés : droit, philosophie, médecine et sciences, théologie. Grâce aux libéralités de plusieurs patriotes grecs, l'Université possède une fortune de 10 millions, dont les revenus ont servi à l'établissement de sections de physiologie et d'anatomie, de physique et de chimie, de minéralogie et de géologie. De nombreuses cliniques sont mises à la disposition des étudiants en médecine, comme champ d'expériences. L'Observatoire, le musée numismatique, établi dans l'Académie fondée par le bienfaiteur Sina, la magnifique Bibliothèque nationale, due à la générosité d'un riche particulier, Vaglianos, sont également à la disposition des étudiants.

Ecole Polytechnique. — Elle a été donnée à l'Etat par un riche Grec de Metzovo (Epire), d'où son nom de *Metzovios scholé*. L'Etat qui s'est chargé des frais d'entretien a divisé l'enseignement en deux parties : en cours de 4 ans pour ingénieurs et mécaniciens, et en cours de beaux-arts (7 ans). Plusieurs Grecs, et en premier lieu G. Averof, ont en outre doté l'Ecole polytechnique d'une fortune dont les intérêts sont employés soit à récompenser ceux des élèves qui se sont distingués, soit à entretenir des boursiers, élèves ès-sciences, à l'étranger, ou encore à publier des ouvrages scientifiques pour l'Ecole polytechnique.

Autrefois, il existait au Pirée une école polytechnique qui a été transférée plus tard à Athènes. Elle est due à l'initiative privée de M. Roussopoulo, agrégé à la Faculté de chimie, qui en est à la fois le fondateur et le directeur. Cet établissement se subdivise en plusieurs écoles : 1° l'école commerciale, d'où sortent des commerçants, des employés de banque, de chemins de fer, etc. ; 2° une école industrielle qui forme des chimistes, des industriels fabricants de vin, de savon, etc. ; 3° une école d'agriculture ; 4° une école des mines ; 5° une école d'ingénieurs-mécaniciens, dont les élèves servent plus tard comme ingénieurs dans la marine marchande et dans la marine de guerre ; 6° une école commerciale maritime qui a pour but de former des commandants de navires de la marine marchande. Le corps enseignant de cet institut est choisi parmi les meilleurs professeurs du Gymnase et de l'Université. Les ressources de l'établissement Roussopoulos ne se composent pas seulement des droits d'inscription des élèves, mais encore de subventions fournies par les communes d'Athènes et du Pirée.

Ecoles militaires. — Il y a en Grèce trois écoles militaires : l'Ecole des sous-officiers, l'Ecole des réservistes et l'Ecole de guerre. Pour être admis dans la première, il faut avoir fait préalablement un service de deux ans, être exempt de tout reproche au point de vue militaire, et avoir au moins le grade de caporal. Pendant les deux premières années, les cours sont purement théoriques ; la dernière année est consacrée à la pratique. Après un examen, les élèves qui y ont réussi sont admis comme lieutenants dans la cavalerie ou dans l'infanterie.

L'Ecole des réservistes se trouve à Corfou. N'y sont admis que des candidats ayant passé leur baccalauréat. La durée des études n'est que d'un an. Les élèves sont tenus ensuite de faire leur service militaire et de passer par tous les grades, depuis celui de simple soldat jusqu'à celui de lieutenant. La seconde année de service terminée, ils quittent l'armée active pour entrer dans le cadre de la réserve.

L'Ecole de guerre est une école militaire supérieure. Elle fut fondée en 1829 par Capodistria sur le modèle des écoles françaises, mais depuis lors elle subit des changements à plusieurs reprises. L'enseignement y est purement militaire, mais dernièrement on a ajouté au programme le français et le turc. Les élèves sont internes. Ils versent annuellement 1.500 francs à la caisse de l'Ecole pour couvrir leurs frais d'entretien. Une fois leurs examens passés, ils sont admis dans l'armée comme lieutenants, et le ministre de la Guerre leur désigne l'arme à laquelle ils appartiendront désormais.

La Grèce doit son école de guerre à la générosité d'Averof à qui elle coûta plus de deux millions.

Ecole navale. — C'est encore à un riche Hellène que la Grèce doit son Ecole navale, la *Vassanios scholé*, surnommée ainsi d'après son fondateur. Elle est visible de loin, du haut des collines d'où l'on domine le Pirée.

Les cadets doivent faire un stage de quatre ans avant d'en sortir comme lieutenants. Ils débutent par une croisière dans la Méditerranée, à bord d'un vaisseau-école. Vers la fin de la quatrième année, les élèves des classes supérieures font un voyage de 6 mois sur l'océan, à bord d'un cuirassé. Une fois le voyage terminé, les deux dernières classes subissent les examens d'officiers, qui ne le cèdent en rien en sévérité à l'examen d'admission. Celui des jeunes officiers qui s'est distingué le plus est généralement envoyé comme boursier soit dans une Académie de marine, soit à bord d'un navire de guerre étranger.

Il y a en outre, dans l'île de Paros, une école centrale préparatoire pour différentes branches concernant la marine, telles que musiciens, chauffeurs, forgerons, scaphandriers, etc., qui, plus tard, sont utilisés au port de guerre de Salamine.

Conservatoire. — Il fut fondé en 1871, et doté par Averof et Syngros d'une belle fortune. Le Conservatoire comporte plusieurs sections comprenant tous les genres de musique théorique, vocale et instrumentale, et en outre des classes de diction et de déclamation. La musique byzantine, uniquement employée dans l'Eglise grecque, y est aussi enseignée. Les chantres d'église s'y forment et s'y perfectionnent.

Ecole de maitres de gymnastique. — Après avoir été longtemps négligée, l'importance de la gymnastique a enfin été reconnue en Grèce. C'est pourquoi l'on fonda en 1898 une école destinée à former des professeurs de gymnastique. N'y sont admis que les élèves des classes supérieures des Ecoles normales

et les bacheliers de gymnases. Outre des cours de gymnastique, les jeunes gens font de l'escrime, du saut, de la natation ; ils suivent des cours sur l'histoire et l'influence pédagogique de la gymnastique, sur l'hygiène, l'anatomie, etc. Les Jeux olympiques de 1896 donnèrent un grand essor à la gymnastique en Grèce. Dans tous les villages du royaume, même les plus reculés, on voyait des gamins s'exercer avec passion au saut, à la course, au lancement du disque. Les Jeux olympiques de 1903, qui réunirent à Athènes des athlètes de tous les pays, donnèrent aux Grecs l'occasion de voir et d'apprécier la gymnastique suédoise. Un richard grec d'Egypte offrit de fonder de ses propres deniers, à Athènes, une salle de gymnastique suédoise, qu'il compte mettre sous la direction d'un professeur suédois

Rizarios scholé. — Les frères Rizaris, originaires de l'Epire, léguèrent, en 1841, leur fortune, de 8 millions environ, en vue de la fondation d'un séminaire où seraient élevés et instruits les jeunes gens destinés à la prêtrise. Ces futurs ecclésiastiques devaient être préparés à exercer leurs fonctions tant en Grèce même que parmi les Grecs irrédimés de Turquie. Peu à peu, cet institut se transforma en un gymnase théologique préparatoire pour la Faculté de théologie.

Ecoles industrielles. — Ce n'est qu'en 1903 qu'une loi fut votée autorisant l'établissement d'écoles industrielles aux frais de l'Etat. Il en existe quatre en Grèce, soit : à Athènes, à Patras, à Syra et à Zangarada, près Volo (Thessalie). Ces écoles comprennent quatre classes. Le personnel enseignant est composé de gens du métier qui ont étudié aux frais de l'Etat, soit en France ou en Allemagne. Chaque année des nouveaux élèves y sont admis.

Ecoles d'agriculture. — Les écoles d'agriculture sont divisées en Grèce en deux catégories : en écoles supérieures et écoles inférieures. Aux écoles inférieures appartiennent les huit écoles agricoles d'Attique, de Béotie, de Patras, d'Elide, Vytina, Corfou, Missolonghi, Tirynthe et Agrinion ; aux écoles supérieures , celle d'Aïdin(près Volo, et celle de Larisssa. Les écoles inférieures ont pour but la vulgarisation parmi la population des notions concernant la culture rationnelle du sol, l'élevage du bétail et l'arboriculture. A l'école supérieure d'Aïdin des cours plus spéciaux et plus approfondis sont professés. Les élèves sont internes ; ils payent une somme de 480 francs par an pour leur nourriture et leurs leçons, ils ne peuvent être admis à cette école qu'à condition d'avoir leur brevet de l'école hellénique.

Ecole forestière. — L'école forestière de Vytina (Arcadie), dont les cours sont de deux ans, ne reçoit également que les élèves ayant leur brevet de l'école hellénique. Les élèves qui ont subi l'examen final avec succès sont placés comme forestiers avec 70 fr. par mois pour commencer ; ce salaire peut monter jusqu'à 120 francs.

Au courant de cette année, on compte présenter à la Chambre un projet de loi pour ajouter une Académie forestière à l'Ecole polytechnique d'Athènes, ce qui contribuerait beaucoup au développement de l'économie forestière.

Apiculture. — Une *Ecole d'apiculture* fonctionne depuis trois ans avec succès au village de Chalandrin, près Athènes.

Etablissements de bienfaisance. — En 1868 on constitua à Athènes la Société « Parnassos » qui se mit en devoir de procurer aux enfants pauvres venant de la province en ville pour y gagner leur vie, un logement et une éducation convenables. C'est ainsi que débutèrent à Athènes les écoles du soir pour les pauvres, écoles qui furent instituées plus tard dans toutes les villes importantes de la Grèce. L'enseignement qu'on y donne est celui des écoles primaires. Le matériel d'école et les livres requis sont fournis gratuitement par la Société. En 1903-1904, ces cours furent visités par 1.631 élèves. Le Parnassos possède une fortune d'un demi-million de francs, due surtout à la libéralité de riches Grecs ; l'Etat, les communes et les membres de la Société y ont largement contribué. Il existe aussi à Athènes une école du soir pour adultes dont les cours sont gratuits.

Orphelinats. — Sous la domination turque, il n'y avait pas d'orphelinats en Grèce. Ce n'est que sous le règne du roi Othon que plusieurs de ces établissements furent fondés. Actuellement, nombre de villes en ont, comme Athènes, le Pirée, Patras, Syra et Corfou. L'*Amalieon* d'Athènes est un grand orphelinat de filles fondé par la reine Amélie et entretenu par les dons des dames de la capitale. C'est un édifice spacieux qui compte 173 pensionnaires ; les notions élémentaires, ainsi que les travaux féminins y sont enseignés. En 1901, André Syngros dota cet orphelinat d'une somme de 2 millions de francs ; l'établissement dispose d'un capital de 4 millions. L'école d'Oropos, — destinée à recevoir les orphelines débiles — est située à la campagne, sur une propriété léguée par Syngros à l'Amalicion. Elle est en même temps une école ménagère et un ouvroir où les ouvrages les plus fins sont exécutés avec beaucoup d'adresse.

Un autre orphelinat d'Athènes est celui de Hadjicosta. Plus de 200 garçons y reçoivent l'instruction scolaire. Les métiers de menuisier, de serrurier, de cordonnier et de tailleur y sont enseignés. Le petit orchestre de l'orphelinat est — dit-on — très bien exercé.

La maison de correction, Ephibion, due à la libéralité du grand patriote Avérof, est destinée aux délinquants mineurs au-dessous de 18 ans. C'est simultanément une école et une prison où les élèves reçoivent une instruction surtout pratique. Ici aussi, tous les métiers sont enseignés. En 1906, le nombre des pensionnaires s'élevait à 161. L'école est bien tenue et bien dirigée.

Dispositions générales. — Les conférences des professeurs délibérant sur les affaires de l'école se tiennent une fois par mois. Les *punitions* infligées sont les mêmes que dans toutes les écoles occidentales.

En cas de transfert, l'Etat se charge des frais de déménagement des professeurs. Les professeurs en congé (les congés sont accordés par le ministère) reçoivent leur solde en entier pendant le premier mois, et la moitié de leurs solde pendant le second et le troisième mois. Les longs congés ne sont pas admis, et l'instituteur est relevé de ses fonctione s'il ne peut pas les remplir.

Tout professeur a droit à une pension viagère lorsqu'il prend sa retraite, qui lui est accordée après 20 ans de service et à partir de l'âge de 60 ans. Il reçoit alors 20/50 de son salaire des quatre dernières années, et un supplément de 1/50 de ce même salaire pour chaque année de service en plus. Les professeurs d'Université ont droit à toute leur paye comme pension viagère, mais après 40 ans de services seulement.

Pour couvrir les frais de ces pensions, on prélève chez tout instituteur : 1° 1/9 % de ses gages mensuels ; 2° les gages du premier mois de l'entrée en fonction ; 3° les gages du mois de son mariage. S'il s'est marié pendant son temps de service, sa femme a droit à la moitié de sa pension, mais elle doit partager cette moitié avec ses enfants. Si la mère vient à mourir à son tour, les enfants ont droit à sa pension, les garçons jusqu'à l'âge de 21 ans, les filles jusqu'au jour de leur mariage, ou jusqu'à leur mort si elles ne se marient pas.

* * *

Ecoles grecques de Turquie. — L'organisation des écoles grecques de Turquie (1) diffère en plusieurs points de celle du royaume hellénique. Cette différence ne concerne pas tant le système scolaire lui-même — qui est assez semblable à celui de la Grèce — que l'administration scolaire et tout ce qui la touche. Cette administration dépend de la communauté grecque. Les Grecs de Turquie furent considérés, dès le début de la conquête musulmane, comme étant en dehors de la communauté et de l'Etat des fidèles. De lourds impôts leur étaient imposés. Mais ils furent autorisés par contre à se constituer en communautés homogènes et à pratiquer librement leur culte religieux. Tout en s'érigeant ainsi en seigneurs et maîtres vis-à-vis des chrétiens guidés par une autorité ecclésiastique, les mahométans les laissèrent organiser leurs affaires communales (écoles, églises, œuvres de bienfaisance) eux-mêmes et régler leurs litiges de droit privé (litiges de familles et de successions) d'après les lois de leur religion.

Etant essentiellement théocratiques, ils ne firent aucune distinction entre les affaires d'Etat et les affaires religieuses des chrétiens ; ils suivirent l'ordre du prophète : « Laissez-les, en tout ce qu'ils considèrent comme leur religion ! »

Les chrétiens, sujets du sultan, relevant du patriarcat par tout ce qui touche à leurs affaires particulières, à l'organisation de leurs écoles, de leurs églises, de leurs communautés, etc., les intérêts de ces dernières sont gérés par des *démogérontes*, tandis qu'une *éphorie* rééligible s'occupe de ceux des écoles. C'est elle qui rédige les programmes, nomme ou congédie les maîtres d'école. C'est à l'évêque ou à l'archevêque qu'incombe la surveillance générale des écoles de son diocèse. Dans l'archevêché de Constantinople, les écoles sont placées sous la surveillance d'un comité ayant un métropolite à sa tête et composé en tout de quatre ecclésiastiques et de quatre laïques. Ce comité porte le nom de *Kentrikê ekpedeutikê épitropê* (Commission centrale d'enseignement). Le secrétaire de la Commission, un ecclésiastique, porte le titre d'inspecteur général des écoles. Cependant, en Macédoine, il y a trois inspecteurs d'écoles grecs, tous trois docteurs en philosophie. A la tête de toutes les autorités scolaires se trouve le patriarche et son synode, entourés du « Conseil Permanent National Mixte ».

Les ressources principales des écoles proviennent des biens ecclésiastiques et communautaires, des revenus d'églises, de fêtes de charité, de dons et de legs de particuliers, et enfin de modestes droits acquittés par les

(1) Il n'est pas question ici des écoles grecques de Crète.

élèves. Inutile de dire que le gouvernement turc, non seulement ne subventionne pas les écoles chrétiennes, mais qu'il emploie les impôts du *méarif* (scolaires) auxquels sont astreints les sujets de l'empire, sans distinction de religion, uniquement à la fondation d'écoles turques dont le nombre va sans cesse croissant.

Les communautés grecques étant généralement les plus riches, grâce à la générosité de leurs membres, ce sont elles surtout qui sont mises à contribution.

Tous les livres mis entre les mains des élèves grecs doivent préalablement être approuvés par la Commission du patriarcat. Celle-ci veille à ce qu'ils ne contiennent rien de contraire aux préceptes de la religion orthodoxe, rien d'hostile non plus au gouvernement ottoman, car la censure, en Turquie, extrêmement tatillonne et susceptible, est non moins rigoureuse. A ces deux conditions près, le professeur est libre de choisir le livre qui lui plaît pour ses élèves, ce qui donne lieu parfois à des abus. Pour remédier à cet état de choses, un érudit de Constantinople, M. Karapanos, a offert une prime d'encouragement pour l'édition de bons livres d'école.

Les établissements scolaires grecs en Turquie sont à peu près organisés et divisés à l'instar de ceux de Grèce ; ils ont, à peu de différence près, le même programme ; ils comptent en plus un cours de turc dans les classes supérieures des écoles de garçons. Généralement le *demotikon* et l'*hellenikon scholion* sont réunis en une sorte d'école primaire ou *astiké scholê*. Les écoles enfantines sont très nombreuses en Macédoine, fréquentées par des garçons et des fillettes de 3 à 8 ans. Au début, on avait adopté pour ces écoles la méthode française de Mme Pape-Carpentier, qui, toutefois, tend à disparaître pour faire place à la méthode Frœbel. Ces écoles rendent les plus grands services, surtout en Macédoine dans des régions où les Grecs, ayant à la longue désappris ou négligé leur langue, se servent souvent entre eux de patois slaves ou autres, fait regrettable dont les Bulgares ont habilement su tirer partir pour faire accroire à l'Europe que tous les slavophones de Macédoine sont leurs congénères.

L'éducation pédagogique des maîtres d'écoles en Turquie laisse beaucoup à désirer.

Les écoles normales (*didaskaleia*) de Serrès et de Philippopoli ont disparu, — cette dernière ayant été confisquée par les Bulgares, comme, du reste, la plupart des écoles grecques de Roumélie Orientale et de Bulgarie. La grande école nationale du Phanar, à Constantinople, le plus grand établissement grec d'enseignement secondaire, a fondé dernièrement une école normale qui rend de notables services.

Constantinople compte deux écoles normales pour jeunes filles, le *Zappion* et le *Joakimion*. En outre, il y a à Epibates l'*Archigenion* (Thrace) ; à Andrinople, le *Zappion* ; à Smyrne, le *Zarifion* ; des lycées supérieurs de jeunes filles existent à Salonique, Jannina et Serrès. Le Zappion de Constantinople passe à juste titre pour le meilleur de tous ces établissements.

Passons aux écoles commerciales grecques de Turquie. Celle de l'île de Halki, près de Constantinople est justement renommée en Orient. Elle comprend un gymnase et une école commerciale. Chios et Samos, ainsi que d'autres villes de Turquie, possèdent l'une un gymnase avec une section commerciale, l'autre un lycée du même genre. Le plus important de ces lycées commerciaux est l'école gréco-française de Salonique, dirigée par un ecclésiastique hellène, M. Noucas. Il y a en outre des lycées privés gréco-français à Constantinople, et d'autres encore subventionnés par l'Alliance française. Pour combattre les écoles congréganistes françaises suspectes par leur propagande religieuse et leurs tendances de prosélytisme en Orient, on a fondé deux écoles gréco-françaises supérieures pour jeunes filles. Quant aux séminaires en Turquie, l'on peut dire qu'ils ont plus ou moins réussi, l'état de prêtre ne constituant pas un métier lucratif et n'étant malheureusement que trop souvent exercé par des personnes d'une culture médiocre. En revanche, les académies théologiques de Halki (îles des Princes) et de Jérusalem donnent les résultats les plus satisfaisants.

D'après le *Tableau général des écoles helléniques en* TURQUIE D'EUROPE, publié en 1902, il y a :

En Turquie d'Europe

(PAR VILAYETS)

	Ecoles	Professeurs	Élèves	Frais annuels en francs
Vilayet Constantinople	185	612	19.132	878.654
» Andrinople...	416	644	31.210	346 193
» Salonique....	521	787	32.534	481 344
» Monastir.....	447	632	25.157	294.382
» Uskub.....	5	8	327	7.314
» Janina.....	615	753	25 656	268.079
» Scutari.....	11	18	503	10.600
	2.200	3 454	134.519	2.286.566

En Turquie d'Asie (1)

(PAR DIOCÈSES ÉPISCOPAUX)

Diocèses épiscopaux	Ecoles	Elèves sexe masculin	Elèves sexe féminin	Elèves des 2 sexes	Professeurs	Institutrices	Professeurs des 2 sexes
Césarée (Cappadoce).....	59	4.644	1.170	5.814	67	24	91
Ephèse.....	174	9.470	6.700	16.170	227	166	383
Cyzique.....	85	4.109	1.424	5.533	89	23	112
Nicomédie.....	81	3 109	780	3.889	73	21	94
Nicée.....	38	2.064	1.718	3.782	38	23	61
Chalcédoine...	54	2 613	2.633	5.246	64	61	125
Amassia.....	225	8.135	790	8 925	196	30	226
B ousse.....	33	1.932	1.106	3.038	33	38	71
Néocésarée....	—	—	—	—	—	—	—
Iconium.....	25	2 163	717	2.880	29	17	46
Pissidia.....	23	2 204	758	2.962	38	20	58
Trébizonde....	60	2 100	310	2 410	65	5	70
Rhodes.....	54	3.800	1.300	5 100	77	21	98
Smyrne.....	75	6.314	5.873	12 187	165	171	336
Mitylène.....	46	5.250	1.700	6.950	88	24	112
Ancyre.....	9	455	213	668	14	11	25
Philadelphie...	23	750	641	1.391	20	23	43
Méthymne.....	—	—	—	—	—	—	—
Chios.....	99	5.360	2.100	7.460	96	30	126
Samos.....	53	3.890	1.604	5.494	73	40	113
Lemnos.....	25	1.600	750	2.350	29	10	39
Imbros.....	8	543	230	773	6	4	10
Chaldée.....	134	4.400	482	4.882	116	20	136
Proeconneissos.	12	1.169	404	1.573	14	6	20
Cos.	8	502	81	583	13	2	15
Carpathos.....	—	—	—	—	—	—	—
Leros-Calymnos	11	1.750	200	1.950	39	8	47
Heliopolis.....	52	2.572	1.798	4.370	70	41	111
Krene.....	55	2.890	1.730	4.620	56	28	84
	1.521			121.000			2.652

Il manque malheureusement à cette liste les chiffres de trois sièges épiscopaux, dont un surtout, celui de Neocésarée aurait fourni un bon contingent à la statistique ci-dessus.

(1) (Extrait de l'*Almanach du Patriarcat*, 1905-1906).

PATRIARCAT D'ALEXANDRIE. — On évalue le nombre des Grecs établis en Egypte à 120.000 : ils constituent plusieurs colonies florissantes à Tantah, à Ismaïlia, Suez, Port-Saïd, etc., en Nubie, à Khartoum ayant partout leurs églises et leurs écoles, dues généralement à la générosité de quelque compatriote fortuné.

Alexandrie comptait, en 1843, 3.000 Grecs ; depuis, ce chiffre a décuplé : on compte actuellement 30.000 Grecs dans cette ville. Les établissements scolaires grecs d'Alexandrie, fondés en grande partie par le richissime Averof, sont :

1° Un gymnase complet, l'*Averofion* ; 2° une école supérieure de jeunes filles ; 3° une école primaire ; 4° une école de commerce. En outre, plusieurs instituts privés. Pendant l'année scolaire 1903-1904, le nombre des élèves s'élevait à 943 pour les garçons et à 815 pour les jeunes filles, avec 43 professeurs.

La colonie grecque du Caire compte 25.000 membres. Celle-ci doit la plupart de ses écoles à Abetis et à Achillopoulos. Elles consistent : 1) en un gymnase complet, l'*Abetios scholê* ; 2) une école supérieure de jeunes filles ; 3) une école primaire ; 4) une école *hellénique*, et enfin, 5) une école enfantine.

PATRIARCAT DE JÉRUSALEM. — En 1906, la Palestine comptait 78 écoles dans 59 localités, dont 59 pour garçons et 19 pour jeunes filles avec 153 professeurs et 4.293 élèves. L'arabe, qui est très répandu dans cette contrée, occupe une bonne partie du programme scolaire. Tous ces établissements sont entretenus grâce à des offrandes de particuliers et des collectes faites par le patriarche. Celui-ci subventionne en outre l'Académie de théologie à Jérusalem et une importante école de langues à Jaffa.

EGLISE AUTOCÉPHALE DE CHYPRE. — Comme l'on sait, cette île est placée depuis 1878 sous le portectorat anglais. Sous le régime turc, Chypre n'avait que 72 écoles pour garçons et 4 pour jeunes filles avec une population grecque de 137.631 âmes. Les progrès accomplis en quelques années sur le terrain scolaire sont considérables. En 1906, nous trouvons 325 écoles grecques, avec 412 professeurs des deux sexes. Nous nous bornerons à mentionner parmi ces écoles : 1. le Pangyprion (gymnase de Leucosie) ; 2. une école normale ; 3. une école supérieure de jeunes filles à laquelle se rattache une école normale ; 4. une autre école supérieure de jeunes filles à Limassol et une troisième à Larnaka ; 5. trois gymnases assez incomplets, l'un à Larnaka, l'autre à Limassol et le troisième à Ktima. Ce sont les communes qui entretiennent ces écoles, que subventionne aussi le gouvernement (80.000 francs). Les Chypriotes se plaignent sans cesse du lourd tribut de 2 millions qu'ils doivent payer au gouvernement turc et qu'ils préféreraient employer au développement intellectuel de la jeunesse de l'île.

En terminant cette analyse sommaire de l'étude allemande, notons qu'on évalue, en tout, à une trentaine environ les communautés grecques à l'étranger : Russie, Roumanie, Bulgarie, Autriche, France, Angleterre, Amérique et Australie, communautés dont quelques-unes ont fondé des écoles. Malgré les chiffres et les statistiques exacts qui nous font souvent défaut, nous croyons ne pas nous tromper, dit l'auteur, en évaluant approximativement à 5.000 les écoles grecques en dehors du royaume de Grèce, fréquentées par 350.000 élèves et 7.000 professeurs.

« Nos statistiques, dit en terminant l'auteur, ont, nous osons l'espérer, contribué à démontrer combien l'amour du savoir est grand chez le peuple grec. Il ne faut pas oublier à ce propos qu'en Turquie, l'instruction n'est pas obligatoire comme dans le royaume de Grèce, et surtout que les Hellènes de Turquie ont souvent à lutter contre des difficultés sans nombre et de toute nature pour assurer l'existence de leurs écoles. »

Le Chemin de fer du Hedjaz

Le *Temps* (11 déc.) reçoit de Constantinople la dépêche suivante :

Le sultan a ordonné la construction de trois lignes ferrées parallèles de la Mecque pour Arafat ; il a ordonné également de terminer pour l'année prochaine la ligne de Médine à la Mecque, dont la longueur totale sera de 480 kilomètres.

C'est, on le sait, une conception purement islamique, voire même hamidienne, que celle de ce chemin de fer d'une longueur d'environ 1.800 kilomètres qui, en passant par Damas, réunira un jour Constantinople, la capitale des khalifes, aux cités saintes de l'islam : la Mecque et Médine.

Au début, l'entreprise paraissait chimérique : difficultés financières — on évalue à 130 millions la dépense totale de la voie Haïffa-Damas-Mecque-Médine, — difficultés techniques, elle semblait se heurter à des obstacles insurmontables. La ténacité, l'esprit de suite dont le sultan a fait preuve en cette affaire en ont eu raison. Il donna de sa poche, institua des commissions chargées de collectes, demanda de l'argent à tous les musulmans, et n'épargna même pas ses sujets chrétiens — qui n'ont pourtant rien à voir dans un chemin de fer destiné à faciliter et à développer le pélerinage musulman dans les villes saintes. L'Islam tout entier fut mis à contribution ; les mahométans d'Egypte, de Russie, d'Afganistan, envoyèrent leur obole ; ceux des Indes se montrèrent particulièrement généreux. Un véritable Denier de l'Islam fut ainsi constitué grâce à quoi la ligne a avancé considérablement et à la surprise générale.

Entreprise essentiellement islamique, le chemin de fer du Hedjaz, devait, dans la pensée d'Abdul-Hamid, être exécuté avec des matériaux et des ouvriers musulmans. C'est tout au plus si, au début, il fit exception pour les ingénieurs. La direction des travaux fut confiée à un Allemand, qui choisit d'autres collaborateurs chrétiens. Mais bientôt, le sultan dut renoncer aussi à n'employer que des matériaux et une main-d'œuvre exclusivement islamiques : ce système revenait trop cher, et il y eut d'ailleurs trop de gaspillages, d'abus, de malfaçons. Des ouvriers étrangers, italiens principalement, furent engagés, chargés des travaux les plus délicats, les grosses corvées étant réservées aux soldats turcs.

Haïffa, qui par sa position militaire et maritime est une des portes de la Syrie, est pour le moment la tête de ligne. Depuis que les travaux ont commencé, ce port s'est très sensiblement développé, aux dépens de Jaffa et même de Beyrouth. La ligne partant de là va, par la vallée tourmentée du Yarmouk, rejoindre — sur un parcours de 124 kil. — à Deraah la voie qui vient de Damas en traversant la plaine du Hauran. A partir de Deraah, le chemin de fer court vers le sud, en suivant l'antique route de Darb-el-Hadj, la route des pèlerins où, de loin en loin, l'on rencontre des puits et des réservoirs ; s'écartant des centres tels que Kerak, Madaba, Chorak, pour éviter les profondes vallées du Onalch et du Modjeb, il passe sur les plateaux du Moab, à la limite des terres cultivées et du désert. En continuant vers le sud, il passe par l'oasis de Maan, à 469 kilomètres de Damas, dont on songe à faire ultérieurement le point de départ d'une ligne sur Akabah. A partir de Maân, la ligne se dirige vers le sud-est, traverse le désert plat, franchit un col à Bathen et Ghol, puis s'engage dans la grande vallée qui se termine à Tebouk (693 kil. de Damas).

Il atteint El-Akhdar (763 kil.) en traversant un tunnel. A Dar-el-Amra, il s'éloigne de la route du Derb-el-Hadj qui gravit le col très élevé de Mutale, et fait un détour vers l'est pour gagner par de fortes pentes Abou-Tagah et Médaïne-Saleh (600 mètres au-dessus du niveau de la mer). De là, il descend tout doucement vers El-Ala (1.000 kil. de Damas) — point qu'il est question de relier au port d'El-Wedjeh, sur la mer Rouge, pour avoir un accès plus facile à la ligne principale, dans sa partie sud.

A la date du 1er septembre 1906, la ligne du Hedjaz se composait de 755 kil., soit 692 kil. de la ligne principale (Damas-Tebouk) et 163 kil. de la voie de Haïffa. Actuellement, les travaux de terrassement sont avancés jusqu'au kil. 1.050, et la pose des rails a atteint le kil. 1.000 (El-Ala).

Il manque donc encore 320 kil. pour gagner Médine, et 480 autres kilomètres pour atteindre la Mecque qu'on reliera très probablement à Djeddah. Or, en dépit des ordres que donne le sultan pour que la ligne totale soit achevée l'année prochaine, il est probable qu'on n'aura pas abouti au terminus avant 1912 ou 1913. Etant donné son état de santé, Abdul-Hamid risque de ne pas voir *son* chemin de fer terminé.

Le long des rails déjà posés, petit à petit s'élèvent les gares et les casernes... A Deraah, à Maân, à Tebouk, les constructions des gares sont terminées ; on vient de commencer celles d'El-Ala et de Médine.

L'ensemble de la ligne du Hedjaz est construite pour une vitesse de 30 kil. à l'heure, mais les trains qui circulent sur les tronçons en exploitation sont loin d'atteindre ce maximum. Trois fois par semaine, un train va de Damas à Maân et *vice versa*. Il faut plus de 24 heures pour faire les 459 kilom. qui séparent ces deux points. Sur la section Haïffa-Damas, où le service est plus régulier, on constate un trafic notable : les céréales du Hauran et de la plaine d'Esdrelon en constituent le principal facteur ; nombre de marchandises européennes à destination de Damas et de l'intérieur, qui autrefois passaient par Beyrouth, prennent actuellement le chemin de Haïffa. Le trafic de l'intérieur n'est pas moins négligeable, quoique plus restreint. Il dépasse Hatrani et atteint Maân.

Mariage princier

Athènes, 12 décembre.

En même temps que les bénédictions sacrées, un peuple innombrable et ardent vient de sceller l'union du prince Georges de Grèce et de la princesse Marie Bonaparte, et jamais fête nuptiale ne fut plus accomplie, par la félicité des époux, par l'accord de leurs familles, par l'acclamation émouvante de cent mille poitrines célébrant à la fois la grâce et le charme tendre d'une belle princesse et l'héritière d'un grand nom français. Sous le ciel bleu, toute Athènes fut sur son passage. Ce n'est rien, encore que l'immense place de la Constitution et les trottoirs de la rue d'Hermès regorgent d'une foule prodigieuse qui se presse le long d'un parcours relativement bref ; mais le miracle est que nulle balustrade n'ait cédé, que nulle terrasse, nulle corniche, nulle marquise, nul balcon ne se soit effondré sous la poussée violente des curieux qui débordent de toutes les fenêtres, de toute saillie où deux pieds peuvent se poser. Athènes n'a jamais vu autant de monde dans ses rues, et c'est un beau spectacle dans l'air frais du matin, que ces oriflammes qui battent à la brise, ces guirlandes de feuillage et de fleurs aux trois couleurs, ces drapeaux grecs et français, et cette masse sonore qui se penche, ondule et se hausse dans le ruisselement du soleil.

La cérémonie était pour onze heures et demie, mais à neuf heures les rues déjà sont encombrées et à dix heures il serait impossible d'y circuler si le service d'ordre, assuré par toute la garnison massée sur le parcours, ne maintenait la liberté des chaussées. A cette même heure, l'église est déjà pleine ; les privilégiés admis à assister à la cérémonie ont été avisés que les portes en seraient fermées à dix heures et demie, mais chacun, désireux de s'y poster en une bonne place, a de longtemps devancé l'heure. C'est dans le cadre à demi byzantin d'une cathédrale orthodoxe que va se dérouler le faste de la cérémonie nuptiale ; l'or y ruisselle dans les lourdes icônes, supportées comme des fanions par des lampes, et dans les ornements sacrés ; aux murs et le long des lourdes colonnes, d'éclatantes enluminures où dominent le rouge et le bleu, où se pose la croix grecque, enchevêtrés, donnent à l'ensemble une splendeur décorative sans pareille. Le soleil, jaillissant à travers de petits vitraux bleus, jaunes et rouges, pose au front des femmes, du bout de ses rayons horizontaux, des topazes, des saphirs et des rubis ; de massives suspensions de cuivre montrent la flamme tremblante des bougies et, de chaque côté du hiéron, tabernacle sacré où nul profane ne pénètre et que ferme une lourde porte de fer ajourée et dorée, trois énormes cierges, épais comme des colonnes, rendent hommage à l'invisible Dieu.

Par les trois portes grandes ouvertes de l'église arrive la confuse rumeur de la place, et dans le soleil nous apercevons, comme un décor flamboyant, la foule immense des balcons et des fenêtres et les guirlandes joyeuses que retiennent des mâts. Un large passage a été ménagé au milieu de l'église et c'est par cette allée centrale que le cortège fera son entrée. De chaque côté, des cordons maintiennent les invités groupés en corps distincts, les députés étant placés immédiatement à la droite de l'exèdre où se tiendront les époux ; les ministres viennent ensuite, et en face d'eux, à gauche, le corps diplomatique.

Les femmes, dans les églises grecques, ont leur place à la galerie du premier étage, appelée pour cela « gynécée ». Le gynécée aujourd'hui est brillant, et tout ce qu'Athènes, qui n'en est point avare, compte de beauté et de grâce s'y entasse à cette heure ; par exception pourtant, quelques dames sont, pour cette solennité, admises dans la nef : ce sont les femmes des ministres grecs et celles qui appartiennent au corps diplomatique. Parmi les premières, trois sont saluées à leur entrée par une rumeur d'admiration et d'hommage ; elles ont eu la gracieuse idée de revêtir le costume national si léger par les soies qui le composent et si somptueux à la fois par ses broderies d'or : ce sont Mme Théotokis, femme du président du Conseil ; Mme Skouzès, femme du ministre des Affaires étrangères, et la jolie Mlle Skouzès, sa fille, montrant ainsi sur leurs cheveux noirs des voiles blancs que retient un bandeau de sequins d'or, et leur succès se prolonge à travers la nef jusqu'au moment où apparaît le clergé. Le métrépolite, par la porte du hiéron, qui vient de s'ouvrir, s'avance le premier, en chape blanche brochée d'or, la lourde tiare byzantine d'or épais sur la

tête, une croix rouge sur la poitrine où s'étale sa barbe grise ; il s'appuie de la main gauche sur son bâton de pasteur, que terminent, face à face, deux serpents d'or séparés par la croix grecque, et il descend les trois degrés du tabernacle avec une majesté pesante. Quatre évêques, qui composent avec lui le Saint-Synode, le suivent tiare en tête et portant des chapes qui semblent faites d'épaisses lames d'or ; deux prêtres qui tiennent les livres saints, deux diacres soulevant de légers candélabres où brûlent des cierges entre-croisés, les suivent. Le métropolite s'est avancé vers la petite table où reposent, devant le massif Evangile à couverture d'or, les deux couronnes princières ; il y dépose les coupes, où il place ensuite les bagues des époux, la timbale d'or et quatre cierges de cire, puis il attend, immobile et grave. Le moment approche, car voici venir le baron et baronne d'Aubigny, neveu et nièce du prince Roland, et les jeunes comtes de Villeneuve, tous trois garçons d'honneur de leur cousine ; voici venir aussi une vieille dame en cheveux blancs, et chacun demande son nom : c'est Mme Claire, la dévouée gouvernante qui vit naître et éleva la princesse Marie ; celle-ci a voulu qu'elle fût présente à la joie de son mariage, et par ce trait se révèle l'une des grâces familières de son cœur.

Soudain résonne le carillon des cloches qui, dans toutes les églises à la fois, vibrent à la même minute, et des acclamations parviennent à nos oreilles. Voici le cortège, et le métropolite, suivi de son clergé et de M. Théotokis, chef du gouvernement, s'avance au devant de lui au seuil de la cathédrale. Il a quitté le palais à onze un quart ; il est magnifique et solennel ; il a ceci de singulier que, selon la coutume grecque, le Roi, les princes, sans en excepter même le fiancé, sont à cheval, et c'est à cheval aussi que, tout à l'heure, le prince Georges regagnera le palais. La voiture principale en est un carosse extrêmement beau, que l'obligeance du comte Cernowitz, écuyer du Roi, me permit d'examiner de près ces jours passés, et qui, avec sa caisse bleu de France et son chariot doré, est une admirable pièce de musée ; il a d'ailleurs une histoire : c'est le carrosse qui avait été jadis préparé à Versailles pour l'entrée solennelle du Comte de Chambord à Paris et à qui le destin réservait d'autres services ; acheté plus tard par le roi Georges, il n'est pas sorti de sa remise depuis 1889, à l'occasion du mariage du prince héritier, et il a été remis à neuf récemment.

Les dames de la Cour sont parties en tête, puis, derrière un peloton de cavaliers, la première voiture a emmené, avec la blonde et ravissante princesse Alice, la princesse Jeanne, marquise de Villeneuve ; dans la seconde, ont pris place la princesse Hélène et les princes Valdemar, Christophore et Georges, fils du prince héritier ; dans la troisième, se trouve, à gauche de la princesse Sophie, le prince Roland Bonaparte, vêtu de son uniforme de membre de l'Institut, chapeau à plumes noires, épée de nacre, la poitrine barrée du grand cordon de l'ordre du Sauveur.

Alors est apparue en haut des marches la princesse Marie, et ce fut un émerveillement ; sa beauté brune et son sourire de félicité s'épanouissent dans l'air flamboyant, et le costume qu'elle porte avec une grâce splendide la fait pareille aux plus belles d'entre les belles princesses des rêves. Elle aime les dentelles, et celles qu'elle montre sont des merveilles : son corsage est en point à l'aiguille et en cluny d'argent. Par-dessus, s'accroche un long manteau de Cour en lamé d'argent, mais le prodige de cette toilette est un voile si beau qu'il est une pièce de collection : il est en point d'Angleterre d'une finesse et d'un dessin merveilleux, et les ouvrières qui l'ont fabriqué ont mis six mois à en élaborer les millions de points. Drapé en mantille sur la tête et retenu par le diadème, il recouvre entièrement la robe jusqu'à l'extrémité de la traîne. Le diadème est lui-même un bijou de l'espèce la plus rare : tout entier en brillants et fait de deux larges feuilles de laurier qui se rejoignent au sommet du front, il reproduit la forme de la couronne impériale et il est d'une richesse et d'un travail admirables, dont il m'a été permis de juger ailleurs et à loisir, car pour le moment il est à demi caché par le voile qui retombe de chaque côté. Sur le cou dégagé, repose le collier de perles à trois rangs.

Le cortège s'est ébranlé. Aux portières du beau carrosse où la Reine et la fiancée ont pris place, le Roi à cheval, en uniforme de général, et portant le grand cordon du Sauveur, de même que tous les princes, marche à droite ; à la portière de gauche, c'est le prince Georges, en uniforme d'amiral ; derrière, les princes Constantin, Nicolas, André, Christophore. Tout le long du chemin, les vivats ont salué le beau carrosse, et enfin il s'est arrêté devant l'église.

Derrière le métropolite et le clergé, le prince Roland s'avance vers le seuil du hiéron, donnant le bras à sa fille, et derrière lui la Reine est conduite par son fils le prince Georges. Alors on remarque que la Reine aussi, de même que toutes les princesses et les dames de la Cour et les demoiselles d'honneur ont pris le costume national, et ceci va ajouter au caractère de la cérémonie qui s'apprête. Les deux fiancés se tiennent sur l'exèdre rehaussée d'un degré ; derrière eux et plus bas, la Reine, ayant à sa droite le Roi et à gauche le prince Roland ; derrière, enfin, le prince Valdemar, les princes et les princesses, le marquis et la marquise de Villeneuve, le baron et la baronne d'Aubigny, puis le personnel de la Cour.

Je me proposais de vous décrire en détail la cérémonie si particulière de ce mariage orthodoxe où la tradition orientale et byzantine a introduit tant de gestes éloquents et neufs pour nos yeux, mais l'heure où je suis et l'espace déjà rempli ne me permettent plus de m'étendre longuement encore et je dois abréger. Une grande curiosité, une grande sympathie avaient dirigé tous les yeux vers la belle fiancée au moment où elle parut ; toute la longue heure que dura l'office, elle se montra d'une noblesse admirable, debout, sans un tressaillement, sans un signe de fatigue ; pour moi, je l'observais, non loin d'elle, à la place privilégiée que me valut la bienveillance royale, et si je pus discerner l'intense émotion qui l'agitait à cette heure unique de sa vie, et qui par instants se marquait par un frisson de la lèvre et un éclair des yeux, je vis en même temps avec quelle possession de soi-même elle se contraignait à demeurer grave, impassible, comme insensible aux regards posés sur elle.

Le métropolite fit au front des fiancés l'imposition des anneaux et les passa à leurs doigts ; puis la Reine d'abord, le prince Valdemar ensuite, parrain et marraine, firent aux mains des fiancés par trois fois l'échange de ces anneaux ; alors le métropolite appela sur eux les bénédictions du ciel et joignant leurs doigts, il remit à chacun une couronne princière qui fut, jusqu'à la fin, tenue au-dessus de leurs têtes par les garçons d'honneur qui se remplaçaient et qui étaient, pour le prince, ses frères, les princes Nicolas et Christophore, et son neveu, le prince Georges, et pour la princesse ,ses cousins, les comtes de Villeneuve. Enfin, les prières ayant été dites sur l'Evangile avec les réponses du chœur, et les fiancés ayant baisé l'Evangile, la bénédiction nuptiale leur fut donnée et dès lors, ils étaient unis, le mariage était prononcé. Mais il fallut encore que le métropolite fit boire chacun d'eux, puis le parrain et la marraine, dans une timbale d'or, et qu'ils fissent à trois reprises, les mains jointes, précédés du métropolite dont le prince Georges tenait le bras, et suivis des garçons d'honneur qui ne cessaient de tenir la couronne au-dessus de leur tête, le tour de la table sacrée. La bénédiction finale fut donnée, suivie d'une courte harangue du métropolite, et la cérémonie était close.

Alors, selon le rite, l'époux baisa l'épouse sur la bouche, puis il embrassa la reine, sa mère et le roi son père, et le cortège se reforma pour le départ dans le même ordre qu'à l'arrivée.

Cependant une scène touchante, dont le hasard me fit le témoin, se passait dans le beau carrosse de gala. Tandis qu'il allait s'ébranler, la princesse Marie, jetant vers la reine un long regard d'émotion, lui dit, dans un grand élan tendre : « Je suis bien heureuse ! » La reine fit : « Moi, je suis heureuse ! » ; puis, se penchant vers elle, elle lui tendit son visage pour un baiser qui n'avait pas été, celui-là, prévu par le rite. Le roi et le prince étaient montés à cheval, et le prince Georges, grand, vigoureux, élancé et noble, se montrait à la portière, salué par la foule. Le carrosse partit.

Ce retour au palais fut triomphal. De toutes les poitrines jaillissaient les *zito* entousiastes ; les hommes saluaient, les femmes agitaient leurs mouchoirs ou de petits drapeaux, et du haut des fenêtres et des balcons de pleines corbeilles de roses effeuillées se vidaient au passage du cortège. Si belle qu'ait été l'entrée de la princesse à Athènes, cette journée-ci dépasse l'autre. Lundi le peuple athénien donnait la bienvenue à une princesse de France ; aujourd'hui il adoptait et fêtait sa nouvelle princesse grecque.

Le cortège s'arrêta non sur la façade du palais, mais sur un perron latéral où le public ne pénètre point. Dès que le carrosse s'y arrêta et que la nouvelle mariée en fut descendue, les princesses s'empressèrent autour d'elle et les visages se baisèrent, tandis que le roi veillait à tout et que le prince Georges, maintenant délivré de la contrainte officielle et rayonnant, beau dans son uniforme d'amiral, serrait des mains sans en excepter celles d'humbles soldats. Il fallut que les époux parussent au balcon où les réclamait une foule immense ; il y vinrent trois fois, rappelés sans cesse par les vivats enthousiastes ; mais le peuple finit par comprendre qu'ils avaient faim, et il consentit à ce qu'ils passassent à table où un déjeuner intime a réuni les membres des deux familles.

GEORGES BOURDON.

(D'après le *Figaro*.)

Rapports d'Évêques Grecs au Patriarcat Œcuménique

RACHOVON

Extrait d'un rapport de l'archevêque de Pelagonia (Monastir).

Très Saint-Père,

Les malheurs de Dovroméri, village grec de la plaine de Monastir, ont fait déjà l'objet de plusieurs de mes rapports. Dans l'un d'eux, j'avais signalé de quelle émouvante façon le prêtre Jacob Yangoula avait béni sa nombreuse parenté au moment de sa mort tragique. C'est le frère de ce martyr de notre foi, Constantin Grosdan, qui vient d'être assassiné par les Bulgares le 24 septembre dernier, tout près de Dovroméri, au moment où il revenait du marché de Monastir. Ce même jour, le père Christo, son neveu, curé du village — miraculeusement sauvé jusqu'à présent de plusieurs attentats — était averti qu'il ne tarderait pas à subir le même sort que son oncle. J'ai déjà fait savoir au Patriarcat que toutes ses propriétés ont été complètement détruites il y a quelques mois par les bandes bulgares.

Au mois de mars 1905, une bande bulgare pénétrait le mercredi de la Semaine Sainte dans Sirpsi, autre village grec de la plaine de Monastir, et assassinait, au sortir de la messe, le curé du village, le père Ange ainsi que plusieurs de ses parents. Elle incendiait, ensuite, sa demeure et toutes les propriétés de sa nombreuse famille. Celle-ci, après avoir perdu son autre soutien, l'oncle du père Ange, le prêtre Talis, assassiné également par les Bulgares, se réfugia à Monastir. Elle s'établit dans une maison voisine de l'évêché. Or, le 6 octobre, le membre le plus âgé de cette famille, le vieux Georges Gorilis, frère et oncle des deux prêtres assassinés, disparut subitement. Les femmes se mirent à sa recherche et finirent par découvrir son cadavre dans le quartier bulgare de Yéni Mahallé. Les Bulgares l'avaient assassiné en lui ouvrant la gorge.

Fanar, le 15 octobre 1907.

L'archevêque de Pelagonia,
JOACHIM.

Le rapport suivant adressé à Mgr l'archevêque de Monastir par son représentant dans cette ville,

l'évêque de Pétra, complète le récit de la catastrophe de Rachovo.

Monseigneur,

Je vous ai envoyé, le 9 courant, la dépêche suivante : « Les Bulgares viennent de détruire complètement le village de Rachovo ». Je sens vivement à quel point j'ai dû vous attrister par mon lugubre message.

Voici le récit circonstancié de ce terrible événement.

Mardi matin, un Turc de Clestina se présenta à l'évêché et m'annonça qu'il avait vu brûler de loin le village de Rachovo. De sinistres rumeurs circulaient aussi en ville. Vers midi, je me rendis auprès de S. E. le gouverneur général et là, je reçus la confirmation officielle de l'attaque et de la destruction de Rachovo par une bande nombreuse de comitadjis bulgares. Le lendemain je partis de Monastir, à la première heure, pour porter mon faible secours et mes pauvres consolations aux habitants de ce malheureux village, qui, comme vous ne l'ignorez pas, se trouve être situé à cinq heures de Monastir. Le long de la route, jusqu'à Opsirina, village distant d'une heure de Rachovo, je croisais continuellement des malheureux qui avaient échappé à la mort. Ils transportaient sur leurs dos et sur leurs bêtes de somme tout ce qu'ils avaient pu retirer des ruines de leurs habitations. J'essayai de relever leur moral par des paroles de consolation. Le spectacle offert par ces malheureux était navrant. Ils étaient tous, les hommes aussi bien que les femmes et les enfants, dans un état lamentable. Vers midi j'arrivai à Rachovo. Les rares paysans qui restaient encore au milieu des ruines, m'entourèrent en pleurant et en réclamant ma protection. Ici aussi je ne pus leur prodiguer que des bonnes paroles et je m'occupai aussitôt de mon enquête. Voici de quelle manière les faits se sont passés.

A plusieurs reprises déjà, les comitadjis bulgares avaient menacé de détruire, par le fer et le feu, le village de Rachovo pour le punir de la résistance qu'il offrait à leurs criminelles exigences et de son refus de se soumettre à l'Exarchat bulgare ; seule la vaillance bien connue des villageois les avait empêchés jusqu'ici de mettre ces menaces en exécution. Néanmoins, comme Rachovo servait aussi de rempart à tous les autres villages grecs situés entre Bouf et Monastir, les comitadjis, dans ces derniers temps, résolurent d'en finir ; à cet effet ils mobilisèrent de nombreux chefs de bande. Il n'y a pas de doute quant à la participation de ces faits des chefs Petro Atsef, Traïco, Tsole et Léontief, lesquels, outre leurs compagnons habituels, recrutèrent aussi un grand nombre d'autres bandits. Le sous-gouverneur de Florina et le gouverneur général de Monastir, ont dû être certainement avertis de ce qui se préparait, car, deux jours avant la catastrophe, le gouverneur général avait donné des ordres pour la protection de Rachovo. A la suite de ces ordres, le lieutenant qui réside à Bouf, village bulgare de 400 maisons distant d'une heure de Rachovo, en compagnie de deux autres officiers et à la tête de cent cinquante soldats, quittèrent Bouf, le samedi 8 octobre, et arrivèrent à Rachovo à 4 heures à la turque. Ils annoncèrent aux villageois qu'ils venaient pour les protéger contre une attaque des comitadiis bulgares qui devait avoir lieu, le jour même. Puis, après un court repos, le lieutenant de Bouf prit le chemin qui conduit à ce village, et les deux autres officiers avec le reste des soldats s'éloignèrent dans la direction d'Opsirina ; ils assurèrent cependant les villageois qu'ils seraient de retour dans une heure.

Deux heures plus tard, une troupe nombreuse, composée de 250 à 300 hommes revêtus de l'uniforme des chasseurs, portant en tête un drapeau turc et traînant, à sa suite, un grand nombre de chevaux et de mulets dont quelques-uns étaient chargés, se présenta tout à coup, vers 8 heures à la turque, sur la route qui mène de Bouf à Rachovo. Ce n'étaient pas pourtant des soldats, mais bien des criminels décidés à incendier les 140 maisons du village et à exterminer ses 270 familles. A un quart d'heure du village ils commencèrent leurs exploits, en s'emparant du garde champêtre Nédan Dimitriou, âgé de 40 ans et de Jean Dimitriou, âgé de 30 ans, qui, les prenant pour des soldats n'avaient pas quitté leurs champs. Ces deux hommes furent tués à coups de baïonnette, malgré les pleurs et les supplications de la mère de Jean qui était fils unique. Cette malheureuse femme fut aussi blessée à la tête. Heureusement un troisième paysan avait vu de loin ces horreurs. Il accourut en toute hâte au village, donna l'alarme et tomba évanoui.

En un clin d'œil, le village fut abandonné par les paysans qui se réfugièrent dans les gorges avoisinant la route d'Opsirina ; ils purent échapper ainsi à une mort certaine. Les Bulgares se ruèrent avec des grands cris sur le village. De 8 heures à la turque jusqu'à 1 heure de la nuit, ils mirent, au moyen de bombes et autres explosifs, le feu à 110 maisons ; ils tuèrent aussi d'un coup de fusil Manliher le maçon Georges Guéga de Monastir, âgé de 50 ans, qui s'était probablement attardé dans le village. Stoïtso Christou et Athanase Stoyannou furent blessés. Hélie Nicolaou, âgé de 85 ans et la femme Tassistsa Dimitriou furent brûlés vifs dans leurs maisons.

Ils n'y a pas de doute que les paysans réfugiés dans les gorges auraient été aussi tous massacrés, si, fort heureusement, 4 ou 5 de leurs camarades qui revenaient de Monastir, armés, ne s'étaient mis résolument à faire feu à la faveur de la nuit, contre les brigands. Ceux-ci, troublés par cette intervention inopinée et se méprenant, sans doute, sur le nombre de leurs assaillants, battirent en retraite. Il faut bien croire que la fusillade de ces 4 ou 5 braves avait été assez efficace, puisqu'on retrouva, près de Rachovo, les cadavres de deux brigands. L'un portait sous son uniforme le costume des habitants de Kélénic, près de Florina, l'autre était celui de Simo Ilia Gagats de Bouf. On arrêta aussi près de German deux blessés. Sur le cadavre de Simo Gagats, on découvrit des documents très importants, révélant les décisions prises à la réunion du 14 août 1907 des comités bulgares macédono-andrinopolitains relativement à l'action des bandes dans la circonscription de Monastir. Il en appert que les crimes des comitadjis se continueront sur une vaste échelle et que des grands efforts seront tentés pour attirer au schisme les villages grecs situés entre Bouf et Monastir.

C'est ainsi que fut achevée la destruction de Rachovo. Ses malheureux habitants, dénués de tout, mourant de faim et n'ayant plus de foyer, ne peuvent compter que sur les secours que notre pauvre évêché pourra leur accorder. J'ai fait pour eux tout ce qui dépendait de moi. Je les ai établis provisoirement dans l'hôpital de la communauté grecque, et j'ai nommé une commission qui s'occupe, avec zèle et succès, de leur fournir des vivres et de parer à leurs premiers besoins. Mais que pourrons-nous faire pour un si grand nombre de malheureux ? L'hiver approche et nous devrons prendre promptement des mesures définitives. Je réclame vos intructions et votre bienfaisante intervention.

Monastir, le 13 octobre 1907.

Votre humble représentant
l'évêque de Pétra,
EMILIANOS.

NEGOVANI

Extrait d'un rapport de l'archevêque de Castoria :

Très Saint-Père,

Le 13 août, les Grecs orthodoxes Basil Bimbi, 68 ans, et Démètre Salispy, 70 ans, tous deux originaires de Klissoura, tandis qu'ils se rendaient à Florina, sont tombés dans les mains de Bulgares comitadjis qui ont mis en pièces l'un et ont crevé les yeux de l'autre.

Le 16 du même mois, le Grec Lambos Covatsis, de Smardessi, tandis qu'il se rendait de son village au marché de Biglitza, a reçu une balle bulgare, tirée à bout portant. Les bandits, l'ayant cru mort, s'approchèrent et enfouirent son corps sous un morceau de broussailles dans le but de le cacher. La malheureuse victime, ayant recouvert, après quelques heures, ses sens, a réussi à se traîner jusqu'à son village et après trois jours expira.

Le 1er septembre, le Grec Naoum Caratzas, du même village de Smardessi, a été assassiné par les Bulgares à Bogdovitzi.

Le 5 du même mois, l'archimandrite Grégoire, âgé de 75 ans, prieur du couvent de Saint Nicolas près de Tsirilovon, fut atteint par une balle, tandis qu'il allait visiter les ruines de son couvent.

Le 19 du même mois, une nombreuse bande bulgare de près de 200 bandits, ayant à sa tête des officiers bulgares, attaqua, en plein jour, le village grec orthodoxe de Negovani de 350 maisons, dans le but de le détruire, de fond en comble, et d'exterminer ses habitants. Les malandrins réussirent à incendier 22 maisons et étables et à tuer 13 femmes, 3 petits enfants, le gardien du village et deux gendarmes, qui se trouvaient par hasard dans le village, c'est-à-dire dix-neuf personnes en tout. Le reste du village a pu être sauvé, grâce à la résistance de ses habitants, qui, revenant du marché de Florina et voyant les tourbillons de flammes et de fumée, se portèrent vivement en avant et mirent en fuite les lâches assassins dont quelques-uns payèrent de leur vie leurs méfaits...

Phanar, le 16 octobre 1907.

GERMANOS,
Archevêque de Castoria.

CRIMES DIVERS

Rapport du métropolitain de Monastir :

Très Saint-Père,

Des nouvelles authentiques de Monastir annoncent que l'ordre en cette ville laisse beaucoup à désirer.

Faisant suite à mon rapport du 8 courant, j'ajoute que :

Le 2 août, la bande du terrible chef de bande Dimko, originaire de Moghila, a tué le notable orthodoxe Traïko Georghiou, du village de Valtodes (Baldoentchi).

Le 8 juillet, la même bande bulgare a fait irruption dans le village orthodoxe de Dovromerion pour assassiner le prêtre papa Christo et sa famille. Le prêtre Christo est le fils du célèbre papa Yongoula, qui, ainsi que j'ai écrit depuis longtemps à l'Eglise, en mourant à l'âge de 100 ans, a donné, sur son lit de mort, sa bénédiction aux membres de sa famille à la condition qu'ils restassent, eux-mêmes et tout le village de Dovromerion, attachés et fidèles, jusqu'à la mort, à la Grande Eglise.

Son malheureux fils, souvent menacé de mort, s'est réfugié à l'évêché et a pu ainsi repousser cette attaque nocturne ; mais les bandits ont mis le feu à son étable et ont tué 10 de ses buffles, 1 vache, 2 veaux et un grand nombre de porcs et de poules.

Le 7 août, vers 12 heures (à la turque) du soir, le Bulgare Louzan Dame, de Diavaton, a été tué en plein Monastir, par des inconnus.

Le 8 août, vers 12 heures (à la turque) du soir, le Bulgare Petko Popoff, primat de la corporation des cabaratiers, a été tué par des inconnus.

Le même jour, vers l'aube, des muletiers orthodoxes et un enfant âgé de dix ans, originaires de Doreaza, de la région de Samarina, en Epire, qui, après avoir vendu au marché de Monastir de l'asphalte, retournaient chez eux à Florina, ont été attaqués, à leur sortie de Monastir, par 11 individus armés qui se sont mis à faire feu sur eux. Deux d'entre eux (Nicolas Zissi, âgé de 28 ans et Sterghio Nicolaon, âgé de 30 ans) ont été blessés grièvement. Ils sont soignés dans notre hôpital. Les autres ont pris la fuite après avoir été tous dépouillés par les malandrins. Tout cela se pratique aux yeux de la police et des étrangers. Et cependant la police a donné à l'huissier de l'évêché grec, l'ordre d'enlever le signe distinctif qu'il porte — alors que celui de l'évêché bulgare continue à porter le sien — autrement ce signe lui sera enlevé, en pleine rue, par les agents de police.

Veuilez, etc....

Phanar, le 16 août 1907.

JOACHIM,
métropolitain de Pelagonia.

Rapport du métropolitain de Drama :

Très Saint-Père,

Pour compléter le triste tableau des crimes bulgares commis au mois de juillet, il faut aussi noter ce qui suit :

Le 20 juillet, près du village de Klepousna, un vieillard, âgé de 80 ans, Georges Lazou, a été égorgé par des Bulgares dans son champ.

Le 25, les plantations de nos notables de Klepousna, Constantin Koutros, Tasso Stoyanni, Athanase Misserde et Georges Boyan, ont été razziées par les Bulgares.

Le 5 août, entre les villages de Selino et de Klepousna, un Grec, du nom de Moscho Taxiarchi, et sa femme, tous deux âgés de 50 ans, ont été trouvés égorgés.

Je suis, etc...

Drama, le 12 août 1907.

CHRYSOSTOME.
métropolitain de Drama.

Rapport du métropolitain de Melenikon:

Très Saint-Père,

Le 31 juillet dernier, une bande bulgare de 30 hommes, sous le commandement d'un officier bulgare du nom de Tchodomir, était cachée dans le village schismatique Deréi-Mouslim, a une distance d'une heure à peine de Melenikon. Reconnue par les troupes impériales et cernée par celles-ci, elle a été complètement anéantie. M. Sarrou, officier français et Hamdi ef. commandant militaire de Demir-Hissar, se sont rendus sur les lieux pour constater les pertes causées par l'incendie. A son retour à Demir-Hissar, Hamdi effendi m'a informé que les bandits bulgares avaient aussi l'intention de m'assassiner. Ils avaient appris que je devais me rendre ces jours-là à Melenikon, pour célébrer un *Requiem* de quadragésime pour Georges Voévoda qui a légué par testament, à la communauté, une maison et 40 Ltq.

Demir-Hissar, le 9 août 1907.

EMILIANOS,
métropolitain de Melenikon.

Rapport de la métropole de Castoria:

Très Saint-Père,

Vous trouverez ci-joint, un rapport du vicaire de ma métropole, annonçant de nouveaux exploits du comité bulgare : L'assassinat de 7 Grecs, 6 de Neveska et 1 de Lehovon.

Ce dernier, Zisso Dimolio, père d'une nombreuse famille, était parti de son village le jour de mon départ de mon diocèse, et il nous a atteints à Mokrena, pour nous informer que cette nuit-là une bande nombreuse bulgare avait occupé les roches de Vrapsani où mon convoi devait passer. Il nous a conduits à Sorovitz par un chemin éloigné mais sûr, où les balles des assassins ne pouvaient nous atteindre. Pour le punir du crime qu'il a commis en sauvant ainsi la vie de tant de personnes, les Bulgares l'ont égorgé, dans la nuit du 27 juillet, devant son moulin, près du village de Dehovon.

Par un rapport ultérieur, mon vicaire raconte qu'il y a quelques jours, près du village de Dranoveni, un engagement s'est produit entre un détachement de troupes et une forte bande bulgare, récemment venue de Bulgarie. Quinze comitadjis, dont Panto Kliastoff, et le frère du fameux Tchakalaroff, ont été tués. Plusieurs parmi les tués seraient des officiers de l'armée bulgare.

Le bandit Kliastoff a été pendant sept ans chef de bande bulgare. Il était devenu le fléau de mon diocèse. Il a commis un grand nombre de crimes contre les orthodoxes qui ne passaient pas à l'exarchat. Dernièrement, au mois de décembre, il s'était rendu en Bulgarie, où, sous les yeux et avec le consentement du gouvernement bulgare, il a formé une bande de 20 hommes, armée de fusils bulgares Mannlicher; il est rentré ensuite, au mois de juillet, dans mon diocèse pour continuer sa besogne.

Phanar, le 15 août 1907.

GERMANOS,
métropolitain de Castoria.

Rapport du vicaire de la métropole de Castoria:

J'avais annoncé par une lettre précédente à Votre Grandeur, la disparition du cavass de notre métropole, Emin agha, avec un compagnon Christo, un gendarme de Lehovo.

J'ai maintenant à annoncer l'assassinat de 6 orthodoxes de la petite ville de Neveska, commis le 17 juillet au moment où les victimes se rendaient au marché de Florina. Ces victimes sont : Christo Ghiori, dont les Bulgares avaient tué le frère Démètre, le 20 mai, à Belkamenion (le premier a laissé une femme et six enfants, le second une femme et neuf enfants); Georges D. Bouré qui laisse une femme et 4 enfants; Steryo Trikoti, laissant une femme et 2 enfants; Efstratios Mellas, laissant une femme et un enfant; Georges Panos, laissant sa jeune femme; Anastase Narika, âgé de 16 ans. Enfin l'assassinat de Zissi Demoulio, tué le 27 juillet, dans son moulin près du village de Lehovon.

Castoria, le 7 août 1907.

Protosyncèle Platon Aïvazidis.

Extrait d'un rapport de l'archevêque de Caraféria Mgr Apostolos, en date du 21 septembre:

Très Très-Père.

Pendant le seul mois d'août, le nombre des Grecs et Hellénovalaques tombés victimes des bandes à la solde de la propagande roumaine, s'élève, dans mon seul diocèse, à 26, d'après le catalogue suivant :

De la ville de Cozani.

1. Georges Tzika.
2. Zissis Pagounis.
3. Constantin Z. Pagounis.

De la ville de Karaféria.

4.	Zissis D. Adamicos	24 ans
5.	Demètre Choulevas	19 »
6.	Jean Bouffas	38 »
7.	Pitas Michaël	65 »
8.	Nicolas Golios	45 »
9.	Sterghios Foulkiotis	35 »
10.	Toussas N. Foulkiotis	32 »
11.	Demètre Grecas	30 »
12.	Constantin Baba	28 »
13.	Boussos Lengas	60 »
14.	Boussos Bitzos	45 »
15.	Constantin Chlachas	60 »
16.	Bourtzos	48 »
17.	Jean Banis	42 »
18.	Christos Bandis	45 »

De la ville de Naoussa.

19.	Demètre Boucolos	35 »
20.	Charalambe Boucolos	22 »
21.	Jean Tsolacos	35 »
22.	Théofane Kokalis	34 »
23.	Constantin Vlachos	40 »
24.	Demètre Loussis	16 »
25.	Géorges Dristeliaris	40 »
26.	Georges Charavghis	41 »

Le métropolitain de Corytza, Mgr Gervassios, dans un long rapport en date du 30/13 septembre, expose les agissements auxquels les roumanisants de la petite ville de Pliassa se livrent contre les Grecs. Ces agissements, qui avaient commencé l'année dernière par la lapidation du métropolitain Photios, assassiné plus tard, s'accentuent de plus en plus. Les roumanisants ne reculent plus devant le meurtre ; c'est ainsi qu'un notable Hellénovalaque, Demètre Djanbazis, de Pliassa, père d'une nombreuse famille, a été assassiné, le 21/3 septembre sur la route Monastir-Corytza. Ce crime, commis à une distance de deux heures de Corytza, a causé une vive indignation contre les Valaques roumanisants de Pliassa. On a remarqué que le gendarme de Pliassa a pris la fuite.

Publicistes Anglais et la Macédoine

Répondant à un article de M. Masterman sur la question macédonienne, paru dans la *Nation*, journal politique hebdomadaire de Londres, M. Palmer Newbould, qui est membre du Balkan Committee, adresse à ce même journal (*The Nation*, 16 nov.) une lettre que nous tenons à reproduire intégralement.

Il (M. Masterman) prétend que « la population indigène » du Sud, de l'Ouest et du Nord de la Macédoine est bulgare. Faisant allusion au procédé de « conversion » il émet l'hypothèse d'un village exarchiste contraint par le meurtre à se soumettre à la suprématie du patriarche et il désigne les bandes grecques comme étant particulièrement condamnables.

Or, — pour parler des deux derniers points — tout en désapprouvant *in toto* la méthode des bandes, il faut convenir qu'il est très injuste et tout à fait impolitique même de désigner la Grèce comme étant spécialement coupable. Imaginez que vous êtes Grec. Vous attaquez en 1897 follement, hardiment, mais avec une nuance de courage qui vous rappelle les temps anciens, tout un empire fondé sur un militarisme religieux et dont l'armée active est onze fois plus nombreuse que la vôtre. Les puissances vous regardent courroucées. Vous dites des choses qu'il n'est pas convenable de dire et vous vous comportez comme un enfant désobéissant. Il faut vous mettre dans le coin ! On vous dit que votre flotte doit se contenter du bombardement pacifique de Prévésa et de la capture d'Ashmead-Bartlet. Vous devez vous abstenir de débarquer à Salonique, ce qui pourrait modifier le cours de l'histoire.

Les autres Etats de la péninsule ne vous donne même pas un appui moral. Vous êtes écrasé, humilié et impotent pour le moment. La Bulgarie obtient des bérats et inonde la Macédoine de ses bandes. Au début ces bandes se contentent d'organiser les districts du Nord où les paysans sympathisent avec elles. Mais ne rencontrant aucune résistance, et se rendant compte de l'impuissance des Grecs, ces bandes s'aventurent à pousser leur propagande vers le Sud et l'Ouest, dans des districts traditionnellement sympathiques aux Hellènes. Cette propagande a plein succès — au point de vue bulgare; le nombre des villages exarchistes augmente et celui des villages patriarchistes diminue. — Car sachez qu'en Turquie d'Europe, un village peut être patriarchiste ou exarchiste, mais jamais les deux. Pour être toléré, le christianisme doit être intolérant. Cette propagande bulgaro-exarchiste atteint son point culminant en 1903, dans une insurrection prématurée et avortée ; elle est supprimée avec la barbarie habituelle. Dans cette suppression, vous — qui êtes Grec en ce moment — voyez qu'on ne tient aucun compte de l'innocence des paysans et de la culpabilité des agitateurs bulgares et que, comme à Crushevo, tout le quartier grec est incendié tandis que grâce à un *bakchiche* opportun, le quartier bulgare est épargné. Les réformes promises par les puissances se perdent dans le labyrinthe des manèges évasifs de la Turquie. Vous voyez les vôtres à la merci des brigands d'Albanie, exposés aux barbaries des bachi-bouzouks et à la propagande armée des Slaves du Nord (déjà désespérés et avides de sang), vous n'êtes qu'un être humain, fils d'Adam, et en 1904 vous vous mettez à organiser un contre-système de bandes armées. Vous avez fait ce que le consul général anglais à Salonique prédisait en 1902. Vous avez été contraint de riposter.

Telle me semble avoir été la situation des Grecs. Il paraît, selon des nouvelles récentes publiées par le *Courrier de Sofia*, que la propagande bulgare a dernièrement diminuée d'activité en Macédoine « pour des considérations politiques ou par suite du manque d'hommes et de ressources ». En attendant son « correspondenz bureau » a été d'une activité admirable, et l'on a inculqué à l'opinion publique de l'Europe que l'action des bandes grecques était seule cause des désastres macédoniens. Le danger de ces informations erronées est qu'elles détournent l'attention du véritable ennemi d'une Macédoine paisible et prospère, qui est le joug ottoman. Nous pouvons admirer le Turc individuellement pour sa sobriété, sa patience, son obéissance, son application ; mais il y a une anomalie à ce qu'il soit toléré comme gouvernement en Europe, et je m'associe humblement mais complètement à la critique sévère de M. Masterman quand il déclare l'absolue futilité du programme de Muerzsteg et l'impossibilité de rendre un pareil gouvernement tolérable.

Quant à l'allégation de M. Masterman que les populations du Nord, du Sud et de l'Ouest de la Macédoine seraient fermement bulgares, il y a certainement là un *lapsus calami*. Je ne sais pas sur quel criterium M. Masterman se base, mais que ce soit la langue, la religion, la race ou — ce qui, d'après moi, est le seul vrai criterium — les sympathies et les vœux des populations mêmes, il est impossible de maintenir une pareille assertion. Si, comme M. Masterman le prétend, les trois quarts de la superficie de la Macédoine étaient habités par des gens appartenant à une seule race, une religion, parlant une seule langue, nous n'aurions pas de « problème macédonien » devant nous aujourd'hui. Et si les bandes bulgares sont d'origine et d'organisation purement macédonienne comment explique-t-il la présence d'au moins quarante officiers de l'armée régulière dans leurs rangs? Agréez, etc., etc.

J. PALMER NEWBOULD.

La question des Slavophones Macédoniens

Dans un autre numéro de *The Nation* (30 nov.), nous trouvons cette autre lettre de M. Newbould :

Monsieur, je ne songe pas un instant à nier une prédominance numérique des *slavophones* en Macédoine ; mais je fais exception pour l'assertion sans fondement de M. Masterman que la « population native » du nord, de l'ouest et du sud de la Macédoine soit « bulgare ». C'est par des généralisations de ce genre, émises par des publicistes et des politiciens anglais responsables, que les autres éléments dans les Balkans sont irrités et exaspérés et qu'est atteinte la confiance dans le désir de l'Angleterre d'amener une solution équitable.

J'ai, en écrivant, sous les yeux une pile de *Blue-Books* et les œuvres d'une vingtaine d'écrivains de différentes nationalités qui ont voyagé dans les Balkans. Je n'ai point de parti-pris, si ce n'est contre le triste gouvernement turc et j'ai été vivement préoccupé, au cours des quinze dernières années, par le problème qu'a créé l'existence du Turc comme pouvoir et gouvernement en Europe. Mais je trouve absolument impossible d'aboutir à une conclusion aussi entière que celle à laquelle M. Masterman est arrivé.

M. Buxton cite un de ses informateurs qui affirme qu' « effectivement tous les villages de la Macédoine centrale sont bulgares de race et de langage ». J'ai recours à l'ouvrage très habile d' « Odysseus » (1), mentionné par M. Buxton et j'y lis : « La véritable conclusion est que ni les Grecs, ni les Serbes, ni les Bulgares, n'ont le droit de réclamer la Macédoine centrale. »

M. Brancoff, dans son ouvrage : « La Macédoine et sa population chrétienne », représente comme bulgare toute la population slave du vilayet de Kossovo. J'ai de nouveau recours à « Odysseus » et j'y trouve ceci : La population slavonique du vilayet de Kossovo, nord-ouest d'Uskub, est homogène à celle d'au-delà les frontières serbe, monténégrine et bosniaque. M. Buxton cite le Dr Evans : « Les revendications grecques sur la Macédoine, au moins en ce qui concerne la plus grande partie de l'intérieur du pays n'est qu'un rêve ». Mais j'ouvre l'ouvrage si soigneusement écrit et impartial de M. Ed. Engelhardt, la *Question macédonienne*, et je lis : « L'ethnographie macédonienne, si imparfaite qu'elle soit encore, met en évidence, ce double fait que l'élément slave domine au nord et l'élément grec au sud. » Je pourrais longtemps continuer à citer de ces opinions opposées, si cela pouvait servir à convaincre M. Masterman que ses impressions sont plutôt hâtives. Quant à l'assertion de M. Buxton que l' « insurrection de 1903 représente la lutte d'une seule nationalité compacte », quant à celle aussi émanant de son informateur, à savoir que les « bandes bulgares défendent leur propre *home* », je trouve impossible de les concilier avec l'évidence même qui se dégage des *Blue-Books*. Les armes sont venues de Sofia, l'argent est venu de Sofia, les officiers de l'armée régulière bulgare sont venus de Sofia ; ce sont là des faits assez clairs et qui ont à peine besoin d'être réaffirmés. Notre propre représentant à Sofia, M. Eliott, écrivait, le 18 mai 1903, à lord Lansdowne qu'il « *est hors de doute que les bandes sont commandées par des officiers de l'armée bugare et par des fonctionnaires du gouvernement bulgare.* »

Ici, M. Newbould cite à l'appui de son opinion les récentes révélations de M. Natchevitch, si particulièrement suggestives, sur la participation du gouvernement bulgare dans l'agitation créée en Macédoine. Il continue en ces termes :

Il est surabondamment évident que le mouvement n'a pas été conçu spontanément ni chaleureusement accueilli en Macédoine et que c'est surtout par le terrorisme que l'on a obligé les Slavophones du pays à y prendre part. La députation envoyée par le village de Sokolartsy au consulat de Russie à Uskub (*Blue-Book*, Cd. 1895, p. 34), la requête des villageois exarchistes de Vrontou sollicitant leur retour au patriarcat, dépêche que nous a tranmise notre ministre à Constantinople (18/5/1903) ; le fait, mentionné par notre consul général à Salonique que « les patriarchistes ont été forcés, sous menaces de mort, de changer d'appellation religieuse » (Cd. 1895, inclosure n° 137) ; le refus des villageois de Dambénide de recevoir Chakalaroff en juin 1903 ; le retour spontané au patriarcat, dans le courant de ce même mois, des villages slavophones de Karadjova et de Gradobor ; l'incursion d'une grosse bande, commandée par Chakalaroff, dans le village de Zelovon afin de châtier « quelques adhérents tièdes et douteux ». (Rapport de notre vice-consul à Monastir) ; ce ne sont là que quelques exemples, séparés à peine de quelques semaines, de nombreux incidents qui m'obligent à être, bien à contre-cœur, en désaccord avec les impressions et les assurances de M. C. R. Buxton. Pour ce qui est de sa prétention que l'exarchat est l'église nationale de la Macédoine, je me contenterai de le renvoyer à l'histoire de l'Exarchat par « Odysseus » : « Son langage était celui des Bulgares de Sofia et non le dialecte local. »

M. Newbould s'étend ensuite sur les raisons de l'antipathie que beaucoup de slavophones Macédoniens éprouvent pour la Bulgarie. Dès 1894, sir Edwards Dicey (*The peasant state*) montrait que les Bulgares étaient privés des qualités d'une race gouvernante (*ruling race*). Leur courte histoire est pleine « d'événements d'une saveur toute médiévale, élections et expulsions de souverains, luttes intestines, exécutions, assassinats et réconciliations ».

Finalement, dit M. Newbould, M. Buxton cherche une solution qui se base comme il dit lui-même, sur « l'identité de coutumes, de langage et de race » ; il oublie les facteurs plus importants rappelés par M. Engelhardt, dans son œuvre si impartiale, c'est-à-dire : « LES LIENS DE NATIONALITÉ, DE LA FOI ET DES TRADITIONS HISTORIQUES ».

En un mot, M. Newbould reproche à M. Buxton d'ignorer le facteur le plus important du problème « les *aspirations des populations* ».

*
* *

Dans *The Nation* du 16 novembre, nous trouvons une autre réponse à l'article de M. Masterman, émanant de M. G. F. Abbott, auteur d'un remarquable ouvrage sur la Macédoine. M. Abbott rappelle tout d'abord les raisons qui obligèrent la population grecque de Macédoine à opposer une résistance armée aux agressions des bandes bulgares et aux crimes innombrables que les comitadjis commettent depuis dix ans. M. Abbott s'attache ensuite à réfuter l'assertion de M. Masterman que les Turcs méprisent les Grecs et redoutent les Bulgares.

Dans le temps j'ai été en contact avec des Turcs de toutes classes, depuis les plus hauts fonctionnaires civils et militaires du gouvernement ottoman jusqu'aux obscurs cadis de province et même jusqu'aux plus humbles paysans. Tous ces Turcs, qui, pris collectivement, peuvent être considérés comme représentant l'esprit de leur nation, ont toujours témoigné d'un profond respect à l'égard des Grecs et d'un mépris non moins profond pour les Bulgares. Pour le Turc le Grec appartient à la noble nation dont il a conquis l'empire, contre lequel il a dû souvent se battre depuis, et à qui, comme il dit, l'empire doit retourner si Allah juge bon de le reprendre aux vrais croyants. D'autre part, le Bulgare n'est pour le Turc qu'un serf, qui ne régna jamais et jamais ne se battit, mais qui reçut sa liberté, comme un cadeau des mains de la Russie. Ce n'est pas le Bulgare, mais son patron, le Russe, qui effraye le Turc. N'était la peur que leur inspire la Russie, il y a beau temps que la Turquie aurait prouvé autrement qu'en paroles l'estime en laquelle elle tient le peuple et l'armée bulgares.

C'est ma partialité, non pas pour les Grecs, mais pour l'équité, qui me contraint à vous adresser ces remarques.

Sphères d'influence en Macédoine

Le *Ilford Guardian* (29 nov.) rend compte d'une conférence faite par M. Palmer Newbould, sur le « problème macédonien », à la « Ilford Presbyterian Literay Society », M. Newbould a dit que l'Angleterre a non seulement des obligations morales vis-à-vis des populations chrétiennes de la Macédoine, mais encore que ses intérêts commerciaux lui commandent de ne pas se désintéresser de la question. La Macédoine est un des pays les plus fertiles et les plus riches, mais comment pourrait-il prospérer sous un régime qui favorise le développement du brigandage, la criminalité et la lutte des nationalités ? Les efforts des puissances pour restaurer l'ordre ont échoué grâce à l'obstination, à la léthargie et à la ruse du gouvernement turc. Ce régime achève d'être intolérable depuis que la Bulgarie se sert de bandes armées comme moyen de propagande, système que les autres nationalités ont dû également adopter pour se défendre.

Après avoir étudié avec soin toutes les conjectures possibles, — dit le journal anglais, — M. Newbould dit douter si ce mouvement de propagande inauguré par les Bulgares était approuvé par la population qui en était l'objet. Le système des comitadjis a eu pour conséquences d'horribles représailles et l'importation d'Asie-Mineure de hordes d'une soldatesque turque mal équipée, mal nourrie, rarement payée, de sorte que l'état actuel de la Macédoine est pire qu'auparavant. La population grecque de Macédoine, qui est en minorité numérique dans les villages, a été particulièrement éprouvée par ce double fléau. Même en Roumélie Orientale, les Grecs, couverts par le drapeau bulgare, n'ont pourtant pas pu obtenir la protection la plus élémentaire accordée à tout citoyen qui respecte les lois, et à laquelle ils avaient droit de par des traités internationaux.

Quant au remède préconisé par des politiciens bulgares : l'autonomie de la Macédoine, M. Newbould ne croit pas à son efficacité, la population macédonienne n'ayant ni une langue, ni une religion, ni des sympathies ou des aspirations communes : un Parlement macédonien ne serait qu'une fosse aux ours et une tour de Babel.

L'orateur penche vers une solution qui consisterait à partager la Macédoine, par les soins d'une Commission de délimitation impartiale, désignée par les Puissances, entre les différents Etats voisins. Ceci ne comporterait pas la création d'un nouvel Etat et, en outre, n'agrandirait pas trop considérablement un des Etats existants, de manière à déranger l'équilibre entre eux.

Dans une délimitation de ce genre, le facteur principal à prendre en considération pour un partage équitable et durable ne serait ni la langue, ni la religion, mais les vœux des nationalités, librement exprimés.

(1) Pseudonyme de Sir Charles Eliot.

Le Gérant : R. PANON.

Société Anon. des Imprimeries WELLHOFFET ROCHE
55, rue Fromont, Levallois. — ANCEAU, dir.

CINQUIÈME ANNÉE. — N° 1. LE NUMÉRO : 25 CENTIMES. 1er JANVIER 1908.

L'Hellénisme

ORGANE BI-MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:
France. . . . . UN AN 6 FR.
Union Postale . . — 8 FR.

DIRECTION A PARIS
42, Rue de Grenelle (VIIe Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

La France du Levant : *les missions en Orient.*

Une conférence de Sir Charles Dilke : *les rapports entre les Puissances.*

La Crète et la Macédoine au Sénat : *à propos de la discussion du budget.*

La question des Imlaks en Epire : *lettre de Jannina.*

Echos : *un congrès antihamidien à Paris; interpellation au Reichsrath; les chemins de fer de l'Empire ottoman;* Livre Rouge *autrichien; contre la famille de Midhat pacha; inspecteur financier suisse en Crète; conférence sur la Grèce.*

Lettre de Serrès : *l'inquisition turque.*

En Macédoine : *les crimes; les bandes; la Porte et les puissances.*

Revue de la presse : *une page du Nouvel Evangile.*

La France du Levant

M. de Lanessan et M. Aulard, poursuivant leur étude sur les meilleurs moyens de propager l'influence française en Orient, mènent une campagne active dans le *Siècle* et dans la *Dépêche* en faveur de la laïcisation de l'enseignement français que, par contre, combattent ailleurs d'autres publicistes et parlementaires français.

Notre qualité d'étrangers ne nous autorise pas à entrer dans un débat aussi délicat. Mais, d'autre part, l'Orient hellénique est trop directement intéressé à une question touchant l'enseignement de la langue française, nous sommes nous-mêmes des partisans trop ardents de l'influence française en Orient pour n'être pas tentés de rappeler en deux mots le sentiment des Grecs tout au moins sur cette importante question.

Qu'il nous soit donc permis de faire remarquer que parmi les passages que nous citons plus loin, il en est plusieurs auxquels nul esprit impartial et averti des choses d'Orient ne saurait refuser de souscrire.

Les missions catholiques n'ont certes pas peu contribué à la diffusion de la langue française dans le Levant. Nous pensons même qu'encore à l'heure actuelle elles peuvent rendre des services de ce côté, bien que la qualité du français enseigné dans ces établissements religieux — leur personnel se recrute souvent parmi des Italiens, des Autrichiens, etc. — laisse parfois beaucoup à désirer. Or, dit excellemment un des plus intelligents consuls généraux que la France ait envoyé en Orient, M. Champoiseau, « les chances de succès des établissements scolaires en Orient sont en raison directe de la qualité du français que l'on y enseigne... »

Sans doute, dans bien des institutions françaises cet inconvénient n'existe pas. Et il en est qui servent incontestablement la cause de la France, en propageant la langue française... sinon les idées républicaines ! Entre elles toutes, l'excellente Université de Beyrouth peut revendiquer la première place.

Malheureusement, et d'une façon générale, les établissements congréganistes négligent trop l'enseignement commercial, — d'où viendrait le relèvement des intérêts français dant le Levant, — au profit de l'enseignement religieux. Leurs rivaux ont admirablement compris les besoins journaliers du monde oriental, et adopté avec succès l'enseignement mixte, littéraire, scientifique, commercial. La colonie française de Constantinople, par exemple, ne compte aucun établissement équivalent au Robert Collège, institution américaine, ou à la Realschule germanique. Le programme de cette dernière surtout est d'une simplicité frappante, étonnamment pratique. Ce sont les programmes français qui détiennent le record de la surcharge. Ils comportent 30 % de matières considérées comme inutiles par les étudiants orientaux qui, d'instinct, sentent ce qu'il faut savoir pour réussir dans le pays.

Ce qui, dans l'enseignement congréganiste, est plus grave, c'est la propagande religieuse des missionnaires parmi leurs élèves non catholiques. Apôtres zélés du catholicisme militant, les congréganistes sont devenus suspects aux chrétiens orthodoxes comme aux musulmans. Les tentatives de conversion sont fréquentes. Or, on sait qu'en Orient, en pays islamiques tout au moins, l'Eglise c'est la nation : la foi et la nationalité s'y confondent. Sans doute, on n'ose solliciter les jeunes musulmans. Par contre, la jeunesse chrétienne non catholique est constamment l'objet d'un prosélytisme tenace autant qu'habile. Les parents, se sentant menacés dans leurs traditions nationales, se méfient ; ils hésitent à confier leurs enfants à des éducateurs préoccupés de propager bien plus la foi romaine que la pensée et la langue françaises. L'autre jour, l'amiral de Cuverville, en defendant au Sénat le protectorat, disait :

... La mission laïque est de création récente ; son but est clairement défini par son président actuel, M. Aulard : « Laïciser, par l'enseignement, la France extérieure. » Je ferai remarquer que cette tâche est impraticable en Orient parce que, là, la religion est, je le répète, la caractéristique de la nationalité et qu'on ne dénationalise pas ainsi les peuples à son gré...

C'est précisément pour cela que, contrairement à l'opinion de M. de Cuverville, nous pensons avec MM. de Lanessan et Aulard et beaucoup d'autres personnalités au fait de la question, que l'enseignement congréganiste, étroitement religieux et essentiellement catholique, effarouche ces chrétientés légitimement soupçonneuses. C'est une des raisons pour lesquelles les Grecs, pour ne parler que d'eux, ont fondé à Constantinople, à Salonique, des lycées gréco-français, établissements laïques au même titre que toutes les autres écoles grecques de l'Empire ottoman. L'an dernier, le patriarcat œcuménique a même songé à ouvrir une grande école de langues étrangères où le français et le grec figureraient en tête du programme, projet dont la Porte n'a pas, jusqu'ici, autorisé la réalisation. Le français est une langue indispensable en Orient. Mais, encore une fois, plus d'un père de famille préfère pour son fils ou sa fille l'enseignement rudimentaire des écoles indigènes au danger de l'éducation congréganiste.

Ce qui est vrai des Hellènes de Turquie — pour ne parler que d'eux — ne l'est pas moins de ceux de la Grèce libre. L'on a pu constater avec quel empressement la jeunesse athénienne est allée s'inscrire au cours de français laïque qui vient de s'ouvrir à Athènes, sous le patronage du ministre de l'Instruction publique de France. Le succès de la nouvelle école a surpassé l'attente de ses fondateurs, et cela au lendemain même de sa création.

La France serait, croyons-nous, bien inspirée, *si elle ne se reposait pas sur ses [illegible] religieux du soin de répandre son influence en Orient.* Ce sont des agents souvent utiles, mais insuffisants. En transformant, en rénovant par certains côtés et petit à petit ses moyens d'expansion, la France restera fidèle à son rôle d'éducatrice libérale et servira efficacement sa propre cause.

*
* *

Un des principaux argument qu'à l'appui de sa thèse invoque M. de Lanessan, c'est la défiance qu'inspirent aux populations d'Orient les tendances et les tentatives de prosélytisme des missions catholiques.

A cela, dit M. de Lanessan dans le *Siècle* du 4 décembre, on répond que les missionnaires ont beaucoup d'élèves, qu'ils répandent la connaissance de notre langue, qu'ils exercent dans cer-

taines parties de l'Orient une influence réelle, que cette influence est profitable à la France et que si cette dernière cessait de subventionner ou de protéger les missions, elle perdrait l'influence qu'elle leur doit.

Les défenseurs des missions insistent particulièrement sur l'utilité qu'elles présentent au point de vue de l'enseignement de notre langue. Si l'on prêtait foi à leurs assertions, nos missions seraient seules à lutter, en Orient, contre la dispersion de l'influence allemande et anglaise parmi les populations indigènes. Cependant, il est facile de trouver dans les écrits des défenseurs des missions des faits qui contredisent cette assertion. Je lis, par exemple, dans un article de revue où je suis assez malmené, que, dans l'enseignement du collège de Saint-Benoît, à Galata, « on fait une *large place à l'anglais et à l'allemand* ». J'y constate aussi que « dans les collèges des Frères, le programme est celui de l'enseignement moderne complété *obligatoirement* par l'étude du turc et de l'*allemand* ». Je ne critique pas ; je me borne à faire une simple constatation, mais je suis nécessairement amené à déduire de cette dernière que les missions se préoccupent par-dessus tout d'attirer dans leurs écoles le plus grand nombre possible d'élèves. Cela les conduit à enseigner non seulement le français, mais les langues des peuples qui luttent le plus ardemment contre la France, dans le Levant, soit sur le terrain commercial, soit dans le domaine de la politique, et leurs défenseurs perdent le droit de représenter les missionnaires français comme ayant, par-dessus tout, le désir de défendre les intérêts français contre les intérêts des autres nations.

J'ai cité, dans mon livre, une lettre d'un professeur de l'Université de France qui a inspecté plusieurs fois officiellement les écoles d'Orient et où se trouve exposé un petit fait qui donne une idée parfaite de la manière dont les missions entendent la défense de l'influence française : « J'ai visité dernièrement, disait cet éminent professeur, alors doyen de la Faculté de médecine de Lyon, l'école de Bethléem, près de Jérusalem. Elle est subventionnée par la France. *Les maîtres sont tous Italiens et ne comprennent pas le français, qui n'est pas enseigné dans cette école.* »

. . . . . .

Les missions n'aliènent pas seulement à notre pays les sympathies des Turcs et des musulmans, elles provoquent aussi le mécontentement des Grecs orthodoxes. Je n'en veux d'autre preuve que la lettre adressée, il y a quelques années, par le patriarche grec de Constantinople à ses coreligionnaires. Ecrite au moment où l'Orient recueillait quelques-unes des missions expulsées de France, cette lettre invitait tous les Grecs orthodoxes à retirer leurs enfants des écoles tenues par les missionnaires catholiques, où « ils s'éloignent de la religion et de la langue de leurs pères » et où ils sont exposés à « renier leur Eglise et leur Patrie ».

Dans le *Siècle* du 9 décembre, M. de Lanessan revient sur la question en publiant une lettre qu' « un personnage éminent du parti libéral turc » lui a adressée après avoir lu l'article ci-dessus :

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, m'écrit le personnage turc auquel je fais allusion, votre article sur les missions catholiques et je me permets de vous en féliciter. Rien n'est plus vrai que le tort que ces missions font à la France en Orient ; rien aussi n'est plus faux que l'assertion d'après laquelle elles contribueraient à propager la langue française parmi les populations non catholiques. Tous les Turcs possédant une certaine culture connaissent et apprennent la langue française. Ce ne sont ni les jésuites ni les lazaristes qui la leur enseignent. Les musulmans, les orthodoxes se méfient d'eux et, ce qui est plus grave, ils se méfient de leurs protecteurs. La diplomatie française, comme vous le dites si justement, a agi pendant de longs siècles, de manière à faire croire que les seuls intérêts qu'elle eût à cœur de protéger là-bas, c'étaient les intérêts de la papauté. A l'heure qu'il est encore, l'ambassade de France à Constantinople est le centre des petites intrigues de Saint-Benoît et de sa clientèle dévote et n'a d'oreilles que pour leurs suggestions qui, si elles continuent à être suivies, mettront le prestige et l'influence morale de votre pays à un niveau plus bas encore que celui où nous avons le regret de les voir. »

En même temps que cette lettre, M. de Lanessan recevait les félicitations d'un des représentants les plus autorisés du parti libéral grec de la Turquie :

Je me trouve donc avoir l'approbation, à la fois, des Turcs libéraux et des Grecs orthodoxes libéraux, c'est-à-dire des deux éléments les plus actifs, les plus intelligents et les plus modernisés, si je puis dire, de l'empire ottoman.

Si je souligne cette approbation, ce n'est point — on me croira sans peine — par un sentiment d'amour-propre qui serait mesquin, mais parce qu'il confirme le point de vue auquel je me suis toujours placé en traitant la question des missions et de leur protectorat. Quoi qu'en puissent dire les défenseurs des missions, je n'ai jamais considéré, en parlant d'elles et de leurs œuvres, le point de vue religieux. Ce point de vue-là m'est tout à fait indifférent ; le seul qui m'intéresse parce que c'est aussi le seul qui intéresse la France, c'est le point de vue politique. Et si j'ai insisté, si je crois devoir insister encore pour la suppression du protectorat français des missions, c'est exclusivement parce que je le considère comme nuisible à la France par la politique qu'il représente aux yeux des musulmans.

Dans une réponse qu'il faisait, ici même, à la *Croix*, il y a trois jours, M. Aulard reconnaissait la bonne volonté de quelques-uns des maîtres des écoles congréganistes d'Orient, mais il ajoutait justement : « Cette bonne volonté est impuissante. Rome mène tout, et les aimables gens avec qui j'ai causé sont obligés d'obéir aux ordres du Vatican, à l'esprit de l'Eglise. »

Or, l'esprit de l'Eglise est en lutte non seulement contre l'esprit moderne, « contre notre esprit, l'esprit de la France républicaine », ainsi que le fait observer M. Aulard, mais encore contre la politique libérale envers les musulmans et l'empire ottoman, qui devrait être celle de notre pays.

L'Eglise romaine a toujours combattu, en Orient, non seulement l'islamisme, mais aussi le christianisme orthodoxe, c'est-à-dire les deux éléments qui prédominent dans l'empire ottoman au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue religieux.

Elle a toujours combattu aussi l'empire ottoman lui-même. Toujours elle a tenté de soulever contre son indépendance et même contre son existence, les souverains de l'Europe assez faibles pour écouter ses conseils ou assez dociles pour subir ses directions. Il a pu lui arriver de vivre en bons termes avec tels ou tels sultans, parfois les plus oppressifs de leurs peuples et les plus sanguinaires, mais jamais elle n'a cessé de combattre le Turc et l'empire turc.

Comment pourrait-il se faire que les missions catholiques ne supportassent pas, aux yeux des Turcs et des Grecs, particulièrement auprès des plus libéraux qui sont aussi les plus patriotes, la responsabilité de la politique traditionnelle de l'Eglise romaine ? Et n'est-il pas impossible que la France elle-même échappe aux défiances ou aux haines dont Rome et ses missions sont l'objet ?

*
* *

M. Aulard, qui vient de rentrer d'Orient, où il est allé étudier sur place la question, publie une série d'articles dans la *Dépêche* et dans le *Siècle*.

Je n'ai emporté — dit M. Aulard, dans la *Dépêche* du 24 novembre — dans mon bagage qu'un principe : l'intérêt de la France, l'intérêt de l'influence française.

C'est à ce seul point de vue que j'ai regardé et écouté.

Si aujourd'hui j'affirme que l'enseignement laïque est le meilleur moyen d'action pour l'influence française en Orient, ce n'est point par philosophie, ce n'est point par un acte de raison raisonnante, comme disait Taine, mais c'est parce que j'ai vu les choses, c'est parce que je me suis mis en contact direct avec la réalité.

Il est de l'intérêt de la France de préparer, dans le plus bref délai possible, l'organisation des écoles laïques partout où il y a une clientèle scolaire tant soit peu importante.

Pendant cette préparation, il convient d'éviter toute mesure qui amènerait la brusque dispersion ou la défection de ceux des établissements congréganistes français qui enseignent convenablement notre langue, et, parmi ces établissements, il est sage de continuer provisoirement le concours du gouvernement à ceux qui sont le moins hostiles aux idées modernes.

Je reconnais que les frères des écoles chrétiennes sont en Orient, et surtout si on les prend individuellement, les congréganistes dont l'esprit démocratique a le moins à craindre, pendant la période provisoire qui est indispensable pour la création d'un enseignement laïque.

Pour ma part, je ne vois donc pas d'inconvénient à ce que le gouvernement de la République continue à subventionner les écoles des frères là où il n'y a pas d'écoles laïques, et jusqu'au jour où il y aura des écoles laïques sérieuses, — puisqu'il n'est pas possible d'improviser ces écoles.

Mais il faut distinguer entre les écoles des frères.

Ils ont des écoles primaires, et ils ont des écoles secondaires ou collèges.

Autrefois les Frères n'avaient que des écoles primaires. Mais depuis la mise en vigueur du nouveau plan d'études secondaires adopté par l'Université de France, les Frères, se croyant aptes à donner l'enseignement secondaire, ont créé en Orient des collèges secondaires de plein exercice. M. Aulard a visité ces collèges. Les résultats de l'enseignement primaire lui ont paru satisfaisants. Il en est autrement des classes supérieures.

A mesure que, dans ma visite, je m'élevai vers les classes supérieures, le niveau baissait. L'enseignement littéraire, l'enseignement historique devenait insignifiant, ou franchement mauvais. Le personnel des professeurs où je rencontrais des compétences suffisantes dans les petites classes, devenait médiocre ou nul dans les hautes classes. Les frères n'ont reçu qu'un instruction primaire : ils n'ont pu arriver à se transformer, du jour au lendemain, en professeurs de lycée. Ces malheureux paysans, à peine dégrossis, font peine à voir et à entendre quand ils expliquent, par ordre de leurs supérieurs, une tragédie de Racine ou une oraison funèbre de Bossuet ou même le règne de Louis XVIII.

Dans ces collèges, j'ai été reçu par un directeur ou un sous-directeur fort distingué, de manières agréables ; mais, sauf exception, le personnel enseignant est au-dessous de sa tâche, du moins dans la partie littéraire de l'enseignement.

Si notre diplomatie a encouragé les frères à donner l'enseignement secondaire, elle a commis une faute, et, pour ma part, il me semble qu'il n'y a pas lieu de continuer à encourager ces tentatives.

Il faudrait aussi qu'on se décidât à surveiller d'un peu plus près l'enseignement que donnent les frères dans leurs diverses écoles, au point de vue de l'esprit politique de cet enseignement. Sans doute les frères, par leur origine paysanne, ne sont pas trop éloignés, individuellement, de nos sentiments démocratiques, et j'admets bien que ce ne sont pas des *aristos*. Mais leur institut est au service de l'Eglise romaine. Au ser-

vice du pape. Ils savent le catéchisme avant de servir la France. Nos consuls devraient, si on continue à les subventionner, les empêcher de vilipender la Révolution française et l'esprit républicain par les livres qu'ils mettent entre les mains des enfants. Ces livres, ce sont ceux que publie leur institut, et dont plusieurs sont signés F. F. Je me suis assuré que l'histoire de France y est falsifiée à la gloire de notre très sainte mère l'Eglise et au détriment de la République. Il serait pourtant trop fort de continuer à subventionner, même provisoirement, des instituteurs dont les livres calomnient tout ce qui, dans le passé comme dans le présent, fait l'honneur et la force de notre régime politique et social.

Il y a en Orient, sans parler des écoles françaises purement laïques, des établissements scolaires où on enseigne la langue et la culture françaises dans un esprit vraiment moderne : ce sont les écoles de l'Alliance israélite, qui ne nous coûtent pas un sou, et dont l'action a été si efficace pour la substitution de la langue française à la langue italienne. Là — j'ai pu m'en assurer — c'est avec respect qu'on parle aux enfants de la Révolution française et du gouvernement actuel de la France, avec un respect intelligent.

Dans un article publié par le *Siècle* du 7 décembre, M. Aulard, répondant à la *Croix*, dit :

Laïque de sentiments, homme moderne et féru de modernisme, répugnant depuis... toujours à l'idéal de l'Eglise romaine, j'ai essayé de comprendre cet idéal, de comprendre les gens qui en sont les serviteurs, de ne point attribuer à une corruption du cœur ou à une malice leurs erreurs de jugement, de les supposer honnêtes, désintéressés, de les voir avec sympathie.

L'idéal qu'ils servent est opposé au mien. J'ai tâché cependant, dans mon voyage d'inspection, de ne pas oublier que c'est un idéal, et qu'il y a de la noblesse à consacrer sa vie à un idéal. J'ai tâché de me mettre par la pensée à la place des congréganistes que je visitais et de me dire que, si toute cette organisation scolaire est dirigée de Rome par un gouvernement de vieillards sceptiques, égoïstes et intrigants contre les plus nobles et les plus vraies aspirations de l'humanité et même contre ces Evangiles que je viens de relire en Palestine, dans les lieux qui les font comprendre, — en revanche ces individus qui, pauvres et zélés, font de leur mieux pour servir une cause, obéissent à un devoir.

En tout cas, si on veut savoir ce que sont les congréganistes en Orient, ce qu'ils font, ce qu'ils pensent, comment ils enseignent, il faut aller dans leurs écoles, y aller avec courtoisie, et causer avec les directeurs, avec les professeurs, sans cette raideur d'hostilité pédante, sans cet air rébarbatif, sans cette morgue d'inspecteur, qui font que les gens se ferment ou se hérissent. Avec des yeux haineux, on voit mal, on ne voit rien.

Non seulement j'ai visité le plus d'écoles congréganistes que j'ai pu, mais j'ai fait de mon mieux pour rassurer les enfants, les professeurs. Je crois qu'on s'est senti à l'aise avec moi, que j'ai pu apercevoir les choses à peu près telles qu'elles sont, que me voilà, ayant tâché d'être bienveillant, mieux informé que si je m'étais promené dans les écoles d'Orient avec « la bave aux lèvres », comme le veut mon aimable confrère du journal la *Croix*.

J'ai longuement causé aussi avec des religieux distingués, entre autres avec le père Lobry, visiteur des Lazaristes, avec le directeur et le sous-directeur du collège des Frères de Kadi-Keui, avec deux jésuites fort intéressants, le père Cattin, chancelier de la Faculté de médecine de Beyrouth, et le père Cottet, recteur du collège d'Alexandrie. Ce sont gens fort courtois, fort intelligents ; il est agréable de causer avec eux, et comment les connaîtrais-je, comment pourrais-je me faire une idée exacte de leurs personnes et de leur rôle, si, me renfermant dans le cercle de mes opinions et de mes habitudes, j'avais précisément évité l'occasion qui s'offrait d'entrer directement en rapports avec eux ?

Ces colloques m'ont instruit. J'ai bien senti que parmi ces congréganistes d'Orient il y en avait qui, individuellement ne demanderaient peut-être pas mieux que de ne point tant combattre l'esprit moderne et que de s'accommoder aux besoins du temps présent. Ils ne le peuvent. Leur bonne volonté est intéressante, comme celle de l'abbé Loisy, en France, et de quelques autres ecclésiastiques ; mais cette bonne volonté est impuissante. Rome mène tout, et les aimables gens avec qui j'ai causé sont obligés d'obéir aux ordres du Vatican, à l'esprit de l'Eglise. Tel supérieur de Frères, qui m'avait fait accueillir aux sons de la *Marseillaise* et m'avait tenu un langage presque moderne, mettait entre les mains de ses élèves des livres d'histoire calomnieusement antirépublicains. S'ils enseignent notre langue, les congréganistes combattent notre esprit, l'esprit de la France républicaine, et ils ne peuvent pas ne pas le combattre : c'est leur devoir, se disent-ils, c'est leur honneur.

De son voyage en Orient, M. Aulard rapporte, dit-il, une expérience, des témoignages, des notions précises, d'où il résulte que c'est l'enseignement laïque qui développera le mieux l'influence française parmi les Orientaux, musulmans ou chrétiens, auprès desquels les « catholiques latins ne forment qu'une infime minorité ».

Dans un autre article (la *Dépêche*, 20 décembre), parlant des obligations religieuses auxquelles sont soumis, de par la loi française, les agents diplomatiques et consulaires de la République dans le Levant, M. Aulard critique vivement « la messe consulaire », institution surannée que prescrit et précise une ordonnance rendue par Louis XVI (le 3 mars 1781) et dont certaines dispositions seulement sont tombées en désuétude.

Ce qui est tombé en désuétude, c'est l'obligation de célébrer la fête de saint Louis, ce sont les trente livres d'amende à infliger aux Français qui ne vont pas à la messe consulaire.

Ce qui n'est pas du tout tombé en désuétude, c'est l'obligation à laquelle sont soumis nos consuls de recevoir l'eau bénite, quatre ou cinq fois par an, de baiser l'évangile, d'être encensés.

Vous trouverez cette obligation à la page 17 du tome premier du *Formulaire des chancelleries diplomatiques* par A. de Clercq et P. de Vallat, qui est le manuel, presque officiel, de nos agents, et ne relate que des textes en vigueur.

Et je vous réponds que ces textes sont bien en vigueur.

Je n'ai pas eu la chance de me trouver en Orient à l'époque d'aucune des grandes fêtes religieuses que la République française, censée laïque, y célèbre encore si pieusement : je me serais fait un plaisir d'aller y voir, de mes yeux, un de nos consuls baisant l'évangile et dodelinant de la tête en se faisant encenser.

Mais tous ceux desdits consuls avec qui j'en ai causé m'ont confirmé la chose, m'ont assuré que tous les ans, et notamment l'an de grâce 1907, ils avaient dû, à chaque grande fête religieuse, aller à la messe en uniforme, après avoir convoqué « la nation », prendre de l'eau bénite, baiser l'évangile, recevoir l'encens.

Convenable au temps de Louis XVI, grotesque et charlatanesque aujourd'hui, cette obligation, dont ceux qui l'imposent ne parlent qu'en souriant, est tellement stricte, formelle, impérative, que pas un de nos agents en Orient n'a encore osé s'y soustraire.

. . . . . .

On s'étonne que les colonies françaises à l'étranger soient trop souvent des foyers d'esprit clérical ; on s'en plaint dans les régions gouvernementales ; on voit dans cet état d'esprit, trop réel (mais non universel) un dur obstacle au développement de l'esprit laïque en Orient; et, voyant cela, s'étonnant de cela, se plaignant de cela, nos gouvernants laïques maintiennent chaque représentant de la République française là-bas dans le rôle forcé de chef de chœur de la religion romaine.

Le maintien d'un usage si ridicule et si odieux, ce n'est point le hasard d'un oubli. C'est *exprès* que la toute-puissante autorité des bureaux, inspirée par les congrégations, maintient la messe consulaire.

Leur idée, c'est qu'en Orient, on ne peut être *bon Français* que si l'on est ou l'on paraît *bon catholique*.

Leur axiome, qu'ils n'osent plus trop formuler, mais qui reste gravé dans leur cœur, c'est qu'en Orient les mots *Français* et *catholique* sont et doivent être synonymes.

Ils croient, les uns sincèrement, les autres par snobisme, que le vrai patriotisme, pour un Français d'Orient, c'est de garder la même attitude que s'il était encore sujet de Louis XVI et fils soumis de l'Eglise romaine.

Une Conférence de Sir Charles Dilke

Sir Charles Dilke, l'éminent homme d'Etat, membre de la Chambre des Communes, a fait, le 18 décembre dernier, une brillante conférence à l'école des hautes études sociales sur « les rapports entre les puissances ».

Devant un nombreux public, composé en grande partie d'hommes politiques, l'orateur a commencé par passer en revue les diverses tentatives faites par les grandes puissances, depuis la Sainte-Alliance jusqu'à nos jours, pour former ce qu'on appelle le concert européen, et en a très spirituellement démontré l'échec complet. Ce concert a pu quelquefois profiter à l'Angleterre et aux petits Etats ; encore faut-il constater, a-t-il dit, qu'en 1897 il aboutit à une « dérobade ».

Avec un parfait *humour* très apprécié du public, interrompant par de fréquents applaudissements l'orateur, sir Charles Dilke a commenté les actes du dernier Congrès de La Haye, dont n'est sortie que la création de la Cour des prises, le reste se bornant à une série de propositions et de déclarations stériles. Il a rappelé avec ironie que deux membres de ce Congrès se sont battus en duel à l'occasion de la réunion de cet aréopage pacifique, et que, le lendemain de la clôture des débats, le Brésil a commandé en Angleterre deux grands cuirassés.

En dépit de cet échec, sir Charles Dilke est optimiste et pense que les chances de guerre diminuent de jour en jour grâce aux ententes particulières entre les différentes puissances qui assurent, mieux que tout autre concert, la paix européenne. Le péril austro-hongrois n'existe plus, a dit l'ortaeur. L'ambition de l'Allemagne se borne aujourd'hui à une conquête économique de la Turquie. « L'Italie et l'Autriche sont parvenues « à s'entendre sur l'équilibre de l'Adriati- « que. Et l'entente anglo-française et ita- « lienne assure celui de la Méditerranée. « S'il paraissait nécessaire, a ajouté sir « Charles Dilke, de modifier la carte de « l'Europe aux dépens de la Turquie, nous « ne devrions pas méconnaître les droits de « la race hellénique qui y représente la ci- « vilisation et qui a su affirmer sa prépondé- « rance par son œuvre scolaire, le commerce « qu'elle a entre les mains et le développe- « ment de sa marine marchande luttant

« avec succès contre celles des grands Etats.
« Nous ne pouvons, sans partialité et injus-
« tice, a poursuivi le conférencier, permet-
« tre aux Bulgares ou aux Slaves d'envahir
« les territoires occupés par la race grecque
« et de s'emparer de leurs écoles, églises et
« autres établissements publics qui sont la
« manifestation de la civilisation helléni-
« que. »

Sir Charles Dilke a résumé son optimisme en disant, en guise de conclusion de sa conférence, que « le règne de la force est en décadence, bien que celui de la justice ait à peine commencé ».

Souhaitons, avec l'éminent homme d'Etat anglais, que ce dernier triomphe et prospère toujours.

G. T.

La Crète et la Macédoine

AU SENAT

Au cours de la discussion du budget des Affaires étrangères, le 24 décembre, M. Charles Dupuy, rapporteur, ancien président du Conseil, parlant des questions de Macédoine et de Crète, a dit :

Il est impossible, Messieurs, qu'en faisant une revue des questions internationales, je ne dise pas quelques mots de ces deux points qui appellent constamment, hélas ! notre attention. Lorsque je dis les deux points, je suis injuste pour la Crète, car cette année elle n'a pas fait parler d'elle, sous la direction prudente et sage de M. Zaïmis. Toujours en rapports constants et réguliers avec les consuls des puissances protectrices, il a accompli une œuvre utile, une œuvre pacifique et tranquille ; et je puis dire à son honneur et à l'honneur du pays dont il est originaire et qui place en lui de justes espérances, qu'il a fait plus de besogne que de bruit.

On ne pourrait pas en dire autant, hélas ! de la pauvre Macédoine. La Macédoine a fait bien peu de besogne et elle a fait beaucoup de bruit. Nous y avons vu les peuples des différentes races qui peuplent les Balkans continuer de s'agiter, de se molester réciproquement. Nous avons vu les Grecs et les hellénisants, d'un côté, les Slaves et les slavisants, de l'autre, ne rien se passer, ne rien tolérer mutuellement les uns des autres et montrer, comme je l'ai dit, que peut-être ils ont plus d'animosité les uns contre les autres qu'ils n'ont de défiance et d'animosité pour le souverain turc. Le Turc lui-même n'a pas tardé à s'apercevoir de cette situation, et à peine les parlements intéressés avaient-ils accepté l'élévation des droits de douanes dont le produit était destiné à renforcer et à payer la gendarmerie internationale et aussi à mettre en équilibre les budgets des vilayets, que le sultan se retournant vers l'Europe a dit : « Maintenant que j'ai les moyens matériels, c'est moi qui vais me charger de tout : de la police, de l'administration, des réformes. » Je n'ai pas besoin de vous dire, avec tout le respect que mérite une tête couronnée, que l'on n'en a rien cru, et on a bien fait. Mais cela a fait perdre du temps et, récemment encore, la Russie et l'Autriche ont dû rappeler au sultan avec fermeté les stipulations du programme de Muerszteg.

Cela n'a pas suffi. Il a fallu encore que les quatre autres puissances qui complètent le concert protecteur envoyassent une note collective à leurs ambassadeurs pour faire comprendre enfin au sultan que lui, qui n'avait jamais su prendre l'initiative des réformes, qui avait résisté si longtemps à toutes les suggestions réformatrices, n'avait pas qualité pour les prendre en main et qu'il avait à laisser faire l'Europe pour organiser définitivement la gendarmerie et le contrôle.

M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, a dit de son côté :

En Crète, nous travaillons d'accord avec les puissances au maintien de la tranquillité publique et à l'œuvre de réorganisation entreprise par le gouvernement crétois. Nous donnons, dans cet esprit, notre adhésion à toutes les propositions qui nous semblent de nature à renforcer l'action du haut commissaire, à réduire au minimum les motifs d'action ou d'intervention des gouvernements étrangers, sauf le gouvernement grec, et à préparer la pacification complète des esprits.

En Macédoine, nous secondons de tout notre pouvoir le programme et les efforts réformateurs de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Nous concourrons aux réformes financières, militaires, judiciaires, qui ont pour but de régénérer cette province de l'empire ottoman. Les deux principes qui n'ont cessé de guider le gouvernement sont le maintien du *statu quo* territorial, de la souveraineté du sultan et l'amélioration de la condition des populations macédoniennes sans distinction de religion ou de nationalité.

Nous participons à tous les conseils de sagesse qui sont donnés aux gouvernements balkaniques pour mettre un terme à la lutte fratricide à laquelle se livrent des bandes recrutées sur les confins des trois vilayets. Nous insistons avec fermeté auprès de la Porte pour qu'elle fasse le nécessaire en vue de l'accroissement des réformes qu'elle a acceptées en principe et pour lesquelles elle a déjà reçu des moyens d'action.

La question des Imlaks en Epire

Jannina, décembre.

La condition des paysans épirotes s'aggrave de jour en jour.

Entre autres méthodes imaginées par le gouvernement pour achever la ruine des populations rurales, on s'est avisé de leur enlever les pâturages pour les affermer à des étrangers, mesure arbitraire, injustifiable et désastreuse pour le modeste élevage qui permet aux paysans de végéter. En outre, on les oblige à laisser incultes les terres que jadis ils détenaient, de même que les propriétés *vakoufs*, pour ne cultiver que les terres *imlaks* (biens de l'Etat), ce qui portera un coup mortel aux écoles et aux églises qui n'ont d'autre ressource que les revenus des biens *vakoufs*, dont la plupart ont d'ailleurs été classés dans la catégorie des *imlaks* sous prétexte que leurs détenteurs ne possèdent pas de *tapias* (titres de propriété) ; alors que dans la presque totalité des provinces ottomanes on ne réclame point de *tapias* des propriétaires de *vakoufs*, et qu'au surplus, en Epire, même les propriétaires de biens non vakoufs ne possèdent généralement pas de tapias, bien qu'acquittant le *verghi*, l'impôt foncier.

Les conséquences de ces méthodes sont faciles à prévoir. Le cultivateur, ne pouvant plus, faute de pâturages, nourrir son bétail, sera obligé de s'expatrier, comme l'ont déjà fait tant d'autres Epirotes depuis un quart de siècle. D'autre part, la population épirote, ne pouvant bientôt entretenir ni écoles, ni églises, ces foyers de sa nationalité, frustrés de leurs ressources, ira sans cesse s'affaiblissant et se disloquant au point de vue ethnique. C'est ce que le gouvernement turc escompte précisément : la dénationalisation de l'Epire par l'appauvrissement de sa population grecque et l'islamisation progressive de la contrée par l'installation de musulmans d'importation, Circassiens et autres immigrants.

L'illégalité, les violences, les actes d'arbitraire, les emprisonnements sont des faits quotidiens. Il est impossible de donner une idée des procédés inhumains employés par les organes du gouvernement et par les agents chargés de l'administration des biens domaniaux. Il n'est peut-être pas de province de l'empire ottoman où l'arbitraire des autorités, la corruption administrative et judiciaire, la misère de la population produisent d'aussi funestes effets. Des particuliers se voient expulsés de maisons qu'ils ont édifiées par un pécule péniblement acquis ; des citoyens paisibles sont chaque jour jetés en prison, sans même que l'autorité se donne la peine de motiver ces mesures de rigueur. Des jeunes filles chrétiennes sont arrachées à leurs familles pour peupler des harems de beys influents. Dans les *imlaks*, on va jusqu'à enlever à des maîtres d'école grecs leurs habitations où l'on installe des gardes champêtres. Les requérants se heurtent invariablement à la brutalité des organes du gouvernement.

Les plaintes adressées au sujet de la violente expropriation des paysans sont renvoyées du gouvernement général à la direction des *imlaks* et *vice versa*. Et si, par hasard, le plaignant échappe à la prison, il doit encore s'estimer heureux de recevoir cette réponse en quelque sorte définitive : « Moi seul connais la loi ; ce que je vous demande, ce n'est pas de me parler de lois, mais de travailler conformément aux ordres du gouvernement. Si ça ne vous plaît pas, allez-vous-en ! »

L'Epire a été administrée par bien des gouverneurs néfastes, corrompus, prévaricateurs. Mais nul n'avait atteint à la perfection des méthodes qu'employa le général Seïfoullah-pacha, le prétendu libéral et moderniste. A son arrivée ici, il y a vingt mois à peine, il s'est entouré des éléments de réaction, des plus abhorrés tyranneaux de paysans, dont son prédécesseur, Osman-pacha, avait presque entièrement aboli le funeste pouvoir. Seïfoullah n'a employé pour gouverner qu'espions, receleurs, gens de corde et de sac. Il les laissait d'ailleurs consciencieusement tondre et rançonner le chrétien, prêchant lui-même d'exemple. Sa soif de l'or n'a pas de bornes. Sous prétexte d'accomplir des travaux publics, il soumettait les habitants à des contributions forcées, dont le produit a servi à tout autre chose qu'à relever le pays. Le proconsul faisait d'ailleurs argent de tout, et tout le monde sait ici le prix qu'il mettait périodiquement aux services et aux faveurs dont il comblait le consul de Roumanie et sa propagande en Epire.

C'est avec un soulagement immense que le peuple a accueilli le départ du personnage, qui a été transféré à Scutari d'Albanie, la Porte ayant enfin reconnu la légitimité des réclamations des Epirotes et des représentations du gouvernement grec.

Seïfoullah laisse à son successeur, général Moustapha-Hilmi-pacha, une situation passablement difficile à liquider. Ce dernier passe heureusement pour avoir de bonnes dispositions et de l'énergie. A Scutari d'Albanie, d'où il nous vient, il a même fait voir qu'il a de la poigne. Il a, dans une certaine mesure, maté les indomptables *gueks*, en les obligeant, par exemple, à ne plus se présenter — ô miracle ! — au konak, armés jusqu'aux dents, suivant une ancienne et douce habitude.

A Jannina, les premiers actes du nouveau *vali* ont fait bonne impression. Il a com-

mencé par abolir les corvées et prestations que Seïfoullah avait établies dans le pays. Vis-à-vis des beys et des agas exploiteurs du paysan, dont son prédécesseur avait fait des amis, des collaborateurs, il a pris une attitude qui fait espérer que les abus peuvent être, dans une large mesure, réprimés. Enfin, Moustapha-Hilmi-pacha s'est préoccupé de la question des *imlaks* avec un intérêt qui impliquerait chez lui le désir de chercher à apporter à cette grave question une solution équitable et salutaire. L'avenir nous dira ce que valent ces espérances.

ÉCHOS

Un Congrès anti-hamidien a Paris. — Un congrès vient d'être tenu à Paris, dans le but de rechercher les moyens, pacifiques ou révolutionnaires, de renverser le régime actuel en Turquie. Il a réuni des Turcs, — d'une part, les membres d'un comité dit « d'union et de progrès », d'autre part, deux Turcs constituant à eux seuls un parti rival — des Arméniens, représentants de la fédération révolutionnaire arménienne de Genève, le « Drochak », enfin des Bulgares, représentant l'Organisation dite « macédonienne intérieure » ayant son siège à Sofia.

Les organisateurs avaient invité à ce congrès des représentants de divers autres éléments de Turquie ; nous ignorons les raisons qui ont déterminé ceux-ci à ne pas y participer. Quant aux Grecs qui y ont été convoqués, ils ont dû s'abstenir non seulement parce qu'ils ne représentent nulle organisation révolutionnaire grecque, d'ailleurs inexistante actuellement — l'organisation gréco-macédonienne a un caractère purement défensif — mais aussi à cause de la participation à ce congrès de certaines personnes turques et autres, dont les opinions politiques et les principes sont aussi suspects que les moyens d'action semblent peu recommandables, et nous croyons savoir que des raisons analogues ont amené Ali-Haïdar-bey Midhat, le fils du célèbre réformateur ottoman, à ne pas prendre part à ce congrès.

D'ailleurs, l'intérêt de cette réunion consiste moins dans les résolutions qui y ont été prises que dans les pourparlers, très laborieux, qui l'ont précédée et qui seuls ont quelque importance.

Pour notre part, nous ne pouvons que souhaiter aux promoteurs de réussir dans le but qu'ils se sont proposé, si ce but consiste réellement à remplacer le néfaste régime actuel par un ordre de choses basé sur la légalité et l'égalité politique absolue entre toutes les nationalités de l'empire ottoman.

***

Interpellation au Reichsrath sur les événements de Roumélie Orientale. — La semaine dernière, le député Silvester a fait au Reichsrath une interpellation sur les événements dont les Grecs de Roumélie Orientale ont été victimes. La réponse qui lui fut donnée lors d'une précédente interpellation, à savoir que le mouvement antihellénique de Bulgarie serait une question de politique intérieure bulgare qu'il dépendait du gouvernement de la principauté de résoudre dans le sens de l'équité, cette réponse, M. Silvester ne la trouve pas satisfaisante. « Si, a dit le député autrichien, les atrocités commises n'avaient eu pour théâtre que la Bulgarie, on aurait pu considérer la question comme ayant un caractère intérieur.

« Mais les attentats bulgares à la vie et au droit de propriété des Grecs se sont aussi et surtout étendus à la Roumélie Orientale, territoire placé sous la surveillance des puissances. Ces attentats sont donc impardonnables. Au reste, les assurances du gouvernement de la principauté de réparer ces injustices sont restées platoniques, et nous venons d'apprendre, par les récentes révélations de M. Natchevitch, que les événements de Roumélie Orientale ont eu lieu au su du cabinet bulgare et avec son approbation tacite. »

M. Silvester a relevé le sens de la loi bulgare mettant les étrangers dans l'alternative de vendre dans un délai de trois ans leurs biens, ou de se faire naturaliser Bulgares. Il a laissé entendre que cette loi est dirigée contre les seuls Grecs établis en Bulgarie, puisque, interrogé par la diplomatie autrichienne, le gouvernement a répondu que la loi ne serait pas appliquée aux sujets autrichiens !

Retraçant la déplorable situation qui est faite aux Grecs dans ce pays, l'orateur a donné lecture d'une lettre que Mgr Photius, vicaire de l'évêque grec de Philippopoli, avait adressée le 12/25 mars 1907 à M. Goudeff, président du Conseil bulgare, signalant les spoliations dont les communautés grecques eurent à souffrir. La réponse de M. Goudeff, dont M. Silvester donne également lecture, sans donner nulle satisfaction, prétend au contraire que les plaintes du prélat hellène ne sont pas fondées et de plus proteste de la bonne foi du gouvernement et donne de vagues assurances qui, dans l'espèce, sont cruellement ironiques.

« Le premier ministre bulgare, a ajouté M. Sylvester, parle ici des limites du droit et de la justice, alors que c'est le gouvernement lui-même qui a provoqué ces injustices. »

L'orateur a conclu en ces termes : « *Dans un pays où un Lazare Payakof, trois fois failli et convaincu de contrebande de sel, détient le portefeuille des finances, il est impossible que la justice triomphe. Cette situation est atroce et il est urgent d'y remédier.* »

***

Les Chemins de fer de l'empire ottoman. — M. Alexis Rey vient de publier son fascicule annuel sur les chemins de fer turcs. Il résulte d'un tableau figurant dans cette étude que les 6.328 kilomètres de voies existant actuellement en Turquie se départagent en :

1) Réseaux français. : 1.695 kilomètres, soit :

Salonique-Jonction.....	510	kilomètres.
Damas-Hamah et prol....	580	—
Smyrne-Cassaba.....	517	—
Jaffa-Jérusalem.....	87	—

2) Réseaux allemands : 1.519 kilomètres, soit :

Anatolie.....	1.033	kilomètres.
Bagdad.....	200	—
Monastir.....	219	—
Mersine-Adana.....	67	—

3) Réseaux autrichiens : 1.264 kilomètres. (*Chemins de fer orientaux*).

4) Réseau ottoman : 1.200 kilomètres. (*Ligne Hamidié du Hedjaz*).

5) Réseau anglais : 516 kilomètres. (*Aïdin*).

6) Divers : 41 kilomètres. (*Moudania-Brousse*).

Les recettes des chemins de fer de Turquie se sont élevées en 1906 à 51.838.000 francs, en augmentation de 1.854.000 francs sur celles de 1905, tandis que les garanties payées par le gouvernement ottoman pour la même année n'ont atteint que 17.845.000 francs, en diminution de 1.199.000 francs sur l'année 1905.

La longueur des réseaux ottomans a passé de 5.627 kilomètres en 1906, à 6.236 kilomètres, présentant une augmentation de 609 kilomètres, dont 466 pour le chemin de fer Hamidié du Hedjaz et 143 kilomètres pour la ligne Hamah-Alep.

Cette dernière ligne n'a été exploitée que pendant un peu moins de trois mois, en 1906, ayant été ouverte le 5 octobre.

M. Rey estime que le chemin de fer du Hedjaz atteindra Médine dans le courant de 1908, en quoi il semble peut-être quelque peu optimiste.

D'après l'auteur, au 30 juillet/13 août 1906, les recettes d'exploitation du chemin de fer du Hedjaz, cumulées depuis l'origine, c'est-à-dire depuis 1902, s'élevaient à 35.965.516 piastres argent, soit à 7.526.000 francs.

Le coût des parties construites à fin juillet 1906 est évalué à 2.245 Ltq. par kilomètre, soit 51.022 francs.

On peut trouver dans l'opuscule de M. Rey divers renseignements sur les résultats de l'exploitation, sur le matériel de traction et le matériel roulant des réseaux ottomans.

***

Livre rouge autrichien. — Le Ballplatz vient de distribuer aux Délégations un *Livre Rouge* se rapportant aux affaires de Macédoine. Il comprend 181 rapports, dépêches et documents dont le premier est daté d'octobre 1906. Le *Livre Rouge* commence par conséquent par le premier rapport reçu au Ballplatz immédiatement après la nomination de M. d'Aerenthal.

La plupart de ces documents touchent à l'œuvre réformatrice en Macédoine, notamment à celle de l'Autriche-Hongrie. Un document intéressant est celui qui expose l'état des prisons de Yedi-Koulè à Salonique (n° 12), rapport qui a motivé les propositions de réforme judiciaire. Un autre document, daté du 31 décembre 1906, contient les instructions de M. d'Aerenthal à l'ambassadeur d'Autriche à Constantinople, touchant les mouvements bulgare et grec. Dans un rapport du 6 mars 1907, émanant du consul d'Autriche à Uskub, on trouve la liste des victimes bulgares, serbes, turques, dans le sandjak d'Uskub (Vieille-Serbie) au cours paraît se relâcher en 1906. Par contre, au des années 1905 et 1906. Là, le mouvement Sud, il devient de plus en plus intense, et M. d'Aerenthal charge (7 mars) le représentant austro-hongrois à Athènes de demander au gouvernement hellénique de réprimer l'agitation grecque.

On trouve plus loin une série de dépêches échangées entre le cabinet de Vienne et ses représentants à l'étranger au sujet de la réforme judiciaire, de la question financière, de l'action serbe en Macédoine, des assurances du gouvernement britannique de ne pas suivre une politique indépendante de celle des Puissances de l'Entente, etc.

Au lendemain de la visite de M. Ivolsky à Vienne, la fameuse note austro-russe du 28 septembre, concernant l'interprétation de l'art. 3 de Muerszteg, est envoyée à la Grèce,

la Serbie, la Bulgarie. Le représentant autrichien à Berlin télégraphie que le secrétaire d'Etat allemand estime très gravement que la note austro-russe « constitue une excellente mesure et qu'il espère qu'elle influera dans le sens de l'apaisement » ! ! ! L'article 3 de Muersteg ! Les diplomates croient-ils donc sérieusement que c'est au nom de l'art. 3 que s'entretuent Grecs, Bulgares et Serbes !

L'Italie promet-elle aussi d'appuyer la démarche austro-russe. Le gouvernement français, de son côté, déclare qu'il verrait avec satisfaction que les bons conseils des deux puissances ont été écoutés.

Signalons enfin une dépêche de M. d'Aerenthal au ministre autrichien d'Athènes, où, rapportant des déclarations de Hilmi-pacha, inspecteur général des réformes en Macédoine, il lui prête ces paroles : « Le mouvement révolutionnaire serbe et bulgare pourrait être réprimé relativement avec facilité, et il eût été possible de rétablir l'ordre si on parvenait à réprimer le mouvement grec. » Il ressort de bien des passages de cette dépêche et notamment de celui qui se rapporte à l'entretien que, l'été dernier, eurent à Ischl M. Harding et M. d'Aerenthal sur le mouvement grec en Macédoine, que c'est Vienne qui a dicté la note turque de l'été dernier au cabinet d'Athènes.

L'impression qui se dégage de certains documents de ce *Livre Rouge* c'est l'inquiétude qu'inspirent à Vienne les succès des bandes gréco-macédoniennes ; d'autre part, il donne une idée des sympathies à peine dissimulées que M. d'Aerenthal a rapportées de Pétersbourg pour les Bulgares.

***

Contre la famille de Midhat pacha. — Des lettres de Turquie annoncent que Mme Mesrouré Nuzhet, fille de Midhat pacha, fut visitée chez elle, il y a une quinzaine de jours, à l'improviste, par des agents de police suivis de soldats ayant à leur tête le chef des espions du palais, Kadri bey, expressément envoyé à Smyrne. Son mari, Nuzhet bey, fut enlevé et gardé à vue dans un hôtel de la ville pendant que d'anciens serviteurs de Midhat pacha étaient jetés en prison.

Le *Siècle* donne sur cette affaire les renseignements suivants :

« La jeune femme, à ce qu'on dit, est soupçonnée de procurer des ressources de ses immeubles à son frère, Ali Haydar Midhat bey, qui vit en Europe. Le sultan et ses conseillers savent pourtant très bien que ce dernier, depuis son arrivée en Europe, ne reçoit ni lettres, ni communications d'aucune sorte de sa sœur et de ses autres parents, dont les moindres mouvements sont épiés et qui n'osent même pas prononcer son nom.

« Il faut chercher ailleurs la raison de ce surcroît de rigueurs contre la famille de Midhat pacha. Ali Midhat bey, son fils, a dénoncé, dans un télégramme au Chiek-ul-Islam, et que les journaux ont reproduit l'intrigue ourdie entre Yldiz et la Porte pour assurer le trône au prince Burhaneddine. A cette occasion, il a mis en cause le grand vizir, Ferid pacha, qui, il y a plus d'un an, faisait écrire à Midhat bey qu'il était partisan de l'héritier, le prince Rechad Effendi.

« Midhat bey portait là un coup sensible aux plans mystérieux de Ferid pacha et obligeait la Porte à faire démentir officiellement, par ses représentants à Berlin et à Paris, les bruits d'un changement de l'ordre de succession.

« Il fallait cependant empêcher à tout prix que le fils de Midhat pacha continuât sa campagne de lettres aux journaux et de messages aux populations de l'Asie Mineure.

« On trouva que le plan le plus simple était de lui inspirer des craintes sur le sort de sa sœur et de son beau-frère, mais on a compté, à Yldiz, sans la ténacité de Midhat bey, décidé à suivre jusqu'au bout la voie qu'il s'est tracée et à ne jamais faillir aux engagements qu'il a pris envers ses compatriotes ; on n'a pas, non plus, réfléchi à la possibilité d'observations présentées par certaines puissances où Midhat bey s'est créé des amitiés solides en faveur de la famille d'un homme qui s'est perdu pour avoir cherché à donner à son pays plus de libertés.

Or, d'après des renseignements les plus sûrs et de la meilleure source, une pareille intervention a eu lieu et tout portait à croire que le sultan et ses conseillers auraient constaté qu'il leur serait impossible de réduire le fils de Midhat pacha en usant à l'égard de femmes innocentes de procédés sans exemple ailleurs qu'en Turquie.

« Mais il semble que ni les recommandations amicales de l'ambassadeur de France, ni l'indignation publique n'aient arrêté Abdul-Hamid. Car, d'après les dernières nouvelles, la police faisait dévaliser par de prétendus voleurs la maison de ville de Mme Midhat pacha, pendant qu'elle était absente à la campagne et sa villa de campagne aussitôt son retour à Smyrne.

« Tous les documents ont été enlevés et expédiés par le chef de la police du palais Kadri à Yldiz-Kiosk. Mme Midhat, âgée de 84 ans, est tombée malade ainsi que sa fille Mesrouré, qui se trouve dans un état de nervosité extrême à la suite des violences exercées.

« D'autre part, le gendre de Midhat pacha, Nuzhet bey, un de ses serviteurs, le commissaire de police Raphaël, qui se trouvait par hasard de garde sur les quais de Smyrne au moment où, il y a huit ans, Ali Haydar Midhat bey partait pour l'Europe, ont été embarqués à bord d'un bateau sous pavillon ottoman pour Constantinople, sous escorte, où ils subissent les interrogatoires que le monde connaît.

« Voilà où en sont les choses : vingt-deux ans après le meurtre de Midhat pacha en Arabie, le monde apprendra-t-il que sa veuve, sa fille et son gendre sont devenus, à leur tour, victimes de la haine que le sultan a vouée à l'homme d'Etat le plus populaire de la Turquie moderne. »

***

Conférence sur la Grèce. — M. Frank Choisy, l'artiste genevois qui a longtemps séjourné en Grèce, a entrepris une série de conférences sur notre pays dans les grandes villes d'Occident ; après avoir parlé à Copenhague, à Bruxelles, à Genève, M. Choisy est venu se faire applaudir la semaine dernière à Paris par le public élégant de la grande salle de conférences des *Annales*. M. Choisy a promené son auditoire à travers les sites, les centres archéologiques et les îles de la Grèce. Un peu d'histoire, beaucoup d'archéologie, point aride et sèche, mais animée et agrémentée d'anecdotes aimables, des impressions personnelles, il y avait de tout cela dans la très intéressante causerie qu'il nous a été donné d'entendre l'autre soir aux *Annales*. Athènes antique et moderne, Delphes, Olympie, Délos, les montagnes, les côtes, les paysages merveilleux de la Grèce ont tour à tour défilé sous nos yeux, sur un écran illustré des admirables photographies empruntées à la collection Boissonnas. Le conférencier a remporté un brillant succès, et l'auditoire ne lui a pas ménagé ses applaudissements.

***

Un inspecteur financier suisse en Crète. — On télégraphie de Berne que le Conseil fédéral semble disposé à entrer dans les vues que viennent de lui soumettre les quatre puissances protectrices de la Crète : la France, l'Italie, la Russie et l'Angletrre, relativement à la désignation d'un Suisse comme inspecteur des finances crétoises. L'affaire est encore entre les mains du département politique qui n'en a pas saisi officiellement le Conseil. Seul, le département des finances en a été informé, et l'on pense trouver aisément la personnalité à choisir pour ce poste.

Nous croyons savoir que la nomination de cet inspecteur, suggérée par les puissances protectrices, a été motivée par l'emprunt de 11.000.000 qu'elles seraient en train de consentir au gouvernement crétois et qui sera garanti par les recettes douanières de l'île. Ce fonctionnaire aurait une situation bien déterminée. Il serait chargé du contrôle du gage et en même temps investi des pouvoirs nécessaires pour élaborer des projets de réorganisation économique et de création de nouvelles ressources. Son traitement serait de 25.000 francs.

Il faut espérer que la mission de cet agent aura plus de succès que celle de son prédécesseur et compatriote, feu M. de Blonay, dont une cruelle maladie, survenue peu après sa nomination de conseiller financier en Crète, en 1898, avait paralysé les efforts et la bonne volonté.

***

Exploits roumains. — Le Grec Constantin Santis, qui dirigeait l'école grecque de Gopessi (Macédoine) depuis 35 ans, a été assassiné, au moment où il rentrait chez lui, la veille même du jour où devait avoir lieu l'inauguration du nouveau bâtiment scolaire.

Santis avait été l'objet de tentatives de corruption de la part de la propagande roumaine, qui lui fit offrir à plusieurs reprises des traitements infiniment supérieurs à celui qu'il recevait. Ne pouvant le gagner, la propagande roumains l'a fait assassiner. Détail à noter et qui montre une fois de plus le coupable appui que les autorités prêtent aux Roumains, l'auteur du crime n'a pas été arrêté encore qu'on sût qu'il se cachait dans la maison d'un roumanisant.

L'Inquisition Turque

Serrès, 6/19 décembre.

La note, d'allure comminatoire, que la diplomatie austro-russe adressait aux gouvernements bulgare, serbe et grec, le 28 septembre dernier, contenait un passage qui justifiait d'avance « la recrudescence de répression » de la part des autorités turques à l'égard des bandes. On imagine aisément l'usage que la Porte peut faire d'un blanc-seing de ce genre. Cette liberté de répression, elle ne l'exerce pas seulement pour combattre impitoyablement les bandes, les

grecques en particulier : elle en profite pour persécuter et molester la population pacifique elle-même, et principalement, sinon uniquement, l'élément grec dont la vitalité et l'importance se sont mieux manifestées du jour où l'intervention des antartes grecs a eu sur plusieurs points raison de la terreur répandue par les bandes bulgares dans les vilayets macédoniens.

L'attitude actuelle des autorités turques laisse voir combien la Porte s'accommode de l'esprit de la note austro-russe qui, quoique adressée aux trois gouvernements de Serbie, de Bulgarie et de Grèce, semblait viser spécialement cette dernière dont la cause en Macédoine regagne trop de terrain au gré des Turcs et aussi des Russes et des Autrichiens.

En plus d'une localité, les autorités ottomanes se montrent particulièrement actives à l'égard des Grecs alors que par contre les bandes bulgares et les nombreux complices qu'elles comptent dans l'élément congénère de Macédoine sont presque traités en quantité négligeable. Les destructeurs des villages gréco-macédoniens de Rakovon, de Negovani, de Polok et de Tchengel n'ont point été inquiétés ; ils se promènent dans la plaine de Monastir en quête sans doute de nouvelles victimes ; quant aux instigateurs de ces boucheries, on se les montre du doigt ; les Turcs connaissent parfaitement le rôle qu'ils ont joué en ces affaires et ne songent pas à les inquiéter le moins du monde.

C'est contre les Grecs que leurs rigueurs s'exercent de préférence. Ces derniers temps, sans parler des innombrables emprisonnements arbitraires, dénis de justice, vexations de toutes sortes, je noterai : la relégation de cinq Hellènes de Monastir, entièrement innocents ; une exécution capitale à Drama, deux autres à Serrès. Le tout-puissant commandant de Serrès, négligeant de pourchasser les bandes bulgares opérant dans les districts septentrionaux du caza, lance ses troupes sur les villages grecs qui ont osé résister aux agressions bulgares. Il cherche, d'autre part, par tous les moyens, à compromettre le consul de Grèce et l'évêque grec de Serrès. Au lendemain de l'exécution capitale qui eut lieu en notre ville, le prêtre qui a enterré les cadavres a été arrêté en pleine rue par un détachement et a été contraint de signer, sous menaces de mort, un document accusant l'évêque de pousser la population à manifester au sujet de cette double application de la peine de mort.

Des faits de ce genre se renouvellent fréquemment un peu partout. Tout récemment, trois autres Grecs ont été arrêtés, qui étaient suspects de faire partie d'un corps d'*antartes*. Le commandant militaire de Serrès a mis les prévenus à la question. L'un d'entre eux, le nommé Georges Kikos, ayant réussi à gagner un de ses geôliers, a fait savoir au consul d'Autriche qu'au cours de l'enquête il a été soumis au supplice de la bastonnade et du fer chaud, afin de signer une déclaration dont il ne connaissait qu'imparfaitement la teneur, mais qui tendait à établir que le consul de Grèce et le secrétaire du consulat organisent les bandes et ordonnent les meurtres. Le consul d'Autriche a voulu faire la lumière sur cette affaire. Le *mutessarif*, auquel il a demandé des explications, a nié les tortures infligées aux détenus, mais a refusé de le laisser visiter la prison. Le colonel Véran, prévenu de ces faits, s'est immédiatement rendu à la prison et a constaté les traces que Kikos porte du supplice subi. Le colonel a protesté énergiquement auprès du *mutessarif* qui s'est contenté de dénégations et de démentis — l'éternel argument des fonctionnaires turcs. Mais le colonel Véran a tenu bon : une enquête a été ouverte, et le médecin légiste ayant établi que Kikos avait été mis à la question, le mutessarif a expliqué que peut-être des policiers, dans un emportement, en somme, assez humain, se sont oubliés à maltraiter les prévenus...

Les procédés inquisitoriaux ne sont malheureusement pas rares.

Une mesure qui s'impose, c'est de séparer par nationalités les innombrables détenus dont les prisons des centres principaux regorgent. Les rixes sont fréquentes, et nous apprenons que les musulmans incarcérés dans la prison de Monastir, pris d'un accès de fanatisme politique et religieux, manifestent depuis quelque temps des signes de grave irritation à l'égard de leur codétenus chrétiens, les Grecs en particulier.

Le brigand Hadjigogo, le chef de bande stipendié de la propagande roumaine que Hilmi pacha avait récemment éloigné de Verroia, quartier général du bandit, par suite des crimes sauvages que ce malandrin avait commis parmi la population gréco-valaque, a été de nouveau autorisé à rentrer à Verroia, libre de reprendre la série, à peine interrompue, de ses exploits.

Hadjigogo a sous ses ordres nombre de bandits bulgares et turco-albanais qui, à l'annonce du retour de leur chef, se sont empressés de rallier leur poste.

ST.

En Macédoine

Les nouvelles de Macédoine signalent un accroissement effrayant de criminalité. D'un bout à l'autre des trois vilayets, enlèvements, meurtres, massacres, incendies se succèdent et se multiplient. Bien entendu, les Bulgares détiennent toujours le record du banditisme ; leurs bandes s'acharnent avec férocité sur les villageois grecs et serbes ; les bandes grecques et serbes ripostent à leur tour. Du reste les bandits bulgare, divisés en deux ou trois camps hostiles, selon qu'ils dépendent de tel ou tel comité de Sofia, en viennent souvent aux mains, se livrant de véritables combats. Enfin à tout celà viennent s'ajouter les déprédations et les meurtres des bandes turques, turco-albanaises et albano-roumanisants. Enfin, le gâchis est complet.

Des innombrables crimes commis récemment, enregistrons ceux de la propagande bulgare sur les Grecs macédoniens.

Polok et Tsengel. — Au commencement du mois dernier une bande bulgare de 140 comitadjis commandés par le bandit Yovan a complètement détruit les villages de Polok et Tsengel, district de Morihovon. Les bandits avaient choisi pour faire leur coup un lundi, jour où tous les hommes valides se rendent habituellement à la foire de Monastir.

A l'approche des brigands, le reste de la population a pris la fuite. A Polok, trois notables, le moukhtar Loukas, les nommés J. Stoïtsos et R. Koulès, qui avaient eu l'imprudence de rester, dans l'espoir d'apitoyer les bandits sur le sort du villages, furent massacrés.

Polok et Tsengel, situés dans le district montagneux de Morihovon, au nord-est de Monastir, ne sont pas les seuls à avoir subi la fureur des bandits.

Bersista et Brod. — Un autre village de Morihovon, Bersista, fut attaqué le 28 octobre par les Bulgares. Trois habitants furent emmenés qui ont été massacrés à Béportsa. Le 2 novembre, les villageois de Bersista, attaqués à nouveau, en revenant du marché de Perlépé, perdirent deux des leurs.

Une autre bande bulgare attaqua quatre Grecs de Brod, le village si cruellement éprouvé du Morihovon : Tollis, Petros Mitsos, Petros Mourgos et Costas Grosdanis ont été massacrés en revenant de la foire de Monastir.

Ano-Seli. — Les 200 maisons du village gréco-valaque d'Ano-Seli ont été incendiées par une bande bulgare de 40 comitadjis. Seules l'église et une maison en pierre échappèrent au sinistre.

Meurtres divers. — Le 26 octobre, massacre de deux charbonniers grecs, Michel Costa et Tzimos, aux environs de Niaoussa.

Le 27 octobre, assassinat, près d'Eresly, de Christos Nakos (de Mireftzé).

Le 28 octobre, attaque contre le village grec d'Anastasia, tentative de destruction avec bombes à dynamite et d'incendie au pétrole, 2 maisons incendiées, le *proestos* du village, un vieillard infirme, assassiné et coupé en morceaux, 2 femmes tuées, 3 femmes blessées, 2 femmes blessées mortellement, ainsi qu'une fillette et un garçon de sept ans.

Le 28 octobre, massacre, près de Sfelino (district de Zihna), d'une caravane de six Grecs, dont un enfant âgé de dix ans.

Le 31 octobre, meurtre de Petros Zanos, de Gonmendja.

Le 2 novembre, massacre de trois paysans grecs d'Arménochori.

Le 6 novembre, massacre de trois autres, originaires de Brot, sur la route de Florina.

Le 23 novembre, assassinat de Christo et Nestor Athanassiou, de Karli-Keni.

Même date : assassinat de Cara-Constantinos, de Koula ; du curé de Microcampo, Papa-Stéfanos ; meurtre d'Anastas Papachristos, à Sboroko.

La Porte et les Puissances

Le 15 décembre, les représentants des six grandes puissances à Constantinople ont remis à la Porte une note collective rappelant toutes les notes précédentes, relatives à la mission de l'inspecteur général, en Macédoine, des agents civils et des délégués des finances, et à celle du général Degiorgis et des officiers de la gendarmerie. Cette note faite en outre allusion au protocole concernant l'augmentation des droits de douane, par lequel la Porte s'est engagée à se conformer entièrement aux prescriptions de la commission des finances, et par conséquent aussi aux pleins pouvoirs de l'inspecteur général, des agents civils et des cinq délégués des finances.

Les articles 1 et 12 prescrivent l'exécution des engagements antérieurs relatifs au port des armes, au recrutement et à l'armement de la gendarmerie, ainsi qu'à l'appui qui doit être fourni à cette dernière par les autorités civiles et militaires sur la demande du général Degiorgis. Ces deux articles prescrivent donc aussi très clairement le maintien des pleins pouvoirs du général et des officiers étrangers.

Les représentants des puissances ont demandé au nom de leurs gouvernements

que tous les mandats soient prolongés pour le laps de temps que durera l'augmentation des droits de douane, c'est-à-dire jusqu'au 12 juillet 1914. Ils ont enfin exprimé l'espoir que la Porte satisfera sans hésitation à ces vœux et insisté sur ce fait que les puissances n'ont pas d'autre désir que de faciliter l'accomplissement de réformes qui profiteront autant à la Porte qu'à ses sujets.

Cette note collective s'est croisée avec un mémorandum de la Porte, adressé à M. Zinovief, doyen du corps diplomatique. Ce mémorandum déclare qu'au moment où prend fin le mandat des organes établis en vue des réformes, la Porte s'engage, pour donner de nouvelles preuves de sa bonne volonté et pour réserver ses droits, à prendre à son service avec leurs attributions actuelles les agents civils et les délégués des finances, et à les payer elle-même ainsi qu'elle le fait pour les officiers de gendarmerie étrangers.

Le 22, nouvelle note des ambassadeurs résistant sur la prorogation pure et simple du mandat des fonctionnaires étrangers, chargés de l'application des réformes en Macédoine. A quoi la Porte a répondu par une nouvelle note, renouvelant ses propositions notamment celle de prendre à sa charge les appointements des agents civils et des fonctionnaires de la réforme, mesure, dit-elle, propre à sauvegarder son prestige, mais qui, visant en réalité à retarder et à esquiver la réforme judiciaire, n'a point de chance d'être accepté par les puissances.

Contre les bandes

Les journaux de Constantinople annoncent la création d'une brigade spéciale, destinée à donner la chasse aux bandes opérant dans les vilayets de Kossoya, Monastir et Salonique. Composée de trois régiments à quatre bataillons comprenant chacun 800 hommes, elle comptera donc 9.600 hommes. Ces régiments auront respectivement pour quartier général les villes de Salonique, de Monastir et d'Uskub.

La brigade sera placée sous le commandement du général de brigade Ghalib pacha.

Documents bulgares

Le *Bulletin d'Orient* publie un supplément illustré de photographies représentant les ruines et les victimes des villages grécomacédoniens de Rahovon et de Négovani. Seuls des documents de ce genre peuvent donner une idée de la sauvagerie dont les bandes bulgares sont capables et des atrocités qu'elles commettent, en une interminable série.

Le supplément du *Bulletin d'Orient* publie des fac-similés de deux documents manuscrits particulièrement suggestifs. Voici d'abord la lettre que le comité bulgare opérant dans le district de Florina avait adressée aux Grecs de Négovani avant la catastrophe du village :

COMITÉ MACÉDONIEN
RÉVOLUTIONNAIRE DE FLORINA

Au maire, aux azas et primats du village de Négovani

Nous sommes moralement (sic) tenus de vous aviser que vous suivez un chemin dangereux. Vous avez tendu la main aux antartes grecs, prétendus descendants d'une Hellade pourrie. Vos brigands-antartes ont joui de circonstances favorables, mais pendant un temps assez court. Notre nation était brisée par la révolution ; aujourd'hui elle a repris ses forces et se vengera des affronts subis. Elle massacrera tous ceux d'entre vous qu'elle rencontrera, si vous ne cessez de servir de recéleurs et de collaborateurs de vos antartes-brigands. Envoyez-nous au plutôt une délégation. Si vous ne vous alliez pas avec nous, un grand désastre vous arrivera. Malheur à vous. Nous vous détruirons. Vous ne trouverez nulle part de lieu de refuge. Où que vous passiez vous tomberez dans nos mains.

Si vous ne vous rendez pas compte que vous êtes Vlaques et Albanais et non Grecs, vous serez bientôt précipités dans l'abîme. N'hésitez donc pas ; tendez-nous une main fraternelle, si vous ne voulez pas votre propre perte.

Ceci pour la dernière fois.

Signé : Le chef pour la province,
DIOLÉ.

1er octobre 1907.
Mont « Vitso ».

Voici encore la traduction d'un autre document, espèce de laissez-passer dont on munit les bandits bulgares avant de leur faire franchir la frontière bulgaro-turque :

FEUILLE DE ROUTE.

Les comités des frontières ainsi que les comités de l'extérieur sont invités à fournir leur concours pour le passage, aussi rapide et aussi peu dangereux que possible, de Luc Dzérof et de ses partisans, qui se rendent au district de Bitolia (Monastir).

Kustendil le 1er août 1907.

(*Sceau*) : LA REPRÉSENTATION AU DELA DES FRONTIÈRES.

REVUE DE LA PRESSE

Une page du nouvel Évangile

MM. Grenfell et Hunt, les deux savants qui, en dix ans, exhumèrent à Oxyrhynchos (la moderne Behnessa, dans la vallée du Nil) l'énorme amas de papyrus, ont déjà tiré de ce trésor quatre gros volumes ; le cinquième vient de paraître, et l'on annonce que le sixième verra le jour au cours de l'année qui commence.

Sur le cinquième volume, M. Jules Nicole, le distingué archéologue genevois, écrit dans le *Journal de Genève* (28 décembre) :

Ce cinquième volume dépasse peut-être en intérêt et en valeur les quatre premiers, si riches pourtant à tous égards. Il suffira de dire qu'il se compose presque en entier de textes classiques. Deux de ces documents renferment des parties considérables du Banquet de Platon et du Panégyrique d'Isocrate ; ils ne nous apportent sans doute rien d'inédit ; mais, comme leur témoignage scripturaire est antérieur de bien des siècles à celui des plus vieux manuscrits de nos bibliothèques, on comprend tout le prix qu'ils auront pour la critique de ces deux chefs-d'œuvre. Dans le reste du volume, tout est conquête : nous avons là de magnifiques fragments de Pindare, détachés du recueil perdu de ses Péans, et aussi vingt grandes colonnes d'une histoire de la Grèce, faisant suite au huitième livre de Thucydide. Le nom de l'auteur est à découvrir. Il vivait probablement au IVe siècle avant J.-C. On a songé à Théopompe de Chios, élève d'Isocrate, lequel, dans un de ses ouvrages, avait continué en effet le récit de Thucydide ; mais cette hypothèse se heurte à de très sérieuses objections. En tout cas, ces pages inattendues contiennent sur les événements qui suivirent la guerre du Péloponèse, sur les premières résistances des Etats grecs contre la pesante suprématie de Lacédémone, sur l'organisme de la ligue béotienne et sur bien d'autres choses encore, des informations tout à fait neuves. Jusqu'ici, notre source à peu près unique pour cette période, c'étaient les Helléniques de Xénophon ; or il est facile de s'en convaincre, notre historien anonyme est non seulement plus complet, mais aussi plus digne de foi que l'ami trop dévoué d'Agésilas et de ses Spartiates.

Mais, si précieux que soient ces documents, celui qui les précède, dans le volume récemment paru, offrira un intérêt beaucoup plus grand à un cercle bien plus vaste de lecteurs. C'est une simple feuille d'un manuscrit sur parchemin, datant du IVe siècle de notre ère. Voici ma traduction, où je ne fais pas entrer les premières lignes du texte, lesquelles formaient la conclusion d'un épisode raconté dans la colonne précédente et qui paraissent, d'ailleurs, gravement altérées.

« Il les prit (ses disciples) avec lui, les mena dans le lieu même des purifications et se mit à marcher dans le temple. Et un pharisien, grand-prêtre, du nom de Lévi (?), s'approcha d'eux, les aborda et dit au Sauveur : « Qui t'a permis de fouler le sol de ce lieu de purification et de voir ces vases saints, sans t'être baigné, sans même que tes disciples se soient lavé les pieds ? C'est dans un état de souillure que tu as foulé le sol de ce temple, qui est un lieu sacré. A moins de s'être baigné, et d'avoir changé de vêtements, personne n'y porte ses pas et n'ose voir ces vases saints. » Aussitôt le Sauveur s'arrêta avec ses disciples et lui répondit : « Toi qui es ici, dans le temple, tu es pur ? » Le pharisien lui dit : « Je suis pur, car je me suis baigné dans la piscine de David ; j'y suis descendu par un des deux escaliers et j'en suis remonté par l'autre ; j'ai mis des vêtements blancs et purs, et alors je suis venu et j'ai contemplé ces vases saints. » Et le Sauveur lui répondit en ces termes : « Malheur à vous, aveugles qui ne voyez pas. Tu t'es baigné dans les eaux de ce réservoir où des chiens et des porcs sont plongés jour et nuit ; tu t'es lavé la peau et tu l'as essuyée, comme les femmes de mauvaise vie et les joueuses de flûte qui la parfument, la baignent, l'essuient et la parent pour exciter le désir des hommes, tandis qu'au dedans elles sont pleines de scorpions et de toute espèce de vice. Moi et mes disciples, que tu dis ne s'être pas lavés, nous l'avons fait dans les eaux de la vie éternelle. »

Par sa physionomie générale et l'idée qu'il met en lumière, cet épisode se rapproche évidemment de celui qui est raconté dans saint Marc (VII, 1-23), et dans saint Mathieu (XV, 1-20) où la scène se passe, non à Jérusalem, mais près de Génésareth. L'auteur du nouvel Evangile ne semble connaître exactement, ni la topographie du temple, ni celle de la ville sainte, ni les pratiques religieuses des juifs au temps du Messie : il se peut que ce soit un chrétien d'Egypte. Pour l'époque où il le composa, il est difficile, sinon impossible de le déterminer avec quelque certitude. Elle n'est vraisemblablement pas postérieure à la fin du second siècle, car, à ce moment-là, les quatre évangiles canoniques avaient déjà une telle autorité qu'on ne se risquait plus guère à s'en éloigner en parlant du ministère de Jésus-Christ. Les narrations apocryphes dont s'enrichissait encore la littérature de l'Eglise roulaient sur l'enfance du Sauveur et sur la période qui avait suivi sa résurrection, soit sur les faits que les quatre évangélistes avaient passés sous silence.

Sans se hasarder à proposer une attribution quelconque, M. Nicole suppose que le nouvel évangile, pour autant qu'on en peut juger par la comparaison d'un fragment avec un autre fragment, ne provient pas du même auteur que l'évangile selon saint Pierre, retrouvé en Egypte il y a une quinzaine d'années.

Il ne présente aucunement le même singulier mélange de rationalisme et d'illuminisme. Le ton et la tendance nous en apparaissent au contraire bien plus évangéliques. Et il se pourrait que le récit de cette rencontre dans le temple entre Jésus et le grand-prêtre encadrât des paroles authentiques du Sauveur, recueillies par la tradition, en dehors du témoignages des apôtres.

Le Gérant : R. PANON.

Société Anon. des Imprimeries WELLHOFFet ROCHE, 55, rue Fromont, Levallois. — ANCEAU, dir.

CINQUIÈME ANNÉE. — N° 2. LE NUMÉRO : 25 CENTIMES. 15 JANVIER 1908.

L'Hellénisme

ORGANE BI-MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:
France. . . . . UN AN 6 FR.
Union Postale . . — 8 FR.

DIRECTION A PARIS
42, Rue de Grenelle (VIIe Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

En Macédoine : *Une excursion aux environs de Salonique.*

Echos : *Les incidents de Serrès ; la double exécution de Serrès ; le recensement en Grèce ; affaires du Patriarcat ; les Caisses de défense nationale ; les exploits de Sandanski ; les troubles d'Anatolie et l'armée turque ; la Porte et les puissances ; la production viticole en Grèce.*

Bienfaisance sociale et nationale : *Établissements philanthropiques à Athènes.*

Turcs et Arméniens : *Un Congrès antihamidien.*

Grèce et France : *Un article de M. A. Aulard dans le* Siècle.

Le Mémorandum du patriarcat œcuménique : *Aux représentants des puissances à Constantinople.*

Revue de la Presse : *La Macédoine en 1907 ; M. Kasasis et l'Hellénismos ; Victimes grecques en Macédoine ; Les aveux bulgares continuent.*

Le Comité de direction de la Ligue pour pour la défense des droits de l'hellénisme, *s'est réuni avant hier, 13 janvier, dans le local qu'elle vient d'arrêter, 44, rue de Lille.*

Les bureaux de la Ligue seront ouverts tous les samedi entre 3 et 5 heures p. m.

Une Excursion aux environs de Salonique

[*Nous devons à l'obligeance d'un de nos amis les lignes suivantes, extraites d'un « Carnet de route » d'une Européenne qui, ayant fait jadis un séjour prolongé en Orient, a eu l'occasion d'y retourner en visitant l'été dernier la Macédoine*].

Août.

... Il est 5 heures du matin. La ville sommeille encore, mais le soleil déjà haut dans un ciel sans nuage, fait prévoir une journée de chaleur accablante. Sur la mer, une légère brise matinale berce mollement les quelques navires turcs ancrés dans le port depuis des temps immémoriaux et qu'une épaisse carapace de moules rend incapables de tout mouvement. Au loin, l'Olympe scintille dans toute sa plendeur, son front majestueux caché dans une traînée de nuages blancs...

Devant le Béaz-Coulé, ancienne tour génoise convertie en prison musulmane, une voiture nous attend. Ces deux maigres haridelles, aux colliers de perles bleues et roses, à l'œil triste et fatigué, auront-elles la force de nous conduire par ces routes pleines de cahots — véritable enchevêtrement de casse-cou, — à ces villages accrochés là-haut sur le flanc de la montagne ? Pauvres petites rosses ! Mais il est vrai qu'elles n'ont jamais foulé que les grandes routes turques dont les fondrières sont en quelque sorte les attributs indispensables de la voirie ottomane. Notre véhicule est assez confortable, nous nous y installons de notre mieux, car il va falloir y rester plusieurs heures. Nous voilà en route, franchissant fosses et ornières, secoués, cahotés en tous sens, faisant des efforts pour nous tenir en équilibre. A cette heure matinale, une à une s'ouvrent les boutiques, des juifs en loques rangent leurs étalages en plein trottoir ; un *saleptsi* passe, portant son beau *ghioumi* en cuivre luisant, offrant aux passants le *salep* fumant, espèce de soupe blanche préparée avec les racines d'une orchidée.

Une fois sortis de la ville, nous respirons plus à l'aise. Devant nous la route se déroule déserte et poudreuse, côtoyant à gauche la ligne du chemin de fer de la jonction Salonique-Constantinople ; à droite, s'élève une rangée de collines, mollement dessinées. C'est là, sur ces pentes que se trouvent Gradobor et Neochorouda, les deux villages que nous allons visiter.

L'Occidental qui suit dans les journaux la lutte désespérée des races dans ce coin de terre perdu qu'est la Macédoine, ne peut se faire une idée de la violence et des passions qui agitent ces différentes populations, de la haine implacable qui les divise et qui rend toute entente entre elles impossible et chimérique. Il faut être ici, sur place, et appartenir à l'un des partis en cause, grec, bulgare ou serbe pour comprendre l'abîme qui les sépare, pour voir combien cet antagonisme est sans cesse présent à l'esprit de chacun, combien il est entré, dans les mœurs et dans la vie intime de chaque individu. C'est la passion qui domine toutes les autres, c'est le sujet de conservation de tout le monde, c'est la pensée qui hante tous les esprits.

Pendant que nous roulons, on ne parle naturellement que du sujet brûlant :

Un de mes compagnons m'explique :

— Voyez-vous ces maisons qui sont là-bas, à la lisière du bois, elles appartiennent au Bulgare le plus terrible de la contrée. C'est lui qui persécute, qui fait assassiner tous les Grecs qui lui paraissent gênants. Si on pouvait parvenir à le déloger de là, quel soulagement pour les habitants des villages environnants.

— Ils sont donc grecs ces deux hameaux que nous allons visiter, et quelle langue y parle-t-on ?

— La population y est entièrement slavophone ce qui n'empêche pas que sur 120 familles que compte chaque village, 80 à peu près se disent grecques tout en ne sachant presque pas cette langue.

— Sur quoi se base-t-on donc pour établir la nationalité de ces gens, puisque la langue n'est pas un critérium ?

— Mais simplement sur la libre volonté de chacun ; il faut vous dire qu'en Orient, la langue n'indique nullement la nationalité ; en Asie mineure, par exemple, les populations helléniques ne parlent souvent que le turc ; en Crète, les Turcs ne se servent que de la langue grecque.

Sur un tumulus à notre droite, une masure primitive abrite un poste de deux ou trois soldats déguenillés. A notre passage, ils dégringolent à toute vitesse pour venir examiner de près ces étrangers qui ont la baroque idée de se promener pour leur plaisir dans cette contrée déserte. Je m'étonne de voir ces soldats ici, car d'habitude on les rencontre surtout le long de la voie ferrée, au passage de quelque pont ou de quelque tunnel ; mais on m'explique, que depuis la catastrophe de Gradobor en 1903, les Turcs ont installé ces postes pour protéger le village des incursions des bandes bulgares. Un peu plus loin, nous descendons de voiture, car le dernier bout de chemin est trop dur pour nos chevaux ; d'ailleurs notre véhicule ira par une route moins rapide nous attendre au village voisin, tandis que nous monterons à pied jusqu'à Gradobor. Ce village compte une soixantaine de maisons fort misérables d'aspect, faites de pierres et de boue et jetées là sans ordre.

Le gamin qui nous sert de guide s'arrête devant une maison en ruines, éventrée, calcinée, toute noircie par les flammes dont elle a été la proie ; il nous la montre d'un air triste et nous explique :

— C'est ici qu'ils les ont massacrés, il y a trois ans, Traïko Steriou, sa femme et son fils ! A 3 heures du matin, les comitadjis arrivèrent à pas de loup, pendant que tout le monde dormait. Ils cernèrent la maison de tous côtés ; l'un d'eux brisa la porte ; ils y pénétrèrent tous, et s'emparant des malheureux, les lardèrent de coups de couteaux, après quoi ils mirent le feu à la maison, les chiens !

Un éclair de haine passa dans les yeux du petit bonhomme.

Le maître d'école et sa vieille mère, que mes amis connaissent, nous accueillent avec de grandes démonstrations d'amitié. Ils nous offrent les quelques escabeaux qui constituent leur unique mobilier, tandis qu'ils se mettent eux-mêmes en face de nous, sur une natte, les jambes repliées à la turque.

— Et comment vont les affaires, demandai-je ?

— Pour le moment, tout est tranquille ; d'ailleurs *ils* sont en minorité ici, mais dès qu'ils savent qu'une bande de comitadjis est proche, ils s'enhardissent, et alors ce sont des misères sans fin pour nous !

— Et l'église à qui appartient-elle ?

— Elle est grecque, mais ils ont réussi à l'accaparer à moitié, à force de nous tracasser ; c'est-à-dire que pour avoir la paix nous avons consenti à ce qu'il y ait un office bulgare un dimanche, et un office grec l'autre ; mais voilà, l'église menace de tomber en ruines et il n'y a pas moyen de s'entendre pour faire les réparations. Ils ne veulent pas donner un *métallic* pour la remettre en état.

Je sors sur un petit balcon d'où l'on domine le village. La petite sœur du maître d'école s'est

glissée à côté de moi et me dit très mystérieusement :

— Tu vois ces filles et ces garçons là-bas, ils sont bulgares ! Ils sont mécontents de voir des Grecs de la ville et des étrangers chez nous ! Tant mieux, tant mieux, et il faut que vous restiez encore longtemps ici. Tu sais, il y a quelque temps, ils ont voulu me donner de l'argent pour me faire aller à l'école bulgare, mais moi, je ne veux pas, je suis grecque et je veux apprendre le grec, pour l'enseigner aussi à ma sœur qui ne le sait pas encore. S'ils croient qu'ils pourront nous faire « changer » avec de l'argent !... J'ai encore une sœur qui se marie bientôt ; viens donc à la maison des grands-parents, tu verras son beau trousseau !

Je laisse donc mes amis à leur conversation avec le maître d'école pour aller voir les trésors de ma petite amie. La maison en question, une des mieux bâties du village,se compose — comme presque toutes les maisons des hameaux macédoniens — d'un rez-de-chaussée qui sert d'étable et d'un premier étage contenant une grande pièce, dont le sol est en terre battue et les murs blanchis à la chaux, et de deux ou trois petites chambres où loge la famille. C'est assez propre ; il y a des nattes par terre et quelques escabeaux pour tout mobilier ; sur le rebord de la fenêtre, les plantes de « vassiliko » aux petites feuilles vertes mettent quelque gaieté dans cette demeure un peu morne. Les grands parents de la petite me reçoivent à bras ouverts, c'est elle qui fait l'interprètre, car eux ne parlent que le bulgare ; ils s'empressent de m'assurer, que malgré cela ils sont de bons « gertski » et pas des schismatiques. On m'offre le traditionnel café et les loukoums, puis on amène un marmot de 5 ans qui, perché sur une chaise et les yeux en feu, se met à réciter des poésies grecques ; j'applaudis en riant et tout de suite, encouragé par son succès, il entonne l'hymne national hellène. Les vieux le suivent du regard, tout fiers de son jeune patriotisme. Rien de plus touchant que l'émotion de ces vieillards à entendre un chant dont ils ne comprennent pas le premier mot, mais qui représente pour eux l'hellénisme, c'est-à-dire l'idéal ! Dans la chambre voisine, la petite déballe le trousseau de sa sœur.

— Viens voir, me dit-elle, voilà ma sœur. Elle a fait tout ça elle-même !

La fiancée, âgée d'à peine douze ans, est une jolie fille parée de colliers et de verroterie. Elle se réjouit de se marier, dit-elle, parce qu'elle aura un collier d'or et qu'elle sera parée de ses beaux atours. Il y a là en effet, des chemises, des jupes, des tabliers aux broderies admirablement ouvragées. Ce qui est surtout d'une richesse particulière, c'est ce grand carré de toile, brodé aux quatre coins, que les femmes mettent sur la tête. Dès que la fillette a appris à se servir de l'aiguille, elle commence à confectionner son trousseau. Elle tisse la toile, file les soies et les teint ensuite ; il faut travailler ferme puisqu'on se marie déjà à douze ans ! Les motifs de leurs broderies sont presque toujours les mêmes : des étoiles jaunes, bleues ou vertes sur un fond rouge foncé ou rouge brique, exécuté dans un point serré et régulier.

. . . . . .

Après plusieurs visites chez les primats du village qui nous reçoivent le plus cordialement du monde — il faut noter ici que les sièges étant chose rare à Gradobor, une bande d'enfants en portaient 5 ou 6, pour nous, d'une maison à l'autre, — nous allons saluer l'officier turc qui avec une poignée de soldats est chargé de veiller sur la sécurité du village. Il baragouine un peu de français, et semble heureux de voir des étrangers. Avec quelle joie il accepte notre proposition de le photographier et comme il s'empresse de se rendre digne de l'objectif ! Il ceint son sabre, arrange son fez, boutonne son col, se fait chausser ses bottes et vient prendre une pose de circonstance, posté devant sa baraque, son ordonnance, raide comme un bâton, à côté de lui. Que ces Turcs sont naïfs et bons enfants quand le fanatisme religieux ne les rend pas féroces...

Il est midi, le soleil darde sur nos têtes ; nous quittons Gradobor, escortés d'une foule d'enfants. Une demi-heure à peine, nous sépare du village voisin. Le sentier bordé d'aubépines traverse des prairies jaunies par la sécheresse. Un moulin à vent déserté et qui tombe en ruines met une note tragique dans ce paysage déjà si triste. Au-dessus de nos têtes des oiseaux de proie tournoient d'un vol lent et majestueux. Ici la solitude est plus sauvage qu'en Occident ; on a le sentiment d'une inquiétude qui plane dans l'atmosphère et à chaque tournant imprévu de la route, on glisse instinctivement la main dans la poche au revolver. Au bord d'un petit ruisseau limpide, à l'ombre d'un grand platane, nous faisons une courte halte et, pour nous divertir, nous déchargeons nos revolvers sur le tronc de l'arbre vénérable. Les montagnes d'alentour renvoient l'écho des détonations et les pauvres villageois doivent se demander ce que signifie ce feu nourri dans leurs parages. A ce propos un de mes amis me conte qu'ayant un jour tiré à la cible dans sa propiété qui se trouve à proximité de la ligne de chemin de fer, un peloton de soldats turcs cantonnés non loin de là se précipita dans le village croyant avoir affaire à un engagement entre Grecs et Bulgares !

— Doux pays ! ne puis-je m'empêcher d'observer.

— Oui, doux pays — répliqua mon ami — grâce à la généreuse politique des grandes puissances, qui n'ont pas le courage d'entreprendre une action collective et décisive pour pacifier cette contrée, de peur que l'intégrité de l'Empire Ottoman une fois violée, l'une ou l'autre d'entre elles, n'aille s'arroger une trop grande part du larcin et ne réussisse à mettre la main sur la mer Egée !

— Et les réformes ?

— Les réformes ! c'est de la poudre aux yeux de l'Europe, la Turquie s'en moque et le pays continue à gémir sous les atrocités bulgares et les injustices turques, déchiré par une guerre de race qui ne se terminera jamais si les puissances ne se décident à intervenir sérieusement.

. . . . . .

A Neochorouda c'est encore le maître d'école qui nous héberge. Nous faisons honneur à l'excellent repas qui nous attend : pilaf au lait caillé, mouton rôti, fruits, etc. Affamés comme nous le sommes c'est pour nous un vrai festin. Plusieurs jeunes filles du village et la maîtresse d'école nous servent. Elles sont toutes fières de produire leur grec et nous racontent que l'autre jour, le mari de la maîtresse d'école et plusieurs autres notables ont été écroués dans la prison de Salonique, sur la fausse accusation, formulée par les Bulgares du village, d'avoir voulu incendier leurs maisons et d'être en relations secrètes avec des corps grecs, qui rôdent dans la contrée. La femme de l'instituteur, personne énergique et décidée qu'on a surnommée « le capitaine » à cause de l'intrépidité qu'elle met à affronter les menaces bulgares, nous fait prier (elle ne parle pas le grec) d'aller voir son mari à la prison et de lui dire qu'elle se porte bien et qu'elle saura toujours se défendre en cas de danger ! Le village a l'air plus vert et plus fortuné que Gradobor et son église est vraiment jolie avec sa galerie couverte de vigne vierge.

— Les Bulgares n'y mettent pas (1) les pieds, nous dit-on fièrement. Il fait encore trop chaud pour partir, aussi nous réfugions-nous dans la salle de l'école où règne une fraîcheur bienfaisante et où nous pouvons faire un bout de causette avec les villageois. Les murs de la classe sont décorés de cartes géographiques et d'un grand chromo d'Abdul-Hamid ! Le thème de notre conversation, ai-je besoin de le dire — est naturellement le même, l'antagonisme gréco-bulgare. On parle à voix basse, les yeux brillent, la passion s'allume. Ils ont tous l'air d'être là pour ourdir quelque complot ou pour fomenter quelque révolution. A côté de moi, la maîtresse d'école sort de sa poche, où elle la tient soigneusement cachée, la photographie d'un jeune homme en fustanelle.

— Voilà, c'est mon fils, c'est un brave ! à 15 ans, il s'est enfui de la maison, il est allé à la montagne rejoindre un corps grec pour défendre les villages grecs contre les comitadjis ; les Turcs l'ont traqué, mais il a réussi à s'enfuir, maintenant il est à Athènes, où il continue ses études, il est courageux, et j'aimerais bien le revoir, mais il est en sécurité là-bas, et il fait bien d'y rester !

— Bandes bulgares, bandes grecques, mais c'est un véritable état de guerre — remarquai-je — et au fond qu'avez-vous à reprocher aux Bulgares, puisque vous les attaquez autant qu'ils vous attaquent ?

— Voilà ce qu'on ne comprend jamais en Occident ! fit observer un de nos amis, à voir que les corps grecs sont pour ainsi dire une conséquence des bandes bulgares. Pendant cinq ans, les comitadjis ont commis les méfaits les plus horribles, les crimes les plus odieux contre les Grecs. Ils ont détruit nos villages, assassiné nos primats, anéanti des familles entières sans que personne ne levât la main pour les arrêter et pour mettre fin à leurs atrocités. N'est-ce pas bien naturel et légitime que les Grecs lassés de tous ces crimes aient songé — non pas à se venger — mais à se défendre ! Notre tort c'est d'avoir toléré trop longtemps cet état de choses, de n'avoir pas organisé des corps de défense plus tôt, d'avoir donné une si grande avance aux Bulgares ! Chaque population a-t-elle, oui ou non, le droit et même le devoir de se défendre et de défendre ses intérêts surtout quand elle se voit menacée d'une extermination systématique. Vous l'avez bien admis pour les Arméniens, pourquoi ne l'admettriez-vous pas pour les populations grecques de la Macédoine qui tiennent avec tant d'ardeur et de ténacité à leur nationalité et à leur culte !

. . . . . .

Par la fraîcheur du soir, nous regagnons notre véhicule et prenons congé de ces braves paysans, qui nous apportent des fleurs et des fruits, en nous souhaitant un bon retour. Le soleil disparaissait peu à peu derrière l'Olympe et en approchant de la ville, on entendait la voix du muezzin qui du haut du minaret appelait les fidèles à la prière du soir ; c'était comme un moment de calme et de répit dans cette chaudière en constante ébullition.

Devant l'Olympos-Palace, (le principal café de Salonique) une foule de gens agités discutait, gesticulait, s'indignait ; nous apprîmes que les Bulgares venaient d'assassiner le médecin grec Louys de Velessa, et que l'enterrement de la victime aurait lieu le lendemain à Salonique...

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, Hilmi Pacha a accordé aux Bulgares de Néochorouda, le droit de partager l'église avec les Grecs. N. D. L. R.

ÉCHOS

Les incidents de Serrès. — Le commandant militaire de Serrès, Ibrahim-pacha, qui, fort des protections que sa carrière d'espion hamidien lui vaut à Yildiz, se croit tout permis, continue à travailler à la perte de M. Sahtouris, le consul de Grèce à Serrès. Un correspondant nous faisait récemment savoir (l'*Hellénisme*, 1er janvier.) les inqualifiables procédés auxquels ce personnage avait recours pour compromettre M. Sahtouris, allant jusqu'à mettre des prisonniers

grecs à la question pour leur arracher l'aveu d'une prétendue complicité du représentant du gouvernement hellénique avec les corps d'antartes gréco-macédoniens. On nous écrit de Constantinople que les rapports calomnieux d'Ibrahim ont amené la Porte à demander à M. Sahtouris de se confiner dans la ville de Serrès, en s'abstenant de tournées périodiques dans le district de Serrès. La Porte en prend trop à son aise à l'égard d'un agent consulaire étranger. Le ministre de Grèce à Constantinople a été chargé par son gouvernement de protester contre cette façon d'agir de la Porte et de ses agents. Par la même occasion, M. Gryparis a renouvelé ses représentations au sujet de l'exécution à Serrès du sujet grec N. Panayotou, partisan de la bande gréco-macédonienne Mitroussis. Panayotou avait été condamné par le tribunal extraordinaire de Salonique pour avoir participé à une rencontre avec les troupes turques. L'arrêt était frappé d'illégalité, le drogman du consulat de Grèce n'ayant pas assisté au procès, ce qui était indispensable, d'après les traités, vu que l'inculpé était sujet hellène. Au reste, aussitôt la sentence rendue, le gouvernement grec étant intervenu, la Porte avait promis de surseoir à l'exécution, mais n'avait transmis aucun ordre en ce sens à Serrès. C'est ce que l'autre jour, à la Chambre hellénique, M. Etienne Dragoumis a justement qualifié d' « assassinat juridique ».

Tewfik-pacha, ministre des Affaires étrangères, saisi de la question par M. Gryparis, a promis de faire une enquête sur cette affaire. On sait ce que valent les promesses et les enquêtes turques.

En attendant, le consul de Grèce n'est pas seul à subir les attaques d'Ibrahim. L'évêque grec en est aussi l'objet, et c'est principalement l'affaire Panayotou qui en est la cause ou plutôt le prétexte. En effet, cette exécution n'alla pas sans de graves incidents. La population de Serrès fut ce jour sur pied. Les Grecs — et ils y sont fort nombreux — fermèrent leurs magasins, en signe tout ensemble de protestation et de deuil. Panayotou et son compagnon, le Macédonien Athanassiou, montrèrent beaucoup de courage ; au moment de monter à la potence, le premier trouva même des paroles énergiques pour haranguer ses compatriotes. Après l'exécution, la soldatesque brutalisa des hommes qui voulaient déposer les restes des victimes dans des cercueils de chêne, des femmes qui s'approchèrent pour donner aux morts le suprême salut. Ces incidents, non moins que l'illégalité de la sentence, ont créé une vive irritation parmi la population grecque, irritation que les autorités de Serrès cherchent au contraire à mettre sur le compte des prétendues suggestions de l'évêque grec.

Toute cette cabale est organisée par Ibrahim, qu'on représente d'ailleurs comme gagné à la cause des adversaires de l'hellénisme en Macédoine.

***

Les exécutions de Serrès. — Au sujet de la double exécution dont il est question plus haut, notre correspondant de Serrès nous écrit, en date du 19 décembre :

« Hier ont été exécutés en notre ville les deux Grecs, récemment condamnés à mort par le tribunal extraordinaire de Serrès, Nicolas Panayotou, sujet hellène, et Jean Athanassiou Ourdis, de Hamondos (distr. de Serrès) pour avoir participé à l'engagement qu'avait eu avec les troupes turques, le 29 juillet dernier, à Kaminikia, la bande de l'héroïque Mitroussis, qui y trouva la mort.

« Les condamnés ont affronté la mort avec le même sang-froid dont ils firent preuve à la lectude de l'arrêt de mort. Au moment de l'exécution, Nicolas Panayotou, s'adressant aux assistants, leur dit : « Grecs ! Les enne-« mis séculaires de notre foi et de notre « patrie condamnent aujourd'hui à la pen-« daison deux martyrs. Vengez-vous et pen-« dez deux cents pachas et trois cents beys ! « Vive la nation ! Vive la grande Grèce ! « Vive la Macédoine ! Vive le roi Georges ! « Vive Diadoque ! »

« Un des bourreaux lui ayant demandé s'il n'avait rien à ajouter, Panayotou a répondu en maudissant le Prophète et le sultan. Les bachi-bozouks présents, furieux, criaient : « Frappez-le, frappez-le . » Le condamné, se tournant vers le bourreau, l'invita fièrement à le faire mourir.

« Les magasins grecs de Serrès restèrent fermés toute la journée, démonstration qui irrita vivement les Turcs.

« Le convoi funèbre se mit en route au milieu d'un grand concours de femmes, mais la cavalerie reçut l'ordre de les disperser et en brutalisa un grand nombre. Les Turcs arrachèrent les croix qu'on avait déposées sur les dépouilles des victimes. »

***

Le recensement en Grèce. — Les résultats du recensement effectué dernièrement en Grèce ne sont pas encore tout à fait connus. Ils n'ont été vérifiés que dans 335 communes. Reste à savoir ce qu'a donné le dénombrement dans 116 autres mommunes, sur quoi on sera fixé d'ici la semaine prochaine. En se basant sur les données connues, on évalue la population totale du royaume de Grèce à 2.750.000 habitants.

Dans deux *nomes*, celui d'Arcadie et des Cyclades, le recensement a accusé une notable diminution de la population, qu'a amenée le mouvement d'émigration aux Etats-Unis, particulièrement considérable dans ces deux nomes. Par contre, la population de l'Attique présente un accroissement très sensible.

***

Au patriarcat de Constantinople. — En raison des circonstances particulièrement difficiles que traverse l'Eglise et la nation grecques en Turquie, persécutées par la Porte et attaquées par une coalition de forces hostiles, le patriarcat de Constantinople songe à convoquer un concile local auquel prendront part des personnalités ecclésiastiques et laïques grecques pour délibérer sur les mesures et l'attitude à adopter à l'égard de la Porte.

Les anciens patriarches de Constantinople, LL. SS. Néophyte, Anthime et Constantin, de même que l'éminent archevêque de Chalcédoine, Mgr Germanos, consultés, ont accepté de prendre part à cette réunion.

Entre les diverses questions qui y seraient envisagées, celle des privilèges, chaque jour menacés, de l'Eglise, celle aussi des évêchés grecs en Macédoine, tiennent la première place. Le patriarcat se préoccupe également de l'atteinte portée à ses droits par suite de l'autorisation accordée par la Porte à l'Exarque bulgare, Mgr Joseph, de s'installer à Chichli. Le Phanar, conformément aux canons de l'Eglise, demande à la Porte ou d'interdire à l'exarque ce séjour, ou d'imposer au clergé exarchiste l'adoption d'un costume le différenciant du clergé orthodoxe.

Le grand-vizir, dont l'hostilité systématique à l'égard de l'Eglise grecque s'accuse de plus en plus, vient de faire renouveler au patriarche, par *tezkeré* du ministre de la Justice et des Cultes, une demande déjà précédemment formulée, celle de suspendre la publication dans l'organe du patriarcat, l'*Ecclesiastiki Alitheia*, d'articles qui « provoquent de vives protestations ». Il s'agit des rapports et des nouvelles de Macédoine relativement aux crimes qu'y commettent les bandes bulgares et bulgaro-roumaines, de même que des correspondances de Sofia où sont exposés tous les méfaits dont le gouvernement de la Principauté accable les Grecs. On comprend que la publication des rapports précis et clairs dans l'*Ecclesiastiki Alitheia* déplaise à Sofia ; ce qui s'explique moins, c'est qu'on s'y croit le droit de demander que l'organe du patriarcat garde le silence sur ces actes inqualifiables, S. S. Joachim III ne semble d'ailleurs pas disposé à céder à ces prétentions inadmissibles, quelque appui qu'elles rencontrent auprès de Ferid-pacha.

***

Les Caisses de la Flotte et de Défense nationale. — Le budget grec de 1908 comporte des chiffres intéressants sur les deux Caisses nationales, dont les ressources constituent la base de la réorganisation navale et militaire de la Grèce. En voici une analyse succincte :

Caisse de la flotte nationale. — Dans le budget de la Caisse de la Flotte, les recettes sont évaluées à 8.653.892 dr. contre 6.100.687 dr. pour l'exercice écoulé. Il y a donc une augmentation de 2.553.205 dr. qui, toutefois, provient du legs Averoff, et qui dès lors disparaîtra lorsque ce legs aura été entièrement recouvré. La Caisse de la Flotte est alimentée par des legs et dons de particuliers ; sa ressource principale consiste dans le rendement de la Loterie de la Flotte évalué en moyenne à 800.000 dr. C'est sur les recettes de la Caisse de la Flotte qu'ont été prélevés les 12.230.280 dr. des huits destroyers que viennent de livrer les chantiers Yarrow et ceux de Vulcan.

Si le budget de 1908 ne prévoit en dépenses que des sommes insignifiantes, c'est que le programme de la réorganisation navale est encore à l'étude et ne sera très probablement pas arrêté avant que plusieurs mois ne se soient écoulés.

Ajoutons que les ressources que la Loterie de la Flotte a créées à la Caisse de la Flotte augmentent sensiblement d'année en année. Le projet de loi pour l'année 1908 n'ayant pu être voté à temps par le Parlement, c'est par décret royal qu'en ont été réglés les détails. Les voici : Il y aura quatre tirages : les trois premiers les derniers dimanches d'avril, juin et octobre et le quatrième la veille du Jour de l'an. Il ne sera émis pour le premier tirage que 300.000 billets à 4 drachmes portant les n^{os} 301.000 à 1.000.000 ne donnant droit qu'à un seul tirage.

Cette nouvelle disposition fait espérer, tous frais réduits, un revenu net de 1.000.000 de drachmes.

Le budget de la Caisse de Défense nationale est en progression, dans les recettes comme dans les dépenses.

En 1907, les *recettes* étaient de 24.443.281.
En 1908, les — sont de 27.605.390.
En 1907, les *dépenses* étaient de 24.151.875.
En 1908, les — sont de 27.313.328.

Il y a donc une augmentation de 3 millions dans les recettes comme dans les dépenses.

La *Caisse de Défense nationale* dont les ressources ont permis la réfection du matériel de guerre, la construction des casernes et des magasins militaires, est alimentée de manière à subvenir à tous les besoins de l'armée en dehors des dépenses ordinaires du département de la guerre qui figurent, chaque année, au budget particulier de ce département. Parmi ces ressources, il en est d'extraordinaires, — qui ne se renouvellent pas chaque année d'une manière invariable — et d'ordinaires, qui vont augmentant à mesure que s'accroît le rendement des impôts.

Ces ressources, telles qu'elles figurent au projet de budget de 1908 de la Caisse de Défense nationale, sont :

Solde de 1907.....Dr.	7.000.000
Allocation du dép. de la Guerre..	4.500.000
Second versement de l'emp. de 20 millions.....	5.033.437
Centimes additionnels aux taxes d'imp.....	3.945.000
Droits de consommation des spiritueux.....	950.260
Exemptions militaires.....	886.000
Recettes imprévues.....	218.000

Les dépenses pour 1908 sont évaluées comme suit :

Fusils Mannlicher-Schenauer Dr.	6.250.000
Réfection de l'artillerie et accessoires.....	1.480.650
Effets d'équipement.....	9.125.262
Remonte.....	525.000
Constr. et répar. de bâtiments militaires.....	6.273.500
Service de l'emprunt de 20 millions.....	502.200

Enfin la *Caisse des phares et fanaux* comporte en recettes et en dépenses pour 1908 696.998 dr., contre 659.255 dr. en 1907. Le surplus des recettes, qui s'élève à peine à 36.742 drachmes sera affecté à de nouveaux travaux d'éclairage.

*
* *

Les Atrocités de Sandanski et consorts. — Sandanski est un des innombrables chefs de bande sur lesquels la Bulgarie se repose du soin d' « affranchir » la Macédoine. Le nom de ce bandit célèbre par ses cruautés, non seulement dans le rayon Melnik-Nevrokop où il opère, mais dans la Macédoine tout entière, revient souvent dans les récits des crimes bulgares et dans les longues nomenclatures des forfaits dont les Macédoniens sont victimes. « La mort, la mort ! » telle est sa devise (Cf. le *Temps*, 30 juil. 1904, déclarations du colonel Véran). C'est à Sandanski qu'on attribue l'assassinat de Sarafof et Garvanoff, ses émules et rivaux. Maints journaux bulgares ont eux-mêmes relaté les crimes de ce forcené qui, atteint d'une véritable folie homicide, n'immole pas seulement ceux des Grecs macédoniens en qui il voit un obstalce à son œuvre de bulgarisation de la Macédoine, mais même des Bulgares qui résistent à ses ordres ou appartiennent à un clan hostile. Tout dernièrement encore, la *Vetcherna Pochta*, de Sofia (14 décembre) disait que la « liste de ses crimes, » soigneusement dressée, paraîtra dans » l'*Officiel*, accompagnée des photographies » des principaux meurtriers. Les victimes » de Sandanski dépassent 200, dont 42 ont » été mises à mort de sa propre main. »

Ces 200 victimes sont bulgares. Il est fâcheux qu'on n'ait pas songé, à Sofia, à donner aussi la liste des victimes grecques du bandit.

« Un Bulgare, continue la *Vetcherna* » *Pochta*, a été assassiné sous le seul pré» texte qu'il avait la tête enveloppée. San» danski a torturé lui-même la femme Sté» fana, lui coupant la langue et les doigts » des pieds ; sous ses yeux, il égorgea ses » quatre enfants et son mari ; puis il la » brulâ vive, dans sa propre maison.

« Les forfaits de Sandanski datent de son » *entrée en Macédoine. Sandanski pénétrait* » *deux fois par an en Macédoine pour en*» *caisser les impôts auxquels il soumettait* » *les Macédoniens*. Le reste du temps, il de» meurait en Bulgarie, à Doupnitsa et au couvent de Rilo. »

Ils sont hélas, nombreux, les chefs de bandes bulgares dont on peut en dire autant.

D'autre part, le *Den* publie, à l'occasion de l'assassinat de Sarafof et de Garvanoff, des déclarations significatives de M. Mikhaïlowski, l'ancien président des comités de Sofia :

« Il est malaisé de connaître la vérité. On » ne saurait rien affirmer de précis, si » grande est la confusion dans les cercles ou » l'on s'occupe des affaires de Macédoine.

» Ce qui malheureusement est certain, » c'est qu'il n'est pas de plus cruels assas» sins de Bulgares que les Bulgares eux» mêmes.

« Le Serbe n'assassine pas le Serbe ou le » Turc pour une simple divergence d'opi» nion. Il en est de même des Grecs. Tandis » que les Bulgares tirent le couteau sous le » moindre prétexte. Je connais la terrible » histoire suivante : un partisan bulgare tua, » un jour, en Macédoine, un autre partisan » bulgare, qu'il mutila ensuite de manière » tellement odieuse que les Turcs, à la vue » de ce spectacle, s'écrièrent : « Un musul» man ne fait pas une pareille chose. (*Islam* » *chounou yapàmaz*) ».

*
* *

Les troubles d'Anatolie et l'armée turque. — Nous recevons, de très bonne source, l'information suivante : « Douze bataillons, destinés à être dirigés sur Salonique, ont été appelés sous les drapeaux dans le vilayet d'Aïdin (Smyrne). Avant leur embarquement, ces troupes ont donné des signes d'insubordination si graves que les officiers n'ont osé leur distribuer ni cartouches ni fusils.

« C'est là un des nombreux symptômes de relâchement dans la discipline que présentent depuis quelque temps les troupes turques, celles d'Asie-Mineure notamment, résultat de la propagande à laquelle se livrent les émissaires des groupes révolutionnaires turcs de l'étranger. »

L'anarchie et les velléités de soulèvement contre le régime dont les vilayets de Van, Bitlis, Diarberkir, Halep, Erzeroum, Mossoul — pour ne parler que des principaux foyers de sédition — donnent le spectacle, ont une répercussion le long de tout le littoral de l'Asie-Mineure. Dans le vilayet d'Aïdin, le mouvement a trouvé un terrain des plus propices ; cette province est une de celles qui ont eu le plus à souffrir des abus de l'administration, particulièrement sous le gouvernement de l'ex-vali Kiamil-pacha. Et l'on sait à quoi tous ces abus ont abouti : à créer dans le vilayet de Smyrne, parallèlement au pouvoir du vali, celui du brigand turc Tchakidji, l'intrépide et insaisissable chef de bande qui, du fond de sa retraite, dicte des lois, perçoit des impôts, tenant toujours tête aux troupes lancées contre lui, impitoyable pour les riches — et les fonctionnaires du gouvernement — et si généreux envers les pauvres qu'il a fini par acquérir une popularité redoutable.

Ce personnage s'est, dit-on, entendu avec des révolutionnaires turcs dont il favoriserait puissamment la cause parmi les populations du vilayet de Smyrne.

*
* *

Les finasseries de la Porte et les puissances. — La Porte persiste toujours à prendre à son service avec leurs attributions actuelles les agents civils et les délégués financiers en Macédoine, en servant elle-même leurs traitements — et plus régulièrement sans doute qu'elle ne le fait à l'égard des fonctionnaires ottomans. — Nous ne nous faisons pas trop d'illusions ni sur les intentions des Puissances de l'Entente, ni sur le désintéressement des autres, pas plus que sur l'efficacité de l'œuvre dite réformatrice dont l'Autriche et la Russie nous promettent vainement depuis quatre ans les mirifiques résultats. Mais entre deux maux, préférons le mointre ; entre l'incurable régime ottoman et l'intervention européenne — si brouillonne, si partiale et intéressée qu'elle soit — n'hésitons pas et réjouissons-nous de voir la diplomatie européenne ne pas se laisser prendre aux habituelles finasseries de la Porte qui a sans doute cherché à achever par un suprême ridicule la comédie, assez sinistre, des réformes entreprises.

Les puissances n'éprouveront sans doute pas de grandes difficultés à briser la résistance turque. Elles en ont vu bien d'autres ! Mais aussi longtemps qu'elles n'auront pas eu raison du mauvais vouloir de la Turquie, les ambassadeurs des puissances de Constantinople ne pourront reprendre le cours de leurs négociations, déjà si laborieuses, relatives à l'application de la nouvelle réforme judiciaire.

Mais voici qu'il est question non seulement d'en poursuivre l'exécution, mais même, semble-t-il, d'élargir l'action des réformes. C'est du moins ce qui ressort d'un récent discours de sir Edouard Grey, qui a laissé clairement entendre que le gouvernement britannique, tout en continuant à appuyer le programme austro-russe, soumettra aux puissances, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, des propositions complémentaires personnelles.

On peut se demander si de toutes les nouvelles mesures qu'il peut préconiser, il en est d'aussi urgente et opportune que celle qui a déjà été formulée du côté anglais et qui consisterait à augmenter les effectifs de la gendarmerie étrangère en lui confiant la répression des crimes et le soin de débarrasser le pays des bandes qui l'infestent, à condition que les officiers étrangers apportent à l'accomplissement de leurs devoirs plus de justice et d'impartialité qu'un grand nombre d'entre eux n'en ont malheureusement témoigné jusqu'ici.

*
* *

Les vins de la Grèce. — Le ministère de l'Intérieur de Grèce a établi une statistique complète de la production viticole de l'année 1907. Il ressort de cette statistique que :

Dans le nome d'*Acarnanie* ont été produites en tout 55.125.000 *ocques* de vins : soit

1.820.000 (bonne qualité) à Missolonghi ; 70.000 (b. qu.) à Valto ; 935.000 (qualité médiocre) à Naupactia et -.070.000 à Bonitsa (qual. méd.).

Dans le nome d'*Argolide* ont été produites 4.135.560 ocques, à savoir : 1.239.560 ocques dans l'éparchie de Nauplie (b. qu.), 2.550.000 (b. qu.), 270.000 (b. qu.) dans l'Ermionide, et 70.000 (qu. méd.) à Trizène.

Dans le nome d'*Arcadie :* 2.903.000 ocques à Mantinée ; 1.774.000 à Gortynie, 1.681.000 à Cynourie ; 1.194.000 à Megalopolis.

Dans le nome d'*Arta :* 30.000 ocques de bonne qualité.

Dans l'*Attique :* 18.150.000 ocques ; dans la Mégaride, 6.030.000 ; à Egine, 700.000 ; dans l'éparchie de Patras, 8.020.000 ; à Ægeialeia, 3.100.000 ; à Kalavryta, 3.845.000 ; en Beotie, 22.000.000 ; à Chalcis, 7.585.000 (b. qu.) ; à Carystie, 5.778.555 (vins fins) ; à Zante, 2.350.000 ; en Elide, 3.500.000 (dont 700.000 ocques vins fins) ; à Corfou, 3.425.360 ; à Paxois, 23.400 ; à Cranea, 2.484.300 ; à Sami, 912.000 ; à Pali, 1.029.600 ; en Corinthie, 7.500.000 (b. qu.) ; à Syra, 16.500 (b. qu.) ; à Céa, 377.000 ; à Andros, 260.000 ; à Tinos, 750.000 ; à Naxos, 1.051.000 (b. qu.) ; à Milo, 397.000 ; à Thyra, 2.345.700 (b. qu.) ; dans la Lacédémone, 5.788.000 (vins fins) ; en Epidaure (Limiras), 791.000 (v. f.) ; à Gythion, 670.000 ; à Œtylos, 13.500 ; à Cythère, 650.000 ; à Larissa, 688.000 ; à Agia, 460.000 ; à Tyrnavo, 1.470.000 ; à Margala, 7.000 ; à Volo, 2.495.000 (b. qu.) ; à Almyro, 350.000 (b. qu.) ; à Skopelo, 750.000 (b. qu.) ; à Leukade, 9.000.000 (v. f.) ; à Calamata, 1.434.000 (b. qu.) ; à Messine, 5.660.000 (très b. qu.) ; à Pylia, 1.454.000 (b. qu.) ; à Trifyllie, 6.429.000 ; à Olympie, 2.560.000 ; à Trikalla, 720.000 ; à Kalabaka, 1.300.200 ; dans la Phtiotide, 2.130.000 ; en Locride, 130.000 ; à Domoko, 100.000 ; dans la Parnasside, 1.821.000 ; en Doride, 1.165.000 ocques.

Bienfaisance sociale et nationale

Etablissements philantropiques

Parmi les nombreuses institutions de bienfaisance qui se multiplient à Athènes, en voici une, nouvellement créée, au profit des petits Macédoniens que les massacres perpétrés par les bandes bulgares ont rendus orphelins de père et de mère : c'est le nouvel internat des *Makedonopedon*, installé dans le bel hôtel Soutso, aux douze grandes salles aérées, lumineuses, donnant sur des jardins. Entretenus sur les fonds dont dispose l'internat, logés et nourris, les petits Macédoniens qui y entrent sont l'objet de la sollicitude vigilante des dames patronnesses qui veillent à leur instruction et à leur éducation morale et physique. L'établissement, dont l'organisation a été conçue conformément aux principes d'une éducation saine, offre à ses petits pensionnaires tous les moyens de fortifier à la fois l'esprit et le corps, et d'une façon générale, répond à toutes les exigences des méthodes les plus récentes.

C'est là un des établissements comme il s'en crée fréquemment à Athènes où la charité privée et la bienfaisance patriotique sont cultivées par les dames de la société avec un beau zèle, sans cesse plus grand et plus fécond. Ces vertus y sont du reste en quelque sorte traditionnelles. Et il le fallait bien puisque, depuis sa création, le royaume hellénique n'a pas cessé d'être l'asile des Grecs irrédimés, qui périodiquement eurent à subir les persécutions de régimes barbares. Pour ne parler que des dix ou quinze dernières années, c'est par milliers que se réfugièrent en Grèce des Crétois, des Grecs macédoniens et des Grecs de Bulgarie.

Les Hellènes persécutés ne furent pas les seuls à se réfugier en Grèce. Au lendemain des massacres de 1896, d'innombrables Arméniens affluaient à Athènes, et c'est pour soulager tant d'infortunes que la société athénienne organisa pour la première fois les *syssitia* ou cuisines populaires gratuites entretenues par les libéralités de quelques particuliers en tête desquels figurait une étrangère, l'Américaine miss Hay, qui avait offert 500.000 francs.

Les résultats de l'institution furent excellents et encouragèrent les dames patronnesses à rendre l'œuvre permanente en continuant de faire au profit des pauvres d'Athènes ce qui avait été fait jusque-là en faveur des malheureux Arméniens.

Le *syssitia*, devenu institution nationale, rendait d'inappréciables services aux indigents de la ville d'Athènes, lorsque éclata la guerre gréco-turque de 1897. Il fallut alors secourir d'innombrables infortunes : réfugiés crétois, femmes, vieillards et enfants, fuyant les maux de l'insurrection crétoise ; de nombreux volontaires qui, étant allés s'engager, n'ont pu être incorporés ; des familles de réservistes appelés sous les drapeaux. Il y avait là plus de deux millions de personnes à nourrir. Grâce à l'activité, au dévouement déployés par la princesse Sophie et ses collaboratrices, sept *syssitia*, improvisés entre Athènes et le Pirée, purent faire face à un si formidable service de vivres.

Plus tard, l'œuvre fut réorganisée au profit des pauvres d'Athènes. La Société fondit les divers fourneaux populaires en deux grands syssitia, celui de la Plaka et celui de l'Agora, installés chacun dans de beaux locaux, éclatants de propreté, administrés et desservis par des dames et des demoiselles des familles les plus en vue, où les indigents, moyennant trois, quatre ou cinq sous, se procurent un excellent et substantiel repas.

Au lendemain des premiers massacres auxquels les bandes bulgares se sont livrées sur la population grecque en Macédoine, Athènes vit arriver par centaines des réfugiés : des orphelins dont les parents avaient été massacrés par les Bulgares ; des mères qui avaient vu périr leurs enfants, des vieillards, des hommes valides même, qui, menacés de mort par les comitadjis, quittent leur pays, vont à Athènes pour s'en retourner plus tard, prêts à entrer en lutte.

A Athènes, on a recueilli comme on a pu ces malheureux. Logés et nourris d'abord chez des particuliers, ils furent plus tard installés dans un asile spécial fondé par les dames de la société athénienne. En même temps, un ouvroir fut ouvert grâce à l'initiative d'une jeune fille de 19 ans. Cette Société de bienfaisance a pour tâche principale de vêtir les petits Macédoniens indigents ou orphelins victimes des atrocités bulgares. L'autre jour encore, elle expédiait 140 costumes pour garçons et fillettes aux survivants de Rachovon, que les bandes bulgares ont anéanti en octobre dernier.

Après les victimes des massacres de Macédoine, dont la liste est loin d'être close, voici les Grecs réfugiés de Bulgarie qui, depuis plus d'un an, par centaines et par milliers arrivent chaque semaine à Athènes, fuyant les persécutions, les attentats à la vie, à l'honneur, à la liberté dont ils sont l'objet dans la principauté bulgare. Nous avons à maintes reprises exposé tout ce qu'a dû faire pour ces infortunés la charité privée en Grèce, aidée par l'Etat qui a déjà alloué plus de dix millions pour l'entretien et l'installation en Thessalie de ces immigrants, chassés de leurs foyers. Ainsi, l'initiative privée d'une part, l'Etat d'autre part, se prodiguent périodiquement pour ces frères de race qu'un sort cruel arrache à la terre natale.

LE CONGRES ARMÉNO-TURC

Le Congrès, dont nous avons parlé dans notre numéro du 1er janvier, des groupes d'opposition au régime hamidien, a réuni les trois groupements suivants : « Fédération révolutionnaire arménienne » (Drochak), « Comité ottoman d'union et de progrès » dirigé par un bureau de neuf membres), et « Ligue ottomane d'initiative privée, de décentralisation et constitution » (créée par Sebaheddin-bey). Contrairement à ce qui nous avait été affirmé par un des participants, représentant de la fédération arménienne, les délégués de l'organisation révolutionnaire bulgaro-macédonienne n'ont pas assisté au Congrès — absence dont nous ignorons les motifs mais qui ne s'inspirait en tout cas pas des mêmes préoccupations que celles qui obligèrent les Grecs à s'abstenir. Il est probable que les organisations révolutionnaires bulgares n'ont point cru nécessaire de se faire représenter au sein d'un Congrès où la cause dont le bulgarisme poursuit le triomphe en Macédoine comptait des défenseurs, — qui n'étaient pas tous des Arméniens.

En somme, trois groupements révolutionnaires, dont deux turcs et un arménien, ont pris part à ce Congrès en vue d'une action commune contre le régime hamidien, chaque groupe se réservant la liberté de conserver et de défendre son propre programme, les Drochakistes arméniens restant socialistes-révolutionnaires, le Comité d'union et de progrès « demeurant partisan de la monarchie constitutionnelle et du maintien de la dynastie d'Osman », la « Ligue de décentralisation ottomane », elle, continuant à préconiser, pour la Turquie, le régime fédératif.

Ouvert le 27 décembre, le Congrès a été successivement présidé par MM. Sebaheddin (Turc), Maloumian (Arménien) et Ahmet Riza (Turc).

Il ressort du rapport dont il a été donné lecture au cours de la première séance que le bureau d'organisation avait tenu plusieurs séances préalables ayant abouti à l'adoption des trois points suivants :

1° Renversement du régime actuel ;

2° Etablissement d'un régime représentatif (Parlement) ;

3° Recherche des moyens, pacifiques ou révolutionnaires, à employer pour obtenir ces résultats.

En ce qui concerne le premier point, les membres du bureau ont unanimement convenu de « forcer le sultan à l'abdication et de ne déposer les armes qu'après avoir atteint leur but. »

Quant au second, « ils ont reconnu l'indignité du régime autocratique actuel, et ont réclamé l'établissement d'un régime représentatif qui garantirait les droits du peuple, la liberté et l'égalité pour tous. » Nul programme législatif n'a été arrêté, les congressistes s'étant vite aperçu que leurs efforts

vers une entente se briseraient contre cet écueil, les revendications arméniennes étant essentiellemeit inconciliables avec les aspirations turques.

Pour ce qui est du troisième point, les membres du bureau d'organisation ont résolu de créer un Comité permanent qui aura pour mission d'exécuter les décisions du Congrès. Les membres de ce comité permanent doivent appartenir à un Comité disposant d'une organisation révolutionnaire en Turquie.

Comme moyens d'action, le bureau a adopté et soumis à l'approbation du Congrès les mesures suivantes :

1° Le soulèvement général ;

2° La résistance armée au gouvernement et la résistance non armée, telle que : préparation de grèves politiques, grèves des agents de police, des employés de chemins de fer, etc. ;

3° Le refus du paiement de l'impôt ;

4° La propagande dans l'armée : c'est-à-dire, prendre les mesures nécessaires pour gagner l'armée à leur cause d'opposition antigouvernementale, et l'empêcher d'agir contre la population.

Les précautions jugées nécessaires pour empêcher les cas de trahison ont été prises et les mesures arrêtées en vue de châtier ceux qui s'en rendraient coupables.

Après lecture de rapport, les assistants ont élu les membres de la commission chargée d'examiner le projet de déclaration qui a été lue à l'ouverture de la troisième et dernière séance. C'est un réquisitoire sévère contre le régime inauguré sous le règne actuel en Turquie. Après avoir énuméré les plaies de la Turquie et les funestes conséquences du régime hamidien, les auteurs de ce document demandent :

1° *L'abdication du sultan Abdul-Hamid ;*

2° *Le changement radical du régime actuel ;*

3° *L'institution d'un régime représentatif (Parlement).*

Il se termine par ces lignes :

La disparition de celui qui est l'auteur principal de toutes les calamités présentes est la condition première de toute amélioration. Avec lui doit disparaître également le système de despotisme administratif et politique, de terreur policière et de mauvaise foi diplomatique, et ensuite sera institué un régime représentatif par lequel tous les peuples de l'Empire, avec des devoirs et des droits égaux, exprimeront leurs besoins et leurs volontés, et qui assurera à tous, dans un accord pacifique, la justice et la liberté.

Tel est le but unanime de ce Congrès conforme à la volonté de tous les peuples de notre pays, fils d'une même terre qu'ils cultivent et qui souffrent d'une même souffrance, décidés à conquérir par une action solidaire leur part de bonheur et de liberté.

Nous nous unissons pour une lutte commune, tout en respectant sincerement, fraternellement, et avant de commencer la bataille, nous nous engageons à ne pas faiblir et nous déclarons au Sultan que nous ne déposerons pas les armes avant d'avoir amené pour la Turquie l'avènement d'une ère nouvelle.

Nous faisons appel à tous pour nous seconder dans cette rude et glorieuse entreprise qui demandera des énergies non défaillantes et de lourds sacrifices. Nous faisons appel à tous, aux hommes de science et de pensée à qui toute recherche indépendante est interdite, aux travailleurs des champs et des villes privés de la terre et du pain, accablés d'impôts illégaux, torturés et spoliés par les agents du fisc, aux commerçants qui ne peuvent pratiquer leur commerce en toute sécurité et liberté, aux soldats non payés, non habillés, non nourris et que le Maître oblige à marcher contre leurs compatriotes; en un mot, à toutes les nations de l'Empire écrasées par une abominable oppression. Que tous s'associent à cette lutte sacrée, qu'ils s'inspirent avec nous des idées de liberté, de réforme et de révolution pour renverser un régime de honte et de tyrannie, par tous les moyens en leur pouvoir. L'expérience de trente ans a trop douloureusement démontré à tous l'insuffisance des moyens pacifiques contre une formidable puissance d'oppression. A toutes les requêtes, à toutes les supplications de ses sujets, le Sultan a toujours répondu par l'emploi de la force, par l'emprisonnement, la déportation et le massacre.

Le Congrès est donc unamine pour reconnaître que tous les groupes d'opposition doivent désormais recourir aux moyens révolutionnaires qui ont donné des résultats encourageants, ainsi que le prouve l'action révolutionnaire en général et l'action récente des groupes mixtes, turcs et arméniens. Dans plusieurs villes des provinces asiatiques, les moyens révolutionnaires sont d'ailleurs imposés et justifiés par les violences mêmes du pouvoir ; c'est le régime actuel qui, par ses crimes nous a poussés à la révolution.

Nous nous déclarons donc prêts à mener la lutte en acceptant et en recommandant les mesures suivantes :

1° Résistance armée aux actes du pouvoir ;

2° Résistance non armée par la grève politique et économique, la grève des fonctionnaires, de la police, etc. ;

3° Refus de l'impot ;

4° Propagande dans l'armée : les soldats seront invités a ne marcher ni contre la population, ni contre les révolutionnaires ;

5° Insurrection générale ;

6° D'autres moyens d'action imposés par les circonstances.

Le régime hamidien périra dans un avenir prochain si tous ceux qui souffrent par lui ont, comme nous l'avons, la ferme volonté de l'abattre. C'est une muraille croulante qu'il suffira de pousser d'un coup d'épaule, pour faire entrer à flots, dans l'Empire délivré, la sainte lumière de la liberté et de la justice.

Vive la solidarité des nations jusqu'ici désunies !

Vive l'union des forces révolutionnaires !

GRÈCE ET FRANCE

Sous ce titre, M. Aulard consacre dans le *Siècle* du 4 janvier un article à l'école laïque française qui, ouverte en octobre dernier à Athènes, fonctionne avec grand succès.

Vous savez, dit M. Aulard, que si nous aimons les Hellènes, ils nous le rendent bien. Ils apprennent notre langue, ils la parlent, ils sont curieux du génie de la France, et tout le monde s'accorde à dire que nulle part un voyageur français n'est mieux accueilli qu'en Grèce — et qu'il me tarde d'en faire l'expérience !

L'enseignement de notre langue est obligatoire dans les écoles et gymnases helléniques. L'*Alliance française* a ouvert en Grèce plusieurs cours de français. Il existe à Athènes de nombreux professeurs libres de français. Dans la plupart des familles aisées, on a des précepteurs ou gouvernantes parlant le français. Le collège latin dit Léontin, le collège religieux Saint-Paul, au Pirée, donnent aussi, dans leurs programmes, une part assez ample à la langue française.

Cet enseignement, qui a son mérite et qui est utile à l'amitié de deux peuples, n'est pas et — pour bien des motifs — ne peut pas être assez approfondi pour qu'il n'y ait pas lieu de songer à le compléter, à l'élargir, de manière à répandre non seulement les formes, mais l'esprit de notre langue, non seulement l'usage de notre langue, mais le sentiment et le goût de notre culture. Plus les Grecs et les Français se connaîtront, mieux ils s'aimeront.

L'Ecole archéologique française d'Athènes a cherché, sans perdre en rien son caractère propre, à donner des satisfactions nouvelles à ce sentiment de curiosité sympathique que le peuple grec et le peuple français éprouvent l'un pour l'autre, et dont une des expressions a été l'établissement à l'Université d'Athènes d'un cours libre de langue française.

M. Aulard rappelle les efforts que M. Homolle et M. d'Ormesson, les promoteurs du projet, ont faits pour en assurer la réalisation et la part qu'y a prise le successeur de M. Homolle à l'école d'Athènes, M. Holleaux :

Subventionnée par notre ministère des Affaires étrangères, cette école est payante ; mais la rétribution scolaire y est d'un taux fort modéré. Le personnel prévu consiste en deux fonctionnaires de l'enseignement primaire (pour les premiers débuts, il n'y en a qu'un), mis à la disposition de la direction de l'enseignement supérieur du ministère de l'Instruction publique française et délégués à l'Ecole archéologique française d'Athènes ; ils sont maintenus, durant leur absence, dans le cadre métropolitain, gardent leurs droits à l'avancement et touchent un traitement régulièrement inscrit au budget annuel de l'Ecole archéologique. (Exemple qu'on devrait bien suivre, soit dit en passant, pour celles des écoles laïques d'Orient que la France subventione). — L'école d'enseignement français est donc directement rattaché à l'Ecole archéologique, dont elle est limitrophe.

Le titre est modeste : *Ecole primaire supérieure*, et on le trouve peut-être un peu vague. C'est qu'on a voulu établir un cadre souple pour toutes les adaptations que l'usage demanderait.

Il s'agit d'enseigner notre langue, non pas aux jeunes Grecs qui ne la savent pas du tout, mais aux jeunes Grecs qui en ont déjà des notions.

L'école française a été accueillie par le public athénien avec une sympathie dont nous nous réjouissons, qui est agréablement honorable pour notre nation. Les cours pouvaient recevoir une soixantaine d'élèves : en cinq jours, le nombre des inscriptions a passé la centaine. Spontanément, 30 officiers de l'armée grecque sont venus demander qu'on ouvrit, à leur intention, un cours spécial. Cela a été accordé sur le champ. Aujourd'hui l'école compte environ 90 élèves, civils ou militaires. Les étudiants de l'Université d'Athènes sont en majorité ; il y a aussi des avocats, des journalistes, des agents des ministères, des commis de banque, des employés de commerce (en assez grand nombre), plusieurs professeurs d'écoles primaires officielles, un docteur en médecine.

Le professeur n'emploie que la langue française ; il s'efforce d'entretenir avec son auditoire une conversation continue. Pas d'enseignement théorique de la grammaire. Pas d'exercices spéciaux de prononciation. — Les fautes de langue sont notées, les fautes de prononciation sont rectifiées — avec un bref commentaire explicatif, s'il y a lieu — au fur et à mesure qu'elles se produisent.

Le fond de l'enseignement consisite dans la lecture de textes français qui sont d'abord dictés, puis, lus, expliqués et commentés en grand détail. Au travail de lecture et de commentaire on associe tous les élèves. Le texte fournit la matière de questions de tout ordre qui leur sont posées. Le maître s'applique à ce que les élèves les plus avancés instruisent les plus novices. Sa consigne est, non de parler beaucoup *ex professo*, mais de faire parler ses auditeurs.

Les premiers textes sont pris dans les journaux ou périodiques qui se publient en France. Il s'agit, en effet, d'apprendre d'abord aux élèves la langue courante en usage de nos jours. Mais on ne s'en tiendra pas là. Les textes, tirés des écrivains contemporains, serviront ensuite de matière aux dictées et aux explications. On s'ap-

pliquera à remonter le cours des temps, de façon que la série des textes présente une revue abrégée de l'histoire littéraire de la France, sans néanmoins remonter au-delà du XVII[e] siècle.

Des conférences complémentaires, faites par des membres de l'Ecole archéologique française donneront une idée large de notre culture.

Le maître exige des *devoirs écrits* (grande nouveauté en Grèce, où cette sorte de devoirs n'existe presque pas) : dictées, ou compositions françaises — celles-ci du type le plus simple.

Les élèves devront passer un examen à la fin de chaque trimestre : examen écrit et oral. Cette innovation a été bien reçue, et on sait que, chez les Grecs, le goût de l'émulation est brillamment développé.

Voilà donc un nouveau lien entre la France et la Grèce, un lien d'esprit, un lien de cœur, qui s'établit à Athènes même, et, on le voit, c'est bien une bonne nouvelle que j'avais à annoncer aux philhellènes français. Notre grande association scolaire, la Mission laïque française, ne sera pas la dernière à s'en réjouir, et c'est de tout cœur que nous féliciterons et M. Homolle, qui a eu l'idée, qui a commencé à la réaliser, et M. Holleaux qui a poursuivi cette réalisation avec un zèle si intelligent et si heureux.

L'enseignement des langues étrangères dans un pays est toujours à améliorer, et je ne blesserai point l'amour-propre de nos amis les Hellènes en leur exprimant l'espoir que le succès de l'entreprise tentée à Athènes, leur inspirera le désir de perfectionner l'enseignement du français dans leurs écoles et gymnases. Plus d'un de mes collègues grecs, à la Ligue de défense du droit de l'hellénisme, m'a exprimé le désir de voir des universitaires français contribuer directement à ce perfectionnement. Le moment ne serait-il pas venu de réaliser ces projets d'action scolaire commune, tant dans la Grèce proprement dite que dans la Grèce extérieure ? Mais c'est un sujet que j'ai fort à cœur, et sur lequel je me propose de revenir.

A. Aulard.

MÉMORANDUM DU PATRIARCAT ŒCUMÉRIQUE

Aux réprésentants des grandes puissances à Constantinople

Nous publions ci-dessous le texte du memorandum que le patriarche œcuménique a fait récemment parvenir aux représentants des grandes puissances à Constantinople :

L'espoir qu'on avait fondé pour la pacification de la Macédoine sur la note conjointe remise par l'Autriche-Hongrie et la Russie aux gouvernements des Etats Balkaniques, vient d'être cruellement démenti par la longue série de crimes connus déjà de tous et commis sur les Grecs par les Bulgares, malgré les assurances pacifiques prodiguées en réponse à la note par le gouvernement de Sofia.

C'est ainsi que le but hautement humanitaire que l'Europe poursuit, en voulant mettre un terme aux souffrances des populations macédoniennes, n'a pu être atteint cette fois-ci encore ; et la responsabilité de ce nouvel échec de louables et sincères efforts, faits en vue de la pacification de la Macédoine, retombe, comme toujours, sur le gouvernement et les comités bulgares.

Il ne serait peut-être pas hasardeux de prétendre que les Bulgares ont pu être encouragés dans leur action criminelle, par leur manière erronée d'interpréter la nature de la bienveillance que l'Europe n'a cessé de leur témoigner depuis la fondation même de la Principauté bulgare. Après une foule d'autres preuves, les révélations de la presse bulgare elle-même et les déclarations sensationnelles de M. Natchevits, ancien agent diplomatique de Bulgarie à Constantinople, n'autorisent plus aucun doute sur la part que prend dans l'agitation macédonienne le gouvernement bulgare. Elles ont rendu aussi indéniable sa complicité dans la persécution des populations grecques orthodoxes de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale, et notamment dans le drame d'Anchialos, cette ville florissante, que la populace bulgare incendia et détruisit complètement.

Le Patriarcat Œcuménique protesta solennellement auprès des grandes puissances européennes pour cet horrible forfait et, plus généralement, pour la persécution qui, en violation des traités internationaux, fut déchaînée sur les communautés grecques de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale. Malheureusement, ses protestations restèrent sans aucun effet, du moins jusqu'à l'heure présente, et le Patriarcat Œcuménique se fait un devoir de venir encore rappeler aux gouvernements des grandes puissances qu'il ne cesse pas de réclamer de leur justice la réparation des torts et des dommages causés par cette persécution. Il doit aussi ajouter que, dans sa pensée, cette réparation, indépendamment de toute autre considération, contribuera, par dessus tout, à faire abandonner aux Bulgares leur politique de violence, en les convainquant que la spoliation et l'usurpation, par la force, des droits d'autrui, ne peuvent leur procurer des avantages durables.

Le résultat négatif des protestations du Patriarcat Œcuménique enhardit les Bulgares dans la croyance qu'il leur serait permis d'abuser indéfiniment de la patience de l'Europe. C'est ainsi que les injonctions contenues dans la dernière note de l'Autriche-Hongrie et de la Russie ne les impressionnèrent guère, et qu'ils ne songèrent qu'à profiter de cette trêve favorable à leurs projets, pour rendre encore plus intense la politique criminelle par laquelle ils espèrent obtenir, à leur profit, la modification de l'état de choses en Macédoine. Ils s'empressèrent donc de faire traverser la frontière à des nombreuses bandes, ouvertement recrutées et armées, comme d'habitude, en Bulgarie, et destinées à détruire et à exterminer, par le fer et le feu, les villages grecs-orthodoxes. Un éloquent témoignage rendu en faveur de la véracité de nos assertions ressort du grand nombre de crimes commis par les Bulgares en Macédoine depuis la remise de la note.

Parmi ces crimes, tous également odieux, les faits suivants méritent une mention toute spéciale :

1° Le 19/2 octobre. Attaque du village de Négovani dans le caza de Florina. Vingt-deux maisons brûlées ; dix-neuf personnes, dont treize femmes et trois enfants, brûlées vives ou assassinées ;

2° Le 8/21 octobre. Attaque et incendie, en plein jour, dans le caza de Monastir, du village de Rachovo. Cent quinze maisons sur les cent quarante du village brûlées, cinq personnes brûlées vives ou tuées ;

3° Le 12/25 octobre. Tentative d'attaque dans le caza de Zihna du vallage de Sélino. Six bergers massacrés et leurs cadavres coupés en morceaux ;

4° Le 17/30 octobre. Attaque, dans ce même caza de Zihna, du village d'Anastasia. Cinq maisons détruites par le feu ou la dynamite. Le chef du village et trois autres personnes assassinées. Deux femmes et deux enfants mortellement blessés ;

5° Le 21/3 novembre. Attaque, dans le caza de Caraféria, du village d'Ano Selion. Toutes les habitations du village au nombre de 200 ont été incendiées ;

6° Le 13/25 octobre. Meurtre de trois Grecs à Gola Marina dans le caza de Caraféria. Quelques jours après, meutre de cinq Grecs de Naoussa, dans ce même caza, presque aux portes de cette ville ;

7° Le 23/5 novembre. Meurtre de quatre notables du village de Brotou dans le caza de Florina, à Secoulevo ;

8° Le 26/8 novembre. Meurtre, dans ce même caza, de cinq Grecs du village de Klestinki.

En somme, avec les nombreux meurtres isolés, plus de cent vingts Grecs orthodoxes ont été assassinés par les Bulgares dans ces dernières semaines ; sans compter les trente et une personnes assassinées dans le caza de Caraféria pendant le seul mois d'août, peu de temps avant la note conjointe susmentionnée.

Ces crimes ne seront pas les derniers. Sur le cadavre du comitadji Simé, tué pendant l'incendie de Rachovo, on trouva le procès-verbal d'une réunion des principaux chefs des comitadjis, pendant laquelle ils s'engagèrent mutuellement de faire agir leurs bandes avec la plus extrême énergie. En ce moment même, nous recevons la nouvelle de la destruction des villages de Poulok et Tsengéli près de Monastir, ce qui prouve, malheureusement, que les comitadjis continuent à mettre à exécution leur programme de destruction.

C'est ainsi que les Bulgares entendent contribuer aux efforts des grandes puissances pour la pacification de la Macédoine.

Le Patriarcat Œcuménique a l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement... qu'il n'a jamais manqué, après chacun de ces crimes révoltants, de prier le Gouvernement Impérial Ottoman de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour que ces méfaits ne se renouvellent plus. Le Patriarcat Œcuménique reste pleinement convaincu que le Gouvernement Impérial Ottoman s'est empressé de faire dans ce but tout ce qui dépendait de lui. Mais les événements se sont précipités de telle sorte, que le Patriarcat Œcuménique, suprême autorité spirituelle de ces chrétiens qu'on extermine, se voit dans la nécessité de remplir un devoir impérieux en venant protester auprès des grandes puissances contre cette situation intolérable qui prouve, à l'évidence, à quel point la dernière note conjointe de l'Autriche-Hongrie et de la Russie est restée lettre morte pour les Bulgares. Il attire aussi, tout spécialement, l'attention du Gouvernement..... sur le fait que jamais plus l'ordre et la paix ne règneront en Macédoine, si les grandes puissances ne se décident pas à combattre, par des moyens efficaces qu'ils leur appartient de déterminer, le mal dans son foyer même.

Se reposant sur l'esprit de justice des grandes puissances, le Patriarcat Œcuménique a la ferme conviction que sa présente protestation sera favorablement accueillie par le Gouvernement.....

REVUE DE LA PRESSE

La Macédoine en 1907

Dans sa « Revue annuelle » publiée par la *Neue Freie Presse* du 1[er] janvier, le D[r] Max Nordau consacre quelques lignes aux affaires de Macédoine. L'auteur critique vivement le programme de Muerszteg où il ne voit que la source de nouveaux malheurs pour la Macédoine. Il en vient ensuite à l'antagonisme gréco-bulgare, passage dont nous extrayons ces lignes :

... « Les Grecs, ayant conscience de leurs droits, attendaient avec confiance une délimitation qui consacrerait leurs titres de propriété, vieux de trois mille ans. Par contre, les Bulgares s'efforçaient de conquérir par le fer et par le feu un pays qui ne leur a jamais appartenu et qui ne leur appartiendra jamais, du moins aussi longtemps qu'il y aura des Grecs prêts à sacrifier leur vie pour défendre leurs foyers. Les Grecs avaient confiance en l'Europe. Ils croyaient pouvoir compter sur la protection de l'Europe contre les sauvages incursions des Bulgares. Mais l'Europe laissa faire, et les Grecs durent enfin se résoudre à se défendre eux-mêmes. Ils mirent sur pieds des corps qui s'opposèrent bravement aux bandes bulgares et qui, effectivement, nettoyèrent plusieurs parties du pays de ces bandits ».

L'auteur s'étend longuement sur le mouvement antihellénique de Bulgarie, autrement douloureux que les agressions bulgares contre les Grecs macédoniens, ces derniers « pouvant en somme se défendre par les armes ». Il rappelle les droits dont les traités internationaux avaient promis et garanti la jouissance aux Hellènes de Bulgarie, promesses et garanties restées lettre morte. Cette tolérance des crimes bulgares, M. Nordau l'oppose à l'indulgence que l'Europe témoigna à la principauté au lendemain de l'usurpation de la Roumélie Orientale. Il expose les maux qui obligent les Grecs à fuir ce pays, et il évoque la douloureuse situation des malheureux émigrés et l'état d'âme que crée en eux l'indifférence de l'Europe. M. Nordau y voit « les germes d'une haine désormais héréditaire et qui fera éclore une terrible moisson ».

Grecs et Serbes en Macédoine

Extrait d'un article du *Journal des Débats* (9 janvier), sous la signature de M. J.-H. Franklin :

... Il est vrai qu'on se prend parfois à douter que l'Europe veuille réellement voir la Macédoine pacifiée, tant sa politique reste imprévoyante et inconsidérée. Avant de combattre les effets, il faut s'attaquer aux causes, c'est là un principe de la plus élémentaire sagesse. Or, la véritable cause des troubles de Macédoine, la seule cause même, c'est l'agitation bulgare. Que les bandes bulgares cessent pendant huit jours seulement leurs tristes exploits et le calme se rétablira immédiatement dans les vilayets. La Grèce et la Serbie ont l'une et l'autre donné aux puissances et à la Porte les assurances les plus formelles et les plus loyalement observées relativement à leur rigoureuse abstention. Si l'on a encore à signaler quelques incidents regrettables du fait de bandes serbes ou grecques, ce sont toujours des faits isolés auxquels les gouvernements d'Athènes et de Belgrade restent absolument étrangers, et qui s'expliquent d'ailleurs par les provocations et les attaques bulgares. Que l'on se décide donc à attaquer le mal dans sa racine. Le nœud de la question des Balkans est là.

M. Kasasis et l' « Hellenismos »

Extrait d'un article de M. Amilcar Cipriani dans la *Petite République* (16 déc.) :

J'eus le plaisir de le connaître à Athènes lors de ma campagne pour la défense de la Grèce, en 1897.

Homme droit, honnête, supérieur à tous les points de vue, et — ce qui n'est pas une faute — aimant son pays par dessus tout. Au moment de la guerre, il fut de quelque utilité aux volontaires italiens qui étaient accourus à la défense de la petite Grèce, menacée par la grande Turquie.

Après la guerre, il se voue corps et âme à la défense de l'Hellénismos, et comme la Grèce était un champ d'action trop petit pour cet apostolat, il l'élargit en parcourant l'Italie, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, les provinces balkaniques, écrivant des articles, publiant des journaux, organisant des conférences et faisant connaître partout les souffrances des Grecs opprimés par les Bulgares, en Macédoine, dans la Roumélie orientale, dans les provinces balkaniques et ailleurs, démasquant et dénonçant les crimes des hommes et des gouvernements, les flétrissant de quelque côté qu'ils viennent, et revendiquant pour son pays, l'annexion de tous les Grecs opprimés d'une façon barbare, surtout par les Bulgares.

Grand et vaste apostolat, et extrêmement louable, comme ils le sont tous, lorsqu'ils sont exercés honnêtement et avec désintéressement, mais, hélas ! d'une réalisation difficile, pour ne pas dire impossible, vu l'insatiable convoitise des grandes puissances — surtout de l'Autriche, de la Russie, de l'Allemagne — qui, depuis des années, encouragent, en sous-main, les massacres, pour avoir des prétextes à intervenir, non pas en faveur de la Grèce (malheur aux petits !) mais dans l'espoir d'un partage futur.

Ce qui fait que lorsque ces puissances — auxquelles il faut ajouter l'Angleterre, la France et l'Italie — auront décidé laquelle des six aura la riche bouchée qui est Constantinople, par toutes convoitée, les provinces balkaniques ce jour-là disparaîtront et, dans ce partage, la Grèce, si elle sait faire valoir ses droits, aura peut-être quelques bribes du riche gâteau.

Mais, malgré mon grand amour pour la Grèce, que j'ai défendue, les armes à la main, en 1862, à Athènes, contre le roi Othon, en 1867 en Crète et en 1897 en Macédoine et en Thessalie contre les Turcs, je doute qu'elle soit appelée à jouer un rôle dans ce partage parce que je connais la voracité de ces grandes puissances qui n'ont qu'un but, très visible : rogner jusqu'à l'os la Turquie et se partager les petites nationalités.

Dans les deux petits volumes que mon ami Kasasis a publiés : *La Macédoine et les Roumains*, l'*Hellénisme et la Macédoine*, dans tout ce qu'il a écrit dans le journal *Hellénismos* et dit dans ses nombreuses conférences, il s'efforce de démontrer la férocité des Bulgares, ennemis implacables des Grecs, qui sont restés barbares comme au temps où ils sortirent des bords du Volga, pour se jeter sur le monde latin et y semer l'assassinat ; et c'est l'assassinat qu'ils propagent aujourd'hui encore au milieu du monde civilisé.

Il faut, du reste, reconnaître que ce prétendu monde civilisé est resté pas mal barbare, lui aussi, et, pour s'en convaincre, il suffit de jeter un tout petit coup d'œil sur les expéditions coloniales et sur la façon plutôt féroce avec laquelle on traite les travailleurs qu'on ne se gêne nullement de massacrer « *more barbarorum* »...

Victimes Gréco-macédoniennes

Nous trouvons dans le *Broadstairs & S. Peters Echo* (23 nov.) un article de M. H. C. Johnson exprimant une profonde indignation de la terrible et écœurante tragédie qui se joue depuis des années en Macédoine et à laquelle les grandes puissances assistent en spectatrices impassibles.

Le public, en Angleterre, dit M. Johnson, a été complètement induit en erreur. Il y a peu de gens dans ce pays qui se rendent compte de ce qui se passe dans ces malheureuses provinces qui ne sont pourtant pas si loin de Londres. Ce qui explique l'apathie du public anglais c'est l'ignorance où il est de la situation. Nous sommes convaincus que s'il n'en était pas ainsi la voix qu'efficacement élevait jadis Gladstone dénonçant les « atrocités bulgares », se ferait de nouveau entendre à travers tout le pays.

L'auteur rappelle l'incendie et le massacre par les Bulgares du village gréco-macédonien de Négovani. Ce n'est là qu'un exemple, dit-il, entre mille autres, de ce que la population grecque de Macédoine a à souffrir presque journellement de la part des bandes bulgares.

Est-ce de cette façon qu'on décidera de l'avenir de la Macédoine ? Que dit l'Angleterre de cet horrible état de choses ? Chaque clergyman, chaque journal devrait avoir à cœur d'informer le public, soit par la parole, soit par la plume, de ce qui se passe là-bas. Malheureusement nous ne pouvons plus effacer la tache qui a souillé l'humanité, mais il est du moins de notre devoir de chrétiens de nous efforcer d'empêcher que cette tache ne s'étende.

Les aveux bulgares continueut

On mande de Sofia au *Bulletin d'Orient* que le général Zontchef a fait à un rédacteur de la *Kampana*, un des organes des comités, les déclarations suivantes :

« Sarafof et Garvanof *travaillaient avec le gouvernement bulgare*, tandis que Sandanski « veut être indépendant. Sandanski prélève l'argent qui lui est nécessaire en Macédoine, Sarafof voyait l'insuffisance de ces moyens... Les « ouvriers de la lutte macédonienne en Bulgarie « ont, par leurs querelles et leurs sentiments « sanguinaires, compromis la question, car ils « ont prouvé qu'ils ne se soucient ni du peuple « de Macédoine, ni de patriotisme. »

Le politicien, M. Zankof, a fait des déclarations analogues :

« Les raisons de ces luttes fratricides sont « les bandes elles-mêmes. Ces bandes ne servent « qu'à attirer l'attention de l'Europe, et *aucunement à libérer la Macédoine* ».

La *Kampana* est d'avis que le double assassinat de Sofia trahit le manque d'unité dans l' « Organisation » :

Nous avons été les victimes de la terrible chasse qui a été donnée au voévode Kristé Boulgariata et à sa bande à Kiustendil par les partisans de Sarafof, aidés par les gendarmes et les soldats. Sarafof *avait à sa disposition la force militaire bulgare pour réduire ses adversaires.* Nous voyons aujourd'hui les résultats de cet état de choses. La ruse a vaincu la force.

Ces entrevues et ces articles sont édifiants ; ils montrent qu'en Bulgarie personne ne dissimule la coopération étroite existant entre le cabinet et les comités. La mise à la disposition de Sarafof de la force armée pour combattre les comités rivaux, la cruauté de ces luttes intestines sont mises crûment en lumière. Et si les Bulgares traitent ainsi leurs propres frères, on peut deviner comment ils se comportent avec les Serbes et les Grecs.

Quant à la moralité de cette aventure, elle est tirée par M. Radef lui-même qui, de Rome, où il se trouvait récemment, écrit à son journal, la *Vetcherna-Pochta* :

Quand on apprit la vérité sur la mort de Sarafof, qu'on soupçonnait d'abord d'avoir été assassiné par la Turquie, les sympathies firent place à l'indignation et au mépris pour nos mœurs, à la répulsion pour l'âme bulgare... Je partis, sans oser prendre congé de mes amis. Un homme politique sur le concours duquel je comptais beaucoup, me dit textuellement : « Monsieur Radef, voulez-vous voir un pays déshonoré ? tournez les yeux vers la carte de votre pays ». Comme je murmurais : « Il y a des criminels partout »... il m'interrompit : — Ah ! non. *Vous détenez le record de la criminalité lâche* », et il ajouta : « Si vous voulez faire de la propagande pour votre pays, je vous conseille de quitter Rome sans retard. En ce moment du moins, nul ne peut défendre votre nation. *Votre race n'est pas défendable.* (Les mots en italique sont en français dans le texte).

Vient de paraître

L'IMBROGLIO MACÉDONIEN

Voyages et enquêtes en Roumélie

PAR

Michel PAILLARÈS

Editeur : P. V. Stock, 155, Rue St-Honoré. Paris

PRIX : 5 FRANCS

Le Gérant : R. Panon.

Société Anon. des Imprimeries Wellhoffet Roche 55, rue Fromont, Levallois. — Anceau, dir.

CINQUIÈME ANNÉE. — N° 3. LE NUMÉRO : 25 CENTIMES. 1er FÉVRIER 1908.

L'Hellénisme

ORGANE BI-MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS:
France. . . . . UN AN 6 FR.
Union Postale . . — 8 FR.

DIRECTION A PARIS
42, Rue de Grenelle (VIIe Arrondis.)

Le bureau de l'HELLÉNISME est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi de 10 heures à midi.

SOMMAIRE

Le présent d'Artaxerxès : *Le patriarcat œcuménique et le sultan.*

La France et les Ecoles d'Orient : *Conférence* de M. A. AULARD, *professeur à la Sorbonne.*

Echos : *La mission laïque; la chute du cabinet bulgare; les Hellènes en Suisse; conférence russe sur la Macédoine; les chemins de fer en Turquie; compagnies transatlantiques grecques; les affaires de Macédoine aux Délégations; les positions actuelles du choléra.*

Le doctorat ès lettres à l'Université de Paris : *Théodore II Lascaris.*

Lettre de Sofia : *Ce qui se passe en Bulgarie.*

Revue de la Presse : *Panayia Mouhliotissa; à propos du congrès arméno-turc.*

LIGUE FRANÇAISE

POUR LA

Défense des Droits de l'Hellénisme

L'assemblée générale de la Ligue a eu lieu dimanche dernier, 26 janvier, à son siège, 44, rue de Lille, sous la présidence de M. Th. Homolle, directeur des Musées nationaux, président de la Ligue.

M. Ed. Théry, trésorier, a rendu compte de la situation financière de la Ligue, très prospère, et fait approuver par l'assemblée les comptes de l'année écoulée. M. Homolle le remercie, au nom de l'assemblée, de ses efforts auxquels la Ligue doit en grande partie cette situation prospère.

M. P. Grimanelli lit son rapport sur les travaux de la Ligue et insiste plus particulièrement sur le retentissement qu'ont eu les conférences faites en 1907, sous les auspices de la Ligue par MM. Th. Homolle, Charles Diehl, Gaston Deschamps, Gustave Fougères, Edmond Théry, Michel Paillarès, Alfred Berl, Jean Psichari, Henry Houssaye et Théodore Reinach. Il remercie la presse parisienne et plus particulièrement *le Temps*, *le Figaro*, *le Journal des Débats*, *l'Agence Havas*, *le Gaulois*, *l'Aurore*, *la Lanterne*, *l'Echo de Paris* et *l'Hellénisme*, qui ont fait connaître ces conférences par les comptes rendus insérés dans leurs colonnes.

Il fait connaître ensuite que grâce à la généreuse souscription d'un membre de la Ligue, celle-ci a pu avoir, à partir du 1er octobre 1907, un local servant de siège où tous les samedis, de 3 heures à 5 heures, le secrétariat de la Ligue est ouvert pour donner des renseignements et recevoir des communications verbales.

M. le Président communique le plan de campagne arrêté par le Comité pour 1908 et qui comporte des conférences devant être faites à Paris, à Marseille, à Bordeaux, à Lyon, à Lille, à Nancy et ailleurs sous la présidence d'un membre du Comité. Le choix des conférenciers est réservé au Comité qui a donné mandat à cet effet à son président.

M. Triantaphyllidès, secrétaire adjoint, expose les conditions arrêtées avec l'éditeur des conférences de la Ligue qui paraîtront dans un mois à la Société française d'imprimerie et de librairie, à Paris, et rend compte des démarches qu'il a faites, au nom de M. le Président, auprès des personnalités désignées pour les conférences de 1908.

Le présent d'Artaxerxès

Le Sultan et les Grecs

Le patriarche œcuménique vient de refuser le grand cordon de l'*Iftikhar* qu'à l'occasion des fêtes du Baïram, le sultan Abdul-Hamid s'était avisé de lui conférer.

Si soucieux que doive être un chef national, comme le patriarche œcuménique, des responsabilités qui lui incombent, quelque modération que lui commande la sauvegarde des intérêts dont il est le dépositaire, nul — nous moins que n'importe qui — ne saurait le blâmer d'avoir si opportunément repoussé les insignes qu'Abdul-Hamid lui infligea — pour mieux dissimuler le jeu d'une politique particulièrement malveillante à l'égard de l'Eglise, de la nation grecque. Voilà de longs mois que le Patriarcat réclame, avec une longanimité qui ne s'était point démentie jusqu'ici, qu'un terme soit mis aux violations constantes de prérogatives séculaires, de ses droits les moins contestables. Les innombrables difficultés contre lesquelles il se débat, et que la Porte lui suscite à plaisir, loin de trouver une solution, se multiplient et s'aggravent au point de trahir, de rendre même manifestes les indices d'un plan d'action tendant systématiquement à l'affaiblissement et à la désorganisation de l'élément grec de Turquie. Les demandes du Patriarcat n'éveillent d'autre écho que l'irrévérencieux langage du grand vizir Ferid-pacha et les mielleuses et vaines promesses des favoris de Yildiz. Non seulement nulle satisfaction n'est accordée au patriarcat, mais encore les *tezkerès* succèdent aux *tezkerès* pour exiger tantôt le rappel, tantôt le remplacement de tel ou tel évêque grec, la Porte ne voyant plus dans le haut clergé orthodoxe que rebelles et chefs de partisans ! Ces documents pèchent encore par la forme, étant conçus en termes inadmissibles. Les réponses données verbalement aux représentants du patriarcat ne sont pas moins agressives, celles notamment qui émanent du grand vizir. Le bouillant Arnaute se montre particulièrement dépité du refus du patriarcat de favoriser les vues de la diplomatie roumaine en Macédoine, et tout récemment encore il déclarait à grand fracas au secrétaire-interprète du patriarcat, qu'il était, lui, personnellement résolu à installer à Monastir cet exarque roumain dont la charge — ou plutôt la sinécure a été proposée par le représentant du roi Carol à Constantinople à l'évêque orthodoxe de Philadelphie.

Le mishellénisme du grand vizir n'est que trop connu. Ferid-pacha s'est toujours montré résolument, passionnément grécophobe. Mais il est inexact qu'il soit, comme on le croit généralement, le seul représentant de cette politique antigrecque qui a toujours été, au contraire, directement inspirée par le sultan lui-même. Abdul-Hamid ne pardonne pas aux Grecs leurs tendances libérales ; il oublie moins encore que ce sont les Grecs qui dans cette voie ont été les initiateurs des Turcs ; il leur en veut surtout de l'appui qu'ils prêtèrent jadis à l'œuvre réformatrice de Midhat-pacha. Ces dispositions particulières, plus d'un favori de Yildiz s'est trouvé pour les encourager et, plus que tout autre, l'ami et protecteur de Ferid à Yildiz, le chambellan Raghib-pacha, un descendant de renégats grecs, le plus ferme soutien, le plus influent inspirateur de l'absolutisme du sultan — celui-là même qui avait monté le procès Midhat et dès lors conquis de plain-pied la confiance du maître.

En octroyant au patriarche une décoration censée être une haute distinction honorifique, le sultan n'a pas seulement songé à masquer la politique dont ses ministres sont les exécuteurs bénévoles : il a, assure-t-on, encore cru honorer et ménager dans la personne du patriarche, la population grecque de Turquie, dont il redouterait l'adjonction aux divers éléments qui actuellement travaillent au renversement de son régime. On sait que les libéraux turcs, unis à d'autres éléments, ont entrepris en Turquie une propa-

gande révolutionnaire que nous avons des raisons de croire très sérieuse. Cette propagande est activement poussée jusque dans les milieux militaires de Constantinople, et la police du sultan s'efforce vainement d'en découvrir les mystérieux auteurs. A. Yildiz, personne ne se méprend sur la gravité des événements qui se préparent et qui présagent au fond des masses turques elles-mêmes, une singulière nouveauté, comme un avènement révolutionnaire. Et c'est dans l'espoir d'en écarter la participation des Grecs, qu'Abdul-Hamid a voulu donner à leur chef spirituel et national une marque de particulière bienveillance, comédie qui ne trompe personne. Les Grecs — qui ne sont pas seulement en Macédoine et en Thrace, mais encore en Asie-Mineure, de Trebizonde à Mersine, et dans les îles — sauraient au besoin agir eux aussi, et ce serait mal interpréter leur attitude actuelle que de l'attribuer à autre chose qu'à leur désir d'épargner à l'Europe et à l'Orient un surcroît de difficultés.

La France et les Écoles d'Orient

Conférence de M. Aulard

Ecoles françaises, turques, grecques

Dimanche dernier, 26 janvier, M. Aulard, l'éminent professeur à l'Université de Paris, président de la « Mission laïque française » a fait à la Sorbonne, dans l'amphithéâtre Richelieu, bondé de monde, une conférence sur les *Ecoles d'Orient*. M. Henri Brisson, président de la Chambre, qui présidait la conférence, a prononcé un beau discours où, après avoir mis en relief la personnalité du conférencier, ses travaux d'historien et la tâche qu'il a entreprise en sa qualité de président de la « Mission laïque » il a éloquemment défendu l'œuvre de cette Société. M. Brisson a très judicieusement signalé, à propos d'un récent débat au Parlement, l'erreur de ceux qui se font les avocats du protectorat en se basant sur ce fait que l'Orient est habité par des peuples religieux et que religion y est synonyme de nationalité.

... Qui ne voit, — a dit excellement M. Brisson, — que plus cette formule sera vraie de l'Orient, plus il sera dangereux d'y faire du prosélytisme au nom d'une autre religion ? Oui, plus la relation sera étroite, plus les liens seront serrés entre la religion d'un pays et la vie nationale, l'organisation sociale de ce pays, plus il est clair que la prédication d'une autre croyance, que les tentatives de conversion venant de l'extérieur blesseront ce peuple. Elles ne heurteront pas seulement les masses, elles heurteront l'homme, l'individu, dans sa manière de concevoir la famille, la cité, la société.

Et ne dites point que la mission catholique n'attaquera pas la foi, le dogme, les croyances de ce peuple ! Les mots de mission, de missionnaire ne disent-ils pas tout ? Et quand la mission est exercée par des congréganistes, c'est-à-dire par des hommes qui ont renoncé à tout, à la famille, à la richesse, aux plaisirs, à la vie de relations, qui se sont donné pour tâche précisément d'arracher à l'erreur ceux qu'ils nomment les infidèles, comment voulez-vous qu'ils s'abstiennent de prosélytisme ? Le prosélytisme, mais c'est leur gloire, leur raison d'être, leur définition, leur devoir, c'est ce qui les fait grands à leurs propres yeux, aux yeux de leurs coreligionnaires et, disons-le,aux yeux de tous ceux qui reconnaissent quelque grandeur dans le sacrifice de l'individu à un mobile de l'ordre intellectuel et moral.

Mais encore une fois, — car il faut le répéter, — plus cette croyance étrangère rencontrera, dans le milieu où elle cherche à s'implanter, cette vigoureuse adhérence de la religion et de la nationalité que signalent les deux honorables sénateurs, plus elle aura chance de soulever l'hostilité, de provoquer des conflits. Et si derrière cette religion envahissante, se dresse justement, cemmo nous en sommes sollicités pour appuyer cette invasion, l'action diplomatique d'une puissance étrangère, que de rancunes, que d'irritation contre la nation dont la diplomatie aura commis cette faute !

Celui qui blessera en usages,qui prétendra prêcher une croyance opposée, a ajouté M. Brisson, violentera profondément ces popopulations en ce qu'elles ont de plus cher.

***

A M. Brisson a sucédé M. Aulard, qui nous a fait part des impressions qu'il a rapportées de son récent voyage en Orient où il fut envoyé par le ministère des Affaires étrangères, pour étudier la question sur place.

M. Aulard a parcouru les principaux centres de la Turquie d'Europe, de la Turquie d'Asie et de l'Egypte. Laissant de côté la question scolaire française en Egypte, dont il s'occupera ultérieurement, il s'est borné à examiner la situation de ceux des établissements scolaires de Turquie où le français est enseigné. Ayant successivement visité Salonique, Constantinople, Brousse, Smyrne, Beyrouth, Damas, Jérusalem, M. Aulard a, dans chacune de ces villes, inspecté les écoles, se renseignant sur les résultats de l'enseignement auprès de personnalités de nationalité et de confession diverses, n'apportant dans cette enquête que le souci de l'intérêt de la France, imposant silence à ses propres convictions et faisant soigneusement abstraction de toute opinion personnelle, de tout jugement préconçu. Il se mit « au régime d'un doute plus que cartésien, afin d'être en état d'esprit critique ». Et il se promit de soutenir l'enseignement congréganiste en Orient, s'il aboutissait à la conclusion que cet enseignement peut servir la France, s'il lui était démontré que la France perdait à substituer à cette politique une politique laïque.

Ainsi cuirassé contre toute prévention, M. Aulard s'embarqua à Marseille ; son paquebot était encore en vue de la terre de France qu'il entendit prôner l'enseignement catholique du Levant : Ce sont, lui disait-on, les Frères qui ont appris aux Orientaux à parler français, ce sont eux qui, seuls, peuvent encore remplir cet apostolat. « Faites l'expérience, ajoutait-on, interrogez tel employé de magasin qui vous offrira sa marchandise en si bon français, demandez-lui où il a appris le français, il vous répondra : *chez les Frères* .»

Docile, je fis l'expérience, en Turquie même. Le premier marchand à qui je demandai où il avait apris le français me répondit : *A l'école de l'Alliance israélite ;* le second : *A l'école italienne ;* le troisième : *A l'école grecque ;* le quatrième : *Chez les Frères.* Ce fut là ma première leçon de choses, que je dégustai, avec une tasse de café à la turque, dans le demi-jour bariolé de ces magasins de tapis où l'étranger reçoit un si amusant accueil.

Voilà la première vérité qui s'offrit à moi en Orient : c'est que, si l'usage de la langue française y est répandu — et il y est répandu généralement, universellement, de la manière la plus flatteuse pour notre amour-propre et la plus utile à notre influence — c'est que la langue française est enseignée dans toutes les écoles, lesquelles, en Turquie d'Europe et en Turquie d'Asie (je ne parle pas de l'Egypte en ce moment) sont nombreuses, ou plutôt innombrables, non seulement dans les écoles françaises, tant congréganistes que laïques, mais dans beaucoup d'écoles turques, arabes, dans toutes les écoles israélites, les écoles grecques, améniennes, bulgares, voire même italiennes ou allemandes.

Ainsi à Salonique, il y a un collège allemand : l'enseignement de la langue française y est obligatoire, et fort sérieux, fort développé : c'est un professeur français qui le donne.

A Smyrne, dans la grande école italienne que le gallophobe Crispi y fonda naguère pour combattre l'influence française et la langue française, c'est en vain qu'on essaya d'éliminer l'enseignement du français. Les familles italiennes menacèrent de retirer leurs enfants, si on ne leur apprenait pas *surtout* le français, et comme d'autre part le consul d'Italie, à Smyrne de même qu'à Salonique et partout, défendait à ses nationaux d'envoyer leurs enfants dans les écoles françaises ou grecques, leur en faisant un crime de lèse-patrie, les Italiens durent bien se décider, non seulement à enseigner le français dans leur école de Smyrne, mais encore à en faire la base de leur enseignement. Chaque année, on apprend qu'ils ont ajouté une heure d'enseignement du français à celles qu'ils donnaient déjà, et, dans cette année scolaire 1907-1908, c'est *quatre heures par jour* qui, à l'école italienne de Smyrne, sont consacrées à l'étude de notre langue. Aussi, dans la colonie italienne de Smyrne, qui compte 8.000 personnes environ, la connaissance de la langue italienne va-t-elle s'effaçant. En 1906, le doyen des Italiens smyrniotes, ayant à haranguer le consul, et ne sachant que le français, dut apprendre par cœur une traduction italienne de son discours, et la débita si mal qu'il fit rire. Il y a, à Smyrne, un journal italien : il s'appelle *le Courrier de Smyrne*, n'a d'italien que le nom de son rédacteur en chef, M. Reggio, et est tout entier, de la première ligne à la dernière, rédigé en français.

Donc, les Italiens se font malgré eux les propagateurs de la langue française en Orient. Les Arméniens aussi, de même que les Bulgares :

D'autres propagateurs de notre langue, plus importants parce qu'ils sont plus nombreux, ce sont les Grecs. Ils l'enseignent convenablement dans toutes leurs écoles urbaines, ils l'enseignent admirablement au lycée gréco-français de Constantinople.

Ce lycée, situé à Péra, place du Taxim, a pour directeur un Grec, M. Hadjichristos, et pour sous-directeur un Français fort distingué, M. Vatelot, licencié ès lettres, ancien étudiant de la Sorbonne, ancien boursier d'agrégation, qui remplit ses fonctions avec tact, autorité et habileté. L'enseignement est bilingue : il se donne en grec le matin (4 heures de classe), et en français le soir (3 heures). J'ai pu feuilleter des devoirs d'élèves en français : ils témoignent d'une connaissance sérieuse de notre langue. J'ai visité les classes, et j'ai admiré, en septième, la méthode et les résultats. Il y a là un professeur qui a le don d'enseigner, et je n'ai vu aucun instituteur, en Orient, ni nulle part, qui sût se faire écouter, comprendre, aimer des enfants, ni qui leur apprît mieux le français, avec une méthode plus habile. Pendant qu'il interrogeait sur les homonymes français, tous ces jeunes yeux grecs, si vifs, brillaient de plaisir et d'intelligence. Le nom de ce professeur ? M. Sioros. Sa nationalité ? Albanais. Quand je vous disais que tout le monde enseigne le français en Orient !... Voilà un Albanais qui y excelle, et je ne connais pas un Français qui soit meilleur pédagogue que cet Albanais, professeur dans un lycée gréco-français de Constantinople.

Mais M. Sioros est une exception, et le lycée franco-grec de Constantinople est une exception dans l'ensemble des écoles grecques d'Orient, où, si l'enseignement du français est suffisant en général, il y aurait cependant à l'améliorer.

Ce qui n'est point à améliorer, ce que j'ai vu

très bon, irréprochable partout où j'ai pu aller, c'est l'enseignement du français dans les écoles de l'Alliance israélite, notamment dans celles de Salonique et de Beyrouth, où ce n'est pas seulement notre langue, c'est notre esprit que l'on propage. Là, le personnel dirigeant, le personnel enseignant, sont de premier ordre, et les résultats sont vraiment merveilleux. Comme écoles primaires, c'est ce qu'il y a de mieux en Orient et de beaucoup.

Parmi les écoles d'Orient non françaises, c'est dans les écoles turques qu'on enseigne le moins le français. On ne l'enseigne guère que dans les établissements importants, d'un ordre un peu élevé, et encore pas dans tous. Ainsi, à l'école des Arts et Métiers de Brousse, que j'ai visitée, on ne l'enseigne pas. Là où cet enseignement est donné, il m'a paru un peu languissant. Tel qu'il est, il contribue cependant, et d'une manière appréciable, à propager notre langue.

Le meilleur foyer de cette propagande à forme turque, ç'a été et ce sera encore, j'espère, le lycée turco-français de Galata-Seraï à Constantinople, fondé en 1868 sur l'initiative de M. Duruy. C'est un lycée impérial ottoman, mais où presque tout l'enseignement est donné en français, par des professeurs français fort distingués. A peu près tous les hauts fonctionnaires turcs ont passé par ce lycée, c'est là qu'ils ont appris notre langue, et tous ceux avec qui j'ai pu causer la parlent fort bien, avec des notices exactes de notre culture. Malheureusement un incendie a détruit, en mars 1907, le grand et somptueux bâtiment où ce lycée était logé. Un iradé du sultan en a aussitôt ordonné la reconstruction au même endroit, et malgré les retards que les mauvaises volontés anti françaises s'ingénient à combiner, il y a lieu d'espérer que bientôt le lycée de Galata-Seraï rouvrira ses portes. On m'assure, d'ailleurs, que les cours ont repris dans un autre local.

L'enquête de M. Aulard lui a révélé que « les jeunes Orientaux qui apprennent le français dans les écoles non françaises, sont beaucoup moins nombreux que ceux qui l'apprennent dans les écoles françaises ». C'est absolument vrai. La clientèle des écoles congréganistes est relativement très restreinte et le conférencier a mille fois raison de formuler cette vérité qui est en quelque sorte un axiome : « On peut même dire que, si les écoles françaises venaient à disparaître tout d'un coup, notre langue ne cesserait pas tout d'un coup à se répandre, et qu'elle serait parlée, propagée même, pendant quelque temps encore. Ne disons donc plus que ce sont les Frères qui ont appris le français aux Orientaux : disons que c'est tout le monde, y compris les Frères. »

*
* *

Entrant dans le détail de son sujet, M. Aulard examine la situation et l'œuvre des *écoles congréganistes françaises subventionnées*. Il signale ici une des bizarreries du protectorat : tout le personnel enseignant ou même dirigeant de ces écoles, n'est pas français de nationalité. C'est ainsi que le Père Jésuite (d'ailleurs fort distingué) qui dirige la Faculté de médecine de Beyrouth avec le titre de *chancelier*, n'est pas français.

M. Aulard a causé avec des Jésuites, avec le plus de religieux et de prêtres qu'il a pu. Reçu avec courtoisie par eux, il tient à les remercier publiquement.

Je ne suis point, dit-il, de ces gens, s'il y en a, qui ne peuvent parler des prêtres ou des moines qu'avec haine. Ceux que j'ai vus en Orient servent un idéal qui n'est pas le mien, qui n'est pas le nôtre, qui est le contraire du mien, qui est le contraire du nôtre ; mais c'est un idéal qu'ils servent, et toute vie qui est au service d'un idéal est par cela même noble. Ce n'est pas pour moi une peine, c'est un plaisir — un plaisir d'homme libre, de penseur libre — de reconnaître que, pris individuellement, ces hommes et ces femmes, qui dans la pauvreté, dans le renoncement, dans l'abnégation totale, travaillent là-bas au triomphe de leur Eglise, l'Eglise romaine, sans aucune arrière-pensée de bien-être personnel, sont en cela respectables. Et j'ai pu me rendre compte qu'il y en avait de charmants.

Ce n'est donc pas avec une curiosité malveillante que j'ai visité les écoles congréganistes d'Orient, et ce n'est pas moi qui me donnerai le plaisir pédant de lancer des épigrammes à ces pédagogues qui n'ont certes pas les méthodes de l'Université de France. Je dirai seulement, en toute simplicité et franchise, que partout ou presque partout j'ai été frappé du mérite des directeurs,, et qu'il ne m'a pas semblé que le personnel enseignant fût au même niveau, ni même qu'il fût, en bien des cas, suffisant.

Dans ces établissements la discipline est bonne, mais l'enseignement faible ; l'enseignement secondaire surtout y est médiocre. Mais si la France ne doit pas persévérer dans son ancienne politique scolaire catholique, ce n'est pas tant à cause des imperfections qu'on peut relever dans l'enseignement congréganiste, que parce que cet enseignement est donné dans un esprit hostile à la France moderne. Ici une anecdocte significative. Dans une école congréganiste d'Asie Mineure, M. Aulard eut la légitime curiosité de se renseigner sur les livres d'histoire en usage dans la maison. Il ne le fit que discrètement, timidement, du bout des lèvres, car on l'avait assuré « en haut lieu, en très haut lieu » que les congréganistes français d'Orient avaient adopté les livres de l'Université de France. Le Père lui répondit que ses élèves avaient Seignobos.

Me voilà dans une classe, la seconde, je crois, et, pour marquer ma bonne volonté, je dis à un élève : « Montrez-moi vos Seignobos, mon ami.» L'élève s'effare, muet. J'insiste, je dis : « Montrez-moi votre livre d'histoire. » Il sort de son pupitre un bouquin, qui n'était pas du tout Seignobos, un bouquin *bien pensant*, où, l'ouvrant, je tombe sur une apologie effrénée des grands papes du XIXe siècle.

— Eh bien ! dis-je au supérieur, qui me parut moins souriant, et Seignobos ? Où donc est Seignobos ?

— Seignobos ? Ah ! oui, Seignobos ! En effet, comme je vous l'ai dit, nous avions le projet de l'acheter, je crois même qu'on en a acheté l'an dernier ; en tout cas, on l'achètera bientôt.

Ainsi s'exprima le bon Père, ou à peu près : je n'insistai pas, et parlai d'autre chose ; mais, à partir de ce moment-là, je me fis montrer partout les livres d'histoire.

Et c'est ainsi que je fis la connaissance de M. Martin, docteur ès lettres.

L'ouvrage de cet auteur (Editeur Putois-Cretté, 90, rue de Rennes, Paris) qui a pour titre : *Les Grands Faits de l'Histoire générale*, est le manuel d'histoire en usage dans ces écoles. Ce livre apprend aux jeunes Orientaux, élèves des Frères, que la plupart de philosophes du XVIIIe siècle étaient « sans morale » (t. II, p. 177), et que Voltaire « fit à la nation française un mal irréparable ».

D'un trait et d'un trait unique, M. Martin peint tout Diderot. « Diderot, dit-il, combattit violemment le clergé et la religion ; cela ne l'empêcha pas d'enseigner le catéchisme à sa fille. » Un point, c'est tout. Vous voilà, jeune Oriental, fixé sur Diderot, et par contre-coup sur ces chenapans de Français républicains qui l'admirent.

Voulez-vous être fixé sur Jean-Jacques Rousseau ? Ecoutez M. Martin : « Jean-Jacques Rousseau attaque avec une ardeur passionnée l'Etat, la société entière. Voltaire le traitait d'enragé, de fou furieux. Par égoïsme et par lâcheté, Rousseau abandonna ses petits enfants à la charité publique. Voilà l'auteur de l'*Emile* et du *Contrat social.* »

Oui, jeune Oriental, les philosophes français, c'est de la crapule. M. Martin vous le dit, et il faut croire M. Martin, qui est docteur ès lettres.

Croyez M. Martin, jeune Oriental, quand il vous assure que la Révolution française ne fut qu'une suite de massacres et de sottises.

Croyez M. Martin, quand il vous dit que les Marseillais, qui aidèrent les Parisiens à bousculer le trône, dans la journée du 10 août 1792, n'étaient qu'un *ramas de bandits* (p. 194). Croyez M. Martin, quand il rend Robespierre et Danton responsables des massacres de septembre (p.195). Croyez M. Martin quand il fait un éloge sans réserve de l'insurrection vendéenne et quand il donne pour cause à cette insurrection (p. 201) la fermeture des églises ! Croyez M. Martin, quand après avoir dit (p. 204), que « l'armée française avait été désorganisée par la Révolution » et qu'elle « se trouvait hors d'état de sauver le pays », il ajoute (p. 205) : « Les révolutionnaires vantent la Convention, disant qu'elle a sauvé la France de l'invasion étrangère. La vérité est que la France a été défendue de l'invasion par ses armées et non par les conventionnels. La Convention sera déshonorée à jamais par les forfaits qu'elle a commis.»

. . . . . .

Martin est bref sur l'histoire de la troisième République, bref et impassible, sauf en un cas : c'est quand (p. 309), à propos de l'échec du projet de restauration monarchique en 1873, il pleure les « espérances déçues ».

Les Frères me firent l'honneur, quand je visitai leurs écoles, de m'accueillir au son de la *Marseillaise* et je les en remercie ; mais toutes les idées qu'évoque la *Marseillaise*, Martin apprend à leurs élèves à les haïr.

Et voilà le point décisif, voilà la réalité essentielle : les congréganistes d'Orient enseignent plus ou moins bien notre langue, développent plus ou moins bien la lettre de nos programmes scolaires — ne les chicanons pas là-dessus, ils font ce qu'ils peuvent — mais ils sont incapables d'enseigner notre culture, le génie de la France moderne ; ils semblent même incapables de ne pas travestir cette culture, ce génie par des insultes réfléchies, par des erreurs systématiques.

Chaque enfant qui sort de ces écoles emporte l'idée que la France a bien dégénéré depuis saint Louis et qu'il est dommage qu'un si beau pays soit gouverné, selon des principes sataniques, par des coquins.

On dit que tous ces religieux aiment la France. C'est possible, c'est probable. Mais c'est d'abord Rome qu'ils servent, la France ne vient pour eux qu'en seconde ligne.

M. Aulard a demandé à des musulmans instruits et éclairés ce qu'ils pensent de l'enseignement congréganiste. Tous formulèrent les mêmes critiques, les mêmes griefs : « Pourquoi nous envoyez-vous vos moines, quand vous n'en voulez plus en France ? Pourquoi voulez-vous nous faire instruire par des gens que vous jugez indignes ou incapables d'instruire chez vous vos enfants ? »

Le conférencier rapporte un entretien singulièrement édifiant qu'il eut sur ces questions avec un notable de Damas, qui reconnut que les musulmans n'avaient pas, ne pouvaient pas avoir à s'inquiéter des tendances de prosélytisme des congréganistes, qui n'osent les exercer à leur égard, mais qu'ils craignent que les religieux ne blessent et ne scandalisent la conscience de leurs enfants, soit à dessein, comme quand ils tapissent les murs de leurs classes d'images du Sacré-Cœur, soit sans le faire exprès, comme quand ils glorifient les croisades, soit même et seulement par le simple aspect de leur robe. Aussi, peu de musulmans confient-ils leurs enfants aux éducateurs congréganistes. Il en serait autrement s'il existait des écoles françaises laïques. Et l'interlocuteur de

M. Aulard lui a dit qu'en attendant, ne voulant pas envoyer son fils chez les Lazaristes, et d'autre part, n'ayant pas trouvé de professeur français, il a engagé un Allemand pour initier son fils dans les langues étrangères.

Voilà des propos de musulmans. Il me serait facile de citer des propos analogues tenus par les Grecs orthodoxes, qui redoutent encore plus les écoles catholiques romaines, parce que, pour un Grec, c'est une question de patriotisme de ne point devenir catholique romain.

Considérez que, dans l'empire turc, les musulmans sont au nombre d'au moins dix millions, les Grecs orthodoxes au nombre d'au moins trois millions, que les catholiques romains ne sont qu'au nombre de quelques centaines de mille, et voyez par là quel intérêt nous avons à ce que nos écoles ne déplaisent pas aux musulmans et aux orthodoxes. Considérez aussi que ces quelques catholiques romains ne sont pas une élite dirigeante et que chez eux la qualité ne compense peut-être pas toujours la petitesse du nombre. Considérez enfin que quand une école congréganiste qui a, par exemple, deux tiers d'élèves catholiques et un tiers d'élèves non catholiques, se vante d'être acceptée par tous, sans distinction de religion et de nationalité, elle se vante faussement, puisque la statistique même qu'elle offre démontre que, si elle attire tous les enfants des catholiques, elle n'attire qu'une infime partie de ceux des non catholiques.

Partout où l'enseignement laïque a été sérieusement établi, il a admirablement prospéré.

Actuellement, il existe au moins deux établissements laïques, l'un à Constantinople, l'autre à Salonique, sans parler de diverses écoles de moindre importance, dont l'une, celle de M. Velletaz, à Brousse, a donné de sérieux résultats, et dont l'autre, celle de M. Augier, à Beyrouth, pourra en donner de très bons avec quelques transformations indispensables.

A Constantinople, c'est l'excellent lycée Faure, ayant deux sections, l'une à Pera, l'autre à Moda ; fréquenté par 400 élèves, il en compterait bien plus si, aidé par le gouvernement, il pouvait disposer d'un local moins exigu. L'enseignement y est excellent, à la fois classique et professionnel. Le conférencier rend hommage au zèle, au dévouement, à l'intelligence que MM. Faure apportent à diriger leur établissement.

Salonique compte aussi une école laïque, œuvre de la Mission laïque : elle comporte trois établissements : une école de commerce, un lycée de garçons, un collège de jeunes filles (410 élèves actuellement). Son personnel fait partie de l'Université de France. C'est une élite. Le directeur, M. Cholet, un normalien, est un homme d'une haute valeur morale et intellectuelle. Ses collaborateurs ont été soigneusement choisis. A Salonique, ils ont conquis l'estime et la sympathie générales. Si la France veut faire œuvre utile en Orient, elle doit développer des établissements comme celui-là. Pour répandre la langue, les idées, l'influence françaises en Orient, il faut soutenir et subventionner les écoles qui réellement servent la France, et non celles qui se servent seulement d'elle ou qui ne servent que la France de Louis XIV, la France morte, et qui combattent la France d'aujourd'hui, la France vivante :

Ne permettez pas que dans aucune école subventionnée, on dénigre la République française, par le livre ou par la parole, et organisez des inspections rigoureuses. Préparez, et tout de suite (car il faudra du temps), la laïcisation générale de notre action scolaire en Orient, non par logique ou sectarisme, mais parce que c'est d'élémentaire prudence de ne pas confier la défense et la propagation de l'esprit moderne de notre nation aux agents d'un pape qui, par doctrine et par humeur, est l'ennemi de cet esprit. Vous dites qu'on ne peut pas désorganiser tout de suite les écoles congréganistes, que la France y perdrait, puisqu'on ne serait pas en mesure de les remplacer aussitôt. Eh bien, sauvez, comme disait Mirabeau, la soudaineté du passage par des mesures provisoires, par des subventions provisoires, mais que ces subventions n'aillent qu'à des maisons où on enseigne vraiment le respect des institutions et du gouvernement de la France. Autrement, c'est duperie, et j'irai jusqu'à dire, que mieux vaut pas d'école du tout, qu'une école où on apprend aux jeunes Orientaux à haïr nos institutions et notre gouvernement.

Il faudrait donc imiter l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie qui sans cesse accroissent la subvention à leurs écoles d'Orient. Il faudrait, pour commencer, que le crédit de 800.000 francs que le Parlement accorde chaque année aux écoles d'Orient fût porté à un million. Avec ces 200.000 francs de plus, il y aurait moyen de développer tout de suite l'enseignement laïque dans les grandes villes de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie. Il faut que cet enseignement soit adapté aux besoins des Orientaux, besoins qui ne sont pas les mêmes dans tout l'Orient : en la plupart des villes, ce sont des écoles professionnelles, commerciales que l'on demande, mais avec des éléments de culture générale, empruntés partiellement au programme de la section française de sciences-langues vivantes. Aussi il faut que les maîtres qu'on enverra en Orient puissent faire un stage dans un bon établissement scolaire, par exemple au lycée de Salonique, qui pourrait leur servir d'école normale. Mais il ne faut pas se borner à favoriser les écoles proprement françaises : il faut favoriser toutes les écoles, même étrangères ou à demi étrangères, qui enseignent la langue et la culture françaises.

Je dirai même que c'est là le plus pressé, le plus important, le plus efficace.

Rien n'est plus utile à la France que ces écoles franco-grecques, dont celle de MM. Hadjichristos et Vatelot, à Constantinople, est le type le plus remarquable. Provoquons la fondation ou le développement d'écoles analogues, non seulement franco-grecques, mais franco-turques. Intéressons-nous aux écoles purement grecques ou purement turques, dans lesquelles on enseigne notre langue. Procurons des maîtres français à ces écoles, des maîtres qui n'enseignent pas seulement notre langue, mais notre culture et qui, non seulement par leur enseignement, mais par leur exemple, donnent une bonne idée de la France. Nous pouvons faire beaucoup avec les Turcs, que nous négligeons trop, quoiqu'ils ne demandent qu'à nous aimer, et dont la haute valeur morale est si sympathique. Nous pouvons faire beaucoup avec les Grecs, qui sont de vieux amis pour nous, dont l'intelligence est si vive, dont l'influence est si grande. Sans négliger les écoles des autres nationalités, dont plusieurs sont fort intéressantes pour nous, nous avons tout à gagner à aider le développement de l'enseignement français dans les écoles turques, dans les écoles grecques, et je sais que les Turcs intelligents, les Grecs intelligents voient les avantages d'une sorte d'accord scolaire qu'ils pourraient conclure avec les Français.

Sans presque bourse déliée, rien qu'avec un peu d'attention, d'adresse et de cordialité, nous avons là, par un développement de la scolarité franco-turque et franco-grecque, un moyen d'accroître notre influence en Orient, et un moyen qui n'est peut-être pas moins efficace que celui des écoles proprement françaises. J'ajoute que dans ces écoles, et j'ai pu m'en assurer, on parle avec convenance, souvent avec respect ou sympathie, de la France moderne et de la France républicaine. Ce n'est pas dans les écoles grecques que l'on trouverait des livres comme ceux que l'on trouve chez les Frères, où l'esprit républicain de nos institutions soit calomnieusement dénigré.

M. Aulard termine en assurant que l'enseignement laïque, l'enseignement selon l'esprit et la méthode de l'Université de France est mieux que tout autre propre à faire connaître la France telle qu'elle est, la France moderne. « Fortifions, développons, l'enseignement laïque en Orient : ce sera fortifier, développer la France elle-même, et qui sert la France, sert l'humanité. »

M. Brisson a chaleureusement félicité et remercié l'orateur et lui a promis de mettre sa haute autorité morale et son influence, au service de la cause entreprise par la Mission laïque.

Dans la soirée, un banquet présidé par M. Doumergue, ministre de l'Instruction publique, qu'assistaient deux de ses collègues, MM. Milliès-Lacroix et Cruppi, a réuni les membres de la Mission laïque, à l'occasion de son assemblée générale qui avait été tenue dans l'après-midi, peu avant la conférence de M. Aulard.

ÉCHOS

La Mission laïque. — Dans sa séance du 23 janvier, la Chambre a été saisie du projet tendant à autoriser le ministre des Affaires étrangères à accorder à la Mission laïque, pendant une période de quinze ans, une subvention annuelle de 18.000 francs à prélever sur le crédit affecté aux œuvres françaises en Orient.

M. l'abbé Gayraud, sans s'élever contre le projet lui-même, a demandé des explications au sujet du prélèvement proposé « sur le crédit affecté aux œuvres françaises en Orient ». Il a exprimé l'avis qu'on ne touche pas à ce crédit, mais de demander, en faveur de l'œuvre de la Mission laïque un crédit spécial. M. Suchetet, appuyant M. l'abbé Gayraud, a demandé le renvoi du projet à la commission.

M. Dubief, rapporteur, a déclaré que la commission n'acceptait pas le renvoi qui équivaudrait à un ajournement.

L'enseignement laïque n'est pas moins utile à l'influence française en Orient que l'enseignement congréganiste et nous désirons qu'il se substitue progressivement à ce dernier. Il ne s'agit point de crédit spécial mais d'une répartition nouvelle du crédit déjà mis à la disposition du ministre des Affaires étrangères. Nous ne demanderions pas mieux que de voir relever le crédit affecté aux œuvres françaises en Orient. Mais, nous le disons bien haut, nous entendrions employer ce relèvement exclusivement dans l'intérêt des œuvres laïques, non des œuvres congréganistes.

Le renvoi à la Commission a été repoussé à main levée et le projet adopté.

*
* *

La chute du cabinet bulgare. — La crise ministérielle qui couvait en Bulgarie depuis l'assassinat de M. Petkoff a fini par éclater : le cabinet Goudeff est démissionnaire. C'est l'effondrement du système stambouloviste que maints indices avaient fait prévoir : on se rappelle les graves événements intérieurs que le parti au pouvoir a tour à tour provo-

qués et cherché à réprimer par la violence : l'anarchie dans la classe universitaire, la fermeture de l'Université de Sofia, la grève des fonctionnaires et des syndicats d'ouvriers des chemins de fer. Les haines que les stamboulovistes s'étaient attirées sont si vives qu'en Bulgarie l'assassinat de Petkoff parut un événement tout naturel. M. Goudeff en recueillant la succession de Petkof, a continué sa politique. « Nous ne pouvons gouverner la Bulgarie, déclarait-il récemment au Sobranié, selon la Constitution... » Dans sa politique extérieure, le ministère stamboulovisté n'a pas été mieux inspiré, s'étant fait l'allié des comités révolutionnaires, il s'est lancé dans cette politique d'aventures que dénonce aujourd'hui la presque totalité de la presse bulgare elle-même. De ce côté, nous n'augurons malheureusement rien de bon du nouveau ministère. M. Malinoff, le chef des démocrates, semble, plus encore que ses prédécesseurs, disposé à suivre la même voie. Et même tout fait croire qu'il s'y engagera à fond. Et c'est en vain qu'à Vienne on se flatte à l'idée que la politique austro-russe pourra maîtriser les aventures bulgaro-macédoniennes, c'est-à-dire les tueries et les massacres qui sont dans le programme du cabinet Malinoff. A ce propos, le *Nov Dnevnik* de Sofia raconte que quelques jours avant d'être assassiné, Garvanoff s'en alla trouver M. Malinoff et lui déclara que seuls les comités révolutionnaires pourraient le porter et le maintenir au pouvoir. Nous pouvons donc nous attendre à une recrudescence de ce banditisme bulgare en Macédoine qui a déjà si cruellement pesé sur le pays.

*
* *

Les Hellènes en Suisse. — On nous écrit de Genève :

« Le gouvernement grec, sur la demande expresse du gouvernement égyptien, vient de nommer notre compatriote M. Michel Kebedgy, professeur à l'Université de Berne, au poste de Conseiller à la Cour d'appel mixte d'Alexandrie. Nul n'était mieux désigné au choix des deux gouvernements. Les nombreux travaux du distingué juriste, ses hautes qualités personnelles, sa connaissance approfondie des gens et des choses d'Orient indiquaient tout naturellement ce choix. M. Kebedgy en a été particulièrement félicité par ses compatriotes de Suisse, qui pourtant voient bien à regret s'éloigner d'eux celui qui dans ce pays honorait l'hellénisme et rendait à la cause de notre pays d'inappréciables services.

Le samedi 18 janvier, a été donné dans les salons de l'Hôtel Métropole à Genève, le bal annuel organisé par l'Association des étudiants hellènes « Minerva » sous le patronage du consul général de Grèce et de Mme de Stoutz, et avec le gracieux concours d'un groupe de dames de la Société genévoise.

Les salons étaient décorés avec goût aux couleurs grecques et suisses. Le corps diplomatique était représenté par le ministre des Etats-Unis et sa fille Mlle Clay ; le monde des lettres par M. Bernard Bouvier, recteur de l'Université ; la société genévoise par ses plus charmantes femmes. La colonie grecque était au grand complet. Il y a eu un souper par petites tables et on a dansé fort avant dans la nuit. La fête a eu un succès complet. La recette est au profit de l'asile de nuit et du fonds du jubilé universitaire de 1909 — de Genève — et de la Maison des Aveugles d'Athènes. Peu avant l'ouverture du bal, M. le recteur Bouvard a bien voulu faire parvenir à la « Minerva » une superbe coupe en argent.

*
* *

Conférence russe sur la Macédoine. — L'écrivain russe, M. Jean Petroff, dont les études sur la Macédoine font autorité en la matière, étant récemment de passage à Lémissos (Chypre), y a fait une conférence fort applaudie. M. Petroff est l'auteur d'un volumineux ouvrage sur la Macédoine qui comporte quatre volumes où il a étudié successivement : La Macédoine dans l'antiquité, la Macédoine au moyen âge, la Macédoine sous les Turcs depuis le prise de Constantinople, et enfin la Macédoine d'aujourd'hui. Au début de sa conférence, l'orateur a insisté sur le caractère et sur la conscience nationale éminemment grec qui ont prévalu de tout temps en cette province. « Les ennemis de l'hellénisme, a-t-il dit, ont beau souhaiter son anéantissement, cela n'arrivera jamais. Les Grecs ont prouvé que malgré les rivalités qui les divisent assez souvent, ils sont capables d'affronter de pied ferme et comme un seul homme tout grand danger menaçant leur existence nationale. » Le conférencier a savamment exposé les étapes historiques qu'a parcourues la Macédoine depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque de Constantin Paléologue, sujet qu'il a traité dans les deux premiers volumes de son ouvrage qui comporte une bibliographie macédonienne complète, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Dans le premier de ces volumes sont mentionnés 167 ouvrages ; dans le second, 673. Dans les deux derniers volumes, encore inachevés, figureront deux autres nomenclatures complémentaires.

Vers la fin de sa conférence, l'orateur russe a attaqué la théorie qui représente la Macédoine comme ayant été habitée par vingt-deux tribus slaves. En se basant sur des faits historiques, M. Petroff a réfuté cette thèse qu'il a qualifiée de mythe et a prouvé que les noms donnés à ces vingt-deux tribus, prétendument slaves, ont été empruntés à des localités peuplées de groupements serbes. Il a terminé en proclamant les droits de l'hellénisme sur la Macédoine grecque.

*
* *

Les Chemins de fer en Turquie. — Un groupe de capitalistes français a fait à la Porte des offres en vue de la construction de la voie ferrée Soma-Panderma (1) (Mer de Marmara), ligne stratégique destinée principalement à faciliter la mobilisation des troupes d'Anatolie et leur transport dans le vilayet d'Andrinople.

La Porte a rejeté ces propositions estimant que le Trésor ottoman n'est déjà que trop obéré de garanties kilométriques au profit de sociétés étrangères. La Porte se propose de se charger elle-même de la construction et de l'exploitation de la ligne Soma-Panderma, une fois le chemin de fer du Hedjaz achevé. L'ingénieur en chef pour le Hedjaz, M. Maïssner (allemand), a été chargé d'étudier la question et d'établir un devis.

En complément de la voie Soma-Panderma, la Porte projette l'établissement d'une autre ligne à concéder, celle-là, à la Compagnie autrichienne des Chemins de fer Orientaux et reliant Rodosto à la ligne d'Andrinople : cet embranchement ne dépasserait pas 60 kilomètres.

(1) On sait que Soma est relié à Smyrne par une voie ferrée.

*
* *

Compagnies transatlantiques grecques. — On mande d'Athènes qu'indépendamment de la compagnie de navigation transatlantique grecque Moraïtis, déjà très prospère, il vient d'être créé une autre compagnie qui va établir des services rapides entre New-York et le Pirée. C'est M. Ep. Embiricos, le grand armateur d'Andros qui est à la tête de cette nouvelle entreprise, fondée avec des capitaux exclusivement grecs.

Le premier paquebot dont elle a donné la commande à une maison anglaise est un grand bâtiment de 183 mètres de long, jaugeant 4.006 tonnes, pouvant contenir 1.500 passagers de 1re, 2e et 3e classes. Il filera 16 nœuds.

D'autre part, la compagnie transatlantique Moraïtis a commandé un nouveau paquebot, *Athena*, d'un tonnage supérieur, qui desservira également la ligne New-York-le Pirée-Smyrne.

*
* *

Les affaires de Macédoine aux Délégations hongroises. — Au cours de son exposé devant les Délégations hongroises, le 27 janvier, le baron d'Aerenthal, parlant des affaires de Macédoine, s'est montré cette année plus impartial que l'année précédente. Voici les passages essentiels de l'exposé relatifs aux Balkans :

A l'approche de sa réalisation, l'administration de trois vilayets en Macédoine commence à mieux fonctionner. Les plaintes de la population chrétienne contre les abus des autorités turques et les empiètements mahométans sont devenus beaucoup plus rares.

Par contre, la guerre d'extermination contre chrétiens entre eux a repris ces derniers mois dans des proportions inquiétantes, état de choses qui est dû au fait que ces chrétiens en Macédoine, ou plutôt différents partis dirigeants : grecs, bulgares, serbes, avec leurs ramifications dans leurs provinces respectives, ont mal compris ce programme de réformes de Muerszteg.

M. d'Aerenthal a rappelé la note adressée aux gouvernements balkaniques concernant la fausse (!!!) interprétation de l'article 3 du susdit programme.

Toutefois, a-t-il ajouté plus justement, le mouvement des bandes n'aurait pas pu prendre de telles dimensions si les autorités ottomanes avaient protégé plus énergiquement, ainsi que cela leur incombait, les populations sans défense. Il est impossible de méconnaître les difficultés que rencontrent les Turcs, mais les autorités ottomanes ne procèdent pas contre les bandes de manière suivie et se bornent à des actions détachées, puis retombent toujours dans le quiétisme oriental ; peut-être considèrent-elles qu'en s'entre-tuant, les chrétiens agissent en faveur de la conservation de la domination de la Turquie.

Le ministre ne doute pas que dans les cercles compétents de Constantinople on ne partage pas cette manière de voir, aussi condamnable que peu clairvoyante. Il compte aussi, à l'avenir, sur la coopération loyale du gouvernement ottoman. Il est permis d'admettre que l'appel des Puissances de l'Entente n'a pas manqué d'impressionner la population, notamment à l'aide de l'amélioration du système militaire dans trois provinces. C'est dans ce but que les puissances veulent l'introduction du contrôle, sans vouloir porter

atteinte aux droits de la souveraineté du sultan.

Cependant, les efforts réunis des puissances ne pourront porter de fruits que s'ils sont pleinement secondés par la Turquie et les Etats balkaniques.

Nous recevons de la part des gouvernements de Belgrade, de Sofia et d'Athènes, des déclarations correctes et l'assurance de ne pas vouloir tolérer sur leur territoire la formation de bandes, cependant sous la réserve mentale que les adversaires procèderont également au désarmement. Nous pouvons ainsi nous engager dans un cercle vicieux, si toutefois nous ne nous y trouvons pas déjà.

Malgré tous ces obstacles, les puissances sont décidées à persévérer dans la voie sur laquelle elles se sont engagées, dans la conviction que c'est seulement grâce à leur méthode que pendant les cinq dernières années, la paix a été préservée de plus grands dangers. Et c'est seulement en poursuivant cette politique qu'on peut aussi admettre le même succès pour l'avenir.

Le ministre a rappelé ses paroles lors de la session précédente sur les rapports avec les Etats balkaniques et a affirmé, — sans trop nous convaincre, — « Notre politique est guidée par la même bienveillance pour tous les peuples animés de ces sentiments amicaux. Nous souhaitons pour nos voisins du Sud le développement pacifique. Nous donnons nos conseils dans ce but et nous espérons de cette façon la consolidation de leurs relations intérieures ».

*
* *

LES POSITIONS ACTUELLES DU CHOLÉRA. — Dans la séance du 23 janvier dernier de l'Académie de Médecine, M. le professeur Chantemesse, de la Faculté de Paris, a communiqué une étude intéressante autant que curieuse, qu'il a faite en collaboration avec un de ses confrères, le Dr F. Borel, médecin sanitaire.

Le savant profeseur, parlant de l'apparition du choléra à la Mecque, a dit qu'il y est venu, cette année, comme il vient chaque fois que le Baïram, la grande fête religieuse de l'islam, tombe en plein hiver ou en plein été.

Il reste absent d'ordinaire, a dit M. Chantemesse, quand cette fête se montre au printemps ou en automne. Pourquoi le danger de deux saisons opposées et la presque innocuité des deux autres ? En voici l'explication. Les musulmans ont adopté pour le décompte de leurs années non pas l'année solaire comme nous, mais le mois lunaire. Par suite, le Baïram tombant à date fixe dans ce mois lunaire, subit dans notre calendrier une précession annuelle d'environ 11 jours; son cycle trentenaire s'étend donc successivement sur toutes les saisons.

En présence du calendrier des chrétiens et de celui des israélites, Mahomet a préféré le dernier. Décision malheureuse. Si le Prophète avait choisi le calendrier européen, il aurait soustrait le Hedjaz au choléra et épargné à son peuple d'incalculables malheurs.

Le professeur Chantemesse s'est ensuite appliqué, à l'aide de tableaux, à la démonstration de cette loi épidémiologique, à la recherche de ses causes profondes et de ses conséquences.

Parti de l'Inde en 1902, le choléra s'est, d'étape en étape, dirigé vers l'Europe et a frappé le Hedjaz, l'Egypte, la Syrie, la Mésopotamie, la Perse, le Caucase, la Russie et enfin l'Allemagne de l'Est en 1905. L'épidémie a paru rétrograder en 1906 ; puis, en 1907, elle s'est réveillée de nouveau et de juillet en novembre elle a fait dans les provinces méridionales de la Russie plus de dix mille victimes. Le froid de l'hiver vient d'arrêter sa marche. Où le choléra, qui a atteint Constantinople, poussera-t-il son invasion pendant l'été de 1908 ? Nul ne peut le prévoir, mais il faut se souvenir, dit nettement le professeur Chantemesse, qu'un grave danger menace les frontières de l'Europe centrale.

Voici qu'un nouveau courant épidémique vient de s'échapper de la péninsule indienne à la fin de 1907, pour gagner le Hedjaz avec les pèlerins musulmans. Cette expansion nouvelle était-elle imprévue et improbable ? Certes non. On pouvait la prédire presque à coup sûr.

Après avoir procédé à une énumération minutieuse et détaillée des sources de dangers qui résultent de l'insuffisance des règlements auxquels sont soumis les pèlerins, tant à l'aller qu'au retour des lieux saints, par voie de terre comme par celle de mer, le professeur Chantemesse a conclu en ces termes :

Il est grand temps de pousser un cri d'alarme, de montrer le danger qui d'ici à deux ans mettra l'Europe entière à la merci d'un choléra éclatant à la Mecque. Une nouvelle organisation sanitaire du pèlerinage musulman par la voie de terre s'impose. Seule une conférence sanitaire internationale aura l'autorité pour résoudre cette question, c'est-à-dire pour imposer des mesures nécessaires et difficiles parce qu'elles devront s'exercer en territoire exclusivement ottoman.

Supposons, fait probable, que vers le milieu de 1908 le choléra se trouve tout à la fois en Russie, dans le bassin de la mer Noire et en Syrie. Quelle sera dès lors la situation de l'Europe centrale et quel danger devons-nous surtout redouter ? On sait aujourd'hui que le choléra se propage à peu près exclusivement par la circulation des individus, soit malades, soit à l'état d'incubation, soit simplement porteurs de bacilles. Contre le péril de la circulation individuelle des personnes, — à l'égard de laquelle toute réglementation restrictive est impossible, — on ne peut lutter que par l'assainissement rigoureux de nos cités et de nos campagnes. Quand la circulation devient collective et s'opère en masse, le danger se multiplie à l'infini.

Celui qui résulte du pèlerinage musulman est combattu, au moins en ce qui concerne l'invasion par la voie maritime, par des mesures d'une certaine efficacité.

Mais il est une autre circulation qui sillonne l'Europe, c'est l'émigration vers l'Amérique. Nous avons déjà montré dans nos précédentes communications comment l'Allemagne avait résolu pour son compte la question de sa défense personnelle à cet égard.

En France, nous sommes bien loin d'être aussi avancés, et pour nous, jusqu'à ce jour, le problème demeure entier.

Puissions-nous dans le cours de cette année n'avoir pas à nous repentir de ce défaut d'organisation !

M. Chantemesse a terminé en soulignant l'importance qu'il y aurait à surveiller, sur la voie de terre et sur la voie de mer, la circulation de ces deux chemineaux : le pèlerin et l'émigrant.

Ce qui se passe en Bulgarie

(*De notre correspondant.*)

Sofia, 7/20 janvier.

L'assassinat des deux fameux comitadjis Sarafof et Garvanof est un des nombreux symptômes du désarroi qui règne dans les mœurs politiques et sociales de la Bulgarie.

J'ai eu plus d'une fois l'occasion de vous en citer des exemples et, entre autres, ces rivalités sanglantes, ces luttes féroces et sans merci qui divisent les divers camps des comitadjis bulgares, « libérateurs » de l'infortunée Macédoine. Ces haines datent de loin, mais c'est surtout en 1904 qu'elles se sont accentuées, au sein d'un congrès qui, tenu en deçà de la frontière avait réuni les chefs, de bandes bulgares opérant en Macédoine. C'est à cette occasion qu'avait notamment surgi l'antagonisme entre le bandit Sandansky — célèbre par ses crimes — et ses collègues jouissant d'une non moins triste célébrité, Sarafof et Garvanof qui, le mois dernier, furent assassinés par un émissaire de Sandansky, le nommé Panitza.

C'est l'ambition personnelle qui joue dans ces discordes le rôle principal. Pourtant, de part et d'autre, on a prétendu, et voulu faire croire, que des raisons de principe séparaient les adversaires. Et l'on affirme, du côté de Sandansky, que le crime de Sofia n'avait d'autre motif que le fait que le comité de Sarafof s'était vendu au gouvernement bulgare en vue de faire triompher le plan politique de l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie. Le comité adverse, dont fait partie Sandansky, feignant de désapprouver l'immixtion du gouvernement bulgare en ces questions et de ne viser qu'à l'autonomie de la Macédoine, se pose en justicier de ce genre de trahisons ! La vérité est que les uns et les autres servent exactement la même politique bulgare, mais qu'ils sont, les uns favorisés, les autres — dont Sandansky, Daiff et consorts — persécutés par le gouvernement stambouloviste pour des raisons de parti.

Le comité sarafoviste fut le favori du cabinet, à telle enseigne que M. Pentcheff, un de ses membres les plus influents, est à l'heure qu'il est conseiller du ministre des Affaires étrangères, M. Stancioff. Le camarade de Sarafof, Garvanof, qui fut tué en même temps que le premier, était à la fois président de l'Organisation intérieure et professeur au Gymnase de Sofia. Il en est ainsi de bien des membres de la « fraction gouvernementale » des comités, pour laquelle le gouvernement réserve, avec ses faveurs, tous les fonds secrets dont il dispose pour appuyer le banditisme politique et la propagande à main armée en Macédoine. Aussi le meurtre de Garvanof et de Sarafof fut pour les journaux gouvernementaux le *Nov Vieck*, la *Vetcherna Pochta*, le *Dnevnik*, représenté comme un deuil national, et les deux bandits furent exaltés comme des héros. Sarafof fut « le combattant idéal de la patrie tout entière ». Sandansky, en le faisant assassiner « a voulu supprimer l'idéal de toute une nation » qui est « la grande et entière Bulgarie » : mais il ne pourra pas ! dit le *Vetcherna Pochta* (2/15 décembre. — En général ces organes traitent Sandansky et ses amis d'anarchistes, de scélérats que la Bulgarie se doit de persécuter et d'exterminer. Effectivement, de nombreux partisans de Sandansky furent arrêtés ; ils peuvent être sûrs d'avoir à passer un mauvais quart d'heure. Quant à leur chef, Sandansky, qui opère tranquillement en Macédoine, on s'est contenté de le proclamer brigand. Malheureusement, tous les comitadjis bulgares sont des brigands : détail à noter : au lendemain de l'assassinat de Sarafof et de Garvanof, les amis de ces derniers, dans une pensée vengeresse commencèrent à divulguer les crimes commis par Sandansky sur des innocents ; mais bientôt

ils durent mettre fin à cette campagne, le camp adverse ayant annoncé son intention de publier la liste des crimes commis par Sarafof et ses partisans et dont le nombre serait beaucoup plus élevé !

La presse indépendante bulgare, de même que les organes de l'opposition accusent le gouvernement d'être la cause directe de ces polémiques compromettantes. En effet, en favorisant les uns et en persécutant les autres, le cabinet a envenimé les haines et créé ces luttes entre deux fractions rivales qui ont donné lieu à de graves révélations. C'est ainsi que, au cours de l'instruction, il a été découvert que le district de Doubnitza (Bulgarie) a été jusqu'ici entre les mains de Sandansky. Il y régnait en maître ; les autorités administratives, militaires et judiciaires étaient sous ses ordres : le préfet était son homme ; les fonctionnaires des postes et télégraphes étaient ses partisans et le tenaient au courant de toutes les mesures arrêtées à Sofia en vue de le capturer, lui et l'assassin Panitza... Tous ces fonctionnaires furent révoqués. L'officieuse *Vetcherna Pochta* reconnaît que le district de Doubnitza était devenu le centre révolutionnaire où Sandansky commandait, alors que l'autorité du gouvernement y était nulle. Dans ces conditions comment M. Stanchioff osait-il quelques jours auparavant affirmer que la formation des bandes sur le territoire bulgare était impossible ?

L'enquête a donné lieu à bien des révélations intéressantes et pour n'en citer qu'une seule encore, il fut prouvé que le fameux couvent de Rilo a été le repaire et en quelque sorte le domaine de Sandansky qui compte des partisans parmi les moines eux-mêmes : ceux-ci d'ailleurs furent amenés à Sofia afin d'être interrogés. A en croire les journaux, ce règne de Sandansky coûtait annuellement au couvent de Rilo environ 60.000 francs.

A propos de ces lamentables histoires, M. St. Nicoloff, colonel en retraite et ami du général Zontchef, a fait des révélations importantes dans le N° 207 du *Grajdanine* :

Le long de la frontière turque, dit-il, sont établies quatre circonscriptions : la première, Tchepelare, se trouve entre les mains de P. Ghennadief (frère du ministre Ghennadief) qui forme des bandes et les envoie en Turquie afin de dépouiller la population ; tous les villages de Tchepalare ont été ruinés. La seconde circonscription est celle de Ladjene, que se disputent Ghennadieff et Sandansky, ce qui nonobstant ne les empêche pas d'entretenir des rapports amicaux. Troisième domaine : celui de Doubnitza, qu'occupe Sandansky ; et enfin le quatrième celui de Kustendil, qui était le fief de Sarafof. Celui-ci étant l'enfant gâté du gouvernement avait recours aux bons offices des autorités, chaque fois qu'il était question de combattre ses adversaires et rivaux : ainsi lorsque Kristo, ami de Sandansky, avait tenté de franchir la frontière pour rentrer en Bulgarie, Sarafof, à la tête des troupes régulières, s'était mis à sa poursuite, l'avait capturé et avait exterminé tous ses partisans...

Ce même St. Nicoloff a envoyé (d'après le *Den* du 11/24 décembre) une lettre — ultimatum au ministre Stancioff, avec copie au prince et à d'autres personnalités de la capitale dans laquelle,

Accusant M. Stancioff et tout le gouvernement de se mêler des affaires des révolutionnaires en appuyant certaines fractions et en persécutant certaines autres, en versant à celles-là des subsides et en formant des bandes, il le prévient que si le gouvernement ne met pas fin à cette façon d'agir, *il rendra public tout ce qu'il sait — preuves en main — de la participation des autorités bulgares au mouvement macédonien...*

La susdite lettre, ajoute le *Den*, a beaucoup troublé M. Stancioff et le palais. Et pour cause... On nous assure que les cercles de la cour font tout leur possible pour amener le colonel Nicoloff à ne pas mettre à exécution cette terrible menace...

Le crime de Sofia a donné lieu à de sérieuses attaques contre le gouvernement stambouloviste. Le *Grajdanine* (n° 199, 3/16 déc.) ne le ménage point :

... A la veille de sa chute, après avoir ruiné la Bulgarie par des armements — sans rien faire pour la Macédoine — il a cherché à intimider le monde par une politique macédonienne active. En quoi consiste-t-elle ? A faire des déclarations et rédiger des notes... et à se rapprocher secrètement des chefs macédoniens, pour usurper de nouveau la direction de l'œuvre libératrice (!) et faire triompher cette œuvre par le banditisme.

Le *Grajdanine* attribue l'assassinat de Sarafof et Garvanof à la politique inconséquente du gouvernement. Il accuse surtout avec raison le ministre Ghennadief d'avoir créé ce gâchis. En effet, tout le monde sait ici que ce ministre qui est l'âme du comité révolutionnaire a entretenu des rapports avec Sandansky, tout en restant l'ami et le protecteur de Sarafof. Le *Grajdanine* traite Ghennadief de « sombre et sinistre héros » :

Et cet homme de nationalité macédonienne (1) siège aujourd'hui parmi les ministres bulgares, cherche à convaincre le monde de l'attitude correcte du gouvernement bulgare, prêt à mettre en morceaux quiconque dirait un mot contre la politique d'aventures de ce gouvernement. Et qu'il fasse de la politique d'aventures — *en envoyant par exemple, des bandes avec son concours, — c'est là un fait qu'aujourd'hui, le gouvernement lui-même avoue pour se vanter d'actes de patriotisme et pour pousser la populace et les Macédoniens contre ceux qu'il dénonce comme antipatriotes.*

Pourquoi le gouvernement bulgare ne laisse-t-il pas tranquille l'Organisation intérieure (!) La mission de cette organisation ne consiste pas seulement à soutenir des bandes, c'est encore moins la tâche du gouvernement bulgare de lui imposer ces bandes. — Pourquoi le gouvernement bulgare ne mène pas une politique franche dans la question macédonienne, mais dit le contraire de ce qu'il fait, compromettant ainsi le peuple devant le monde ?

Considérant donc cette politique préjudiciable aux intérêts nationaux, le *Grajdanine* fait appel au prince et au peuple pour débarquer ce cabinet et faire cesser cette funeste politique.

D'autres organes sont du même avis. Ainsi la *Bulgaria* (n°s 20 et 21, 11/24, 14/27 décembre) examinant la question des bandes estime que leur existence est funeste au bulgarisme macédonien. Et il attaque violemment le gouvernement qui « par sa politique des bandes » contribue à aggraver la situation.

La population bulgaro-macédonienne elle-même, lassée des procédés des bandes, se montre hostile envers ces hôtes. C'est ainsi, dit le *Grajdanine* (31 décembre/12 janvier) qu'une bande commandée par le chef Etienne partit de Bulgarie il y a deux mois pour aller opérer dans la région de Velessa (Macédoine). A son arrivée dans le district, elle fut plutôt mal accueillie : la population l'invita à regagner la Bulgarie, expliquant qu'elle n'avait pas besoin de ses services. Le chef Etienne a cru prudent de suivre ce conseil ; effectivement il rentra en Bulgarie : « Maintenant, ajoute la feuille bulgare, les partisans sont arrivés ici et attendent les ordres du gouvernement bulgare !... »

M.

(1) Ghennadief est natif de Monastir (Macédoine) ; il est d'origine grecque ainsi que l'indique son nom, malgré sa désinence slave. Chez ce renégat, la haine du Grec ne connaît pas de bornes. — NOTE DU CORRESPONDANT.

Le doctorat ès lettres à l'Université de Paris

La Sorbonne vient de conférer le grade de docteur ès lettres avec mention honorable à M. Jean Pappadopoulos, un de ses anciens élèves, actuellement professeur au Lycée « Zographeion » de Constantinople. C'est pour la première fois, si nous ne nous trompons, qu'un Hellène arrive à conquérir ce grade de l'Université de Paris.

Devant le jury, composé de M. Pfister, professeur d'histoire du moyen âge, de l'éminent byzantinologue M. Charles Diehl, et de l'helléniste bien connu M. Gustave Fougères, professeur à la Sorbonne, le jeune docteur a soutenu brillamment une thèse en français, sur Théodore II Lascaris, empereur de Nicée. Dans cette étude, M. J. Pappadopoulos, mettant à profit toutes les sources jusqu'à ce jour connues que les manuscrits encore inédits conservés dans les bibliothèques de Paris, de Milan et d'autres villes italiennes, a su évoquer toute une époque et démontrer que la cour de Nicée, tout en se préparant pour reconquérir Byzance sur les Croisés, cultivait les lettres grecques et encourageait les savants par tous les moyens en son pouvoir ; elle était devenue au XIII^e^ siècle, une citadelle puissante de la civilisation hellénique par laquelle elle espérait triompher un jour d'ennemis redoutables qui entouraient l'empire de Nicée. Nous reviendrons sur cette étude dans le prochain numéro.

A propos de cette soutenance de thèse, il est bon de rappeler que les études historiques et philosophiques sont devenues à l'Université de Paris, depuis une dizaine d'années, plus accessibles aux étrangers, grâce à la clairvoyance de l'éminent doyen de la Faculté des Lettres, M. Alfred Croiset, et des savants professeurs qui l'entourent. Non seulement le programme de cette Faculté permet aux aspirants au doctorat de suivre régulièrement et méthodiquement une série de cours et de conférences conduisant à la licence, mais les professeurs, loin de se désintéresser des travaux de leurs élèves, les suivent, au contraire, de près et les aident par leurs conseils à atteindre leur but. Les Anglais et les Américains, qui allaient autrefois aux universités allemandes, se font aujourd'hui inscrire en grand nombre à l'Université de Paris, où ils trouvent un enseignement plus approprié au génie de la race anglo-saxonne.

Les Hellènes plus particulièrement, sont sûrs de trouver à la Sorbonne une pléiade de professeurs, la plupart, anciens élèves de l'Ecole française d'Athènes, qui sont à même de former leur esprit et les préparer à l'étude de la Grèce ancienne et de l'histoire byzantine, si négligée jusqu'avant les travaux de M. Charles Diehl. Ces derniers nous ont permis de mieux connaître le monde byzantin et de lui rendre justice d'avoir su sauver la civilisation hellénique et préparer la renaissance arrêtée brusquement par le glaive de Mahomet II.

Les cours de MM. Alfred Croiset et Charles Diehl seuls, suffisent à ouvrir aux jeunes Hellènes des horizons inconnus des étudiants des universités allemandes et leur donner un enseignement fécond en travaux littéraires et historiques.

C'est à la Sorbonne et à l'Ecole du Louvre qu'on apprend à mieux connaître la beauté de l'art grec et de l'art byzantin, et le contrôle effectif exercé par les professeurs de la Sorbonne sur les études de leurs élèves offre une garantie sérieuse aux parents qui dirigent leurs enfants vers cette université !

G. T.

REVUE DE LA PRESSE

A travers Stamboul

Nous lisons dans le *Levant-Herald :*

A droite du quartier du Phanar, sur une terrasse dominant la mer, s'élève, derrière une clôture, une petite église dont on ne voit que la partie supérieure. Le tout est crépi d'un badigeon bleu souvent renouvelé. Une espèce de tourelle la surmonte, isolée, en guise de coupole, avec un toit à peine saillant où monte une croix. Le pourtour est percé de quelques fenêtres basses. L'ensemble est mesquin, dépourvu d'élégance et ne diffère guère pour la forme, d'une église de village ou des édifices religieux qu'on voit dans l'intérieur des vieux monastères grecs. Pourtant, ce modeste édifice a un nom dans l'histoire. C'est la Panaghia Mougliotissa, c'est-à-dire la Vierge Mongole. Singulière association de noms où il y a comme du mystère. Elle évoque, en effet, un état de chose ancien et curieux et ce qu'on en peut dire résume la situation morale et politique de l'empire byzantin à son déclin.

Elle fut bâtie vers la fin du treizième siècle par une fille naturelle de Michel Paléologue, connue sous le nom de Despina des Mongols, Ce n'était pas là un simple sobriquet, mais un titre auquel cette princesse byzantine avait droit. Marie Paléologue avait épousé, en 1265, peu de temps après la restauration de l'Empire à Constantinople, le khan des Mongols de Perse, le seigneur Abaka. Elle avait été promise auparavant à Houlogou, son père, qui mourut comme il guerroyait du côté de la Syrie. On peut penser que cette alliance n'eut rien d'un roman d'amour, mais qu'elle ne fut dictée que par l'intérêt politique. Les Paléologues tenaient toujours en réserve une parente plus ou moins légitime qu'ils mariaient au loin et devenait ainsi le prix d'une paix ou d'une alliance.

La plus recherchée de ces alliances à cette époque était celle des empereurs mongols, l'Europe et l'Asie tremblaient devant leurs bannières victorieuses. Depuis les mers de Chine jusqu'à la Vistule tout pliait devant leurs escadrons. Les faibles empereurs de Nicée avaient cherché tout d'abord un appui en eux. Les temps étaient durs et les Grecs étaient déchirés par les luttes intestines. Personne ne les aidait dans leur œuvre d'affranchissement. Ils ne négligeaient donc aucun moyen pour se concilier la faveur de l'invincible Kaghan. Les successeurs de Michel III envoyèrent tour à tour des princesses byzantines dans ces contrées éloignées. Dans l'année 1304, Andronik le vieux offrait à Ghazan la main d'une jeune Despina qui, à Constantinople, passait pour sa fille naturelle. Quatre ans après, il mariat sa sœur à Mohammed Khodahendeb, frère et successeur de Ghazan, et cette princesse fut appelée chez les Mongols la Despina Khâtoun. Une autre fille naturelle d'Andronik, nommée également Marie, épousait vers la même époque Toukhta, Khan des Mongols du Kiptchak, aujourd'hui Russie méridionale.

Les Mongols étaient particulièrement tolérants. « Dans la cour de Koubilïa, dit M. Léon Fer dans son très savant tableau de l'Etat Mongol au treizième siècle, dont les chasses étaient dirigées par un allemand, l'islamisme, le mosaïsme, le boudhisme, étonnés de se trouver réunis, étaient professés par un grand nombre d'adhérents de chacun de ces cultes. etc. »Aussi à la cour de ces monarques asiatiques les princesses chrétiennes conservaient leur foi et leurs usages, Elles quittaient Constantinople invariablement suivies d'un nombreux cortège de nourrices, de suivantes et de pages. Elles s'arrangeaient dans ces cantons reculés de façon à se donner l'illusion d'une vie toute grecque. Au surplus, elles ne s'éloignaient jamais du pays natal sans esprit de retour. Rien ne valait à leurs yeux la société byzantine et ses mœurs.

Les Grecs de Byzance avaient au plus haut degré l'orgueil de leur civilation et mettaient par-dessus tout la douceur de vivre sur les bords du Bosphore. La tentation d'y revenir pour ces princesses exilées était d'autant plus vive que le mariage les enrichissait. A la cour des rois mongols, riches des dépouilles de l'Asie et de l'Europe, on donnait sans compter. Aussi, quand un prompt veuvage les délivrait, elles s'empressaient de reprendre le chemin de la capitale. A défaut, elles invoquaient toutes sortes de prétextes pour revoir leurs parents. Tel fut le cas de cette princesse byzantine dont parle Ibn-Batoutah dans le récit si amusant de ses voyages. La femme de Mohammed Uzbec Khan ayant demandé à son mari la permission de se rendre à Constantinople pour y faire ses couches, le voyageur arabe obtint du monarque la permission de l'accompagner.

« Nous nous mîmes en route le 10 de Chawâl en compagnie de la Despina Khâtoun et sous sa protection. Le monarque l'accompagna l'espace d'une journée de marche ; puis il retourna sur ses pas. L'émir Beidarah escortait la reine avec cinq mille de ses soldats. La troupe de la Khâtoun s'élevait à environ cinq cents cavaliers, parmi lesquels ses serviteurs étaient au nombre d'à peu près deux cents tant mamelouks que grecs : le reste se composait de turcs. Elle avait près de quatre cents chariots et deux mille chevaux, tant pour le trait que pour la selle : environ trois cents bœufs et deux cents chameaux, aussi pour traîner les arabas. La princesse avait encore avec elle dix pages grecs et autant d'indiens ; leur chef à tous s'appelait Sunbul l'indien ; quant au chef des grecs, il se nommait Mikhaïl et les Turcs l'appelaient Loûlou (perle). La princesse avait laissé la plupart de ses femmes esclaves et de ses bagages dans le camp de son mari, parce qu'elle n'était partie que pour visiter son père et faire ses couches, etc.»

Mais voilà que son frère vient à sa rencontre avec cinq mille cavaliers revêtus d'amples cottes de maille. On portait au-dessus de sa tête un parasol brodé de perles. Dans la main il tenait une lance au bout de laquelle flottait un étendard.

« La princesse monta alors à cheval en compagnie de ses esclaves, de ses suivantes, de ses pages ; tous ceux-ci étaient au nombre d'environ cinq cents et vêtus de soie brodée d'or et de pierreries. La princesse était couverte d'un manteau de l'étoffe appelée « Anakh » et aussi « annécidj » (broderie d'or), lequel était brodé de pierres précieuses. Elle avait sur la tête une couronne incrustée de pierreries, et son cheval était couvert d'une housse de soie brodée d'or ; il avait aux quatre pieds des anneaux d'or et à son cou des colliers enrichis de pierres précieuses. La rencontre de la princesse et de son frère eut lieu dans une plaine. Il mit pied à terre devant sa sœur, car il était plus jeune qu'elle ; il baisa son étrier et elle l'embrassa sur la tête. »

On voit par ce récit que la condition de ces princesses était loin d'être malheureuse. Elles étaient entourées de respect, ce qui est conforme aux mœurs mongoles, dont la déférence pour la femme a été fort vantée par les historiens, et d'un luxe qu'eussent envié les princesses des « Mille et une nuits ». Les Kaghans les traitaient en vraies filles de roi et après la mort de ces derniers, personne ne trouvait mauvais qu'elles reprissent le chemin de leur pays enrichies de tous les apanages que leur octroyait la munificence de leur mari. Tel fut le cas de Marie Paléologue. Devenue veuve, elle se retira auprès de son père. Après avoir ébloui la capitale par le déploiement d'un faste digne de l'épouse du grand conquérant qu'avait été son mari, elle finit dans la dévotion. Elle fit l'achat d'un vaste jardin et éleva sur cet emplacement un monastère pour les femmes. Or, un monastère n'allait jamais sans une église. Elle bâtit donc celle qui subsiste encore et l'enrichit, dit son historien Pachymère, de magnifiques présents. Les revenus des vignes de Péra qu'elle acheta furent affectés à son entretien.

L'histoire de cette église du treizième siècle n'a d'intérêt que par les circonstances que nous venons de raconter. Elle n'a conservé ni un morceau de sculpture ni une seule mosaïque. Il faut croire que Marie la Mongole était loin de posséder les goûts raffinés et somptueux du ministre son frère, Théodore le métochite qui bâtit son admirable « Kahrié » quelques années plus tard. Ou bien faut-il croire que la renaissance de l'art byzantin n'avait pas encore commencé.

Mais telle quelle est, la petite église de la Mongole devait rester au culte grec. Sultan Fatih en fit présent à l'architecte grec Chrystodoulos qui venait de lui construire une superbe mosquée sur l'emplacement des Saints-Apôtres.

Tels sont les souvenirs lointains et caractéristiques qu'évoque la « Panaghia i Mougliotissa ».

A propos du Congrès arméno turc.

Nous lisons dans le *Siècle* (12 janvier) :

Nous recevons de Midhat-Bey la lettre ci-dessous dont l'importance ne saurait échapper à ceux de nos compatriotes qui s'intéressent au mouvement libéral de la Turquie.

Elle indique dans ce mouvement deux directions différentes quant au but à atteindre ; mais il est à peine nécessaire d'ajouter que les deux éléments du parti libéral turc auxquels il y est, fait allusion sont d'accord pour condamner l'autocratie tyrannique du sultan actuel.

« Paris, 9 janvier 1908.

« Monsieur le directeur politique,

« Puis-je espérer que le *Siècle*, avec son amabilité habituelle, voudra bien accueillir la brève réponse que je désire faire aux questions qui me sont adressées de divers côtés, sur les raisons de mon absence du Congrès, tenu dernièrement à Paris « par les partis d'opposition de l'Empire Ottoman » ?

Etranger aux deux comités turcs qui, unis à un comité arménien, ont eu l'initiative de ce Congrès, je ne pouvais y assister sans paraître adhérer aux accords qui en ont précédé la convocation et dont je ne connais ni la base ni la portée.

Il y avait là un motif suffisant pour expliquer mon abstention : mais il n'était pas le seul. Le fait que des représentants de l'élément grec, le plus nombreux et le plus important à tous égards, parmi ceux qui forment la population chrétienne de la Turquie, n'ont pas été appelés à prendre part aux délibérations privées qui ont rendu possible la manifestation publique dont il s'agit, autorisait tous les commentaires.

Il était, en effet, naturel que je me demandasse si cette exclusion n'était pas déterminée par certains projets de décentralisation chers au prince Sebaheddine Bey et à ses partisans arméniens et bulgares, et dont l'adoption changerait le pays en un Etat composé de provinces confédérées. Or, comme chacun sait, je partage entièrement les préventions de l'immense majorité des patriotes ottomans contre les vues heureusement impraticables de Sebaheddine Bey. Et je reste trop attaché aux principes et aux doctrines de Midhat-pacha pour me rallier à des programmes de réforme qui s'en écartent complètement et peuvent compromettre l'unité de l'Empire et les droits de souveraineté de la dynastie régnante.

Veuillez agréer, monsieur le directeur politique, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

ALI HAYDAR MIDHAT. »

Le Gérant : R. PANON.

Société Anon. des Imprimeries WELLHOFFet ROCHE
55, rue Fromont, Levallois. — ANCEAU, dir.

Cinquième Année. — N° 4. Le Numéro : 25 Centimes. 15 Février 1908.

L'Hellénisme

ORGANE BI-MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ "L'HELLENISMOS"

ABONNEMENTS :
France. . . . . Un An 6 fr.
Union Postale. . . . — 8 fr.

DIRECTION A PARIS
6, Rue de Mézières (VIe Arrondiss.)

Le bureau de l'HELLÉNISME
est ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi
de 10 heures à midi

SOMMAIRE

Mitrovitza et læ Pirée-Larisse.

L'exposé de M.. d'Aerenthal.

L'incident austro-russe.

L'hellénisme dans le théâtre allemand.

Les affaires de Macédoine : *auæ Délégations hongroises et au Parlement anglais.*

L'agitation turco-arménienne : *en Asie-Mineure.*

L'imbroglio macédonien : par M. M. Paillarès.

En Grèce : *par monts et par vauæ.*

En Macédoine : *l'affaire de Dragos; crimes bulgares; les bandes.*

Revue de la presse : *les Italiens en Turquie; Carlos Ier et la presse turque; les vins grecs; l'inspecteur des finances crétoises.*

AVIS

Le bureau de l'*Hellénisme* vient d'être transféré au **6, rue de Mézières** (VIe).

MITROVITZA ET LE PIRÉE-LARISSE

L'émotion soulevée par les retentissantes déclarations de M. d'Aerenthal n'est pas près de se calmer. L'on s'explique assez l'humeur qu'on en éprouve dans les cercles politiques à Pétersbourg qui se voient pris au dépourvu. L'on comprend moins bien la stupéfaction indignée que rencontre dans la presse russe le projet du prolongement des chemins de fer autrichiens vers l'Egée, pas plus qu'on ne comprendrait que l'Autriche criât à la trahison si la Russie cherchait à réaliser son plan de construction d'une ligne allant du Danube moyen à l'Adriatique. C'est l'apanage des grandes puissances, de pouvoir s'assurer une situation privilégiée et acquérir des avantages spéciaux dans le domaine d'autrui. Ce peut être regrettable; il n'en est pas moins ainsi. D'ailleurs, qu'on le veuille ou non, les plans économiques dont M. d'Aerenthal a parlé sont fatalement destinés à aboutir un jour ou l'autre. Et il est difficile de méconnaître que ces réseaux ne soient en quelque sorte dans l'ordre des choses. L'article 25 du traité de Berlin est formel : il confère à l'Autriche le droit d'entretenir des garnisons et d'avoir des routes militaires et commerciales dans le sandjak ottoman de Novi-Bazar, jusqu'au delà de Mitrovitza. Le rail autrichien vers le sud-est s'arrête aujourd'hui à Uvach. De là il bifurque sur l'Adriatique. On cherche maintenant à le rattacher directement au littoral égéen.

Actuellement, le trafic pour descendre à Salonique doit faire un détour et emprunter la voie serbe. Or, il existe un chemin de fer turc, Salonique-Uskub-Mitrovitza. Cent vingt kilomètres à peine séparent la station turque Mitrovitza d'Uvach, la station terminus actuelle du réseau austro-bosniaque. Construire ces 120 kilomètres pour relier les voies autrichienne et turque, et aller tout droit de Vienne à Salonique, c'est un projet que l'Autriche caresse depuis longtemps.

C'est en 1871, qu'il a été pour la première fois question de cette voie d'accès à l'Archipel. La ligne de Banjaluka (sur la frontière austro-bosnienne) à Salonique devait être construite par le groupe Hirsch, conjointement avec la ligne partant de Constantinople et allant à Vienne, à travers la Thrace, la Bulgarie et la Serbie. C'est même en considération des difficultés que présentaient les travaux de la première voie, qu'il avait été stipulé que l'une et l'autre seraient construites à raison de 300.000 francs le kilomètre. C'a été l'art du baron Hirsch d'établir à ce prix la deuxième ligne, celle de Constantinople, et d'abandonner la construction de la première, dont il est de nouveau question aujourd'hui.

L'importance de ce chemin de fer n'échappe à personne : il mettrait en communication directe l'Autriche — et toute l'Europe centrale — avec le centre et le littoral de la Turquie d'Europe. Le commerce austro-hongrois, actuellement tributaire des chemins de fer serbes et bulgares, emprunterait une voie purement autrichienne. Ce serait le détournement du trafic international au profit de Serajevo, au détriment de Belgrade et de Nisch. Ce serait enfin l'hégémonie économique de l'Autriche sur les Balkans.

M. d'Aerenthal a parlé de « pénétration pacifique ». Il a insisté sur ce fait que l'Autriche ne vise à s'assurer que des avantages économiques. Il est à souhaiter que là se borne son ambition. Le chemin de fer de Mitrovitza n'a pas seulement une importance commerciale : il présente aussi, et surtout, un intérêt militaire et politique considérable : il permettrait de jeter, en quelques heures, sur la frontière de la Vieille-Serbie, de la Macédoine, les troupes austro-hongroises. Et Salonique ne serait plus seulement un important débouché du commerce austro-allemand sur la Méditerranée, elle risquerait de devenir rapidement une place forte austro-hongroise. C'est ce qui inquiète précisément les adversaires de ces projets. Il faut espérer que l'avenir démentira ces inquiétudes.

* * *

Ces projets ne sont point solidaires, comme l'ont prétendu certains journaux russes, du projet de jonction de la ligne grecque Pirée-Larisse avec le réseau turc actuellement existant. Que le chemin de fer de Mitrovitza soit construit ou non, le gouvernement hellénique n'en cherchera pas moins à effectuer le raccordement qui le mettra en communication avec l'Europe centrale.

Cette jonction est une question capitale pour la Grèce, mais elle a aussi une importance mondiale. Le raccordement des lignes grecques et turques établirait, — en attendant que le chemin de fer de Bagdad soit terminé, — par Salonique et le Pirée, la voie la plus courte et la plus rapide entre l'Europe et les Indes. La malle anglaise, qui prend actuellement la voie de mer à Brindisi, cherche à abréger autant que possible la traversée de la Méditerranée. Le rattachement des rails gréco-turcs raccourcirait considérablement ce trajet, puisque la poste anglo-égyptienne passerait par Salonique et le Pirée, à l'extrême pointe sud de l'Europe. Mais, pour revenir à une assertion tendancieuse, il est inexact que le projet grec soit connexe au projet autrichien. Si, comme l'a dit dans son exposé M. d'Aerenthal, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople appuie les démarches de la légation de Grèce en vue d'obtenir du sultan le raccordement de la voie grecque avec les Orientaux, c'est que l'Autriche y voit un excellent moyen de développer son trafic en dirigeant ses marchandises sur le Pirée par la voie de terre. Il y a là simplement concordance d'intérêts économiques. De là à conclure à une entente austro-grecque sur le terrain politique, il y a loin.

Il est probable que, dans ses combinaisons économiques, le gouvernement austro-hongrois tient suffisamment compte d'un facteur essentiel, le facteur grec. Peut-être même estime-t-il que sa situation économique en Macédoine sera d'autant mieux assurée que les

droits des Grecs y seront pleinement respectés. En tout cas, il comprend que le succès de ses entreprises économiques dépend du rétablissement et du maintien de la paix en Macédoine. Pour être riche et prospère, la Macédoine doit obtenir enfin un régime de justice, de liberté et de labeur pacifique. Après les diverses tentatives qu'on prétend avoir faites dans le sens de l'apaisement, et dont personne, pas même M. d'Aerenthal, ne conteste la stérilité, on ne voit qu'un moyen pratique et définitif de mettre un terme aux troubles sanglants dans lesquels se débat le pays : ce serait de reconnaître les droits de chacune des trois nationalités actuellement en conflit dans des divisions administratives dont la délimitation serait basée sur le nombre et la volonté librement exprimée des habitants, — ce qui peut parfaitement se concilier avec le respect des droits de souveraineté de la Porte, aussi bien qu'avec les avantages économiques qu'on cherche à y acquérir.

LE CHEMIN DE FER DE MITROVITZA

dans l'exposé de M. d'Aerenthal

Voici le passage de l'exposé du ministre relatif aux projets autrichiens dans les Balkans :

Fidèles à notre politique balkanique, nous ne poursuivons pas là des conquêtes territoriales. Notre mission y est civilisatrice et économique, et elle sera d'autant plus importante que les pays balkaniques sont à la veille d'une ère de développement considérable. L'ouverture à la vie économique de l'Asie-Mineure et de la Mésopotamie sera toujours considérée comme un exploit de l'esprit d'entreprise germanique. D'autres grandes nations civilisées ne travaillent pas avec moins d'ardeur à créer, dans l'empire ottoman, de nouvelles ressources. Toutes ces entreprises, qui consistent pour la plupart en la construction de nouvelles et très importantes lignes ferrées — peu importe que celles-ci soient tracées de l'ouest à l'est ou inversement — visent à un grand but : à établir, par la voie de Constantinople et des détroits, un colossal échange de bienfaits économiques entre l'Occident et l'Orient. Il est évident que, de ce chef, les pays d'au delà Constantinople sont destinés à acquérir une grande importance. Mais nous sommes, nous aussi, de par la possession de la Bosnie, une puissance balkanique; *notre tâche et notre devoir consiste à discerner les signes des temps et à savoir en tirer parti*. Je dis cela en prévision d'une politique de chemin de fer (*Verhelrspolitik*). Par la construction des lignes des chemins de fer Orientaux jusqu'aux frontières turques et serbes, nous avons posé la base d'une évolution ultérieure. Nous songeons, avant tout, à prendre des mesures en vue du raccordement. Ce ne sera pas difficile de l'obtenir de la Serbie. La ligne jusqu'à Varditsa est achevée, et, du côté serbe, la ligne de jonction avance également. Quant à la jonction avec Mitrovitza, l'ambassadeur comte Pallavicini a été chargé de demander à S. M. le Sultan l'autorisation en vue des études pour la construction de cette voie. J'espère fermement que le Sultan accordera sous peu cette autorisation, afin qu'un syndicat de banques autrichiennes et hongroises puisse entreprendre les travaux du tracé.

Ce n'est qu'après l'achèvement de ces travaux, qu'il sera possible de songer définitivement à l'établissement ultérieur de cette voie ferrée, qui, en raison des difficultés d'exécution, exigera plusieurs années. Cette ligne d'Uvach-Mitrovitza mérite une persévérance sans conditions, parce que, non seulement elle met en contact le réseau bosniaque avec les lignes des pays voisins, mais encore nous ouvre des perspectives toutes nouvelles de voies ferrées. Lorsque le réseau bosniaque aura été rattaché aux rails ottomans, notre trafic se dirigera directement par Sarajévo sur la mer Egée et la Méditerranée. D'autre part, il y a espoir de voir sous peu s'effectuer la jonction des chemins de fer turcs et grecs, ce qui mettrait en communications directes Vienne, Budapest, Sarajévo, Athènes et le Pirée, et constituerait la voie la plus directe entre l'Europe centrale, l'Egypte et les Indes. Pour notre part, nous appuyons chaleureusement à Constantinople les demandes grecques en vue de la jonction; *ce n'est que par là que se réalisera dans son ensemble notre idée économico-politique*. J'espère que dans ces entreprises nous pouvons d'autant mieux compter sur le concours du Sultan, que le raccordement du réseau turc avec les lignes bosniaques, au nord, avec les grecques, au sud, ouvrirait aux vilayets macédoniens une nouvelle ère économique et contribuerait ainsi à accroître l'intérêt des populations de ces pays à des œuvres pacifiques.

Mais il sera également nécessaire d'établir des communications avec le Monténégro, et, avant tout, de construire une ligne entre Cattaro et le littoral monténégrin; la question est actuellement à l'étude; lorsque ces études auront abouti, ce sera le moment d'entrer en pourparlers avec la principauté, sur la base de l'article 29 de l'Acte de Berlin. J'estime que notre politique de chemins de fer, que je retrace ici dans ses grandes lignes, nous facilitera essentiellement, dans la transformation actuelle des conditions politico-économiques, le maintien de notre situation, et, d'autre part, assurera à nos communications avec le sud de nouvelles combinaisons, à la condition toutefois que nos efforts purement économico-politiques soient puissamment secondés, non seulement par les pays balkaniques intéressés, mais aussi par la sagacité entreprenante de nos milieux économiques et industriels.

Dans son exposé du 27 janvier, M. d'Aerenthal a dit que le marquis Pallavicini, ambassadeur d'Autriche à Constantinople, était chargé de demander au sultan l'autorisation d'entreprendre des études pour la construction du chemin de fer de Mitrovitza.

Dans une audience accordée le 1er février à M. Pallavicini, Abdul Hamid a été saisi de cette demande. On pouvait prévoir qu'il n'y accèderait pas facilement. La Porte n'a pas tardé à faire connaître sa réponse. Quoique l'article 25 du traité de Berlin prévoie l'ouverture de routes militaires et commerciales dans cette région, a-t-elle dit, le gouvernement ottoman ne peut pas se résoudre à donner une nouvelle consécration à l'occupation de pays considérés par le sultan, malgré tout état de fait, comme siens. La Porte considère qu'il serait inopportun de demander une concession pendant les débats actuels au sujet des réformes, tout en espérant amener l'Autriche à des sentiments plus conciliants concernant les réformes judiciaires, si la demande de la ligne de jonction était accordée.

Pourtant, dans la séance du 11 février des Délégations, le comte Esterhazy, chef de division au ministère des affaires étrangères et représentant du ministre, après avoir affirmé que la politique de l'Autriche a pour base, après comme avant, l'entente avec la Russie, et que ni l'une ni l'autre de ces puissances ne recherchent une expansion territoriale, toutes deux voulant « sauvegarder l'intégrité de la Turquie, sans préjudice des droits des États balkaniques », a fait la déclaration suivante :

« En ce qui concerne les travaux préli-
« naires du chemin de fer qui doit traverser
« le sandjak de Novi-Bazar, le sultan a ac-
« cordé satisfaction au désir exprimé par
« nous. Une commission a été envoyée sur les
« lieux pour étudier ces travaux préliminaires,
« qui doivent commencer en mars. Le droit
« nous a été reconnu de déléguer des ingé-
« nieurs qui feront partie de cette commis-
« sion, et nous les avons choisis parmi ceux
« de l'Union des chemins de fer Orientaux. »

L'INCIDENT AUSTRO-RUSSE

Pour ceux qui ont suivi, depuis une quinzaine d'années, le développement des rapports austro-russes, la brusque saute de vent qui vient de déchaîner la petite tempête diplomatique de ces jours derniers ne constitue pas une grande surprise.

De tout temps, une méfiance réciproque caractérisait les relations des deux puissances, méfiance que n'ont dissipée ni la visite de Nicolas II à Vienne, en 1896, ni l'accord du 29 avril 1897, pas plus que l'entente de 1903 dite de Muerszteg, qui visait bien moins à pacifier les vilayets macédoniens qu'à prévenir les dangers de la rivalité austro-russe dans les Balkans.

On se rappelle l'accueil plutôt réservé que la presse viennoise faisait au comte Lamsdorff, au moment même où il allait négocier l'accord de Muerszteg. Le Russe a toujours été suspect à Vienne, et l'on n'y a jamais pu voir en lui autre chose qu'un rival, qu'il convient de ménager peut-être, mais, avant tout, de surveiller de près. Pendant la guerre de Mandchourie, tandis que la presse tchèque se lamentait des défaites russes, les journaux allemands de Vienne dissimulaient assez mal la joie que leur causaient les succès des Japonais. D'ailleurs le comte Goluchowski n'a jamais été très tendre pour les Russes. Peut-être son origine polonaise y était pour quelque chose. Il suffit de se rappeler son attitude plutôt agressive à l'égard de tel ou tel ministère, en Bulgarie ou en Serbie, qui manifestait des tendances russophiles.

Pourtant, on s'accordait généralement à dire que, depuis l'avènement de M. d'Aerenthal, la politique viennoise, à l'égard de la Russie, s'était modifiée et adoucie. Le nouveau ministre passait pour être à Pétersbourg, où il avait fait presque toute sa carrière, *persona gratissima*. On voyait en lui un ami personnel de M. Isvolsky et de Nicolas II. On est allé jusqu'à lui attribuer un projet d' « alliance entre les trois empereurs ». Au mois de septembre dernier, M. d'Aerenthal réserva, à Vienne, un accueil chaleureux au grand-duc Vladimir et à M. Isvolsky, avec lequel il élabora la fameuse note à la Grèce, à la Serbie et à la Bulgarie, qui fut considérée comme l'édition *ne varietur* du programme de Muerszteg. Et voilà que, brusquement, le charme de cette liaison se rompt et s'évanouit dans l'émotion soulevée à Pétersbourg par un discours qui passe sur les Balkans comme une sonnerie de clairon. La presse russe ne ménage point M. d'Aerenthal ; elle le taxe de duplicité, de trahison, et l'accuse d'avoir violé l'entente de Muerszteg ; elle va même jusqu'à dénoncer cet accord. « Désormais, disent le *Rouss* et la *Novoïé-Vremia*, aucune amitié ne saurait exister entre les deux pays. » Le cabinet de Pétersbourg, très mécontent, fait accorder un long congé au prince Ouroussof, l'ambassadeur russe à Vienne. C'est un avertissement à l'adresse du cabinet viennois, en même temps qu'une demi-disgrâce pour le diplomate russe qui n'a pas su informer son gouvernement de ce qui se préparait au Ballplatz.

La diplomatie moscovite s'aperçoit, non sans amertume, que le marché conclu il y a dix ans

à Vienne est pour elle un marché de dupe. Il s'aperçoit que c'est le plus larron qui a tenu jusqu'ici la bourse et qu'il n'est pas près de la lâcher. La Porte ressent déjà le contre-coup du mécontentement qu'on éprouve à Pétersbourg par suite de cette affaire. Le *Temps* (13 février) publie à ce propos la dépêche assez amphigourique que voici, qui lui vient de Constantinople :

La Russie manifeste ici son mécontentement de la politique autrichienne à propos du chemin de fer de Bosnie-Mitrovitza. Des efforts seraient faits en vue de dissiper le mécontentement de la Russie et d'amener la Turquie à comprendre que si l'abandon du programme de Muerszteg répond à ses désirs, la dislocation du concert européen maintenant l'intégrité territoriale de l'empire laisserait le champ libre à des compétitions dont la première victime serait la Turquie elle-même.

Cependant, M. d'Aerenthal s'emploie à calmer par de mielleux discours les appréhensions qu'a éveillées son discours. Mais son onctueuse diplomatie n'a guère amené de résultat jusqu'ici. Il a beau rappeler qu'il n'a point omis, en septembre dernier, d'informer de ses intentions son collègue russe, M. Isvolsky, il a beau répéter : « Pas de conquête territoriale, rien qu'une politique d'expansion », à Pétersbourg on n'en veut rien entendre et l'on continue à bouder.

Mais voici que le *Temps* d'hier (14 février) propose de quoi dérider les Russes. Après avoir signalé que ceux-ci ne sont pas seuls à s'alarmer de ce qui se trame au Ballplatz, que l'Italie aussi commence à s'en inquiéter, enfin que la France elle-même ne voit pas de bon œil que derrière l'Autriche marche l'Allemagne, le *Temps*, visiblement inspiré, offre que l'on transige, que l'on partage peut-être. Il se demande s'il faut conclure que les intérêts en présence soient inconciliables?

Aucunement. Le propre des affaires balkaniques est de se régler par des compromis. Il n'est pas douteux que l'on puisse arriver dans la question du chemin de fer de Mitrovitza à un arrangemeni satisfaisant. Le *statu quo* serait rompu si l'Autriche obtenait la concession qu'elle réclame sans que cela comporte une contre-partie pour la Russie. Mais l'équilibre d'une balance n'est pas détruit quand on ajoute un poids égal à chacun des plateaux. N'est-il point de compensation qui puisse dédommager le gouvernement russe des progrès de l'influence autrichienne dans le vilayet de Kossovo et dans la vallée du Vardar? Nous sommes certains qu'il en existe, et il est probable que les diplomaties autrichienne et russe ne discutent plus aujourd'hui que des modalités d'un accord. Les déclarations que M. Mouravief, secrétaire d'ambassade russe à Berlin, récemment nommé consul à Budapest, vient de faire à la *Nouvelle Presse libre* permettent de le penser : « On travaille en ce moment, dit-il, entre Pétersbourg et Vienne, à éclaircir les malentendus. Je crois qu'ils seront promptement écartés et qu'on tirera au clair la question de savoir si l'accord de Muerzsteg doit subsister ou non. Je crois que, par le projet de M. d'Aerenthal, le *statu quo* serait en effet altéré au profit d'un des contractants, mais je crois aussi qu'il ne sera pas difficile de s'entendre. »

Mais voici que l'Italie aussi réclame sa part. La *Tribuna* écrit : « Notre attitude, qui présuppose une réciprocité parfaite, forme la base même de cet accord austro-italien que nous avons encouragé et défendu ». Et l'organe officieux préconise la nécessité de concilier, par des accords diplomatiques, les intérêts, actuellement contraires, des grandes puissances. Bien entendu, dans tout ceci, il n'est point question des petits Etats voisins de la Macédoine. Les grandes puissances, qui ne se donnent pas toujours la peine de se consulter l'une l'autre, consulteront moins encore de menus compétiteurs. Mais de tout cela, que sortira-t-il? Est-ce le démembrement de la Turquie ? Bien malin qui pourra le prévoir et prophétiser à coup sûr. Toujours est-il que la question qui vient de surgir marque officiellement la clôture d'un chapitre et l'ouverture d'une nouvelle période dans la crise orientale.

L'Hellénisme dans le théâtre allemand

La semaine dernière, M. Victor Basch, professeur à la Sorbonne, a fait à l'Ecole des Hautes Études Sociales deux conférences sur « l'hellénisme dans le théâtre allemand ».

Les notes, malheureusement trop hâtives, que nous avons prises sur le thème que M. Basch a développé brillamment, et avec un grand luxe d'érudition, ne nous permettent de donner de ces deux conférences qu'un résumé succinct.

M. Basch a tout d'abord rappelé que le théâtre allemand n'existe véritablement que depuis le XVIIIe siècle. Et comme en Allemagne c'est la critique qui, de tout temps, fut l'accoucheuse de l'art, c'est par la critique qu'il faut commencer lorsqu'on étudie l'influence de la littérature grecque sur le drame germanique.

L'homme qui a exercé l'influence la plus considérable sur la pensée allemande et même européenne, c'est Winckelmann, qui a « redécouvert l'art grec, la sculpture grecque ». Nous savons aujourd'hui que Winckelmann n'a trouvé à Rome que très peu d'œuvres véritablement hellènes, et que notamment il n'a connu que des œuvres d'une époque déterminée. Mais quelque étroites qu'aient été ses connaissances, il a échafaudé sur elles un système, une conception de l'art grec, qui a agi puissamment sur les esprits de son époque. C'est même sur cette conception que beaucoup d'entre nous vivent encore aujourd'hui. D'après Winckelmann, ce qui caractérise l'art grec c'est le « calme dans la grandeur ». Le beau, tel qu'il se reflète dans la statuaire grecque, est « comme l'eau pure qui est d'autant plus pure qu'elle a moins de goût ». Cette conception de Winckelmann s'explique par ce fait qu'il n'a point connu l'évolution complète de la statuaire grecque : il n'a travaillé que sur des copies, sur des œuvres romaines. Or, sa théorie, qui n'est déjà pas valable pour toute la sculpture grecque, on l'a transportée sur la littérature et même sur la tragédie grecques. On a prétendu que toutes les œuvres grecques étaient caractérisées par ce « calme dans la grandeur », par cette harmonie, par cette eurythmie, qui avaient tant frappé Winckelmann. On a paru oublier combien l'art grec est plus complexe, plus riche, plus large, combien toutes les passions et tous les sentiments en apparence les plus modernes se donnent carrière dans la littérature grecque — dans le lyrisme de Sapho, par exemple; — on a oublié surtout combien les formules winckelmanniennes caractérisaient mal cette tragédie grecque où s'incarnent les mythes anciens, où les passions les plus effrénées se donnent jour, où le parricide et l'inceste constituent l'action dramatique, où enfin un artiste réputé aussi eurythmique que Sophocle n'a pas craint de représenter sur la scène Philoctète avec sa plaie purulente ou Œdipe avec ses yeux sanguinolents.

Du vivant même de Winckelmann, un certain nombre de critiques allemands ont protesté contre cette conception de l'art grec. C'est ainsi que Lessing, dans son *Laocoon*, nie que les Grecs aient toujours observé dans leurs œuvres ce « calme dans la grandeur » dont parle Winckelmann : celui-ci avait prétendu que si le Laocoon du groupe fameux ne crie pas, c'est qu'un héros grec ne manifeste jamais sa douleur, qu'ayant la pudeur de sa passion, il reste maître de lui-même. C'est là ce que conteste Lessing. Il convient que le Laocoon ne crie pas, mais c'est uniquement parce que l'expression de la douleur violente n'appartient pas à la sculpture. Le spectacle de Laocoon criant, grimaçant des lèvres, eût été laid. La sculpture, de par ses moyens d'expression, a en effet pour tâche de représenter la beauté. Il en est tout autrement de la poésie, qui, elle, a pour mission de représenter les actions, les sentiments, les passions que la littérature grecque a en effet incarnés de la façon la plus intense et parfois la plus violente.

Dans la *Dramaturgie de Hambourg*, Lessing, on le sait, essaie de détourner ses compatriotes de l'imitation servile de la tragédie française, notamment de Corneille et de Voltaire. Leurs œuvres, imitées de l'antique, sont aussi peu antiques que possible. Les Français n'ont pas compris la théorie dramatique d'Aristote. Aristote avait proclamé que les deux grands mobiles de la tragédie étaient la pitié et φόβος. Ils avaient traduit φόβος par *terreur*, au lieu de l'interpréter par *peur* — la peur pour nous, spectateurs. C'est là ce qui explique que dans l'œuvre de Corneille il n'est guère de personnages qui nous inspirent la vraie pitié, — ce qui va à l'encontre du but même de la tragédie. Il faut donc, dit Lessing, renoncer à l'imitation des tragiques français, imitateurs infidèles de la tragédie grecque, et se tourner, soit vers Shakespeare, dont le génie est plus proche de celui des Allemands, soit vers les anciens eux-mêmes.

Lorsque, dit M. Basch, en grande partie, grâce à Lessing, la littérature allemande se régénère et que paraissent sur le stade littéraire germanique des génies de premier ordre, l'influence de ces idées se fait visiblement sentir. Gœthe, par exemple, nous apparaît, même dans la première période de son évolution, beaucoup moins éloigné de l'aspiration hellénique qu'il ne pourrait sembler au premier abord. Lorsqu'à Strasbourg il esquisse ses grands plans de drames, nous trouvons, à côté d'un *Faust*, d'un *Juif-Errant*, un *Prométhée*. Puis, lorsqu'à Weimar son génie se rasséne're et se purifie, lorsque surtout, en Italie, il boit à longs traits aux sources de cette beauté antique dont il avait eu une si ardente nostalgie, il renonce au romantisme turbulent de sa jeunesse, à son admiration pour l'architecture gothique, pour l'art germanique, et tente dans son *Iphigénie en Tauride* de rivaliser avec ces Grecs, qu'il reconnaît alors pour ses maîtres uniques.

Le conférencier, analysant l'*Iphigénie* d'Euripide et l'*Iphigénie* de Gœthe, montre que cette Iphigénie se rapproche bien moins de son modèle antique que des déesses grecques que Winckelmann avaient chantées — si grande fut l'influence de ce dernier. De plus, comme personnage moral, l'Iphigénie de Gœthe est une chrétienne; elle n'est guère grecque.

Le drame classique allemand a tenté de réconcilier l'art grec avec le drame shakespearien, en faisant disparaître les trois grandes antinomies qui existent entre le premier et le second. La tragédie grecque se conçoit comme

un art fini; l'art romantique est, au contraire, infini. D'autre part, dans le théâtre antique, c'est la μοῖρα, la fatalité, qui règne; dans le drame shakespearien, c'est la liberté. Enfin, celui-là repose sur un art de concentration, alors que, dans celui-ci, l'intérêt est épars, de par le nombre des personnages, de par l'incessante transformation des lieux et le grand espace de temps sur lequel s'étend l'action. Ce n'est pas tout: il existe une quatrième antinomie, qui consiste dans ce fait que, si la tragédie grecque incarne des types — ou du moins des masques tragiques intermédiaires entre le type et l'individu humain — le drame moderne comporte des individus, des personnages fortement individualisés. Ce contraste semble avoir plus particulièrement frappé Schiller, qui, dès son établissement à Weimar, s'est plongé avec avidité dans l'étude du théâtre antique et a dès lors rapidement évolué dans le sens hellène.

Cette opposition, Schiller essaie de la ménager, de la concilier en créant des drames dont les personnages incarnent l'une et l'autre conception, l'antique et la moderne. Ses héros ne seront pas entièrement soumis à la loi de la fatalité, à la μοῖρα des Grecs : ils ne seront pas uniquement les jouets du Destin; ils seront libres en partie, — puisque, la liberté fût-elle un simple leurre, les hommes croient sentir être libres. — Mais cette liberté n'ira pas sans une part de fatalité. De là, dans l'œuvre de Schiller, cette substitution, aux oracles des antiques, du monde des pressentiments, qui fait éprouver à ses personnages quelque chose de la terreur religieuse qui animait les héros de la tragédie grecque. Ainsi Wallenstein n'est pas entièrement possédé par la croyance aux astres, mais cette croyance entre pour une part appréciable dans son état d'âme. Wallenstein se demande s'il est nécessité, s'il subit l'inéluctable loi du Destin. Le poète, sans répondre à cette question, laisse entendre que Wallenstein ne pouvait agir autrement qu'il n'a agi.

Non content d'avoir composé ce type intermédiaire, Schiller, de plus en plus influencé par la conception hellénique, va jusqu'à composer une tragédie grecque, d'après le type d'*Œdipe-Roi*, la *Fiancée de Messine*. Il y a réuni tous les éléments de l'art grec, par exemple le crime ancestral, les frères ennemis. Mieux que cela, il y introduit le chœur, car, le premier de tous les Allemands, Schiller a compris que la tragédie antique avec les chœurs n'est, au fond, autre chose qu'un opéra sans musique.

L'influence hellénique est, à cette époque, si considérable sur les esprits, que presque tous les poètes dramatiques allemands s'inspirent du genre grec et même de sujets grecs. C'est ainsi que, depuis la *Fiancée de Messine* jusqu'en 1850, naissent quatre *Médée*, trois *Niobée*, trois *Achille*, trois *Iphigénie*, trois *Sapho*, un *Laocoon*, un *Clytemnestre*, un *Ulysse*, etc. Mais le classicisme allemand a vécu, en somme, fort peu. Les Allemands, chez qui l'individualisme artistique est trop prononcé, s'affranchissent vite des types d'art. L'idéal dramatique classique créé par Gœthe et Schiller est vite combattu par la jeunesse germanique, qui oppose au drapeau du classicisme le drapeau du romantisme, avec tout son cortège d'ardentes aspirations vers l'infini. Néanmoins, l'emprise de l'art grec est si forte, que cette conception de l'époque n'empêche pas un Kleist de créer son admirable *Penthezilée*, où il donne libre cours aux sentiments du plus ardent romantisme, sous un vêtement grec. De même, Grillparzer crée sa *Sapho*, sa trilogie de la *Toison d'or* et *Héro et Léandre*, de même encore, Hugo von Hofmannsthal produit une *Électre*, œuvre d'un romantisme échevelé, sous des dehors grecs.

Dans une belle péroraison, M. Basch a parlé de l'influence de la tragédie grecque sur l'œuvre wagnérienne, et démontré comment l'orchestre de Wagner n'est, en somme, qu'une réédition, une modernisation des chœurs antiques.

LES AFFAIRES DE MACÉDOINE

aux Délégations hongroises et au Parlement anglais

Dans la première partie de son exposé sur les affaires de Macédoine, M. d'Aerenthal ne s'est pas montré affirmatif sur le succès du programme de Muerszteg. Toutau contraire : tout en signalant les maigres résultats obtenus, il a discrètement confessé l'échec de l'action réformatrice, dont il a rejeté la responsabilité sur le gouvernement turc et sur les bandes des diverses nationalités.

... Les partis dirigeants se servent de moyens terroristes, et tous les efforts employés pour les convaincre de l'inutilité et de l'absurdité de leurs agissements sont restés sans résultat jusqu'à ce jour. En vain, le gouvernement ottoman a déclaré que l'état de choses établi au jour du 14 mars 1903 restait immuable en matière religieuse; en vain, il refuse de reconnaître tout changement de religion. En dépit de cette ordonnance, les conversions n'en sont pas moins à l'ordre du jour, et ceci, à l'aide des moyens les plus violents...

Néanmoins, le mouvement des bandes n'aurait pu prendre de telles proportions si les autorités ottomanes avaient protégé avec plus d'énergie, ce qui était de leur devoir, les populations sans défense.

Le ministre ne méconnaît point les difficultés que rencontrent les autorités ottomanes. Il y a lieu de prendre en considération à cet égard la grande extension du territoire, le manque de troupes ainsi que la faible assistance de la part de la population qui entretient des rapports avec les bandes. Mais, d'autre part, les autorités ottomanes ne procèdent pas d'une manière conséquente contre les bandes; elles se bornent à des actions détachées. De temps en temps, on se décide à frapper quelques coups qui procurent un repos plus ou moins durable à la région en question. Puis, les Turcs retombent dans leur quiétisme oriental auquel se joint peut-être la considération que, en s'entretuant, les chrétiens agissent en définitive pour la conservation de la domination ottomane.

M. d'Aerenthal a ensuite parlé de la nécessité de la réforme judiciaire et du concours que doivent prêter à l'œuvre de l'apaisement la Turquie et les petits Etats voisins.

De la déclaration que le ministre a faite, le 29 janvier, à la Commission du ministère des affaires étrangères, détachons ce passage caractéristique :

L'abandon du programme de Muerszteg ainsi que l'idée de la nomination d'un gouverneur général par les puissances nous conduirait dans une voie très dangereuse.

En ce qui concerne la suppression des bandes, d'autres propositions ont été faites : on demandait que la gendarmerie réorganisée y fût plus énergiquement employée. Nous avons discuté cette idée, particulièrement avec le gouvernement anglais. Elle ne nous paraît pas pratique et nous sommes arrivés à une conclusion négative. La gendarmerie compte actuellement environ 6 000 hommes; son augmentation demanderait beaucoup de temps et d'argent : et encore on ne serait pas sûr d'avoir l'assentiment du Sultan. Il faut donc que la répression soit faite par la Turquie et les troupes turques, et les choses iraient beaucoup mieux si les autorités turques avaient agi en ce sens avec plus de suite et de bonne volonté.

Si l'on rapproche les déclarations de Sir Edouard Grey de celles de M. d'Aerenthal, on s'aperçoit que nous nous trouvons en présence de deux projets qui ne s'accordent pas en tous points. L'Angleterre vise plutôt à diminuer les effectifs turcs en Macédoine et à élargir le programme des réformes; l'Autriche, elle, s'en tient plutôt à l'entente avec la Russie et accorde à la Turquie un blanc-seing en vue de réprimer le mouvement des bandes.

D'aucuns veulent voir là une prime au bon vouloir que mettrait le sultan à donner satisfaction aux demandes de l'Autriche touchant la ligne de Mitrovitza.

Dans des déclarations ultérieures (12 février), M. d'Aerenthal a constaté que l'Autriche-Hongrie se trouve d'accord avec la Russie dans toutes les phases de l'action réformatrice et aussi au sujet de la réforme de la justice. Suivant le programme de Muerszteg, l'Autriche-Hongrie et la Russie auraient pu, a-t-il dit, réaliser cette réforme seules, mais quelques puissances, signataires du traité de Berlin, ayant donné à entendre leur désir de participer à cette action, les deux cabinets acceptèrent cette coopération.

* * *

Le discours du trône, dont lecture a été donnée le 29 janvier au Parlement anglais, s'exprime en ces termes sur les affaires de Macédoine :

La condition des populations chrétiennes et musulmanes dans les vilayets macédoniens ne montre pas d'amélioration; les bandes des diverses nationalités continuent à poursuivre une campagne de violences, et la situation donne de sérieuses causes d'anxiété. Les grandes puissances européennes se sont entendues pour présenter au gouvernement turc un projet tendant à améliorer le régime judiciaire de cette région et Mon Gouvernement a fait de nouvelles propositions au Sultan et aussi aux grandes puissances pour remédier efficacement aux principales causes de désordre.

A la Chambre des Lords, le marquis de Lansdowne, relevant ce passage, a dit qu' « il est impossible de le lire sans un sentiment voisin du désespoir » :

J'ai vu, ajouta-t-il, que dans le cours des quatre dernières années, le nombre des morts violentes n'avait pas été inférieur à 4.000 pour les trois vilayets. Quel mélancolique résultat des efforts du concert européen! Je suis loin de méconnaître les immenses obstacles que le gouvernement de ce pays a rencontrés dans la solution du problème macédonien. C'est en premier lieu l'obstination et les courtes vues du gouvernement turc; c'est ensuite l'incurable timidité des puissances, timidité qui est due en grande partie à leur sincère désir de ne pas provoquer de crise dans cette partie du monde. Mais je suis heureux de voir que le gouvernement de Sa Majesté nous a annoncé que *les grandes puissances étaient en état de présenter au gouvernement turc, non seulement une esquisse de réforme judiciaire, mais aussi — et les mots ont leur valeur — « de nouvelles propositions pour remédier efficacement aux principales causes de désordre. »* Je pense que ces propositions seront soutenues et que si le gouvernement turc se montrait encore récalcitrant, si les avis de l'Europe étaient éludés comme ils le furent par le passé, les puissances s'armeraient de courage et feraient sur la Porte

une pression qui ne serait pas affaiblie par le désir de ménager les susceptibilités turques.

A la Chambre des communes, au cours de la séance du 11 février, un député a rappelé que le baron d'Aerenthal, parlant aux Délégations, a déclaré que l'emploi de la gendarmerie à poursuivre les bandes en Macédoine était impraticable. Il a demandé si le gouvernement britannique avait reçu des autres puissances des réponses favorables ou défavorables.

Sir Edward Grey a répondu que les gouvernements russe et autrichien avaient envoyé des réponses.

Le gouvernement anglais, dit-il, étudiera ce qu'il aura à faire une fois qu'il aura été informé des vues de toutes les puissances.

Lord Percy a rappellé que l'Angleterre proposait aux puissances que la tâche de rétablir la sécurité en Macédoine fût confiée à un corps de gendarmerie plus nombreux, commandé par des officiers étrangers jouissant du pouvoir exécutif, et que l'argent nécessaire pour l'équipement et l'entretien de ce corps fût obtenu au moyen de la réduction des effectifs de l'armée régulière turque actuellement en garnison dans le pays.

L'orateur a demandé si le gouvernement anglais y joint une proposition autrefois faite par lord Lansdowne, disant que dans le cas où cette politique serait adoptée, *on s'attendrait à ce que la Bulgarie fût disposée à faire simultanément une réduction correspondante dans ses effectifs et à prendre, de manière à satisfaire les puissances, des mesures pour empêcher l'organisation des bandes insurgées sur le territoire bulgare ou turc.* La proposition de lord Lansdowne comportait aussi qu'à défaut d'un arrangement satisfaisant conforme à ce principe, *les puissances s'engageassent collectivement à empêcher la Bulgarie d'occuper une portion quelconque du territoire turc pendant la période spécifiée.*

Sir Edward Gray répond :

La proposition de lord Lansdowne n'a pas été comprise dans les propositions récemment faites par le gouvernement anglais. Ces propositions sont conçues en termes généraux. Une faible réduction dans les troupes turques qui seraient remplacées par une augmentation correspondante de la gendarmerie ne soulèverait pas nécessairement une question bien importante; mais *si à l'avenir on faisait des propositions d'une plus grande portée, il conviendrait de songer à demander quelques garanties du genre de celles réclamées par lord Lansdowne.*

L'agitation turco-arménienne

On télégraphie de Constantinople, en date du 11 février :

« Des dépêches de Van annoncent qu'on a découvert, dans l'église arménienne de cette ville, une grande quantité de caisses contenant des fusils, des cartouches et de la dynamite. Les soldats qui emportaient ces caisses ont été attaqués par les révolutionnaires arméniens, et il en est résulté un violent combat, pendant lequel les soldats ont, dit-on, provoqué l'explosion de la dynamite.

« Tout le quartier arménien aurait sauté, et il y aurait eu aussi des dégâts dans le voisinage.

« On dit que le nombre des personnes qui ont péri est considérable. »

Bien que cette dépêche ne fasse pas mention de révolutionnaires turcs, il semble cependant qu'il s'agisse d'une action combinée turco-arménienne, conformément à l'accord récemment conclu à Paris entre les fédérations révolutionnaires turque et arménienne. Si, dans la dépêche précitée, il n'est pas question de Turcs, c'est très probablement parce que le gouvernement turc veut rejeter toute la responsabilité des événements actuels, et des troubles qui se préparent, sur les seuls Arméniens. C'est du moins la tactique qu'il semble disposé à adopter, espérant, semble-t-il, par là fanatiser l'élément musulman contre la population arménienne.

On rapproche les incidents de Van du brusque rappel de l'ambassadeur de Turquie à Téhéran, Chemseddin bey, et de tout le personnel de l'ambassade. Chemseddin aurait été accusé, à Yildiz, d'entretenir des rapports amicaux avec des émissaires des libéraux ottomans qui pénètrent par le Caucase en Asie Mineure. Son remplacement *ad intérim* par le consul de Turquie à Batoum, Nazmi, qui passe pour adresser à Yildiz des rapports secrets, confirmerait cette hypothèse. D'autre part, des nouvelles privées de Constantinople annoncent que les révolutionnaires y ont introduit une grande quantité de dynamite. En plus d'une ville de province, à Smyrne notamment, il y aurait de véritables dépôts de bombes.

On a récemment arrêté en cette ville le Turc Osman Hulussi, au moment où il sortait du bureau de la poste française. Il était porteur de documents émanant de Jeunes Turcs de l'étranger et qui seraient compromettants pour divers personnages turcs, notamment pour un certain Medjid bey, fonctionnaire du gouvernement, et le nommé Djemil Midhat, également employé du gouvernement, chargé de la censure des journaux.

A Erzeroum, a été ouvert le procès intenté à de nombreux révolutionnaires turcs, arrêtés au lendemain des récents troubles. Selon une autre nouvelle d'Erzeroum, 170 prisonniers politiques turcs ont été condamnés à la bastonnade. Les consuls européens ont reçu une requête, signée de femmes turques, et protestant contre les tortures infligées aux prisonniers.

On signale de nombreuses razzias des beys kurdes dans les villages turcs et arméniens. Ces déprédations sont suivies d'actes de cruauté, de viols, d'enlèvements de femmes et d'enfants, qu'on réduit en esclavage.

L'Imbroglio Macédonien [1]

VOYAGES ET ENQUÊTES EN MACÉDOINE

C'est le titre d'un gros ouvrage que M. Michel Paillarès consacre aux affaires de Macédoine. Le nom de l'auteur n'est pas inconnu à nos lecteurs. Nous avons eu plus d'une occasion de citer les études que M. Paillarès a publiées sur les événements de Macédoine dans des revues, comme la *Grande Revue*, la *Nouvelle Revue*, ou les correspondances qu'au cours des voyages qu'il a entrepris en Macédoine il envoya à des quotidiens, notamment la *Lanterne* et le *Matin*. L'auteur est donc un des rares publicistes occidentaux qui ont étudié la question sur place. Il a visité la Macédoine à plusieurs reprises; il l'a parcourue en tout sens, visitant depuis les grandes villes jusqu'aux plus humbles hameaux, interrogeant les représentants de la Porte, les agents consulaires des puissances, les officiers de gendarmerie étrangers, et enfin les indigènes. M. Paillarès a été bien inspiré en questionnant de préférence ces derniers, les gens du pays, cherchant à s'enquérir sur leurs griefs, leurs sentiments et leurs aspirations, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. Enfin, au hasard de ses courses en Macédoine, il a été témoin de scènes lamentables; il a assisté à des lendemains de massacres, visité des ruines et vu des cadavres de victimes — des innombrables victimes des luttes nationales féroces qui ensanglantent le pays.

L'étude de M. Paillarès commence avec les événements de 1903. Passant très rapidement sur la première partie de son volume, nous le suivrons chapitre par chapitre, en de brèves analyses. Des lointaines origines du problème, de sa genèse et de son processus, il n'y est fait nulle mention, l'auteur ayant préféré attaquer son sujet tel qu'il se présente depuis sa dernière phase d'évolution, les troubles de 1903. Dans ce premier chapitre, on trouve des détails en partie inédits sur la politique de la Porte, les intrigues des puissances et le véritable caractère du mouvement révolutionnaire bulgare. C'est précisément au lendemain des fameux attentats à la dynamite dont Salonique avait été le théâtre, que M. Paillarès, débarquant en cette ville, entreprenait sa première enquête. De tous côtés, c'étaient des griefs, des récriminations, un chaos de contradictions. Pachas turcs, agents civils, consuls européens, représentants des pays balkaniques, officiers étrangers, l'auteur les a tous interrogés. Autant d'interlocuteurs, autant de versions. L'un lui parlait de l'anarchie et des méfaits du régime turc; l'autre, des menées des puissances ou des convoitises bulgares; celui-ci, des atrocités des comitadgis; celui-là, des ambitions grecques. « Personne ne répétait les propos du voisin, chacun avait une conception différente du mal dont souffrait le pays. » Il est piquant de comparer ces versions contradictoires consignées dans le chapitre II, de rapprocher, par exemple, les interviews de Hussein-Hilmi pacha, l'inspecteur général, de Hassan-Fechmi pacha, de M. de Muller, de l'agent bulgare M. Marcoff, du consul de Grèce M. Coromilas.

La tâche de l'enquêteur apparaissait bien dfificile. Comment démêler la vérité, au milieu de cette cacophonie ? M. Paillarès résolut de ne plus interroger que les faits, de ne consulter que la réalité. Précisément, un drame — un de ces drames comme il s'en déroule chaque jour en Macédoine — venait de se dérouler dans un village, Gradobor, non loin de Salonique. L'auteur se rend à Gradobor; le village présente un aspect lamentable. Des maisons ont été incendiées; des groupes de paysannes apeurées sanglotent, d'autres poussent des cris de détresse; plus loin, des femmes, agenouillées près de deux couvertures qui bombent, se lamentent. On soulève ces couvertures, qui dissimulent des cadavres atrocement mutilés :

... Trois *patriarchistes* (Grecs) d'une même famille ont été martyrisés *parce qu'ils refusaient de se déclarer exarchistes-bulgares.* Ce sont Traïko Steriou, âgé de soixante ans, chef de l'orthodoxie dans le village, et ses deux fils, l'un âgé de vingt-six, l'autre de vingt-quatre ans; celui-ci est enseveli sous les pierres et les cendres fumantes; on va chercher à retirer son corps.

(1) L'*Imbroglio macédonien*, voyages et enquêtes en Macédoine, par MICHEL PAILLARÈS. P.-V. Stock, éditeur, rue Saint-Honoré, 155. Prix, 5 fr. (555 pages).

Plus loin, une troisième couverture, qui abrite une vieille femme de soixante ans; c'est la veuve de Traïko Steriou; elle a reçu quinze coups de poignard, elle agonise. Le sous-gouverneur de Salonique, l'archevêque grec, le consul de Grèce, des officiers, des soldats sont là. Des villageois racontent le drame :

... Vers les dix heures du soir, une bande forte de vingt bandits bulgares a fait irruption dans le village, tirant des coups de fusil sur les portes et les fenêtres des habitations. Ils ont cerné le *caracol* — poste de police — et ont tenu en respect au bout de leurs mannlicher trois gendarmes qui s'y trouvaient. Puis, quelques-uns ont mis le feu à une grange appartenant à un patriarchiste notable. La maison contiguë à la grange a été préservée des flammes. Enfin, ils se sont rués, tels des hyènes, sur la maison de Traïko Steriou. Grâce à la complicité d'un villageois, ils sont entrés chez lui; ils l'ont trouvé dans la cour, ils l'ont immédiatement ligoté; les cordes sont encore enroulées autour de ses bras, elles ont pénétré même dans la chair.

— Où est ton argent? Il nous faut trente livres (près de 690 francs).

— Je n'ai pas cette somme ici. Dans quelques ;ours, je pourrai vous la remettre. J'attends des rentrées. Aujourd'hui, je n'ai que trois livres.

— Tu n'as que trois livres ? Tu mens. Du reste, nous ne sommes pas venus pour avoir seulement ton argent. C'est ta vie que nous voulons.

Ils commencent à le piquer de la pointe de leurs poignards, un peu partout, *à faibles doses*.

— Pitié ! supplie Traïko.

— Pitié ! pitié ! vient crier sa compagne. Épargnez *mon homme*.

Elle se jette entre les brigands et son mari. Elle tente des efforts surhumains pour écarter les poignards. Les monstres, furieux, exaspérés de cette intervention, la renversent à terre et lui portent des coups sauvages, dont l'un transperce, vous l'avez déjà vu, le sein droit : le bout est emporté.

Après ce brillant exploit, sous les yeux épouvantés de cette héroïque vieille, que l'on a immobilisée, ils coupent tout à leur aise les oreilles de Traïko Steriou, et le lardent sur le visage et sur tout le corps.

— Tuez-le, ordonne une voix sinistre.

Et on le piétine, on l'achève avec furie.

. . . . . .

L'aîné des fils avait entendu du premier étage les cris de son père et de sa mère. Il accourt.

On le saisit aussi avec des ricanements de bêtes fauves. Et le supplice commence. Quel supplice? Il faut remonter aux nuits les plus sombres de l'Inquisition, il faut aller jusqu'en Chine pour retrouver de pareils raffinements de cruauté.

Ils s'emparent du patient et lui arrachent la vie, lentement, lentement, souffle par souffle, pour jouir en *dilettanti* de son martyre.

Ils promènent d'abord leurs poignards sur les jambes, à tour de rôle, et lui font des piqûres savantes, qui font jaillir le sang par gouttelettes. Ils tailladent les oreilles par minces tranches, jusqu'à ce qu'il ne reste aucune excroissance. Ils redescendent le long de la poitrine et lui découpent, morceaux par morceaux, les parties sexuelles. Ensuite ils passent au nez, dont ils rasent les lèvres jusqu'à la racine. Ils déchirent les ailes et mettent complètement à nu les mâchoires. Des lèvres, les poignards sautent aux yeux, qu'ils crèvent. Les globes sont descellés et tirés hors des orbites. Mais cela ne suffit pas. Les tortionnaires grattent et fouillent encore les cavités et traversent, presque, la tête de part en part. Pour terminer, ils s'acharnent sur les bras, qu'ils trouent en mille endroits. Ils labourent le corps entier de droite à gauche, et de haut en bas. Le patient n'était plus qu'une horrible écumoire.

Le second fils de Steriou, lui, a été brûlé. Son épouse, de même que celle de son frère, des villageois complices des bandits les avaient entraînées de force au dehors, dans les champs où s'était réfugiée toute la population terrifiée, non sans que les malheureuses femmes eussent été contraintes *de livrer aux bandits leur provision de pétrole.* « Ceux-ci purent de la sorte incendier les deux maisons de Traïko Steriou, après avoir accompli leurs forfaits. » Sur quoi, la bande quitta le village à trois heures du matin, et disparut dans la montagne. Des troupes furent lancées à leur poursuite ; elles battirent vainement la région.

Le fin mot de cette tragique histoire, le voici : « Ce n'est pas notre liberté que veulent les comitadgis, me dit un vieux Macédonien patriarchiste, c'est notre asservissement; c'est l'annexion de tous ces pays à la Bulgarie ! Or, nous, Grecs, nous entendons rester Grecs. Et c'est parce qu'il se refusait à renier sa patrie que Traïko Steriou a été exécuté par les agents de l'exarque. »

L'auteur poursuit son enquête. Des crimes semblables se renouvellent chaque jour. « Depuis le drame de Gradobor, lui dit un consul, plusieurs semaines après, pas un jour, pas une heure, ne s'est écoulé sans que le fer et le feu n'aient accompli leur œuvre sinistre... » Le hasard de ses courses amènera plus d'une fois l'auteur à le constater par lui-même. Comme il passait à Guevgueli, il rencontra le colonel russe Svirsky, qui, accompagné des autorités turques, va ouvrir une enquête à Ghirzista, village grec qui vient d'être le théâtre d'une effroyable tragédie. Le colonel russe invite M. Paillarès à se joindre à lui. On arrive à Ghirzista; sur le lieu du crime, des cadavres, des troncs de corps calcinés. Il y en a sept, dont deux enfants, des fillettes de sept et dix ans. Les notables du village exposent les faits :

— Nous avions, dit l'un d'eux, une jeune institutrice. Elle avait vingt ans et s'appelait Catherine Hadjiyorghi.

— Etait-elle Bulgare ou Grecque ?

— Elle était Grecque... Nous étions contents d'elle. Elle était bonne, elle était douce, elle était dévouée. Elle aimait nos enfants, qu'elle instruisait avec zèle depuis six ans. Jusqu'à ces derniers temps, aucun nuage n'avait assombri notre ciel. La paix régnait au village. Nous étions tous frères. Hélas ! les comitadjis étaient jaloux de notre bonheur. Ils voyaient d'un mauvais œil l'harmonie parfaite qui unissait nos familles. *Ils vinrent nous intimer l'ordre de chasser Mlle Catherine Hadjiyorghi, de la remplacer par une institutrice bulgare et d'adresser une pétition au gouvernement pour que le village soit déclaré exarchiste.*

— Y a-t-il des Bulgares au village ? demandai-je.

— Pas un, me fut-il répondu. Nous sommes tous patriarchistes.

— Patriarchistes ? cela signifie-t-il que vous êtes Grecs?

— Oui, nous sommes Grecs.

— Personne n'avait exprimé le désir qu'on renvoyât l'institutrice?

— Personne... Nous avons refusé de renier notre Patriarche. Cependant, dans la crainte que les comitadjis n'exercent de terribles vengeances sur la personne de Catherine Hadjiyorghi pour ne pas avoir livré son école, nous l'engagions vivement à se retirer auprès de son frère, à Bogdantsa. Elle suivit nos conseils. Elle s'en alla... Puis des amis, des villageois voisins nous firent observer justement que nous ne pouvions pas laisser nos enfants dans l'ignorance pour le bon plaisir des Bulgares. Nous décidâmes de rappeler l'institutrice. On lui envoya une députation pour la prier de venir reprendre son poste. Elle répondit à notre appel sans hésiter. Elle était de nouveau parmi nous jeudi soir. Avant hier, samedi, dans la nuit, une bande cerne le village, tirant des coups de fusil dans toutes les directions. Ils pillent tout le pétrole qui se trouvait dans la boutique de l'épicier. Celui-ci était absent et passait la veillée avec sa fillette Andronica (sept ans) chez Anghos Chiros, dans la maison même où habitait l'institutrice. Il y avait également, réunis dans la même chambre, outre les précédents, la femme d'Anghos Chiros, sa fillette (dix ans) et Gregor Mino. Au bruit de la fusillade, tout ce monde est sur pied. On s'enquiert en tremblant des intentions de la bande. Les pauvres gens apprennent qu'ils sont condamnés à mort, tous sans exception. La maison est étroitement bloquée. Les balles pleuvent dans toutes les pièces, réduisant les vitres en miettes. Les trois hommes paraissent avoir riposté de l'intérieur, car l'on a trouvé un fusil Gras et des cartouches. Mais ils sont impuissants à se défendre. Les bandits enduisent immédiatement de pétrole quatre maisons qui formaient un seul pâté et allument un vaste incendie.

Nous avons pu reconstituer la scène qui s'est déroulée chez Anghos Chiros. Les assiégés sont affolés. Ils courent en tous sens, cherchant une issue par où l'on ne pourra surprendre leur fuite. Ils se précipitent enfin vers le mur extérieur qui donne sur une étable. Ils creusent un grand trou dans le mur et sautent au milieu d'un veau et d'un âne. Ils ont une lueur d'espoir. Ils vont se sauver. Les flammes, de ce côté, sont courtes et inoffensives. Anghos Chiros affronte le premier le danger. Il tente de sortir et de frayer un chemin à sa femme, à son enfant et à ses hôtes. Il ramasse toute son énergie, serre dans la main droite le revolver qui écartera l'agresseur, s'il s'en rencontre, et s'élance en avant dans l'inconnu. Hélas ! à peine a-t-il paru au dehors qu'il tombe mortellement atteint par une grêle de balles. Les bandits avaient resserré le cercle autour des maisons ; ils braquaient leurs fusils sur chaque pierre des murs, de telle sorte que les assiégés dussent mourir ou par le feu ou par le fer. Un coup de poignard furieux acheva Anghos Chiros. Sa femme, sa fillette, l'institutrice et les autres emmurés sont livrés à leur sort. Les flammes les enveloppent. Ils se débattent en vain. En vain, ils appellent à leur secours la « Vierge », la « Panaghia ». En vain, ils implorent la pitié de leurs bourreaux. En vain, les enfants poussent des cris déchirants à fendre l'âme. Ils se pressent les uns contre les autres pour se faire plus petits, plus minces, et donner moins de prise au feu. Rien n'y fait. Ils s'écroulent à terre et deviennent la proie de l'incendie. Leurs jambes, leurs bras sont entièrement en cendres, il n'en reste rien, pas un lambeau.

L'institutrice n'a plus de tête; on n'a pu établir son identité qu'à l'aide de quelques bouts de chiffon qui sont restés collés à la poitrine. La femme d'Anghos Chiros est introuvable, on n'en a découvert aucun reste, pas même un doigt. Je suppose qu'on trouvera son corps sous les décombres.

Après s'être assurés que la besogne était bien terminée, les comitadjis regagnèrent leurs repaires. Ils n'oublièrent pas d'emporter le revolver qu'Anghos Chiros tenait dans sa main crispée.

Le colonel Svirsky et moi, précédés de nos escortes, nous allions quitter le village, lorsque toute la population, hommes, femmes et enfants, vinrent se jeter à nos pieds, dans la boue des chemins détrempés par les pluies : « Pitié ! Pitié ! imploraient-ils. Sauvez-nous !... Voyez nos malheurs !... Voyez nos tourments !... Nous n'avons plus de repos !... Nous n'avons plus d'espoir !... Nos maisons sont détruites !... Nous subirons le même sort que Catherine Hadjiyorghi !... Nos enfants seront brûlés comme la petite Andronica et son amie !... Nous serons poignardés !... Nous serons fusillés !... Protégez-nous !... Délivrez-nous !... »

Plus loin, l'auteur relate un autre massacre, celui de Loungouza. Loungouza est un village des cent villages, du district de Guevgueli. Il compte une église grecque et une église bulgare. Les comitadgis bulgares avaient décidé que l'église grecque serait livrée à un groupe de roumanisants, car on

sait que bandits bulgares et agents de la propagande roumaine se sont unis contre les Grecs. Cette décision fut communiquée aux notables grecs de l'endroit, notamment aux familles Stoyanni et Rougottis. Ils furent sommés d'abandonner l'église grecque, faute de quoi ils seraient massacrés. Les Grecs ne tinrent pas compte des cet avertissement. Les bandits bulgares tinrent parole.

Il faut avoir lu le récit vivant que M. Paillarès fait de ce drame et qu'il tient de témoins oculaires, dont il cite les noms et qualités, pour se faire une idée de la cruauté, de la férocité bestiale dont sont capables ces apôtres de la liberté, assoiffés de sang, et pour comprendre jusqu'où peut être poussé l'héroïsme avec lequel ces Grecs macédoniens, qu'on massacre, qu'on supplicie avec d'incroyables raffinements de torture, savent faire à une idée, à leur foi nationale, le sacrifice de leur vie.

Aujourd'hui, pour justifier les tueries qu'ils organisent, les Bulgares prétendent avoir à venger les crimes des bandes grecques. Fort bien, mais à l'époque où se placent les forfaits que rapporte M. Paillarès, il n'y avait pas l'ombre de bande grecque en Macédoine.

Alors, comment expliquer ces boucheries?

En continuant l'analyse de l'*Imbroglio macédonien*, nous aurons à signaler à ce sujet des faits caractéristiques et des opinions autorisées.

(*A suivre.*)

EN GRÈCE

PAR MONTS ET PAR VAUX

Nous avons sous les yeux le fascicule-spécimen du grand volume que la maison genevoise F. Boissonnas et Cie va éditer sous le titre : *En Grèce, par monts et par vaux*. Il s'agit, nous avons déjà eu l'occasion de le dire ici même, d'un ouvrage de grand luxe, merveilleusement illustré, que M.Boissonnas, admirateur passionné de l'Hellade, consacre aux beautés artistiques et naturelles de la Grèce. Le volume définitif — actuellement en préparation, — grand in-folio de 240 pages sur papier de luxe, sera illustré d'environ 130 héliogravures, dont 26 planches hors texte et de nombreuses vignettes, lettres ornées et culs-de-lampe en deux couleurs. Chaque exemplaire numéroté portera le nom du souscripteur et les signatures de l'auteur.

La *Livraison-Spécimen*, qui vient de paraître sur 40 pages, est à elle seule une œuvre admirable. Extraites du volume, ces pages laissent deviner ce qu'en sera l'ensemble, par la beauté des illustrations, la richesse des caractères typographiques et la variété de l'ornementation. Dans ses photographies, Boissonnas atteint la perfection. Chacune de ses planches constitue une véritable œuvre d'art, non seulement par l'exécution matérielle, mais encore et surtout par le choix des sujets et des motifs. Aussi M. Homolle a-t-il eu raison de lui écrire : « Vous représentez la Grèce en d'admirables photographies qui donnent la vivante image du passé et du présent, des monuments et du pays, qui ont le charme de la nature et s'arrangent comme des tableaux... » M. Ed. Pottier lui écrit : « ... Vos clichés ne rendent pas seulement avec exactitude la physionomie des monuments, mais encore la transparence et la limpidité de l'air... » M. Victor Bérard, de son côté, écrit à l'auteur : « Je sais, par une expérience personnelle, dont je vous reste toujours reconnaissant, quelle conscience et quel art tout ensemble vous consacrez à l'illustration de la vie grecque et moderne... »; et il lui applique ce vers de l'*Odyssée :*

Βούλευε φρεσὶν ἦσιν ὁδὸν τὴν πέφραδ' Ἀθήνη

Le texte de l'ouvrage a été écrit par M. Daniel Baud-Bovy, le distingué écrivain suisse, poète et historien d'art, conservateur du Musée des beaux-arts de Genève. M. Baud-Bovy a accompagné M. Boissonnas dans ses courses à travers la Grèce. Et pendant que l'artiste enregistrait dans son téléphot Vega ruines antiques, paysages et sites, scènes de la vie grecque, l'écrivain notait ses impressions, qu'il a consignées dans le volume avec une sobre élégance et une sincérité d'artiste.

L'ouvrage de MM. Boissonnas et Baud-Bovy a tout le charme d'une œuvre spontanément éclose, née du hasard; il ne fut point prémédité. C'est en flanant, en vagabondant en Grèce qu'ayant reçu, comme tous ceux qui ont su voir ce pays, le coup de foudre, ils conçurent le rêve de pérenniser leur amour de l'Hellade dans une œuvre concrète. Ayant voyagé en artistes, ils ont vu avec des yeux d'artistes; aussi, comme ils le disent eux-mêmes dans un avant-propos, leur relation est avant tout pittoresque. Dans leur ouvrage, ils ont fait la part la plus large au paysage et au paysan grecs. « Leur hospitalité, leurs mœurs patriarcales évoquent les âges héroïques. Dans les campagnes, au bord de la source, sous le platane, le laboureur qui guide le soc, la jeune fille qui puise de l'eau, le berger qui surveille son troupeau font revivre l'antiquité classique. Ce porcher dans sa peau de chèvre, c'est le vieil Eumée... Voici Nausicaa... ce ruisseau, le poète l'a chanté... »

Mais à cette œuvre tout artistique, il eût manqué un élément essentiel, si ses auteurs n'avaient pas fait la part de l'information savante et de l'érudition archéologique. Ils le firent avec goût et discrétion, en consacrant dans une deuxième partie du volume des notices archéologiques dues à M. Georges Nicole, helléniste distingué, ancien membre à titre étranger de l'Ecole française d'Athènes. Ajoutons, enfin, que l'ouvrage compte une préface de M. H. Homolle, l'éminent directeur des musées nationaux de France. Ainsi tout concourt à faire du volume de M. Boissonnas une œuvre d'art, absolument unique et qui s'adresse tout à la fois aux savants, aux artistes, aux fervents de la Grèce et aux amateurs d'éditions rares.

Nous publierons prochainement un extrait de cet ouvrage.

EN MACÉDOINE

L'affaire de Dragos.

Le *Times* et la *Tribune* publiaient récemment une dépêche de leurs correspondants annonçant que c'est une bande grecque qui avait commis l'horrible massacre de Dragos, village grec dans sa grande majorité, de l'aveu même du *Times*.

Le forfait de Dragos a été accompli par une bande bulgare. Voici le rapport qui est parvenu au Patriarcat œcuménique sur cette affaire; il émane du vicaire de l'archevêque grec de Monastir, Mgr Joachim Foropoulos, qui séjourne actuellement à Constantinople :

Ainsi que j'ai eu l'occasion de l'annoncer précédemment à Votre Grandeur, le dimanche 23 décembre (1), le nommé Dimo, affilié au comité bulgare, a tué, en pleine église de Dragos, durant la célébration de l'office, trois notables du village et en a blessé un autre. Votre Grandeur se rappelle que c'est le fameux bandit bulgare Naoum, qui, il y a deux ans, attenta à votre vie, et périt plus tard au cours d'un engagement avec les troupes impériales. Or, le héros du drame de Dragos, Dimo, est un ancien affilié à la bande Naoum. Au lendemain de l'attentat dirigé contre votre personne, Dimo se rendit en Amérique, où il continua à travailler en faveur du but des comités. Rentré, il y a quelques mois, dans le pays, il s'engagea dans une bande bulgare qui terrorise, non seulement Dragos, mais plusieurs autres villages de la région. C'est Dimo qui, tout récemment encore, avait attaqué le notable grec d'Opsirina, Pierre Poupoulka, et ses compagnons de Clestina. Dimo a des parents à Dragos. L'enquête a établi que, la nuit venue, il pénétrait dans ce village et concertait avec ses proches les moyens de frapper un coup. Ce sont ses parents qui l'introduisirent dans l'église, le dimanche 23 décembre (5 janvier) et le secondèrent dans sa sanglante besogne. Le bandit, y ayant pénétré, armé jusqu'aux dents, ferma les portes, et, donnant le change à l'assistance, il s'écria : « Je n'ai pas peur de quatre Grecs, car il n'y a ici que quatre Grecs ; les autres 95 sont avec moi, ce sont des Bulgares ! » Sur quoi, il fit entendre un sifflement prolongé, laissant croire aux paysans désarmés qu'au dehors une bande se tenait prête à envahir l'église. D'autre part, les malheureux s'imaginèrent que parmi eux il y avait peut-être des traîtres. Ils étaient encore sous l'empire d'une stupeur profonde, lorsque le bandit, brandissant d'une main une épée, de l'autre braquant son revolver sur les paysans, les somma de se ranger et de jurer fidélité au bulgarisme. Après quoi, il fit feu sur les quatre notables et sur le prêtre Jean — sans atteindre ce dernier — et disparut.

Trois jours après ce forfait, Dragos fut à nouveau attaqué par les Bulgares. Ce fut une effroyable hécatombe; il y eut 26 victimes, dont 6 hommes, 9 femmes et 11 enfants. Ils furent tous brûlés vifs. Le 29 décembre (11 janv.), je me suis rendu à Dragos pour apporter quelque consolation aux infortunés paysans. Ils sont tous en proie à une violente terreur. Deux d'entre eux furent atteints de folie : l'un, le gendre de Tolè, le jour de l'attentat à l'église; l'autre, durant le drame du 23 décembre.

Les criminels n'ont pas été arrêtés, du moins jusqu'ici.

Ont brûlé :

1° La maison de Stéfanos Rades (victimes : 2 hommes, 1 enfant de douze ans et 1 femme);

2° La maison de Georges Avraam (victimes : 2 hommes et 2 femmes);

3° La maison de Nicoli Naoum (nulle victime);

4° La maison de Christo Tasse (victimes : 1 homme, 2 femmes et 4 enfants);

5° La maison de Themelko Tanes (victimes : 1 homme, 3 femmes, 1 jeune fille de vingt-deux ans et 6 enfants d'un âge variant entre douze ans et six mois).

Il est difficile d'imaginer, Monseigneur, la consternation des malheureux parents.

Veuillez agréer, etc.

Monastir, 9/22 janvier 1908,

L'évêque de Pétra,
EMILIEN.

D'autre part, voici le communiqué que l'ambassade de Turquie à Londres, a adressé aux journaux :

Des brigands bulgares ont attaqué dernièrement le village de Dragos, qui est habité par des

(1) Vieux style (23 déc./5 janvier).

Grecs, et tuèrent et brûlèrent vifs une vingtaine d'eux; onze des victimes étaient des femmes et dix autres des enfants âgés de un à douze ans. Ils ont aussi emmené quelques-uns des habitants. Aussitôt que les autorités impériales ont pris connaissance de cette affaire, elles ont envoyé des troupes à la poursuite de ces brigands bulgares, qui seront sans doute bientôt capturés.

* * *

Notre correspondant de Salonique nous transmet un long document, où sont relevés les divers crimes et engagements de bandes qui eurent lieu dans les deux vilayets de Monastir et de Salonique, entre le 1er janvier et le 7 février :

Les dimensions de cette lugubre nomenclature ne nous permettent pas de la reproduire. Nous nous bornerons à signaler les noms des Grecs assassinés par les Bulgares, au cours de ces cinq semaines : le 2 janvier, assassinat des Grecs A. Alexiou et A. Terzis, à Kostenetsi (distr. de Kastoria), en pleine église grecque; le 4 janvier, massacre des Grecs Hadji et de son fils Dimitri, à Petersko ; le 7 janvier, assassinat de Christos Marcoulis, à Smyrdech; le 7 janvier, assassinat à Kara-Sou-Tchiflik (distr. d'Ano-Djoumaya), de Costa, fils du *moukhtar* du village ; le 17 janvier, à 5 h. p. m., massacre, par la bande bulgare Manaf, aux abords de Messiméri (distr. de Vodéna), des Grecs Chr. Papaconstantinou, Ath. Gatsou, Nic-Doumas et J. Stoïtsos ; le 21 janvier, à Alistrati (distr. de Zihna), le prêtre grec Adamantidès brûlé vif ; le 25 janvier, un paysan grec de Petritch, assassiné; le 21 janvier, assassinat de Hadji Dimitri, à Melenikon; le 28 janvier, assassinat à Goumendja (dans la maison du Grec Athanase Samara), par trois gardes-champêtres bulgares, du notable grec Christo Karamarko d'Orizartsio ; le 3 février, assassinat à Petrovon (Yennitsè), de Jean Christo, par le gendre du curé bulgare de Babakio; le cadavre de la victime a été trouvé dans la forêt. L'assassin a été arrêté.

* * *

Nous relevons dans le document précité 8engagements entre troupes turques et bandes bulgares ; 5 engagements entre les soldats et les corps grecs; 2 combats entre bandes grecques et bulgares; 19 assassinats de Turcs par des Bulgares; 9 assassinats de Bulgares par des Bulgares appartenant à un parti adverse; la mise à mort de fameux chefs de bandes bulgares, notamment des nommés Hadji et Dimko.

Notre correspondant nous signale encore le cas de quatre chefs de bandes bulgares qui se sont successivement vendus aux autorités turques. Ce sont les nommés Skirtseff, Yovan, Yanni et Savvas Radomisly. Ils ont livré des documents compromettants.

* * *

On télégraphie de Constantinople en date du 31 janvier :

« D'une statistique officielle aussi exacte que possible, il résulte qu'à la fin de l'année 1907 il y avait en Macédoine plus de cent dix bandes en activité, comptant environ 1.200 hommes : 54 0/0 de ces bandes étaient composées de Bulgares, 30 0/0 de Grecs et 15 0/0 de Serbes. »

REVUE DE LA PRESSE

Les Italiens en Turquie.

Le correspondant du *Figaro* à Constantinople écrit en date du 10 février :

La banque commerciale italienne d'Orient, nouvellement fondée à Constantinople, a consenti une avance de 60.000 livres turques (1 million 380.000 francs) au gouvernement turc. Pour un établissement financier constitué au capital de 3 millions de lire seulement, c'est une opération considérable. Les motifs de cette opération sont politiques, beaucoup plus que financiers. Pour en comprendre la portée, il faut savoir que les Français et les Allemands refusaient de faire cette avance. La banque ottomane, qui représente ici les principaux intérêts financiers de la France, avait catégoriquement repoussé la nouvelle demande. Elle se trouve à découvert de 55 (cinquante-cinq) millions de francs vis-à-vis du gouvernement. Elle a fort justement refusé d'augmenter cette dette.

Mais l'Italie, qui poursuit actuellement des instances très vives pour une intervention dans les mines d'Héraclée (mer Noire), et qui contrarie de son mieux les efforts de notre diplomatie en faveur de cette affaire exclusivement française jusqu'ici, a pensé sans doute qu'un acte de bonne volonté en faveur du gouvernement impérial lui vaudrait les sympathies du Sultan et de la Sublime Porte. Sur les conseils de l'ambassadeur d'Italie, la banque italienne a donc fait l'avance demandée.

Ce n'est là, d'ailleurs, qu'un détail sans importance pour les finances turques plus embarrassées que jamais, mais il faut voir dans ce fait une manifestation nouvelle de la politique italienne en Orient. L'avance consentie hier est considérée ici comme une nouvelle démonstration du marquis Imperiali vis-à-vis des groupes français et de notre diplomatie.

D'autre part, on mande de Constantinople que sur l'intervention personnelle du marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie, le sultan a renouvelé par iradé les contrats du personnel italien de l'amirauté ottomane.

Carlos Ier et la presse turque.

On écrit de Constantinople au *Figaro* (7 février) :

« Il a plu au Tout-Puissant de rappeler à lui l'âme du roi Carlos de Portugal et de son fils aîné. Le prince Manuel a été proclamé roi ; il recevra les serments de fidélité de l'armée et des dignitaires civils ».

C'est en ces termes que la presse turque a été autorisée à faire connaître aux musulmans les événements tragiques qui viennent de se passer en Portugal.

On dit que jamais fusillade de régicides n'avait résonné plus lugubrement aux portes closes de Yildiz. Plus que jamais, l'entourage du sultan a intérêt à entretenir et à accentuer la frayeur des attentats. Ces craintes sont leur raison d'être et leur sécurité.

Si ce n'était que puéril, on en prendrait facilement son parti. Mais ce système est coupable et dangereux. On berce le sultan d'illusions redoutables en lui laissant croire qu'il arrête les idées perverses avec des décrets contre la presse et avec des censures derrière les guichets du télégraphe. En empêchant les journaux turcs de raconter sobrement ces attentats, les conseillers d'Abdul-Hamid font le jeu de ses ennemis. Ils obligent les Ottomans à lire les journaux étrangers qui donnent des versions autrement amplifiées.

Notez bien que tout cela se fait à l'insu du souverain. Si ceux qui ont le devoir de parler lui parlaient, ils donneraient aussitôt des ordres, car il est intelligent. Le malheur est qu'autour de Yildiz ii n'y ait que des courtisans et pas un conseiller; des ministres, des chambellans, pas un homme libre.

Et l'on continue à sauver l'empire en embusquant derrière les guichets du télégraphe des agents chargés de couper les fils.

Les vins grecs.

On mande de Berne à la *Gazette de Lausanne* (7 février) :

Au Palais fédéral est arrivée la réponse du gouvernement de la Grèce aux questions assez nombreuses que le Conseil fédéral lui avait posées au sujet de l'importation des vins grecs en Suisse.

C'est un document très volumineux et détaillé, qui démontre tout l'intérêt que le gouvernement grec porte à cette question; on y explique le changement qui s'est opéré en Grèce dans la production du vin, le principal article d'exportation du pays. Jusqu'à maintenant on y fabriquait le vin avec les raisins secs; on a changé tout l'outillage, et l'on produit le vin avec les raisins frais.

Ce document fait, ces jours-ci, l'objet d'études suivies de la part de notre administration ; comme le délégué spécial du gouvernement de la Grèce, chargé de traiter cette question, est toujours à Berne, on prévoit que les pourparlers seront repris bientôt.

Un des motifs qui obligeaient les Grecs à faire du vin avec les raisins secs était la difficulté des transports; il est plus aisé de transporter des caisses de raisins secs que des récipients contenant des raisins frais ou du vin. Il serait intéressant de savoir comment cette difficulté pourra être vaincue à l'avenir.

L'inspecteur des finances crétoises.

On télégraphie de Berne au *Figaro*, 7 février :

Avant de nommer ce fonctionnaire, le Conseil fédéral désire encore obtenir certains renseignements concernant les garanties personnelles dont jouirait cet inspecteur. Cela se comprend du reste, car la mission sera délicate et peut se heurter à plus d'une difficulté.

D'après la nouvelle loi crétoise sur l'administration des finances, l'inspecteur général suisse possédera des attributions très étendues. Il aura, entre autres, le droit de *veto* contre les dépenses qui dépasseraient les crédits accordés, ce qui arrive journellement dans les pays où règne l'ordre le plus parfait. Ce *veto* ne pourra être annulé que par une décision de la Cour des comptes, appuyée par le Conseil des ministres. Cette Cour des comptes sera formée par l'inspecteur général et les autres inspecteurs des finances.

Le Gérant : V. Goupy.

Paris. — Imp. V. Goupy, rue de Rennes, 71.